



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

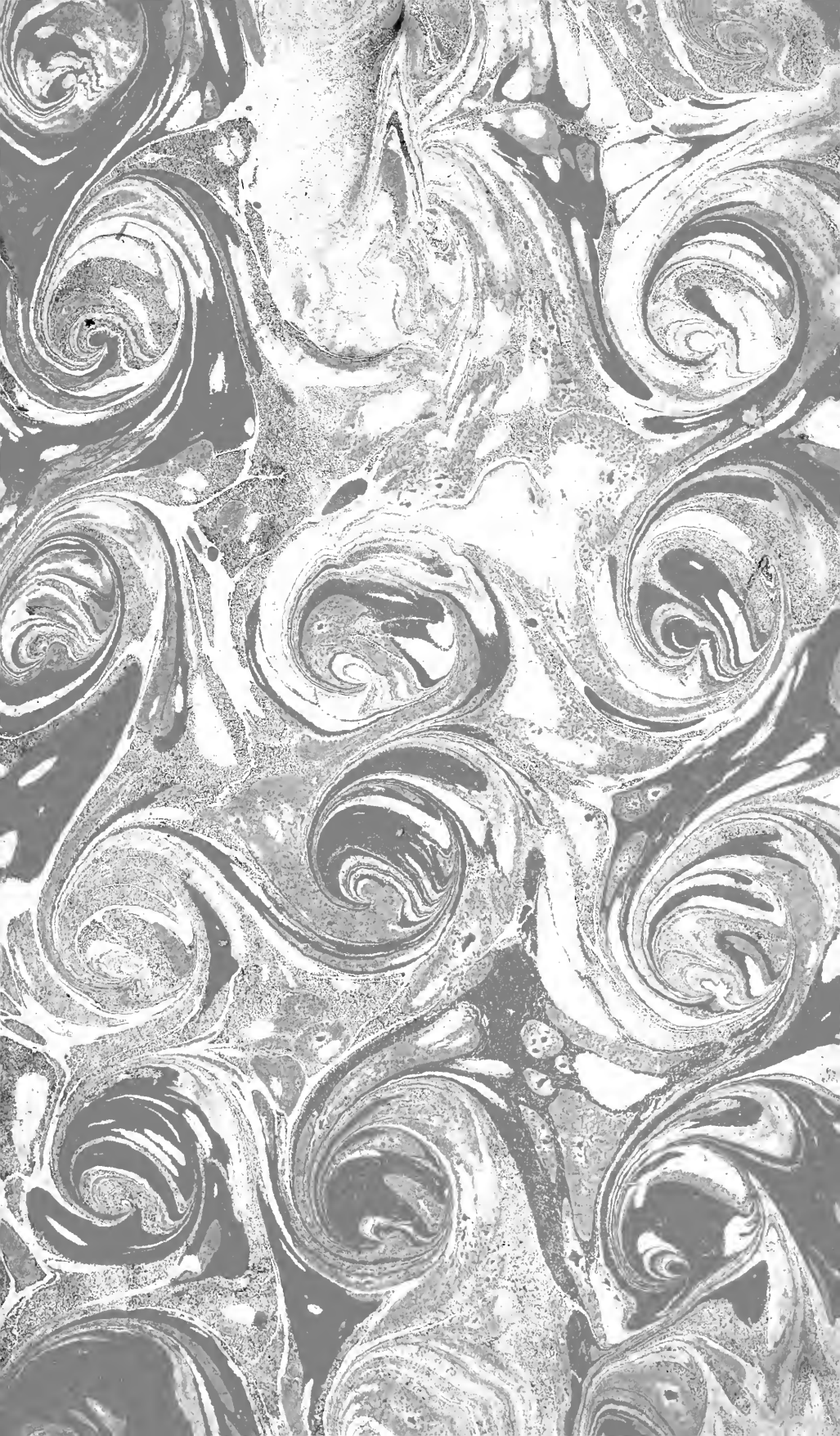


SHELF N<sup>o</sup>

★ ADAMS

★ 233.1

v. 4







Digitized by the Internet Archive  
in 2010

A<sup>4</sup> ADAMS 233.1

2517

*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 2 Novembre 1777.

DANS le cours d'une session du Parlement, il n'est gueres possible, Monsieur, que je vous rende un compte bien suivi des grandes affaires qui s'y traitent, & dont les détails ne sont parfaitement connus que quand ils paroissent dans les Recueils Parlementaires. C'est seulement alors qu'on peut y donner une entiere croyance, parce que leurs Editeurs s'attachent à vérifier ce que la Gazette du matin ou du soir ne s'embarasse que de publier, & parce que les Orateurs eux-mêmes prennent souvent la peine de retoucher les discours donnés sous leurs noms : délicatesse à laquelle on ne peut qu'applaudir. Comme il est d'ailleurs quelques-uns de ces débats qui paroîtroient dans votre Journal à une distance trop éloignée du tems où ils ont eu lieu, relativement à l'importance des objets sur lesquels ils roulent, & que même vous serez obligé en général de les abrégér beaucoup, je choisirai ceux qui me paroîtront les plus essentiels à connoître à cause de leur liaison avec les affaires du jour, & je les mettrai *in extenso* sous vos yeux, comme j'ai déjà

N.º XXXI.

a

## ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fait de celui dans lequel on a discuté le Bill pour la levée des matelots. Vous allez en lire un aujourd'hui qui sera repris dès les premières séances de la session à laquelle nous touchons ; ce qui ne permet pas d'en différer la lecture , & dont l'objet est des plus intéressans , puisqu'il est question d'une entreprise aussi délicate & aussi importante que celle de mettre le commerce d'Afrique sur un nouveau pied , & d'en changer toute l'administration , conséquemment à la nouvelle face que les suites de la guerre d'Amérique auront fait prendre aux affaires générales du commerce. Ce n'est point de moi que vous apprendrez combien toutes les Nations Européennes , qui ont des Colonies , sont intéressées à connoître les desseins & les calculs des Anglois , relativement à toutes les branches d'industrie & de culture qui proviennent ou peuvent provenir du commerce propre à cette quatrième partie du globe. Je me bornerai à vous donner une traduction fidele du discours prononcé par M. Temple Luttrell dans les débats du 28 Mai 1777 , concernant les établissemens Anglois en Afrique.

Ce discours , par la vérité , l'étendue & l'importance des faits , a eu les suffrages des personnes qui connoissent le mieux la matiere , tant du parti des Ministres que de celui de l'Opposition.

M. LUTTRELL saisissant l'occasion des plaintes portées contre les Directeurs actuels du

Comité d'Afrique, & que le Bureau des plantations venoit de mettre sous les yeux de la Chambre des Communes, a censuré d'abord les Commissaires du Commerce & des Plantations, sur ce qu'ils rendoient un compte imparfait & partiel qui n'embrassoit gueres que le quart du commerce d'Afrique, considéré dans son entier, relativement à l'étendue du territoire & de la côte, & aux profits, quoique la pétition du Parlement à la Couronne, pour avoir les éclaircissements nécessaires à l'examen du commerce d'Afrique, fût conçue dans les termes les moins équivoques & les plus pressans. » Ce commerce, poursuivit-il, est un objet de la première importance pour la Grande-Bretagne; & ce n'est point la décadence de nos autres branches de commerce dans toutes les parties du monde qui doit nous le faire négliger. Lorsque je considère combien ce commerce est essentiel à notre revenu national, à la vente de plusieurs articles de nos importations de l'Inde & de nos Manufactures intérieures, à notre Navigation marchande, à notre Puissance maritime, & à l'existence de nos Isles d'Amérique; je ne puis assez m'étonner que nos Ministres n'aient pas déjà, depuis long-tems, apporté les plus sérieuses attentions à un objet de cette importance. C'est une négligence qui me paroît, non seulement une imprudence, mais une faute impardonnable «.



#### IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Le commerce d'Angleterre en Afrique (en suivant les Baies & les Caps sans nombre qui s'y trouvent) s'étend dans une espace de trois mille lieues, depuis le port de Salé dans les Etats de Maroc, jusqu'au Cap de Bonne Espérance. L'époque où nous avons commencé à traiter avec les Habitans de ce Pays, ne remonte pas plus haut que le règne d'Elizabeth. Il fut établi une Compagnie au Sénégal & à Gambie, avec divers privileges exclusifs, sous les règnes de Jacques I. & de Charles I. Pendant le Protectorat, des Négocians particuliers furent encouragés à y faire un commerce général & libre. Il fut construit un fort à Cormantine sur la Côte d'or, & un autre sur la riviere Gambie.

Peu après la restauration, il se forma une Compagnie sous le titre de Compagnie royale d'Afrique, dont le Duc d'Yorck fut nommé Gouverneur. Mais les défiances, les insultes & les déprédations des Hollandois, firent le plus grand tort à la nouvelle Compagnie, & ne contribuerent pas peu à notre premiere rupture avec les Provinces-Unies. Ruyter, & d'autres habiles Marins de cette République, détruisirent nos forts & nos établissemens; & les suites de leurs hostilités furent si funestes, que la paix de 1667, ne répara que très-imparfaitement les dommages soufferts par nos Négocians. Lors de notre seconde guerre avec la Hollande, en 1673.

la Compagnie unie se pressa d'abandonner ses droits & ses possessions à une nouvelle Société de Marchands faisant le commerce d'Amérique, qui étoit aussi sous les auspices du Duc d'York, en qualité de Gouverneur.

En 1697, le Parlement rendit libre le commerce d'Afrique à tous les sujets Britanniques en général. La dernière Compagnie se trouvant en 1730 dans des embarras pécuniaires, l'Administration alloua une somme de 10,000 liv. pour entretenir les forts & les factoreries. En 1749, & dans les deux années suivantes, au moyen d'un arrangement fait avec la Compagnie Royale d'Afrique, une Compagnie de Marchands libres, sous la direction d'un Comité, fut mise en possession de ses effets & de ses forts, depuis le port de Salé jusqu'au cap de Bonne-Espérance; & ce commerce fut ouvert à tous les sujets Britanniques.

La partie de la côte qui s'étend du Cap Blanc au Cap Rouge, a été cédée à la Couronne par un Acte du Parlement passé en 1765; & du Cap Rouge au Cap de Bonne-Espérance, tout ce qu'il y a de forts est resté sous la direction du Comité. La loi ne souffre point que ses membres fassent le commerce comme société unie, & ils ne doivent pas non plus le faire en leur qualité distincte de membres du Comité, soit directement ou indirectement. Des neuf Membres qui composent le Comité, il y en a trois pour Londres, trois

vj    AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
pour Bristol, & trois pour Liverpool. Ces  
Villes sont les seules qui commercent dans  
cette partie du monde. Le commerce de Lan-  
castre se réduit à très-peu de chose «.

» L'Acte de 1749 ordonne que les Mem-  
bres de ce Comité soient choisis annuellement  
par des personnes faisant le commerce, ou  
ayant intention de *commercer en Afrique*. En  
vertu de cet Acte, tout homme intéressé pour  
40 shellings dans le commerce, a le droit  
de donner son suffrage ; mais des artifices  
indirects & une influence vénale, sont cause  
que les Négocians réels, & ceux qui seroient  
le plus en état de faire un bon choix, n'en  
ont pas la faculté. Ce choix dépend des suffra-  
ges accidentels d'une clique de gens corrom-  
pus & de vils mercenaires. Voilà pourquoi en  
1772 il n'y avoit pas moins de 145 noms sur  
le registre des Bourgeois de Londres faisant  
le commerce en Afrique, parmi lesquels on  
n'en auroit pas trouvé cent qui eussent ja-  
mais été intéressés à aucun vaisseau d'Afrique.  
Encore sur ce nombre n'y en avoit-il pas  
cinquante qui eussent la moindre part dans le  
commerce d'Afrique, au tems des élections «.

» En 1771, on ajouta, en un seul jour, à la  
liste, 194 bourgeois de Londres, dont plusieurs  
étoient Membres du Parlement, d'autres Di-  
recteurs de la Compagnie des Indes, un assez  
bon nombre de Cabaretiers, Cordonniers,  
Bouchers, Barbiers, Allumeurs, Pâtissiers,  
Mineurs & autres gens sans résidence & sans

occupation connue , ce qui fait certainement un mélange curieux de commerçans «.

» Le commerce de la Côte d'Ivoire & de la Côte d'Or , qui est l'objet le plus immédiat de l'Administration du Comité , est prodigieusement tombé depuis quelques années , tandis que le commerce d'Afrique au Sud de la Côte d'Or , a singulièrement prospéré. Vers le commencement du règne actuel , & jusqu'à l'année 1771 inclusivement , il s'est encore prodigieusement augmenté. A cette époque , le commerce général d'Afrique produisoit à la Grande-Bretagne , environ deux millions sterl. par (a) an : il employoit , année commune , 50,000 tonneaux de bâtimens , qui faisoient plusieurs voyages dans l'année ; & il fournissoit à nos Colonies plus de 40,000 esclaves. De 1735 à 1763 , il a été envoyé de la Côte d'Or seule aux Colonies Angloises , année moyenne , 13,000 negres ; & en 1752 Liverpool envoya 32 gros vaisseaux à la Côte d'Or. Il en étoit parti du même port 58 pour tout le commerce d'Afrique ; & ces 32 bâtimens ont transporté 8,230 negres «.

» En 1771 , notre commerce général d'Afrique étoit parvenu au plus haut point de prospérité , 195 bâtimens y étoient employés de la Grande-Bretagne , outre 60 à 70 du Continent de l'Amérique Septentrionale ; & quoique sur ce nombre il y en eût en-

---

(a) Par la voie & au moyen des Isles à sucre.

viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

viron 106 de Liverpool ; on n'en put charger que 14 à la Côte d'Or ; & ces 14 bâtimens ne procurerent que 3,400 esclaves. On peut évaluer à 6,000 , au plus , le nombre d'esclaves que nous achetons tous les ans à la Côte d'Or , sans compter ceux de Benin & de Callabar , qui sont souvent conduits vers le Nord-Ouest pour en augmenter le prix «.

» La quantité d'or transportée en Angleterre , du tems de la Compagnie Royale d'Afrique , montoit à près d'un demi million sterl. par an , pour 120 à 150,000 onces ; mais les choses sont tellement changées , relativement à cet article , qu'aujourd'hui nous sommes obligés de porter de l'or aux marchés d'Afrique. Le commerce d'Ivoire s'est pareillement réduit à rien. En 1749 , lors de l'établissement du Comité , l'or coutoit sur la côte , moins de 42 shellings l'once : il y vaut à présent le double. Un bon Negre Anamaboe étoit estimé 9 à 10 liv. sterling , & vendu dans les Isles de l'Amérique Britanniques 29 à 30 liv. sterl. L'année dernière un pareil esclave coutoit , de la première main , 27 liv. 18 shellings , & il étoit vendu à la Jamaïque 69 à 70 liv. argent du pays ( environ 50 livres sterl. ) «.

» Il y a onze forts sur la Côte d'Or , entre le Cap Apolonia & la riviere Lagos. Suivant l'opinion de beaucoup de personnes sensées , trois de ces forts sont absolument inutiles ,



si ce n'est comme des marques de possession ; & deux n'ont été, jusqu'à présent, que trop nuisibles à notre commerce. Le Parlement octroye régulièrement, depuis plusieurs années, 13,000 & souvent 15,000 liv. st. par an, pour entretenir ces forts, qui, selon le dernier rapport du Capitaine Cornwallis, continuent d'être en ruine & hors d'état de défense, quelques uns n'ayant ni artillerie, ni munitions, quoiqu'ils aient coûté à la nation, depuis la dissolution de la dernière Compagnie, plus de 360,000 liv. sterl. «.

» Au lieu de nous attirer la considération & le respect des Naturels du Pays & des Européens rivaux qui ont des garnisons & des comptoirs à une portée de canon de ces établissemens, ils ne sont pour eux qu'un objet de ridicule & de mépris. Ils ont été sur-tout employés à servir de magasins pour la pire espèce de monopole faite par les Officiers publics de la Compagnie, sous le voile de l'autorité législative, & plutôt pour la destruction que pour la protection & la sauvegarde du libre Négociant Britannique «.

» Je suis très-sûr qu'une dépense d'un peu plus de 1000 liv. sterl. par an, pour chaque fort, l'un portant l'autre, montant à la somme de 7 à 8000 liv. pour les seuls forts d'une nécessité réelle, seroit plus que suffisante, en raison de leur situation & de leur grandeur actuelles. Je vois avec peine faire de nouvelles avances d'argent qui doivent être

## X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

employées en marchandises à la discrétion de ces monopoléurs, & encourager de si énormes abus. Ils n'ont jamais été autorisés à anticiper sur les octrois annuels du Parlement, qui, à la vérité, auroit du, il y a long-tems, réprimer leur témérité, à moins qu'on ne lui eût produit des comptes plus satisfaisans des dépenses précédentes. Les Employés du Comité prétendent avoir à réclamer un reliquat de balance de près de 20,000 liv. sterl. Si vous leur remettez l'argent qu'ils sollicitent, il est aisé de concevoir à quels objets il sera appliqué; il n'y aura pas un shelling d'employé à l'entretien des forts & des établissemens «.

» Les Comités d'Afrique (j'entens par le Comité les Directeurs en général du commerce d'Afrique, quels qu'ils aient été depuis vingt-six ans, & sans prétendre particulièrement accuser, ni disculper aucun de ceux qui sont actuellement en place, & dont la conduite est maintenant soumise à l'examen de la Chambre, en conséquence du rapport qui est sur le Bureau.) Les Comités d'Afrique, dis-je, ont agi contre les devoirs de leur place; ils ont certainement été les fauteurs du mal, s'ils n'en ont pas été les *principaux auteurs*; ils ont mal entendu la teneur & l'esprit de l'Acte, qui étoit d'ailleurs *ridiculement libellé*. Ils ont dénaturé la véritable idée de la législation; ils ont agi d'une manière directement contraire aux intérêts réels de la

Nation ; & ils ont presque anéanti notre commerce. Un système aussi destructif ne peut être trop tôt abandonné ».

» Je croirois que ce que nous avons de mieux à faire aujourd'hui , que nous touchons à la fin d'une session , seroit une motion préparatoire , tendante à annuler l'année prochaine l'Acte de 1749 , & à présenter un nouveau Bill au Parlement ; pour établir le commerce d'Afrique sur des principes de politique qui puissent le rendre aussi humain , aussi équitable que la nature de ce commerce peut le permettre , relativement aux Negres , avantageux à l'Armateur & à notre commerce général , & favorable à la prospérité de nos îles de l'Amérique ».

» Pour cet effet , je ne vois pas de meilleur moyen que de créer & d'établir deux Compagnies distinctes qui commerceroient sur un fonds commun. Une Compagnie pour les Nations & les Districts du Nord qui suivent la Religion de Mahomet , celles sur-tout qui parlent certains Dialectes Moresques , dérivés tous de la Langue Arabe , & qui occupent une étendue de côte d'environ 2000 milles , depuis le port de Salé jusqu'à la rivière Saint Paul ; l'autre Compagnie commenceroit de ladite rivière Saint Paul , & s'étendrait jusqu'à la rivière de Lagos , qui comprend toute la côte d'Ivoire avec toute la côte d'Or , & qui renferme le plus Méridional de nos forts à Widah. Ce district seroit peut-être la plus

## xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

riche & la plus importante partie de notre commerce avec l'Afrique, & formeroit une étendue de près de 2,000 milles de l'Ouest à l'Est. A l'égard du reste de ce Continent, qui comprend Bonny, les deux Calabars, la basse Guinée en général, & qui va jusqu'au cap, formant encore une côte de plus de 4,000 milles, il seroit entierement libre, tel qu'il l'est aujourd'hui.

» Par cet arrangement, il y auroit une émulation avantageuse entre les deux Compagnies créées pour le même objet; & la liberté du commerce au Sud, ne seroit qu'aiguillonner l'activité de ces Compagnies, en même tems qu'elle serviroit de frein à l'une d'elles ou à toutes les deux ensemble, en les forçant à se contenter d'un profit raisonnable dans leur commerce. Je suis certain que la saine politique nous portera à une réforme à peu-près semblable à celle que je propose, ou à une liberté de commerce indistincte pour tous les Armateurs d'une extrémité à l'autre du vaste continent de l'Afrique, d'après l'état actuel des contrées Septentrionales de la haute Guinée, considérées, tant du côté de la politique que de la géographie. Je crois qu'on ne pourra relever jusqu'à un certain point notre commerce d'Afrique, qu'à force de travail, d'industrie & de grandes ressources collectives, ainsi que de protection & d'encouragement de la part du Gouvernement. Je suis persuadé que ce commerce, considéré consti-

rationnellement , seroit bien plus sûrement & beaucoup mieux conduit pour l'intérêt public , s'il étoit sous la direction d'une Compagnie commerçante , avec des fonds réunis , qu'en le mettant sous l'administration des Commissaires du Commerce & des Plantations , ou sous celle d'un Secrétaire d'Etat ; jamais on ne me persuadera qu'une telle administration ait amélioré ou étendu notre commerce du côté de Sénégalie. Auparavant nous avions des stations , des magasins & des communications ouvertes pour beaucoup d'articles de commerce , jusqu'à 200 lieues , en remontant la rivière de Gambie , avec dix-sept comptoirs. Ils sont tombés avec la dernière Compagnie Royale d'Afrique , & je ne sache pas qu'aucun d'eux ait été recouvert par les soins des Ministres de la Couronne «.

» Le commerce de Sénégalie est bien loin de ce qu'il devroit être , après avoir coûté à la nation , en établissement civil & militaire , en extraordinaires , en artillerie , &c. &c. depuis 1766 (inclusivement) près de 180,000 liv. sterl. Sur la côte d'Or , & dans l'intérieur de ce pays , vous aviez autrefois des routes de communication de 6 à 800 milles de longueur , coupées dans des défilés & des bois très-épais. Ces routes étoient au nombre de cinq , & à la fin de chaque journée de chemin ( d'environ dix à douze lieues ) on trouvoit des maisons où



#### XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'on pouvoit se reposer & se rafraîchir, & sur lesquelles des pavillons Britanniques étoient élevés. La plupart de ces routes sont aujourd'hui rompues & les maisons abandonnées tombent en ruine. Il n'y a presque plus de communication entre les Européens & les Naturels de l'intérieur des terres. Les guerres qui ont subsisté les années dernières entre les Etats Confédérés près la côte de la mer, & les Souverains des pays intérieurs (guerres qui quelquefois aussi ont été suscitées & aggravées par la mauvaise conduite & la basse politique des Facteurs Anglois & Hollandois); ces guerres, dis-je, ont mis le commerce d'Afrique dans une position si hazardeuse, qu'il ne peut être relevé que par un capital de fonds réunis, qu'il faudroit employer à mettre nos sorts en bon état, & à rétablir dans cette partie du monde notre pouvoir & notre crédit, en même tems qu'on persuaderoit aux Hollandois de concourir avec nous à rendre libre le commerce avec les Africains, pour l'avantage mutuel de toutes les parties «.

» On pourra alléguer que le commerce des Negres est contraire aux principes de la Religion & de la nature; mais considérons que si nous sommes obligés de conserver & de maintenir nos Colonies, ce qui ne peut se faire que par des Negres Africains, il vaut certainement mieux nous fournir nous-mêmes de ces Negres, que de les acheter par l'en-

tremise des Facteurs François, Hollandois & Danois. Le nombre des Negres doit naturellement diminuer de beaucoup, si nous ne nous servons que de ceux qui naissent dans la servitude, & de Noirs déjà façonnés & établis dans nos îles à sucre. Cependant quelque dur que l'état d'un Esclave Negre puisse paroître d'abord à un Anglois zélé pour la liberté, je le trouve beaucoup moins à plaindre (même en considérant son état de nature & son droit de naissance local) qu'un pauvre matelot pressé en Angleterre. La prison du Negre n'est pas aussi resserrée, sa discipline n'est pas aussi sévère : il est nourri tout aussi bien, & son travail en général est moins fatigant; mais sans insister plus longtemps sur cet objet, vous ne seriez sûrement pas fâchés d'avoir de l'or, des gommes, de l'ivoire, de la cire, des bois de teinture, &c. dans la plus grande abondance «.

» J'ai toujours vu que le commerce d'Afrique enlevait une grande quantité de nos marchandises de l'Inde, des laines & des quincailleries d'Angleterre, &c. Il y a eu un tems où il circuloit dans la Grande-Bretagne 400,000 guinées, provenant de l'or apporté ici par la Compagnie d'Afrique : je crois que c'est de là que cette monnoye a d'abord tiré sa dénomination. Elles étoient distinguées des autres guinées courantes par la figure d'un Eléphant «.

» Loin que nous puissions nous flatter que

## xvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le commerce d'Afrique fleurisse jamais sous le régime actuel, je suis sûr qu'il lui est impossible de subsister plus long-tems sans une réforme totale. La chute des Compagnies de fonds unis n'a été occasionnée par aucune imprudence de leur part. La dernière Compagnie Royale d'Afrique commença avec un peu plus que cent onze mille liv. sterling, & les appels qui survinrent ne furent pas fort considérables ; cependant elle dépensa en Afrique, de manière ou d'autre, & au grand avancement de ses intérêts & de ceux de la Grande-Bretagne, plus de 1,400,000 liv. Lorsque le commerce fut rendu libre à tous les Armateurs, sous Guillaume III, la Compagnie donnoit un dividende de quarante pour cent sur son premier fonds. Le commerce d'Afrique est trop compliqué, trop volumineux, trop diffus pour être dirigé par des Ministres. D'ailleurs un Bureau Ministériel de Commissaires est sujet à des incertitudes & à des variations continuelles ; & notre Bureau de Commerce & de Plantations a déjà plus d'affaires qu'il n'en peut suivre «.

Les autres Etats civilisés de l'Europe sont constitués très différemment du nôtre. Chez eux, un Gouvernement central agit avec vigueur & célérité jusqu'à ses extrémités. Nul autre pouvoir coercitif n'y peut opérer dans les communications réciproques de commerce que celui des Secrétares d'Etat, des Ambassadeurs, des Consuls, &c. Dans les affaires de

de la Grande-Bretagne , conduites d'après les principes du commerce avec nombre de Nations Sauvages de l'Afrique , il n'est pas besoin de l'entremise des Ministres de la Couronne. Ils doivent se contenter d'être les gardiens publics de nos droits contre l'inimitié & les empietemens des autres Etats de l'Europe, qui commercent en concurrence, & de protéger notre navigation sur mer. Examinons actuellement à quel point les Ministres d'aujourd'hui ont rempli ou négligé cette obligation «.

Le fort d'Albreda , sur la riviere de Gambie , nous fut cédé par le Traité de Paris en 1763 , lorsque toutes les dépendances du Sénégal furent cédées à la Grande-Bretagne ; c'est une possession qui nous appartient , ainsi que j'offre de le prouver à la Chambre, si le fait est ( *a* ) nié. On a souffert que les François continuâssent à occuper ce fort ; & depuis ce tems là ils y font un commerce très-lucratif «.

» En 1772 , un vaisseau sortit d'Albreda pour le compte de la France, avec une cargaison plus considérable qu'aucun vaisseau Anglois n'en avoit jamais eu «.

---

( *a* ) On seroit curieux de voir comment M. Lutrel prouveroit cette assertion. Tous les François qui ont fréquenté ces pays , ont toujours cru qu'Albreda sur la riviere de Gambie , étoit une dépendance de Gorée & non de la riviere du Sénégal.

## XViii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Il paroît , par le rapport fait aujourd'hui à la Chambre , que les Hollandois usent de violence pour empêcher notre commerce avec les Portugais ; & ces mêmes Portugais qui passent pour nos alliés & nos bons amis , confisquent continuellement nos vaisseaux & nos cargaisons lorsqu'ils touchent à leurs établissemens. En 1773 , le sloop l'*Aventure* , Capitaine Windsor , se trouvant près des attéragés de Zingzing , & ayant quatre pieds d'eau à fond de calle , fit un signal de détresse. On lui permit de retirer ses marchandises , & d'étancher sa voie d'eau ; mais aussitôt que les matelots descendirent à terre , ils furent arrêtés & conduits en prison , où deux d'entr'eux moururent de mauvais traitemens ; le reste fut envoyé quelque tems après à Gambie , mais tous les effets des propriétaires , qui montoient à plus de 2,000 liv. , furent perdus sans retour «.

» Un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté , mis en commission par notre Commandant en chef dans cette station , a reçu dernièrement sur ces parages un outrage encore plus révoltant. Il fut contraint de toucher à un établissement Portugais , où il fut pris , & tout l'équipage emprisonné ; le Capitaine qui , comme je l'ai appris , avoit passé à ce poste de celui de premier Lieutenant de la frégate du Roi la *Pallas* , est arrivé depuis peu en Angleterre de Lisbonne ; mais je crois que son équipage est toujours



prisonnier en Afrique. Ce fait , pris dans toutes les circonstances , est peut-être plus atroce encore que celui de la prise du *Morning-Star* par les Espagnols à la côte de Mosquito. On assure que le prétexte a été à peu près le même , & qu'on avoit pris ce vaisseau pour un Pirate , ou pour un Corsaire Américain «.

» Il est du devoir du Parlement de prendre sans délai quelques mesures pour l'accroissement du commerce général d'Afrique , comme une ressource qui puisse sauver les débris de l'Empire Britannique , lorsque l'Amérique ne nous appartiendra plus. Si l'on approuve le projet de deux Compagnies , tel que je l'ai exposé , peut-être que nos Ministres , en vendant les esclaves attachés aux forts , les forts , les établissemens & les autres effets qui appartiennent au Public , pourront non seulement le soulager des octrois annuels pour l'Afrique , mais même faire un arrangement pour l'entière liquidation de l'arrérage actuel de la dette , vis-à-vis du Comité & de ses Employés. A tout événement , je demande la permission de faire cette motion que je regarde comme le seul projet salutaire qui puisse être adopté avant la prorogation du Parlement. Cependant si dans l'état actuel des affaires , ma proposition pouvoit empêcher la disculpation des Membres du Comité actuel d'Afrique , je désire qu'on ne prenne

## XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une décision sur ma proposition, qu'après que l'affaire du Comité aura été terminée «.

ALORS M. Luttrell porta sa motion qui étoit de supplier Sa Majesté d'ordonner au Bureau du Commerce & des Plantations d'examiner les plans & projets, qui dans le cours de l'Eté ( 1777 ), pourront lui être remis pour mieux entretenir les forts, & pour conserver, augmenter & étendre le commerce général d'Afrique, depuis le port de Salé, dans la Barbarie Méridionale, jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, & de faire à la Chambre, au commencement de la prochaine session, le rapport des projets ou plans que lescits Commissaires jugeront les plus propres à remplir cet objet.

M. Viner se leva, & après avoir fait le plus grand éloge de la description que M. Luttrell venoit de faire du commerce Anglois en Afrique, il fut d'avis qu'on formât sur le champ un Comité sur le rapport & les pétitions remis à la Chambre & reçus par elle. Il ajouta que lorsque cette partie de l'information seroit terminée, il auroit la satisfaction d'appuyer la motion de M. Luttrell, & qu'il ne doutoit pas qu'elle ne fût reçue unanimement.

M. Gascoyne, quoique Commissaire du Commerce, rendit témoignage de l'exactitude avec laquelle M. Luttrell venoit de traiter les affaires de l'Afrique en général ; & il ap-

prouva sa proposition. Il est à remarquer que M. Gascoyne a prodigieusement travaillé sur cette matiere , & il est peut-être le seul Ministre ou Sous-Ministre qui ait pris la peine de faire une étude approfondie du commerce de cette partie du monde.

*J'ai l'honneur d'être , &c.*

*P. S. du 5 Novembre.*

ON ATTENDOIT, Monsieur , une Gazette de la Cour qui confirmât les grands avantages remportés en Amérique par les diverses armées Angloises , & dont le bruit s'étoit répandu depuis quelques jours. Enfin il en a paru une le samedi premier Novembre , chargée de dépêches de quatre à cinq Généraux Anglois dans le Nord , & dans le Sud du Général Howe , du Vice-Amiral son frere , du Général Burgoyne , du Général Carlton du Lieutenant-Colonel Saint-Léger , & du Général Maclean & cependant les longs détails qu'elles contiennent , n'ont fait qu'accroître les incertitudes , irriter la soif des nouvelles ainsi que l'humeur des Ministres contre la lenteur des Frégates messageres chargées de tout ce qu'ils ont de grand & d'important à apprendre à la Nation , & qui se contentent de faire annoncer leur arrivée & les glorieuses nouvelles qu'elles apportent , par les charrettes mâtées qui les saluent en passant.

» Que nous apprennent les deux Freres

## xxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

par leurs lettres, dont la plus récente est du 30 Août. » ?

» On voit dans celle du Général Howe, qu'il ne s'est déterminé que le 30 Juillet, au sixieme jour de sa navigation, à chercher la Baye de Chésapeak, & lorsqu'il a été devant les Caps du Delaware où sans doute il n'a pas osé entrer. — Qu'il a eu ensuite une navigation longue & pénible, & qu'il n'a atteint que le 25 Août le lieu de son débarquement, l'ennemi étant alors près de Philadelphie. — Que vers le 30 l'ennemi avoit pris une position où il seroit difficile de le forcer à une action générale, même quand ce seroit pour sauver Philadelphie : aveu qui fait voir que, suivant M. Howe, les Américains ne doivent pas regarder la perte de Philadelphie comme le dernier des malheurs, & par où il prononce lui-même la condamnation de son plan de Campagne ».

Il y joint une copie de la proclamation dont il s'est fait précéder, comme ailleurs, & qui produira le même effet : prieres qu'on n'écoute point, menaces dont on se moque, & promesses décriées par l'indigne conduite de ses troupes par-tout où il a passé.

» Le Lord Vice-Amiral donne le démenti dans la sienne au Général son frere. Suivant celui ci, c'est sur des avis reçus le 30, lorsqu'il étoit entre les Caps du Delaware qu'il a jugé plus à propos d'aller à la Baye de Chésapeak; mais au dire de l'Amiral, la destination de

la flotte étoit pour les Caps de la Virginie , quoique son Frere n'ait pris cependant qu'après coup la résolution de s'y rendre , & l'ayant jugé plus à propos. — Il est visible que cette variante nous décèle une premiere tentative manquée par le fleuve Delaware ».

Voilà tout ce que contiennent d'essentiel les lettres des deux Freres , tandis que tout Londres retentit du bruit d'une défaite générale de Washington , & de la prise de Philadelphie. Il est vrai que les dates sont différentes , puisque , si l'on peut regarder comme authentique une lettre de Washington au Congrès, l'événement, seulement d'une affaire de poste, est du 11 Septembre. Cette lettre (a) qui est révoquée en doute par la circonstance de la blessure du Marquis de la Fayette que l'on assure être à l'armée du Nord , n'annonce au surplus qu'un avantage préparatoire à la prise de Philadelphie qui , suivant M. Howe , n'est pas le revers que craignent le plus les Américains , & dont il ne résulteroit que plus d'acharnement à la guerre de leur part.

Tout ce que le Chevalier Howe mande donc d'agréable , c'est qu'après les dépenses énormes de cette troisieme campagne , après

---

(a) Milord Germaine vient de faire publier ses remerciemens au Maire de Liverpool , de qui il a reçu la Gazette de New-York où est cette lettre de M. Washington. Ainsi il n'est plus possible de croire cette lettre supposée.

#### xxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'énorme ravage que les maladies du climat ont fait dans son armée, & un voyage très-long & très-fatigant, de près de 35 jours, il a eu le bonheur enfin de débarquer ses troupes sans qu'elles aient été exterminées.

La lettre du Général Burgoyne est datée du Camp en face de Saratoga le 20 Août. Il débute par apprendre à Mylord Germaine qu'il a fait 18 milles en 16 jours. *Chi va piano va sano* ; mais malgré tout le sens qui abonde dans ce vieux dicton Italien, ce *piano* là ne prendra point l'Amérique à revers. Tout a manqué à M. Burgoyne : tout l'a contrarié : tout a trompé ses calculs : les élémens même ont conspiré contre lui. — Vous avez lu, Monsieur, dans ma lettre du 18 Octobre dernier (N°. XXIX) un tableau de la difficulté des marches en Amérique ; c'est exactement tout ce que M. Burgoyne en écrit. Mais il se garde de dire que, tandis qu'avec des peines extrêmes, & après quinze jours du travail le plus opiniâtre, il avoit la douleur de voir qu'il n'y avoit que dix bateaux d'arrivés, on lui brûloit par centaines ceux qu'il a laissés sur les Lacs.

Pour mieux décrire l'impossibilité où il a été d'entretenir sa communication avec le Fort George, il convient que le cordon qu'il a formé est beaucoup plus long que ne le comportoit la force de son armée ; il voit des *impossibilités physiques*, dont jusques-là il paroît qu'il s'étoit peu douté ; & enfin pour

soutenir l'averfion qu'il a jurée aux marches retrogrades , il se décide à faire surprendre un poste ennemi , où abondent les provisions de tout genre , & qui lui permettra d'oublier des magazins un peu trop éloignés ( l'Angleterre & l'Irlande , par exemple ) pour que ses subsistances soient régulièrement assurées. Un détachement de cinq cents hommes , bien composé , bien commandé , bien muni d'artillerie , marche à la découverte de cette terre promise appelée *Bennington*. Il fait lui-même un mouvement le 14 Août , pour seconder de loin cette tentative. On apprend que l'ennemi étoit plus fort à *Bennington* qu'on n'avoit cru d'abord ; il y envoie un renfort de troupes d'élite. Mais le Commandant de son détachement donne dans un piège grossier , dans le même piège où se sont laissés prendre tant de gens d'esprit , à la Cour de Londres sur-tout c'est-à-dire , qu'il croit au retour sincere des Américains de qui on a extorqué des soumissions & des sermens de fidélité. Il est trahi par des guides qu'il avoit pris sur la route , pour lui faire connoître le pays & les gens ; il avoit eu l'imprudence , c'est M. Burgoyne qui parle , de laisser en liberté ceux qui avoient prêté le serment d'allégeance. Sa crédulité & leur scélératesse causerent son premier malheur. Ils l'engagent dans un chemin qu'il ne pouvoit pas connoître. Ils avertissent de sa marche , les autres nouveaux convertis leurs freres ; & ceux de qui il avoit reçu les sermens , furent les premiers qui

## XXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tirerent sur lui, qui lui tuerent beaucoup de monde, qui le firent prisonnier. D'un autre côté le Lieutenant Colonel Breyman, à la tête du renfort, est obligé de faire retirer ses troupes victorieuses en laissant deux pieces de canon derriere lui. Les Sauvages se retirent de même & aussi le Capitaine Frazer, avec une partie de sa compagnie, & beaucoup de Provinciaux & de Canadiens. Ce sont tous ces honnêtes fuyards là, que M. Burgoyne appelle *Conquering - Troops*, troupes victorieuses. — Il songe avec peine que l'ennemi appellera cette retraite une déroute, qu'il fera sonner bien haut la prise de quatre pieces de canon; mais *cela mis à part*, poursuit-il, ils ont peu de sujet de se féliciter; car leur perte doit avoir été du double au rapport de ceux des habitans qui les ont vus enterrer leurs morts. On sait pourquoi ses troupes victorieuses n'étoient pas restées pour les compter elles-mêmes. Ce qui le désole sur-tout, c'est de dépendre encore de ses magasins éloignés & de n'avoir pas pu enlever les troupeaux gras de Bennington, n'ayant des subsistances que pour quatre jours.

Tout cela ne l'empêche pas de promettre des merveilles, comme s'il avoit encore deux ou trois mois de campagne devant lui, avec toute sécurité pour son cordon de cent lieues, & même de parler de l'assistance que peut lui donner le Général Howe, qui semble l'avoir entièrement oublié, & qui je crois, auroit beaucoup plus facilité la jonction des



deux armées, s'il eût continué d'occuper les Jerseys & les plaines Blanches, que cela ne lui sera possible, même quand il prendroit Philadelphie.

Le Lieutenant-Colonel Saint-Léger, sur l'expédition collatérale de qui M. Burgoyne avoit tant compté, lui écrivoit le 11 Août, pour le presser de favoriser par une diversion le dessein qu'il avoit de joindre l'une ou l'autre des grandes armées. Il lui vantoit le bonheur qu'il venoit d'avoir le 5 de remporter une victoire complète dans laquelle il avoit tué 400 ennemis, & dans ce nombre, presque tous les principaux moteurs de la rébellion. Il craignoit cependant que sa jonction avec M. Burgoyne ne fût coupée par des troupes réglées. Il ne dit rien sur ses progrès dans le siège du fort Stanwix ou Schuyler; mais le Général Carlton a pris la peine d'éclaircir tous les doutes à ce sujet dans une lettre que les Ministres ont reçue aussi de lui. Il les informe qu'après avoir renoncé à ce siège, M. de Saint-Léger a repris la route de Montréal pour venir se joindre au Général Burgoyne par les lacs. Il pourra rencontrer en chemin les Américains qui ont enlevé près de Ticondérago le 16 Septembre une partie du cinquante-troisième régiment, & qui ont brûlé au portage tous les bateaux du Général Burgoyne.

Enfin voici la grande nouvelle de l'armée du Général Burgoyne. Ce ne sont plus ses détachemens, qui se sont mesurés avec l'en-

## xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

nemi : c'est lui-même dans une action du 19 Sept. qui a duré depuis midi jusqu'à la nuit close, ce qui peut faire près de neuf heures. Il y a bien du singulier dans les quatre mots de détail envoyés de Ticondérago le 30 Septembre à M. le Chevalier Carlton par M. le Général Maclean, sur un rapport verbal.

Il avoit reçu le matin du 30 la nouvelle de cette bataille du 19, par un exprès du Général Burgoyne qui la lui a racontée ; c'est exactement la relation de Sozie dans Amphitrion. Cette innovation dans les usages de la guerre chez les Modernes, étonne ici tout le monde. On se demande comment M. Burgoyne, qui écrit avec une si belle facilité, s'est abstenu de le faire dans une occasion si glorieuse pour lui ? Si son triomphe n'a pas été rendu avec toutes les nuances propres à en faire sortir l'éclat, c'est entièrement sa faute. Mais d'après l'exposé *verbal* de son courier, l'avantage ne peut pas avoir été aussi grand qu'on se le feroit imaginé d'abord. On augure que si le terrain étoit si contraire aux troupes Britanniques, que trois régimens seulement aient pu déployer tout leur courage, la perte des Anglois doit être de beaucoup plus que 350 tués & de 150 blessés.

Le récit verbal dit que les Rébelles se *sont retirés dans leur camp* à une demi-lieue du champ de bataille. Ils avoient donc fait ce chemin pour marcher à M. Burgoyne ; ils l'ont attaqué sur un terrain désa-

vantageux , & le combat n'a cessé qu'après la fin du jour. Il a fait compter les six cens morts des ennemis, quand il n'y voyoit plus assez clair pour reconnoître les siens propres. Oh , certainement la victoire a été achetée bien cherement par le Général Anglois ; & c'est la raison pour laquelle son courier n'avoit ni relation écrite , ni liste de tués & de blessés.

Je fais une dernière observation sur les onze journées de route de ce Messager qui étoit chargé de faire passer en Angleterre la nouvelle d'un événement si intéressant. Si , du champ de bataille jusqu'à Ticondérago , il a voyagé onze jours , combien en faudra-t-il au Général Burgoyne , quand il aura renoncé à sa jonction , pour retourner lui-même à Ticondérago avec les débris de son armée ? Certainement ce sera pour lui une route de plus de vingt-cinq jours : on peut donc rabattre ce nombre de jours de la durée de sa campagne , dont le plus long terme seroit jusqu'au premier Novembre. Par conséquent , il est impossible qu'une fois le mois d'Octobre arrivé , il ait songé à poursuivre son projet de jonction. Ainsi , à compter du 19 Septembre , jour de l'action , il n'avoit plus que onze ou douze jours dans lesquels il pût tenter d'agir ; & à compter du premier ou du 5 Octobre , le système défensif de l'armée Américaine aura pu , en toute sécurité , devenir offensif , pour le harceler dans une marche rétrograde de

### XXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

près d'un mois de route au milieu de toutes les difficultés dont il a fait lui-même un si hideux tableau.

Si le Ministère Anglois, Monsieur, n'est pas très-assuré que son Général s'emparera de Philadelphie, il n'aura pû voir, sans une vive inquiétude, que la nouvelle qui s'en est généralement répandue ait fait hausser sur le champ les fonds publics de deux pour cent. C'est toute la faveur qu'il pouvoit espérer de l'événement le plus décisif de cette campagne & de la guerre, qui seroit bien plutôt la jonction des deux armées, que la prise même de Philadelphie. Cette prise ne se confirmant point sous quelques jours, les fonds baisseront beaucoup plus qu'ils n'ont haussé, & ce désastre arrivera précisément au moment où il seroit le plus intéressant que leur crédit se relevât pour faciliter le succès de l'opération de finances de Milord North. Sans doute que Milord Germaine a senti le danger de cette joie hâtive, car il n'a point voulu avoir l'air de donner de la consistance à un espoir qui n'est peut-être pas des mieux fondés, quelque plaisir qu'un certain parti paroisse trouver à s'en nourrir. Plusieurs Marchands de Londres se sont rendus le 4 au matin chez ce Lord, pour lui demander si on pouvoit donner croyance au bruit répandu dès la veille, de la défaite de Washington. La réponse de ce Ministre a été: » qu'on n'en avoit point reçu

de nouvelle (a) authentique , & qu'ainfi il ne pouvoit point affurer le fait ; mais qu'il croyoit qu'il pouvoit y avoir quelque chose de cela : qu'au furplus on attendoit d'un moment à l'autre des nouvelles du Général Howe α. Dans des circonftances où une jouiffance prématurée fe pardonneroit aifément à des Miniftres en qui on n'a jamais repris une modeltie excessive , un langage fi modéré décele l'intérêt qu'ils attachent au maintien du crédit public , de préférence même aux avantages momentanés qui pourroient accélérer le fuccès de leurs futures opérations. Pour faciliter leurs recrues en Allemagne & en Angleterre , pour amortir le zele des Etrangers pour la caufe Américaine , il eft bon qu'une nouvelle auffi importante que la prife de Philadelphie fe répande & s'accrédite , dût-elle même ne fubfifter que quinze jours ; mais le défordre qui fe mettroit dans les fonds publics , lorsque l'artifice feroit découvert , fur-tout le grand projet de finances d'où dépend la campagne prochaine étant prêt à éclore , porteroit à tout le fyftême de la guerre , un coup fi terrible qu'il feroit peut-être impoffible de la remettre jamais fur pied. Voilà ce qui vous explique la merveilleufe circonfpection de Milord Germaine dans fa réponfe aux Marchands. Sa simpli-

---

( a ) Il n'en avoit connoiffance que par la Gazette de New-York.

cité convenoit parfaitement à un homme d'Etat, qui n'a que sa part dans le soin que prend le Conseil en général pour ménager le crédit. Vous allez voir à présent, Monsieur, comment le Ministre de la finance, dont c'est l'affaire principale, travaille à régénérer la confiance & à donner aux actions une faveur indépendante du sort journalier des armes en Amérique. Le même esprit de sagesse inspire l'un & l'autre chacun selon la nature du département dont il est chargé.

*Apologie de Milord North.*

» Le Parti de l'Opposition a voulu faire courir le bruit que le Lord North songeoit à se retirer; quoique cette nouvelle n'ait pas le moindre fondement. Ce même Parti l'accuse aussi d'indolence & de négligence; mais il y a de l'injustice dans ces reproches, & ils portent à faux. Ce Ministre n'est indolent que sur un point dont on ne peut pas lui faire un crime; c'est qu'il se soucie fort peu de salarier des Ecrivains mercenaires pour chanter ses louanges «.

» Le Lord North a pris les rênes de l'Administration dans un tems où la faction se passionnant pour les vues d'intérêt personnel de ses chefs, & échauffée par les préjugés du vulgaire, ne respiroit que vengeance & carnage. Ce Lord, par l'honnêteté de ses sentimens & par son habileté dans les débats Parlementaires, a soutenu avec  
fermeté

fermeté le système Ministériel, lorsque ceux de ses collègues, qui aujourd'hui censurent son indolence, eussent mieux aimé se soustraire obscurément au danger. L'esprit de la Cour, perdu alors dans l'ivresse du faux patriotisme, avoit laissé l'animosité & la licence prendre tant d'empire, qu'il n'y avoit que la modération, la patience & la prudence la plus soutenue qui pussent sauver la Constitution d'un naufrage universel. La guerre Américaine, semblable aux éruptions d'une maladie dont les germes ont été longtemps cachés dans le système vital, pourroit bien n'être pas aussi fatale à l'Angleterre que nos Politiques affectent de l'appréhender. Il y eut un tems (& ce tems n'est pas bien éloigné) où le mal menaçoit de se manifester beaucoup plus près du cœur de l'Etat. Les auteurs de la guerre Américaine sont ceux qui ont jetté les premiers germes de ce mal, & qui ont empêché le Ministre de l'extirper dès son principe. Il est certain que le Lord North a fait tout ce qui étoit au pouvoir d'un Ministre habile & zélé pour la Constitution. Actuellement il lui faut de la vigueur : actuellement la Nation doit sentir ce besoin ; & elle ne confondra pas la vigueur avec la tyrannie & la soif du sang. Le public peut donc être sûr qu'il en sera mis dans toutes les opérations nécessaires de l'Etat «.

» L'ordre que le Lord North a rétabli.  
N°. XXXI.

xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
dans les affaires de l'Inde , a conservé à la Grande-Bretagne ce vaste & précieux pays. Il a sauvé à la Compagnie la honte d'un *suicide* , & il a mis un frein aux emportemens défordonnés de l'esprit d'agiotage. Les richesses immenses que nous possédons actuellement dans l'Inde en matieres d'or & d'argent , doivent nous causer autant de surprise & de joie , qu'elles sont capables d'étonner & d'inquiéter les étrangers. Trois millions sterling dans le Trésor de Calcuta , avec un revenu qui s'accroît sans cesse & une armée de troupes réglées montant à 70,000 hommes dans l'Inde , indépendamment de la faculté de monopoliser tout le commerce de cette vaste contrée lorsque nous le voudrons ; tels sont les avantages dont la Grande-Bretagne a l'obligation au Lord North qu'on accuse de tant d'indolence. Ce sont là les vraies raisons qui ont empêché jusqu'ici les Cours d'Espagne & de France de se joindre ouvertement aux Rébelles de l'Amérique. Avec de si immenses ressources , si on sait les mettre à profit , l'Angleterre fera la loi aux Américains , & l'Etat se verra soulagé de ses charges.

» Le public peut donc être certain que le Lord North , loin d'avoir intention de se retirer , est actuellement occupé d'un arrangement qui , en donnant à l'Etat toute l'aisance & la sécurité désirables , confondra ses ennemis par-tout où il peut en avoir , & placera



son nom parmi ceux des plus grands Ministres.

JE NE DOUTE nullement, Monsieur, que ce morceau ne soit de Mylord North lui-même, puisqu'il ne permet point qu'on lui suppose des Ecrivains payés pour chanter ses louanges. Il seroit difficile qu'une plume parfaitement désintéressée eût traité aussi disertement cette matiere. Vous y aurez remarqué sans doute des vues de monopole du commerce entier de l'Asie, parfaitement assorties à celles de M. Luttrell sur celui de l'Afrique, qui ont fait le sujet de la premiere partie de ma lettre. La faction ministérielle d'aujourd'hui se flatte de pouvoir chasser de l'Asie toutes les autres Puissances. La faction opposée qui lui succédera, compte étendre sa domination sur toutes les côtes d'Afrique, & en faire un nouvel Empire à l'Angleterre qui l'indemnise de la perte de celui d'Amérique. Voilà de raisonnables motifs de consolation pour nous tous, si la faction aujourd'hui dominante, vient à être totalement chassée d'Amérique, où nous pourrions au moins nous réfugier quand il arrivera à l'une ou à l'autre de se persuader qu'elle doit aussi regner seule en Europe.

*P. S. du 7 Novembre.*

Je voudrois bien, Monsieur, avoir quelques chose de positif à vous mander sur l'affaire du 11 Septembre entre le Chevalier

### xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Howe & M. Washington. La lettre de ce dernier, copiée de la Gazette Royaliste de New-York du 22 Septembre, est encore la seule autorité sur laquelle cette nouvelle soit fondée. Tout l'art de la critique a été déployé par le parti de l'opposition, pour démontrer que cette pièce avoit été fabriquée à Londres. Pour moi, je consens à la croire vraie, pourvû qu'il me soit permis de calculer les effets que le Gouvernement peut attendre de ce premier succès de son armée, sur le nouveau théâtre où doivent briller les talens de M. le Chevalier Howe. J'ai déjà eu l'honneur de vous faire observer, d'après le jugement porté par ce Général lui-même, que M. Washington sacrifieroit jusqu'à la défense de Philadelphie, pour ne point se laisser forcer à une action générale. En conséquence, ainsi que le débite le parti Ministériel, M. Washington se fera retiré sur *German-Town*. Cette place est sur la route qui conduit à *Reading* où sont les magasins des Américains; & elle lui assure ses communications avec la Virginie, le Maryland, la Pensylvanie & la Nouvelle-York. De ce quartier Général, où on peut imaginer qu'il sera aussi bien retranché qu'il l'étoit au camp de *Bound-brook* dans les Jersey, M. Washington verra sans inquiétude l'armée Angloise établie à Philadelphie, Il l'y tiendra bloquée pendant tout l'Hyver,

& dans des allarmes continuelles : il lui enleva tous ses fourageurs , & harcelera sans cesse , comme il l'a fait dans les Jerseys , les partis que le Chevalier Howe voudra mettre en campagne , pour procurer des subsistances aux six ou sept mille hommes avec lesquels il sera renfermé dans Philadelphie. Vous concevez , Monsieur , que de pareilles forces ne suffiront pas à M. le Chevalier Howe pour agir offensivement dans un pays où il est entouré d'ennemis. Vous allez juger vous même s'il est possible qu'il en ait de plus considérables. Il étoit déjà très-affoibli lorsqu'il a dû se mettre en marche pour prendre la route de Philadelphie. On a vu par les rapports des Adjudants généraux , qu'il y avoit jusqu'à neuf cents hommes malades de la dysenterie après le débarquement , & qu'il en étoit mort deux cents des fatigues de la navigation de la Baye de Chesapeak , qui a duré dix-sept jours. Joignez à ce nombre celui de ses tués & blessés , tant dans sa marche , que dans l'action du 11 & dans celles qui l'ont dû suivre , avant qu'il ait pû percer jusqu'à Philadelphie. Joignez y encore ce qu'il doit laisser de troupes depuis le lieu de son débarquement jusqu'à Philadelphie pour garder un cordon de vingt lieues ; & vous verrez qu'à peine lui restera-t-il six ou sept mille hommes pour occuper cette Ville.

## xxxviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Quant au Général Burgoyne , le parti même de la Cour frémit de l'embarras extrême où il a du se trouver par le manque de provisions , indépendamment de tout ce que ses arrieres-gardes & avant-gardes ont souffert dans des escarmouches continuelles avec les Américains qui n'ont cessé de les harceler. Le bruit qui s'étoit répandu , & que plus d'un Ambassadeur Britannique avoit essayé d'accréditer en pays Etranger , de la défection du Général Shuyler avec 1,500 hommes à ses ordres , s'est trouvé n'être qu'une fausseté inventée pour le succès de quelque opération d'agiotage. Les Ministres n'en ont plus parlé , comme d'une nouvelle dont il attendissent la confirmation , depuis qu'ils ont reçu une dépêche particuliere du Général Howe , qui leur mandoit qu'il avoit lu une gazette , imprimée à Baltimore en date du 25 Août , dans laquelle étoient quatre lettres de M. Schuyler au Congrès , datées du 12 & du 16 Août. Suivant la dernière de ces lettres le Général Schuyler , assisté de M. Conway , commandoit les deux mille Américains qui avoient si heureusement défendu le 16 les magasins de Bennington , & c'est à lui que sont restées les deux pieces de canon laissées par les troupes victorieuses du Colonel Bremen. Dans cette occasion les Américains , ajoutent les mêmes lettres , ont fait des prodiges de valeur la bayonnette au bout du fusil. On

assure que dans l'affaire du poste de *Still-Water* avec le Général Burgoyne, qui doit être celle du 19 Septembre, un certain Arnold voyant que ses troupes souffroient beaucoup du feu de 5 pieces de canon, se mit à la tête de deux cents hommes de bonne volonté, & que marchant droit à la batterie, ils l'emportèrent l'épée à la main. Le sixieme régiment d'infanterie Angloise, qui la défendoit, fut presque entièrement taillé en pieces. Toutes ces disgraces font d'autant plus fâcheuses pour M. Burgoyne, que des succès eussent été inutiles pour l'objet de sa campagne. En effet, quand même il auroit réussi à disperser l'armée d'Arnold & à pénétrer plus avant par la riviere d'Hudson, non seulement cette même armée d'Arnold auroit été se rallier sur sa route à Pek'skill où se trouvoit le Général Putnam avec quatre brigades, & dans un pays dont la force naturelle a été augmentée par de prodigieux travaux; mais à son grand étonnement, il auroit vû au-dessus des *Highlands* une nouvelle Marine Américaine qui s'y est formée depuis que les Anglois sont les maîtres de l'entrée de la riviere d'Hudson. Les bois, les agrès, l'artillerie, &c. y ont été conduits par terre de la nouvelle Angleterre, & trois gros vaisseaux construits sur le lieu même par les Américains, y ont attendu tout l'été les troupes

## **XL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

qu'on supposoit que le Général Clinton devoit envoyer de New-York par la rivière d'Hudson pour faciliter les progrès du Général Burgoyne. Les Ministres ont eu la première nouvelle de l'existence de cette marine par une lettre particulière du Lord Howe ; & depuis ce tems-là , ils affectent de dire que le plus sage parti que M. Burgoyne puisse prendre , est de rester à Albany. Mais croyez-vous , Monsieur , qu'il puisse espérer d'y passer un hiver bien tranquille ? Sa situation , pendant huit grands mois , sera des plus déplorables. Il ne pourra se procurer du dehors ni une charge de bois pour chauffer ses soldats , ni les provisions les plus indispensables , que par le moyen de détachemens qui seront sans cesse harcelés par l'ennemi. Il ne sera pas en repos un seul instant dans ses quartiers. Ses troupes continuellement sur le qui-vive , seront ruinées par les seules fatigues du service avant le retour de la belle saison ; & d'une brillante armée de sept mille hommes avec laquelle il est parti du Canada , à peine lui en restera-t-il sept cents avec lesquels il puisse espérer d'y retourner. Voilà les fruits merveilleux de la résolution qu'on lui suppose d'hiverner à Albany & dont les Ministres se montrent disposés à lui savoir gré. Mais s'il n'a pas réussi , même à s'ouvrir une route jusqu'à Albany pour y trouver un si funeste asyle , il n'est pas possible de se peindre les dangers

& les maux qui l'assailleront de toutes parts. Dans sa marche rétrograde il sera poursuivi par une armée victorieuse ; & à chaque pas, arrêté par de nouveaux Corps de Milices de la nouvelle Angleterre qui accourront de toutes parts pour le tourmenter dans sa route. Il aura une marche de plus de cent milles ( trente lieues ) à faire au milieu du feu de l'ennemi , dans un pays , où suivant son propre aveu , il n'a pu faire que dix-huit milles , ( six lieues ) en quinze jours. Supposez-le arrivé aux lacs avec ce qu'il aura pû sauver d'hommes du milieu de tant de périls & de fatigues , dans quelle affreuse perplexité ne se trouvera-t il pas , s'il est vrai que les Américains lui aient brûlé les 150 bateaux qu'il y avoit laissés , & que depuis cette expédition qui doit être de la fin d'Août , toute communication se trouve coupée entre Ticondérago & le Canada ? Il est très-douteux qu'il ramene en tout plus de 500 hommes à Quebec. Tel sera le sort de la seconde expédition tentée , d'après les idées de Mylord Germaine , pour prendre l'Amérique à revers.

J'ai vu dans une lettre d'Amérique que le Congrès voulant témoigner à M. de la Roche - Fermoy, Colonel étranger ( un de ceux qui ont signé l'arrêté du Conseil de guerre pour abandonner Ticondérago ) la satisfaction qu'il avoit de ses services , venoit de lui faire donner une gratification de huit cents piastres , & que cet Officier a été élevé

**XLIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
en même-tems au grade de Général Provincial.

*P. S. du 12 Novembre.*

Il doit être constant , Monsieur , que le Général Washington , après l'affaire du 11. Septembre , a laissé libre au Général Howe l'accès de Philadelphie. La Cour n'a point encore reçu de nouvelles des deux Freres , mais il en vient de toutes les parties de l'Amérique & du Congrès même qui ne permettent plus de douter de l'événement. Le Congrès s'est retiré à Trenton de l'autre côté du Delaware , & M. Washington s'est placé avec son armée de maniere à défendre les Forts & les Chevaux de frise qui jusqu'ici ont empêché les Vaisseaux du Roi de remonter ce fleuve. D'après une relation de cette journée du 11 publiée par le Congrès , on peut juger qu'elle a été très-vive , & que la perte des Anglois est même plus considérable que celle des Américains , sur-tout en Officiers. M. le Chevalier Howe avoit dirigé sa marche de maniere à se mettre entre Washington & Philadelphie ; mais c'est ce que l'habileté de l'autre l'a empêché d'effectuer. Le Ministère paroît en être très-mécontent : on parle de rappeler les deux Freres , comme incapables de mener cette guerre à une prompte & heureuse fin. Le Général Burgoyne , quoiqu'il ait manqué sa jonction ne fera pas traité avec autant de sévérité. Si



les opérations ne sont pas du *bon genre*, on trouve ses proclamations du *bon ton*, parce que la fanfaronade à été constamment jusqu'ici le ton du ministère. Vous verrez dans les Gazettes des détails curieux sur l'expédition infructueuse du Colonel Anglois Saint-Léger, contre qui les Sauvages, ses alliés, ont levé la Hache : sur la surprise d'un poste près de Ticondérago, & sur la fausse attaque de ce fort le 16 Septembre par les Américains : sur le mouvement que le Général Putnam a fait, avec cinq ou six mille Américains du poste de Peck's-Kill sur la rivière d'Hudson à Elisabeth-Town, pour soutenir M. Washington ; & enfin sur l'affaire du 19 Septembre à *Still - Water*, entre le Général Burgoyne & un certain Arnold qui s'est retiré après l'action dans son Camp, sur une Isle située au confluent des rivières *Moack* & de *Hudson*. Je me borne à vous observer que tous ces événemens annoncent une campagne qui pourra se prolonger très-avant dans l'hiver, & dont l'issue est tout au moins fort douteuse pour les armes Britanniques. Il paroît que la guerre parlementaire, de la session qui va s'ouvrir ne sera pas moins animée, quoique dans cette guerre-ci la Cour ait le droit de compter sur des triomphes plus certains. Le Célèbre M. Edmond Burke vient d'écrire aux Officiers municipaux de la ville de Bristol dont il est le représentant, pour les assurer que tout le parti de la *minorité*

#### xliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

agira avec un concert & des efforts dignes de l'uniformité des sentimens & des principes des honêtes gens qui le composent. Il vient de se tenir à *Winchester* une assemblée du même parti, présidée par le Duc de *Portland*, & où ont assisté le Duc de *Bolton* & plusieurs autres personnages de distinction. L'objet de l'assemblée, étoit de célébrer l'anniversaire de la naissance de *Guillaume III*, restaurateur de la liberté. On y a bû les santés de tous les Membres de la minorité dans les deux Chambres; ainsi il faut espérer qu'un si beau vœu s'accomplissant, aucun accès de goutte n'empêchera *Mylord Chatham* de faire retentir la Chambre des Lords du Tonnerre de son éloquence & de ses prophéties, & que les Ministres souhâiteront vainement des enrouemens & des Rhumes, à tous les autres valeureux champions de la cause Américaine.

Je finirai ce dernier *Postscriptum* par un article de politique. Un certain parti en porte les raffinemens à un excès qui ne se peut concevoir. En Amérique il trouve le moyen de faire parvenir au Général *Washington* & au Congrès des lettres qui supposent des intelligences entre l'armée du Roi & ceux des Chefs Américains qui ont les plus grands droits sur la confiance de leurs compatriotes, ainsi que cela vient encore d'arriver au Général *Sullivan*. Ici, tandis que d'un côté, il affecte d'être satisfait des procédés généreux & honêtes de la Cour de France, il trouve le moyen de

faire remplir les papiers de Londres , d'Edimbourg , &c. de plaintes de marchands Anglois contre le ministère François au sujets des prises Américaines ; afin que la Nation Angloise ait toujours la France en vue , comme lui faisant indirectement la guerre , & qu'elle donne plus volontiers les sommes immenses qui vont lui être demandées pour une quatrième campagne en Amérique. Exciter sans cesse cette sourde fermentation parmi le peuple Anglois comme le plus sûr moyen de faire ses fonds pour la guerre , est la grande occupation de ce parti ; il rapporte , il sacrifie tout , à ce but , & jusqu'à son propre honneur. Vous allez lire une lettre , prétendue écrite de Bordeaux , & que je copie mot pour mot d'un papier Anglois , où elle a été imprimée en Langue Française , pour qu'elle eût moins l'air d'une fiction. Il n'étoit pas possible d'offrir au peuple Anglois , un tableau des sentimens de ses émules , plus capable d'accroître & d'aigrir son ancienne animosité contre eux. Il sert trop bien les vues intéressées des amis du ministère , pour qu'on puisse en chercher ailleurs les auteurs.

*Lettre de Bordeaux en date du 2 Octobre 1777 ;  
d'après la copie en Langue Française , du  
LONDON, EVENING, POST, du 11 Octobre,  
N°. 8,682.*

» La conduite présente de notre Nation déterminera sa condition future. Si la France

## xlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

procure par son aide & son adresse l'indépendance de vos Colonies maltraitées, son pouvoir sera établi, l'Angleterre ne fera jamais plus en état de lui nuire. Pour nous aveugler & pour nous priver de cette occasion imprévue, précieuse & étonnante, votre Ministère Anglois invente mille stratagèmes ridicules, & une infinité de menteries & d'expédiens stupides. Jaloux de notre aggrandissement & de la perte de l'Amérique, dans sa frayeur, il nous menace d'une guerre qu'il n'ose pas entreprendre; il se sert de l'argent & de la flatterie; il fait des remontrances & des promesses. L'Ambassadeur d'Angleterre, subtil & bien instruit, caresse des hommes & une Nation que votre cour voudroit sacrifier, & ce qu'il y a de plus plaisant & de plus méprisable, il fait des protestations d'une amitié perpétuelle. Mais fiez vous à moi, les François ne sont pas des fous & des sots, & ne veulent pas être dupés & intimidés par votre Ministère tremblant, téméraire & embarrassé ».

F I N.

---

## A V I S.

**U**N second & un troisieme Postscriptum devoient se trouver joints à la Lettre du Banquier N°. XXX.

*L'un est daté du 30 Oçtobre.*

*L'autre du premier Novembre.*

*Ils sont chacun sur une feuille volante.*

*Le Relieur doit avoir soin de les placer suivant cette indication , sans s'arrêter aux numéros des pages :*

*Celui qui porte pour titre Second Postscript. , est bien numeroté ccv , ccvj , ccvij , ccviij.*

*L'autre , intitulé Troisieme Postscript. il est mal. Il faut substituer ccix & ccx aux chiffres qui y sont.*



*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M.\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 17 Novembre 1777.

Vous n'avez point ignoré, Monsieur, l'événement des papiers volés à deux Députés Américains, dans un Hôtel de Berlin Il y a quelque tems qu'il fut annoncé dans toutes les Gazettes ; & on en parla comme d'un fait que la Cour de Londres n'oseroit point avouer. Pour moi, un peu instruit par l'exemple du passé, je ne fais pas ce que certaines Cours n'avoueroient point, quand elles y trouvent leur avantage. La vérité est que les papiers en question ne pouvoient être d'aucune utilité au Ministère de Londres, & qu'ils ont été restitués. Ce ne fut point dans un jardin qu'on les ramassa, comme le bruit en a couru : ils furent rapportés à l'Hôtel, environ une heure après le vol, & de la part, dit-on, du Ministre Britannique, M. Elliot. On ajoute que cette restitution a été accompagnée d'explications & d'excuses, d'après lesquelles on auroit droit de croire que quelqu'un de ces bandits de Cour, qui, sur un simple mouvement de colere de Henri II, partirent pour aller massacrer le Saint Archevêque

xlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Thomas Becket, se feroient chargés, contre le gré du cœur honnête, de M. Elliot, d'exécuter un vœu indiscret de sa bouche. Si jamais le parti de l'Opposition peut forcer les Ministres à produire au Parlement la liste de leurs dépenses secrettes, vous vous souviendrez de voir au chapitre de Berlin, pour l'année 1777, combien il a été remboursé à M. Elliot pour payer un service qu'on a jugé lui être si important, & dont sa Cour a tiré si peu de profit. On m'a assuré que cette demi-heure de stérile jouissance lui a coûté mille ducats. Quoiqu'il en soit, la restitution de la totalité a été faite; ou du moins c'étoit l'intention de M. Elliot, s'il est vrai qu'un Mémoire écrit en langue Latine, dont vous allez lire ici une traduction, étoit du nombre. Il vous est indifférent de savoir comment il se sera échappé de la liasse: si c'est dans l'aller ou dans le retour; ou par quelle voie il m'est parvenu. Sa teneur, qui seule peut vous intéresser, ne vous fera connoître qu'une chose avec certitude; c'est que ce n'est pas M. Elliot qui lui a donné cours sur la place. L'intitulé pourra vous intriguer avec plus de raison: *Rogitantium potentissimæ*. Il vous fait entendre que diverses Princesses ont demandé à l'Auteur, & même avec instance, à être instruites par lui de l'état actuel des troubles de l'Amérique, & que c'est pour une d'entr'elles que ce Mémoire est écrit. J'aurois de la peine à deviner pour laquelle,



puisque le titre *potentissimæ* convient également à toutes les Têtes couronnées, dans les pays de leur domination. J'imagine plus aisément à laquelle il ne s'adresse pas. L'Auteur respecte trop, sans doute, les liens du sang, pour avoir cherché à émouvoir celui de Brunswick en faveur d'un pays qui a ce nom en horreur. Mais s'il n'est pas possible qu'il ait eu en vue la Reine de Prusse ou la Reine d'Angleterre, ce sera quelque autre Princesse ou Reine sur le Globe : ce sera une Souveraine douée de trop d'esprit & de sens, pour croire que treize Colonies d'une Nation qui se dit libre, s'en soient séparées, sans quelque juste sujet de mécontentement : une Souveraine qui se fera lassée d'entendre un Ambassadeur ou Ministre Britannique traiter de brigands & de canaille une société de trois millions d'hommes : une Souveraine enfin, dont le cœur généreux & tendre aura été plus d'une fois déchiré par la joie mercenaire & barbare avec laquelle ce même Ambassadeur sera venu lui annoncer l'inutile & détestable carnage de ses semblables & de ses frères. Quelle que soit cette Personne Auguste, Electrice, Princesse régnante, Impératrice ou Reine, qui aura voulu apprendre de la bouche d'un Député des Américains l'origine de leurs maux & l'état actuel de leurs affaires, c'est, à coup sûr, une Princesse qui a l'âme sensible & grande, & qui mériterait les hommages de l'univers. Je me la représente abaissant du haut de son trône un re-

## 1 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gard encourageant & attentif sur un vertueux  
Enée qui porte sa patrie dans son cœur ,  
& de qui je crois entendre ce début si naïf  
& si touchant :

*Infandum regina jubes renovare dolorem.*

### M É M O I R E D E M A N D É.

» LA querelle de la Grande-Bretagne avec les Etats-unis de l'Amérique Septentrionale , dans son origine & dans ses progrès , est le phénomène le plus extraordinaire & le plus intéressant des Annales du monde. Deux siècles ne se sont pas encore écoulés depuis que les premiers Emigrans aborderent à la Nouvelle-Angleterre , pour se soustraire à la tyrannie de la Puissance avec laquelle leurs descendans sont aujourd'hui en guerre. Ils y acheterent une étendue immense de terrain que leur vendirent les Propriétaires légitimes, quoique Sauvages, de ce pays ; & après des efforts incroyables de travail , de courage & de persévérance, ils vinrent à bout de défricher & de cultiver des déserts affreux malgré les difficultés & les dangers que leur opposoient à chaque pas & la rigueur du climat , & l'éloignement des lieux , & surtout les incursions d'un grand nombre d'ennemis barbares contre lesquels la Grande-Bretagne ne leur a jamais donné la moindre assistance .«.

» D'autres causes amenèrent l'établissement de nouvelles Colonies Britanniques dans

la même partie du globe ; & ces Colonies, ainsi que celles de la Nouvelle-Angleterre, abandonnées à leurs seuls efforts & à leurs propres ressources, eurent à surmonter tous les obstacles qui s'opposoient à leur établissement naissant, n'étant nullement assistées par le Gouvernement de la Mere-Patrie, qui à peine songeoit à elles. Il survint quelques variations dans les Constitutions civiles de plusieurs Colonies Angloises en Amérique : elles s'accorderent cependant en ce point, que chaque Colonie avoit sa législature particulière, & que chaque habitant, soit par lui-même, soit par un Représentant, jouissoit du privilege d'accorder une portion de sa propriété pour le soutien du Gouvernement, & de participer au pouvoir de faire les loix par lesquelles il étoit gouverné ; car ces droits étoient regardés comme la base de la Constitution Angloise & du privilege que tout Anglois libre apporte en naissant. Il est donc bien certain que ce n'étoit pas pour perdre ces droits, mais pour se les assurer, que les nouveaux Colons de l'Amérique avoient quitté leur première patrie «.

» Quelques années s'écoulerent avant que l'accroissement rapide des Colonistes eût attiré l'attention du Gouvernement & excité sa jalousie. Leur commerce, qui jusques là avoit été libre avec toutes les Nations, fut assujetti à un monopole Anglois ; & la Cour de

*d iij*

## liij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Londres imagina d'y faire plusieurs restrictions & innovations qui ne s'accordoient pas tout-à-fait avec les privilèges dont le peuple d'Angleterre jouissoit. Néanmoins les Colonies se soumirent à ces nouveaux reglemens , parce qu'ils paroissoient tendre au bien général , & que d'ailleurs leur attachement sans bornes pour la Métropole , & leur confiance entière dans son administration , ne leur permettoient pas de suspecter la droiture de ses vues , ou de prévoir les suites de pareilles entreprises. Elles regardoient comme sacrés les liens de consanguinité , de réciprocité , d'intérêts & de conformité dans la Religion , l'idiome & les mœurs qui les unissoient à la Mere-Patrie , & elles ne cessèrent de rendre à la Nation Angloise tous les services que les enfans les plus respectueux ont coutume de rendre à la Mere la plus méritante. Elles achetoient la plus grande partie de ses diverses Manufactures ; & en retour elles verssoient dans son sein tout le produit de leur agriculture , de leurs pêcheries & du commerce pénible & détourné qui leur étoit laissé. Elles supportoient toutes les dépenses de leurs divers Gouvernemens civils : elles se défendoient contre les Sauvages ennemis ; & elles assistoient la métropole dans toutes ses guerres avec les Puissances de l'Europe «.

» En 1745 , elles conquièrent Louisbourg , la seule place que la Grande-Bretagne ait

eu à restituer pour parvenir à la paix d'Aix-la-Chapelle «.

» Les grands services qu'elles rendirent dans la dernière guerre, ont été plus d'une fois reconnus publiquement par le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne. Leurs Armateurs sur-tout ont contribué à ruiner le commerce de la France par mer : les matelots des Colonies ont équipé une partie considérable de la Marine Angloise ; & leurs troupes ont composé une portion importante des armées employées, non seulement sur le continent de l'Amérique, mais encore contre les Isles des Indes Occidentales : armées qui subsisterent principalement par les secours de ces Colonies «.

» La Grande-Bretagne, ainsi secourue, nourrie & enrichie, étoit devenue, à la fin de la dernière guerre, un objet de jalousie & de terreur pour ses voisins ; mais bientôt énorquée de son opulence & de son pouvoir, elle prit hautement la résolution de changer le système de sa politique à l'égard de ses Colonies. Son Parlement, représentant le peuple de la Grande-Bretagne & non pas celui de l'Amérique, imposa une nouvelle & lourde taxe sur les Colonistes, & prétendit hautement au droit de *les lier dans tous les cas quelconques*, prétention despotique & non moins fatale aux libertés générales de la Constitution Angloise, qu'aux privilèges des Chartres Américaines «.

## liv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

» Les Colonistes ayant nié ce prétendu droit, il s'ensuivit de nouveaux griefs & de nouvelles insultes & provocations de la part du Gouvernement de la Grande-Bretagne. Ses Ministres ayant enfin employé des troupes pour décider la querelle, & ayant commencé des hostilités contre les Colonistes, qui vivoient en paix & qui n'avoient rien à se reprocher, ceux-ci ne trouverent de sûreté pour eux que dans la résistance. Mais ils y étoient si peu préparés, & ils étoient si éloignés de chercher à se séparer de la Métropole, que la poudre manquoit entierement à l'armée rassemblée sous les ordres du Général Washington, & que tout essentiel qu'étoit cet article pour la guerre, il ne se trouva pas dans les magasins à poudre six coups à tirer pour chaque soldat. Le zele & le courage sans exemple des Colonistes triomphèrent néanmoins de difficultés qui paroissoient insurmontables; & quoique manquant de magasins, d'argent, de crédit, de munitions & d'alliances, ils tinrent l'armée Angloise assiegée pendant près d'un an, & ils l'obligerent enfin à évacuer la Ville de Boston dont elle s'étoit emparée par surprise «.

» Mais telle étoit la modération des Colonies, que toutes les miseres de la guerre ne les empecherent pas de rester fidelles à Sa Majesté Britannique & de lui adresser de

nouveau les pétitions les plus respectueuses pour obtenir paix , liberté & sûreté «.

Ces supplications ayant été rejetées avec dédain , plusieurs de leurs Villes , brûlées sans nécessité , les Sauvages & les Negres excités aux déprédations & aux hostilités les plus barbares , & diverses escadres & armées de troupes Britanniques & Allemandes , envoyées pour porter le carnage & la désolation en Amérique , & réduire les Habitans aux horreurs d'une soumission sans restrictions , les Colonies se virent alors forcées par la raison , par la justice & par la première de toutes les loix , la conservation de soi-même , de renoncer à toute obéissance envers une Puissance qui au lieu de les protéger , ne s'attachoit qu'à les détruire , & en conséquence elles se déclarèrent Etats libres & indépendans «.

» Depuis cette époque , le Général Howe , suivi des soldats & des vaisseaux chassés de Boston , assisté des troupes qui avoient été défaites devant Charles-Town , ainsi que de celles avec lesquelles le Lord Dunmore s'étoit retiré de la Virginie , & encore avec un renfort considérable d'Anglois & d'Allemands ( formant en forces de terre & de mer un armement beaucoup plus redoutable qu'aucun de ceux que l'Angleterre eût , de mémoire d'homme , fait sortir de ses ports ) s'empara de New-York & de Rhode-Island. Profitant ensuite de l'expira-

tion des enrôlemens de l'armée Américaine , il prit le parti dangereux de s'éloigner de ses vaisseaux & de marcher vers Philadelphie. Sa témérité lui couta la perte de près de deux mille hommes, & il a été contraint d'abandonner toute la Province du Nouveau Jersey , à l'exception des petits villages de Brunswick & d'Amboy où les troupes Angloises , enveloppées par l'armée Américaine , souffrent (a) la plus grande détresse , n'ayant ni quartiers , ni provisions , ni bois de chauffage , &c. Il a aussi été obligé de rappeler de Rhode-Island deux brigades de ses troupes , qui probablement n'auront pas tardé à être suivies de toutes les autres «.

Tel a dû être l'état de l'armée du Général Howe au premier Mars 1777. Les troupes levées par le Congrès , & montant à cent quatre bataillons d'Infanterie & à trois mille hommes de Cavalerie , étoient pour la plupart enrôlées , & la plus grande partie de ces troupes étoit déjà en marche pour rejoindre le Général Washington , ou l'armée qui devoit s'assembler sous Ticondérago. Les frégates des Etats-unis étoient prêtes à être équipées & à appareiller : le Congrès s'étoit ajourné de Baltimore à Philadelphie ; enfin tout le peuple étoit unanimement déterminé à défendre sa liberté «.

« Ainsi la Grande-Bretagne n'a pas à se glorifier de ses succès sur terre & encore

---

(a) Ce Mémoire doit avoir été écrit vers la fin de Février 1777.



moins sur mer , élément sur lequel on croyoit que rien ne pouvoit lui résister. Avec une flotte de près de cent vaisseaux de guerre dans les mers Américaines, son commerce a prodigieusement souffert ; & les Armateurs Américains lui ont fait pour près de trois millions sterling de prises dans le cours de l'année dernière «.

» Malgré cela , les Américains manquent absolument de quantité de choses dont ils ont le plus grand besoin. Ils ont une côte maritime de quinze cents milles d'étendue à défendre contre les attaques d'une flotte nombreuse & formidable, qui dirigera ses entreprises contre les places où elle est le moins attendue & où on peut le moins lui résister. La Grande-Bretagne est en paix avec le reste du monde : elle a une infinité de ressources & beaucoup de crédit : elle a déjà pris à son service près de trente mille Allemands auxiliaires ; & il peut se faire qu'elle en obtienne encore davantage. Il est donc impossible à une Puissance beaucoup inférieure de lui résister , d'autant plus que la guerre peut traîner en longueur pendant plusieurs années , & que sa durée doit nécessairement mettre dans la plus grande détresse les malheureuses Colonies qui sont le théâtre de cette guerre «.

» Ainsi , à moins que quelque grande Puissance de l'Europe n'ait la générosité de se déclarer en faveur de la liberté & du bonheur des Américains , & de s'employer pour

arrêter le dangereux pouvoir de la Grande-Bretagne & décider la querelle, il est à craindre que les Colonistes ne finissent par être subjugués; ou bien qu'eux mêmes ils ne trouvent qu'il est plus sage de se soumettre aux conditions que la Grande-Bretagne ne manquera par de leur proposer, que d'endurer toutes les horreurs qu'entraîne toujours une longue guerre «.

JE NE doute point, Monsieur, que vous n'ayez reconnu dans ce récit cette simplicité noble & cette lumineuse précision qui, partout où elles se rencontrent, constituent le caractère distinctif du vrai. Mais ce morceau n'a fait que vous rappeler les premières causes de cette grande querelle; & il ne vous a donné qu'un simple aperçu de la situation actuelle du malheureux peuple, dont son issue fixera le sort. Je suis en état de vous faire voir la scène de plus près, & de sorte que vous puissiez distinguer les uns des autres, les groupes de personnages qui y figurent. Dans les grandes révolutions, il n'y a rien que l'œil de l'observateur ne doive saisir, surtout de ce qui peut le mener à la connoissance des premiers mobiles des événemens. Or, je n'en sache point de plus capable d'y conduire que celle des différens partis entre lesquels tout un pays se partage, & des intérêts distincts d'où ils sont dérivés & par lesquels ils subsistent. On en compte cinq

en Amérique, qui s'y sont maintenus jusqu'à présent, depuis la naissance des troubles & sous lesquels on peut classer tous les Habitans en général de ce vaste Continent. Je regarde cette division comme un des coups de lumière les plus nécessaires à l'effet du tableau. Elle servira autant au spéculateur pour percer dans l'avenir par les conséquences qu'indiquent les dispositions des esprits, qu'à l'Historien, pour rapporter les faits à leurs plus véritables causes.

*Caractères politiques des Américains, tracés par un des leurs.*

» Les Américains, relativement à leurs caractères politiques, peuvent se diviser en cinq classes : en Torys outrés : en Torys modérés : en Whigs chancellans : en Whigs furibonds & en Whigs réfléchis «.

» I. *Les Torys outrés* prêchent une soumission absolue envers la Grande-Bretagne. Ils se réjouissent de tous les malheurs qui arrivent aux Etats unis. Ils forgent des mensonges pour tromper & intimider le peuple Américain. Ils accréditent l'argent frappé avec l'image de la Bête, & en même tems ils usent de tous les artifices possibles pour décrier les especes du Congrès & des Assemblées. Ils ne peuvent, sans frémir, entendre nommer le Congrès ou le Général Washington. Il n'y a point de manœuvres

## lx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui leur paroissent trop viles dès qu'il s'agit d'outrager ou de trahir les partisans de l'Amérique. Ils trouvent des charmes à l'esclavage & ils ne se forment pas la plus légère idée des douceurs de la liberté «.

» II. Les *Torys modérés* voudroient que les Colonies fussent remises dans l'état où elles étoient en 1763. Différents ressorts les font agir: les uns sont en liaison avec des gens placés par l'ancien Gouvernement: d'autres sont restés attachés à la pompe & à la hiérarchie de l'Eglise d'Angleterre: plusieurs enfin ont conservé une passion démesurée pour toutes les frivolités que notre commerce avec la Grande-Bretagne a introduites parmi nous. A cet égard, ils ressemblent aux Enfans d'Israel, qui disoient: nous nous ressouvenons des poissons que nous mangions en Égypte: les concombres, les melons, les poireaux, les oignons & l'ail nous reviennent dans l'esprit; & maintenant notre âme est dans la langueur, nous ne voyons que manne sous nos yeux. Numb. XI. 5. 6. Ils croient acheter trop cher la liberté lorsqu'il faut la payer de la privation passagere du thé, du café, du sucre, du vin & du rum. Le mouton, le bœuf, le pain, le lait, les fruits; toutes ces productions de notre pays, quoique excellentes, ne sont rien du tout à leurs yeux. Enfin, ce qui caractérise principalement un *Tory modéré*, c'est qu'il déteste

le peuple de la Nouvelle-Angleterre, & qu'il aime tous les Torys outrés «.

» III. Les *Whigs* chancellans parlent du pouvoir de l'Angleterre, comme si l'Étre-Suprême eût délégué sa toute Puissance à cette Isle. Ils se font fait une fausse idée de la puissance & des ressources de l'Amérique. La perte de quelques chasseurs dans une escarmouche, ou d'un fort ou d'un village, leur fait croire aussi-tôt que la querelle est décidée, & que l'Amérique est subjuguée. Ils trouvent fort bon que nous ayons arboré l'indépendance, pourvu que nous puissions la conserver. Ils se lamentent continuellement sur les dépenses de la guerre. A-t-on perdu un village ou un fort, ils refusent de recevoir la monnoie Américaine, & ils courent se cacher dans quelque canton éloigné pour y trouver leur sûreté; mais à la première nouvelle d'une victoire, ils sortent de leurs tanières, ils font les braves, & ils se montrent tout étonnés qu'on ait jamais pu redouter un seul instant le pouvoir de la Grande-Bretagne. Un Whig chancelant, admis dans les Conseils d'Amérique, nuit plus à ses intérêts que dix Torys outrés: en général l'avarice est le principe de cette irrésolution «.

» IV. La violence des *Whigs* furibonds nuit tout autant à la cause de la liberté que les frayeurs des Whigs chancelans. Ils

## lxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

se persuadent que la destruction de l'armée de Howe est un objet de moindre importance que la découverte & le châtement du Tory le plus obscur. Suivant eux les formes ordinaires de la justice ne doivent point être suivies à l'égard d'un Tory criminel; & un homme qui s'avise seulement de parler contre notre commune défense, mérite d'être haché, écorché, & brûlé vif. Enfin ce sont tous des poltrons, qui sous le prétexte de fonctions à remplir ou d'une famille malade, s'obstinent à rester dans leurs foyers lorsque l'honneur les appelle aux champs de Mars pour faire face à l'ennemi. Malheur à l'Etat ou à la République gouvernée par de pareils hommes.

» V. Les *Whigs réfléchis* défendent la cause de la liberté par principe. Les disgrâces ne les abbatent point, & les avantages que nous remportons sur nos ennemis ne les rendent pas plus confians. Ils nourrissent une haine implacable pour la Cour de la Grande-Bretagne. Ils préféreroient l'anéantissement du Continent à une réconciliation; & ils renonceroient plutôt à leur existence qu'à leur chère indépendance. Ils ont une confiance sans bornes dans la justice divine, & ils croient fermement qu'il y a autant de folie que d'impiété à croire que la Grande-Bretagne puisse jamais subjuguier l'Amérique. Ils sont amis de l'ordre & d'une bonne administration

tion; ils sont justes & humains dans l'exercice du pouvoir; enfin ils sont persuadés que la perte des biens, des amis & même de la vie, n'est rien en comparaison de la perte de la liberté. Cette classe d'hommes est la seule de qui l'Amérique doit attendre des services réels, & dans les Conseils & dans les armées: elle est la seule qui puisse opérer son salut α.

*Ce 21 Novembre.*

L'OUVERTURE du Parlement vient de se faire, quoique le Roi n'eût aucunes nouvelles d'Amérique à annoncer à ses peuples. Il s'est rendu très-tard à la Chambre des Lords, sans doute pour attendre le plus qu'il seroit possible, & toujours dans l'espoir qu'il arriveroit quelques dépêches des Généraux. On assure que Milord Mansfield, qui le seul des Ministres a eu le courage de se charger de la composition du discours, en avoit fait approuver trois dans le Comité de la veille, & que le Roi les a apportés tous trois au Parlement. Il y en avoit un arrangé pour les nouvelles favorables d'Amérique: un autre pour les mauvaises, & un troisième pour le cas où il n'en seroit venu d'aucune espèce. C'est ce dernier que le Roi a lu, & dont l'effet direct a été une baisse de deux pour cent des fonds publics. Je vous en envoie une traduction littérale, qui sera accompagnée du précis des débats les

IXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
plus intéressans chez les Pairs & chez les  
Communes.

*Très-gracieux Discours de Sa Majesté aux  
deux Chambres du Parlement, le Jeudi 20  
Novembre 1777.*

MILORDS ET MESSIEURS,

» Il est bien satisfaisant pour moi de pou-  
voir reclamer les conseils & l'appui de mon  
Parlement dans une conjoncture où la con-  
tinuation de la rébellion en Amérique,  
demande la plus sérieuse attention de ma  
part. J'ai fait un fidele & vigoureux usage  
des moyens que vous avez mis en mes mains  
pour réprimer & faire cesser cette révolte ;  
& je suis pleinement persuadé, comme je  
le dois, que l'habileté & le courage de mes  
Généraux, ainsi que l'ardeur & l'intrépidité  
de mes troupes, tant sur terre que sur mer,  
aidés des secours de la divine Providence,  
les meneront à d'importans succès. Mais  
dans la confiance où je suis que vous re-  
connoîtrez vous-mêmes que nous ne pou-  
vons pas nous dispenser de nous préparer  
aux opérations ultérieures, que les événe-  
mens imprévus de la guerre & l'opiniâtreté  
des Rebelles pourront rendre nécessaires,  
je m'occupe à cet effet de prendre les me-  
sures convenables pour tenir mes forces de  
terre complètes sur le pied de l'établisse-



ment actuel ; & si je me voyois contraint de les augmenter , en faisant quelque nouveau Traité , je ne doute point que votre zèle & votre esprit patriotique ne me mettent en état d'en remplir les engagements.

J'ai reçu de la part des Puissances étrangères des assurances réitérées de leurs dispositions pacifiques. Quoiqu'on ne puisse former aucun doute sur les miennes , comme dans les conjonctures actuelles , les armemens continuent dans les Ports de France & d'Espagne , j'ai cru qu'il étoit à propos de faire des augmentations considérables dans mes forces navales , tant pour tenir mes Royaumes dans un état respectable de sûreté , que pour assurer une protection suffisante au grand commerce que font mes sujets ; & comme d'un côté , je suis bien certain que la paix de l'Europe ne sera point troublée par moi , de l'autre aussi , je veux toujours être le fidèle gardien de l'honneur de la Couronne de la Grande-Bretagne.

*Messieurs de la Chambre des Communes.*

J'ai ordonné de mettre sous vos yeux les estimations relatives à l'année prochaine. Les divers objets de dépense , dont je viens de vous faire voir la nécessité , demandent indispensablement d'abondans subsides. Rien ne peut adoucir la peine intérieure avec laquelle je vois que mes fideles peuples auront de fortes charges à supporter , si ce

## lxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

n'est l'entière conviction où je suis , qu'elles sont nécessaires à la prospérité & aux intérêts les plus essentiels de mon Royaume «.

*Milords & Messieurs.*

» Je suivrai avec persévérance & fermeté le plan de conduite dans lequel nous sommes engagés , pour parvenir au rétablissement de l'espece de subordination constitutionnelle que je suis résolu , Dieu aidant , de maintenir dans les diverses parties de mes Domaines. Mais je n'en ferai pas pour cela moins attentif à saisir l'occasion de mettre fin à l'effusion du sang de mes sujets & aux calamités dont l'état de guerre est inséparable ; & je persiste à espérer que des Peuples séduits & malheureux se rangeront de nouveau aux devoirs de leur allégeance : que le souvenir de leur bonheur passé , le regret de ce qu'ils ont perdu , & le sentiment de leurs souffrances actuelles sous le despotisme & la tyrannie de leurs Chefs , rallumeront dans leurs cœurs une vraie & loyale affection pour leur Souverain ; & l'attachement qu'ils doivent à la Mere-Patrie ; & qu'avec le concours & l'appui de mon Parlement ils me mettront en état d'accomplir ce que je regarderai comme le plus grand bonheur de ma vie & l'événement le plus glorieux de mon regne, lorsque j'aurai réussi à faire rentrer mes Colonies Américaines dans la

jouissance de la paix , de l'ordre & d'une confiance mutuelle α.

*Précis des débats du 20 Novembre, jour de l'ouverture de la session dans les deux Chambres du Parlement.*

CHAMBRE DES PAIRS.

Le Lord Percy porta la motion d'une adresse de remerciements au Roi , & de félicitations sur la naissance d'une Princesse. Comme ce Seigneur est arrivé depuis peu de l'Amérique , & que l'on a supposé qu'il avoit eu de vifs démêlés avec le Général Howe , il est vraisemblable qu'il a été choisi par le Ministère pour proposer l'adresse , comme pouvant le plus en imposer au parti de l'Opposition. En effet , il s'est attaché à faire le tableau le plus flatteur de l'état actuel des affaires en Amérique , & il a surtout appuyé sur le mérite & les talens supérieurs des Généraux , assurant qu'il n'hésitoit point à en tirer le présage le plus infailible d'une prompte & heureuse conclusion des troubles actuels. Sa motion fut secondée par le Lord Chesterfield.

Le Lord Coventry répondit à l'un & à l'autre , en déclarant , qu'après avoir murement réfléchi sur la conduite & sur le plan des Ministres , il étoit convaincu que la Cour poursuivoit des fins criminelles par des voies encore plus criminelles , & qu'il osoit

IXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
annoncer que l'Etat touchoit à une ruine inévitable.

Après lui se leva Milord Chatham, dont le début roula sur les infirmités qui l'éloignoient malgré lui du service de son pays. Bientôt il entama les affaires politiques dans un discours dont voici les principaux traits :  
« On vous propose, Milords, de faire des remerciements au Roi ; mais ce sont des avis qu'il lui faut & non des compliments. — Le discours que Sa Majesté vient de vous faire entendre, ne vous apprend pas la moindre nouvelle, ne vous donne pas la moindre lueur d'espoir. — Les formidables préparatifs de la Maison de Bourbon, la sanction palpable qu'elle donne aux Emissaires de l'Amérique, vous annoncent clairement ses intentions hostiles. — Tout ce que le Roi peut nous dire pour nous rassurer sur ce point, c'est qu'il *espere* que cette Maison ne nous fera point de mal. — Si cependant la France & l'Espagne ont résolu de nous attaquer, sommes-nous en état de leur résister ? Nous n'avons pas actuellement plus de cinq mille hommes de troupes effectives en Angleterre : pas vingt vaisseaux de ligne armés ; le port de Lisbonne qui étoit pour nous un asyle, nous est fermé ; enfin, je ne vois de toutes parts qu'une ruine inévitable. — Je voudrois savoir à quel service nos armées sont actuellement employées. Enseignent-elles aux Américains l'art de la guerre ? Ap-

prennent-elles d'eux la morale ou bien des Bouchers Allemands leur métier ? — Il y a sans doute des factieux en Amérique , mais il y a aussi des gens honnêtes qui sont animés du plus pur patriotisme. — Si j'étois Américain , je ne poserois jamais les armes , tant que je verrois des Etrangers employés dans mon pays moins à le subjuguier qu'à le détruire. — Aucun des Lords , qui composent cette Chambre , n'est plus pénétré que moi des principes de justice & d'humanité ; quoique j'insiste pour des mesures pacifiques , je suis cependant d'avis que la soumission des Américains à l'Acte de navigation doit être la base de la réconciliation. — Il conclut en demandant que l'adresse de félicitation fût suivie d'une adresse *d'avis & de supplication au Roi de faire promptement cesser les hostilités en Amérique* ».

Le Lord Sandwich parla ensuite , & il fit voir à la Chambre tout le vuide du discours de Milord Chatham : « qui nous donne ici , dit-il , des mots pour des raisons. Il vous observe , poursuit le Lord Sandwich , que la Maison de Bourbon est unie contre nous ; mais est-ce une chose qu'il nous soit possible de savoir ? Pouvons nous faire autrement que d'en croire les Ministres sur leurs paroles ? Ils professent hautement une amitié sincère pour notre Cour ; par quels moyens pouvons nous être assurés qu'ils pensent autrement qu'ils ne parlent ? Milord

## LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Chatham prétend que nous ne résisterions point à une invasion étrangère, parce que nous n'avons pas cinq mille hommes de troupes effectives, ni vingt vaisseaux de ligne armés, & moi je puis assurer à la Chambre que dans nos ports actuellement il n'y a pas moins de 42 vaisseaux de ligne en commission ou prêts à y être mis : que 35 de ce nombre ont leurs équipages complets, & que trois jours suffiroient pour suppléer aux autres ce qui leur manque. — Il est donc visible, ce fut par où finit Milord Sandwich, que de si frivoles présages sur nos nouveaux dangers, ne partent que de gens mal intentionnés pour ce pays.

Le Lord Sherley prenant la défense de Milord Chatham, observa en réponse, que plus d'une fois le Parlement avoit été trompé par de faux exposés. Il rappella un exemple du tems de la Reine Anne, lorsque son époux, le Prince George de Dannemark, grand Amiral d'Angleterre, ( dont Milord Sandwich remplit les fonctions comme premier Commissaire du Bureau ) avoit été surpris assurant au Parlement une chose contraire à la vérité, sans doute d'après les rapports trompeurs de ses subalternes. Mylord Sandwich, ajouta-t-il, n'est pas exempt de la même erreur, ainsi on est libre de refuser une foi implicite à ses assertions. ( Le Lord Sherley eut l'honnêteté de ne pas rappeler à la Chambre que dans une des der-

nieres Sessions Mylord Sandwich avoit lui-même osé avouer qu'il avoit trompé le Parlement de dessein prémédité. On a trouvé très-adroit de sa part de s'être servi de l'exemple du Grand Amiral époux de la Reine Anne).

Le Lord Suffolk, le Duc de Grafton, le Marquis de Carmarthen, & le Lord Cambden, tous du parti de l'Opposition, parlerent aussi, & la séance dura jusqu'à près de minuit. Le projet d'adresse fut approuvé par 86 voix contre 26. Pluralité 58.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

La motion de l'adresse fut faite par le Lord Hyde, & secondée par le Chevalier Gilbert Elliot, qui marqua un étonnement mêlé de la plus vive indignation contre ceux qui pouvoient épouser la cause des Rebelles.— Il finit en félicitant l'Angleterre sur l'étendue de ses ressources, bien capables, dit-il, d'effectuer complètement la réduction de l'Amérique. Il assura que les Manufacturiers Anglois étoient plus occupés que jamais (mais il ne dit point en même-tems que c'est qu'il travaillent dans tous les genres, pour les Rebelles, comme avant la guerre, par la voie de contrebande, & avec l'article des armes de plus); que les produits des Douanes n'étoient point diminués, (c'est ce qu'on verra par l'état du fonds d'amortissement) & que les forces navales de l'Angleterre pourroient

## lxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

se mesurer sans crainte avec celles de la France & de l'Espagne si elles osoient prendre part à la querelle Américaine.

Le Lord Grainville (neveu du Comte Temple) se leva pour exhorter les Ministres à s'occuper de former plutôt des liens d'amitié pour les cœurs des Américains, que des chaînes d'esclavage. Il y joignit cette observation, que si des Généraux d'un talent & d'une expérience reconnus, après trois années des plus sérieux efforts, se trouvoient encore aussi éloignés du but désiré, de réduire l'Amérique, il falloit qu'il y eût quelque vice dans le plan de l'administration, ou ce qui lui paroissoit plus croyable, quelque obstacle dans la chose même, qu'il fut impossible de surmonter. Il conclut en proposant pour modification à l'adresse, que le Roi seroit supplié de faire cesser les hostilités, comme le seul moyen de rétablir la paix, & de faire clairement déterminer les droits respectifs des deux pays.

Cette motion fut secondée par le Lord George Cavendish, qui fit voir combien peu s'accordoient ensemble les sentimens d'humanité du discours du Roi, & la conduite de ses Ministres. Il rappella les vaines promesses faites par le Roi il y a deux ans, en observant que les Ministres ne cherchoient qu'à pallier les maux au lieu d'y porter de vrais remèdes : que dans tout l'été dernier les Corsaires Américains avoient infesté les côtes Britanniques.



jusqu'au point de se faire redouter même par le gouvernement, & de faire regarder comme nécessaires, les fortifications du port de Dublin, qui jusqu'ici n'avoient jamais servi, même dans les guerres avec les ennemis naturels & invétérés de l'Angleterre. Il ajouta que chaque campagne ne faisoit que reculer la fin de la guerre, & qu'il lui répugnoit également d'apprendre les succès de l'un ou de l'autre parti, puisqu'ils n'amenoient jamais que la ruine de plus chers intérêts de la nation.

Le Colonel *Johnston* exhorta la Chambre à ne point porter le vote décisif de vaincre ou de mourir, avant que d'avoir reçu des Ministres quelque lueur d'information sur l'état actuel des affaires. Il la pria de se persuader qu'il n'existoit point de factions, & que des deux parts on ne devoit agir & parler que d'après ses vrais sentimens & ses principes. — Il fit un triste tableau de la dernière campagne en Amérique, & il insista sur la défaite du Général *Burgoyne*. — Il assura que les Américains avoient été poussés à l'indépendance, par la nécessité où ils se sont vus de demander du secours aux étrangers. Il donna les plus grands éloges aux Généraux Anglois & sur-tout au Lord *Howe*, dont il peignit le courage & les fatigues dans la navigation de la Baye de *Chesapeak*, sous des couleurs qui doivent faire regarder ce Lord comme le Général de mer le plus brave & le plus expérimenté. On a appris par-là, que Mylord

#### lxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Howe, a fait dans les momens les plus critiques de cette expédition le service de simple matelot, qu'on le voyoit toujours en avant, dans une Chaloupe, en veste & en grandes culottes, la sonde à la main. — Si avec de pareils Généraux, ajouta-t-il, nous n'avons point de succès à espérer, c'est que notre entreprise est vicieuse par le fonds, & qu'il y a des obstacles dont il est impossible de triompher. Ici il fit une courte digression pour s'appuyer de l'exemple de l'Espagne, & de sa séparation d'avec les Provinces-Unies, par la mauvaise conduite du fils de Charles V. dont les conquêtes s'étoient étendus sur différentes parties du globe, & qui avoit porté ses découvertes jusqu'à ses extrémités les plus reculées. Il rappella que Philippe II. étoit aussi l'inventeur des emprunts hypothéqués sur des droits à lever, & qu'ensuite il avoit rompu ses engagements. Il observa à cette occasion qu'on pouvoit juger de la situation allarmante de l'Angleterre par l'intérêt exorbitant de l'argent, & que c'étoit le gouvernement qui faisoit actuellement tout son commerce. — Pour conclusion il forma le vœu de voir les différens de l'Amérique s'accommoder, sur le pied où étoient les choses en 1760.

M. *Wilkes* rappella l'évacuation de Boston, & compara le Chevalier Howe à Mahomet fuyant de la Mecque. — Il déclara que les premières nouvelles qu'il comptoit recevoir d'Amérique, seroient que ce Général étoit

prisonnier dans Philadelphie , qu'il ne tarderoit pas à évacuer aussi honteusement que Boston. — Sur l'article des protestations d'amitié de la France , il apprit à la Chambre comme un fait dont il pouvoit répondre , que les deux Corsaires qui ont livré combat au Corsaire le *Druide* , étoient entrés pour se radouber dans le port de l'Orient où on leur avoit fourni , des magasins du Roi de France , tout ce qui leur étoit nécessaire. — Il ajouta que l'Angleterre ne conserveroit pas long - tems l'amitié du Portugal , qu'il savoit être sur le point d'entrer dans le pacte de famille. — Il censura vivement la proclamation publiée par le Général Burgoyne , qui osoit parler de Charité Chrétienne , en même-tems qu'il se permettoit des atrocités dont l'humanité devoit rougir.

Le Colonel *Johnston* , fut appuyé par l'Alderman Bull & par le Chevalier Philippe Jennengs , qui dit que visiblement les Ministres vouloient continuer la guerre jusqu'à ce qu'il ne restât plus en Angleterre une seule guinée , ni un seul Américain en Amérique.

L'Avocat Adair , du même parti , observa que suivant l'ancien usage , le premier jour d'une Session étoit celui où le Ministre informoit la nation de l'état de ses affaires. — Mais qu'aujourd'hui il outrageoit la Chambre par un silence affecté , dont il ne pouvoit rendre aucune bonne raison.

Le Lord *North* , après avoir fait entendre

qu'il n'avoit pas compté être obligé de parler dès la première séance, déclara qu'il s'y voyoit forcé par M. l'Avocat Adair ; mais qu'il se contenteroit de lui répondre, que depuis vingt ans, qu'il venoit à la Chambre il ne se souvenoit point que jamais le Ministre eût regardé comme son obligation de faire un commentaire sur le discours du Roi. — Il justifia M. Burgoyne sur les accusations d'atrocités, avancées contre lui par M. Wilkes, & il assura la Chambre que les Sauvages étoient commandés par des Officiers Anglois à qui il étoit enjoint d'empêcher les excès dont on se plaignoit. — Il ajouta que si on s'étoit décidé à employer le secours de ces barbares, c'est qu'on avoit vu les Américains occupés à se les attacher pour le même usage. Il répondit à la Chambre qu'elle seroit sûrement satisfaite, de la manière dont M. Burgoyne sauroit lui faire envisager sa conduite, & se défendre contre ses accusateurs. — Il protesta de son desir sincere de la paix ; mais en ajoutant que le moment d'y songer seroit celui de la victoire --- Il fit voir qu'il seroit absurde de commencer par faire cesser les hostilités, puisque ce seroit passer condamnation vis-à-vis des Américains, à qui les Généraux avoient ordre d'accorder cette suspension lorsqu'ils le jugeroient nécessaire. — Il avoua qu'on ne savoit rien de certain des dernières opérations, aucune dépêche n'étant venue du Chevalier Howe, depuis celles

datées après son débarquement aux sources de la rivière d'Elk.

Relativement aux Puissances Etrangères, il assura la Chambre, qu'autant qu'il pouvoit en juger, & d'après les informations qu'il avoit prises, ce n'étoit point l'intérêt, & qu'il ne croyoit point que ce fût l'intention de la France ou de l'Espagne d'entrer en guerre avec l'Angleterre. --- Mais que ces Puissances jugeant à propos de tenir de grands armemens en état dans leurs divers ports, il avoit jugé qu'il convenoit de mettre l'Angleterre sur un pied égal de défense, pour se tenir en garde contre la possibilité d'une attaque. --- Que le langage de la Cour de France n'étoit nullement celui de la guerre: que quand elle s'étoit exprimée d'une manière équivoque, on avoit obtenu par de pressantes remontrances, les explications convenables. --- Que la France avoit donné les ordres les plus positifs pour défendre de prêter aucun appui aux Américains. --- Que deux prises conduites à Nantes comme venant de Saint-Eustache avoient été rendus aux propriétaires Anglois, par l'ordre de la Cour de France, & que de cette conduite du Ministère François il étoit résulté, qu'il ne s'étoit plus commis depuis de nouvelles déprédations sur les Côtes Britanniques. M. Burke, M. Fox, & le Colonel Barré, du parti de l'opposition, & le Lord Germaine de celui des Ministres, ont parlé aussi dans ces débats, dont l'issue a

LXXVIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
été en faveur du Ministère. On a compté  
243 voix pour l'adresse contre 86, ce qui  
a donné une pluralité de 157.

JE N'AI, Monsieur, qu'une courte obser-  
vation à vous faire, & sur le discours du  
Roi, & sur les débats qu'il a occasionnés.  
Le Roi se montre dans les dispositions d'aug-  
menter le nombre des troupes étrangères qu'il  
a fait passer en Amérique. Mylord Chatham  
déclare que s'il étoit Américain, il ne pose-  
roit jamais les armes que les troupes étran-  
gères n'eussent été retirées. Ce même Lord  
ne veut point qu'il soit question de récon-  
ciliation avec les Américains, qu'auparavant  
ils ne se soient soumis à l'acte de navigation.  
M. le Colonel Johnston borne ses vœux en  
leur faveur à les voir rétablis dans l'état où  
ils étoient en 1760.

Ne vous paroît-il pas, Monsieur, d'après  
ce conflit d'opinions, que ni l'un ni l'autre  
parti en Angleterre ne juge sainement des  
dispositions actuelles des esprits en Améri-  
que depuis que l'indépendance y est déclarée,  
& que même quand le Ministère changeroit,  
la réunion n'en deviendrait pas plus prati-  
cable avec ceux qui voudroient les astreindre  
à l'acte de navigation, qu'elle ne l'est aujour-  
d'hui avec le parti qui a résolu de les sou-  
mettre par le secours des troupes étrangères?

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

F I N.

*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M. \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 9 Décembre 1777.

J'AI eu ce matin , Monsieur , la visite d'un Bostonien , qui m'étoit adressé par mon Correspondant d'Embden , & que j'ai régalé de quelques tasses de thé , avec tout le plaisir que vous pouvez imaginer , après l'avoir bien assuré que ce n'étoit point du thé acheté de la Compagnie Angloise des Indes. Ce Voyageur est parti de Boston le 24 Octobre : il a fait une courte relâche à Embden , & il est venu ici en toute diligence avec une *Gazette extraordinaire de Boston* , datée de la veille de son départ. Son premier soin , à peine entré chez moi , a été de faire porter chez un Imprimeur la Gazette en question , qui demain aura bien pullulé , je vous assure. Il en avoit un double exemplaire dont il a payé l'agréable déjeuner que j'ai eu le bonheur de lui donner. Je vais sur le champ vous en traduire les principaux articles ; & j'espère , par le zèle que j'y mets , que vous les aurez reçus assez - tôt pour entendre l'énorme *in-folio* de détails des armées Angloises de Howe & de Clinton qui composent la *Gazette extraordinaire de la Cour* ,  
N.º XXXIII. f

LXXX AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

publiée ici le 2 de ce mois, & dont le Ministère Britannique fera en sorte que l'Europe ne perde pas une ligne. Il ne sera pas si jaloux de l'instruire, ni si prolix sur certains autres événemens qui se sont passés dans le Nord; mais je veux vous faire lire la Gazette de Boston; ce sera comme si vous aviez assisté à mon déjeuner Bostonien.

Gazette extraordinaire de Boston, du 24  
Octobre 1777.

N.<sup>o</sup> I. *Précis des opérations des armées respectives en Amérique en 1777, du mois de janvier au mois d'Octobre.*

» A la fin de la dernière campagne (en Janvier 1777) le Général Howe voyant ses cantonnemens rompus, jugea nécessaire de rassembler son armée à Brunswick & aux environs. Retranché & couvert de tous côtés, il fut quelque tems inaccessible au Général Washington, qui se contenta, pendant que son armée se recrutoit, de repousser les fourageurs de M. Howe, de harceler ses postes extérieurs, &c. On croit généralement ici que le premier dessein de M. Howe étoit de pénétrer jusqu'à Philadelphie par les Jerseys, & qu'il l'avoit tenté sérieusement; mais soit qu'il ait jugé dès le commencement que ce projet étoit impraticable, ou qu'à l'épreuve il s'en soit convaincu, le fait est qu'il s'est retiré à l'Isle de Staten, & que



vers le milieu de l'Été il a embarqué ses troupes, ses munitions, &c. & qu'après une longue & fatigante navigation, il est arrivé à la baie de Chésapeak où il a débarqué dans la rivière d'Elk, & ensuite fait marcher son armée vers la rivière Brandywine «

» M. Howe a fait tous les efforts imaginables pour tromper son antagoniste; mais celui ci avoit travaillé de bonne heure à faire avorter ses projets; & avec cette pénétration qui lui est particulière, il avoit prévu que les bords du fleuve Delaware seroient le futur théâtre de la guerre. C'est dans ces environs que le Général Washington a marché à l'ennemi & l'a combattu; mais quoique nos troupes n'aient point manqué de courage, ni nos Officiers de conduite, il eût été avantageux qu'elles eussent plus d'ensemble & de fermeté en chargeant & de vivacité en se formant, ce qu'aucunes troupes ne peuvent acquérir que dans une suite de vraies actions. Ce défaut nous a fait perdre un terrain qui a coûté cher aux Anglois, puisque d'après les comptes les plus modérés, leurs tués & blessés se sont montés à deux mille, tandis que nos états ne portent pas les nôtres au-dessus de la moitié. Quoiqu'il en soit, d'après la tournure que les choses avoient prise, il falloit que de M. Howe & de M. Washington l'un restât le maître du pays & l'autre se maintint dans la Ville. Or, M. Washington a préféré de  
fij

posséder le pays, & de ne point abandonner un poste très-fort sur le Delaware, où le passage est si bien défendu par les chevaux de frise, que les Anglois y ont déjà perdu un vaisseau de 64 canons, que deux autres ont été repoussés en s'efforçant de pénétrer jusqu'à la Ville, & qu'enfin jusqu'ici la flotte entière n'a pas pu en approcher.

» La seconde action importante s'est passée à German-Town ou auprès : l'ennemi y avoit été attaqué, rompu & repoussé. Enfin les lauriers de la victoire alloient couronner le héros Américain, lorsqu'un malheureux événement les lui arracha. Une division qui formoit le corps de réserve de l'armée, eut ordre d'avancer plus près pour soutenir des compagnons vainqueurs ; mais elle s'égara dans un brouillard épais, augmenté de la fumée de l'artillerie & de celle de quelques chaumes auxquels le Général Howe avoit fait mettre le feu. Il s'ensuivit un désordre parmi nos troupes qui les força à la retraite. L'ennemi en profita pour se rallier, & ayant recouvré son artillerie il rentra dans ses lignes. Il y eut de part & d'autre quelques Généraux & Officiers supérieurs tués & blessés. Cependant dans toute cette action, qui a duré plus de deux heures, nous n'avons perdu en Officiers ou soldats tués, blessés & manquans, que sept cent hommes ; & c'est le sentiment de tous les gens capables d'en juger, qu'il ne faudroit pas plus de deux

viictoires semblables encore au Général Howe pour déconcerter entierement tout son plan. On fait que par le nombre des tués, des blessés & des désertions, une armée qui n'a pas la facilité de se recruter à mesure, s'épuise prodigieusement. Il en est tout autrement de notre côté. Nos soldats, qui sont dans leur pays, pleins de santé & de résolution, savent que si un d'eux est tué, il en viendra deux autres venger sa mort, & nos armées, en campagne, s'accroissent par milliers «.

» Il est vrai que l'ennemi tire un grand avantage de ses vaisseaux. Nous venons de voir les Généraux Vaughan & Tryon remonter la riviere d'Hudson, suivis de quelques troupes Irlandoises & Allemandes, & avec quatre mille hommes en attaquer cinq cent, avant qu'on eût pu envoyer à ceux-ci du renfort. Aux dépens de beaucoup de sang Anglois, ils ont emporté le fort Montgomery & un passage fortifié sur cette riviere. D'après cet événement, nous avons été obligés de détruire deux gros bâtimens du Continent. On dit aussi qu'ils ont poussé encore plus loin, & qu'ils ont enlevé ou entrepris d'enlever des bestiaux, & brulé quelques maisons. Le Général Putnam, avec un nombre d'Américains égal aux leurs, arrive sur eux par derriere, tandis que le Général Gates, s'étant débarrassé de ses prisonniers, & ayant détaché quatre mille hommes pour

reprendre Ticondérago , est en marche pour Albany. Il est à croire qu'il ne souffrira point que ces barbares échappent au châtement qu'ils ont mérité. Pendant ce tems-là , le Général Parsons a ordre d'investir la Ville de New-York ; & d'un autre côté , huit mille hommes commandés par le Général Spencer , sont arrivés à leur rendez-vous , d'où ils partiront pour aller reprendre New-Port dans l'Isle de Rhode-Island. Les Etats du Sud , c'est-à-dire les deux Carolines & la Virginie , jouissent d'une parfaite tranquillité , n'étant nullement inquiétées par l'ennemi. Leur population s'accroît sensiblement chaque année : elles sont en état de recruter l'armée de ce côté-là ; de même que la ruche du Nord envoie des essaims de toutes parts , tant pour défendre nos propres frontieres , que pour équiper nos vaisseaux de guerre & nos Corsaires ; au point que si nos marins ne s'occupent que de la course , nous ferions un tort infini au commerce de la Grande Bretagne , tout en nous enrichissant. Mais seulement dans l'état où sont les choses , il arrive des quantités de prises très riches dans nos ports ».

» Il est vrai que les Etats du centre , ceux d'York , du Nouveau Jersey , du Maryland & de Philadelphie , souffrent actuellement de la présence de deux ou trois armées ; mais ce sont des pays jeunes , vigoureux & fertiles ; & lorsque nous aurons repoussés nos envahisseurs , comme nous osons l'espérer

avec l'aide de Dieu, ces pays auront bientôt repris leur ressort α.

Après avoir ainsi promené nos regards sur tout le continent d'un bout à l'autre, & avoir apprécié la position des armées de Washington & de Howe dans le Sud, arrêtons notre attention sur le Nord resplandissant aujourd'hui du nouveau lustre qu'y ont acquis les armes Américaines α.

» Une armée Britannique, qu'on avoit été plusieurs années à former, assistée de ses Alliés, est partie bien approvisionnée, du Canada, dès le commencement du Printemps, sans que nous eussions imaginé qu'il y avoit des forces si redoutables dans cette partie de l'Amérique. Elle a investi notre forteresse de Ticondérago, la clef des Etats de la Nouvelle Angleterre. Le tems & d'exactes recherches nous apprendront comment il s'est fait que cette importante forteresse, où il y avoit une garnison de près de cinq mille hommes, bien armés & équipés, aux ordres du Général Saint Clair, se soit rendue presque sans avoir été attaquée; & comment en un instant, notre pays se trouva ouvert à l'armée du Général Burgoyne & à ses cruels instigateurs, tandis que nos braves soldats se retiroient devant eux, aussi courroucés contre leur propre Général que contre celui des ennemis. Mais la milice, composée de la partie la plus riche du peuple, avoit conservé tout son courage. Elle se voyoit

lxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
menacée de perdre, sans retour, tout le  
bonheur qui peut attacher à la vie; elle  
s'est mise en campagne avec un redouble-  
ment de zèle & d'ardeur. Le Congrès a  
aussitôt rappelé le Général Saint Clair, &  
a nommé à sa place le Général Gates pour  
marcher à la tête de ces braves combattans  
à qui il ne manquoit que de bons Officiers  
pour les conduire à la victoire.

» M. Gates rallia notre armée dispersée,  
& les troupes avoient mis une telle con-  
fiance dans cet habile Commandant, que  
quand il ordonnoit de s'arrêter dans le mo-  
ment où l'on étoit le plus animé, tous les  
corps de l'armée & de la milice devenoient  
immobiles. Pendant ce tems-là Burgoyne,  
enflé de ses premiers succès, souffroit que  
les Antipathes & les Canadiens, si même  
il ne les y excitoit pas, massacrassent les  
malheureux Habitans à mesure qu'il s'avan-  
çoit dans le pays, prenant les airs & le  
ton d'un conquérant, jusqu'au point de qua-  
lifier *troupes victorieuses* des corps de son  
armée qui avoient honteusement lâché  
pied devant nous, en abandonnant leurs  
canons & leurs équipages. Le premier pré-  
sage du sort qui l'attendoit se manifesta par  
l'échec qu'il reçut au fort Schuyler (Stanwix)  
poste important sur la rivière de Mohawk.  
Un certain Colonel Saint Leger, suivi d'un  
ramassis d'Anglois, de Waldeckois & de  
Sauvages, essuya une vive sortie, & ses gens

furent dispersés par cette garnison peu nombreuse mais brave, aux ordres du Colonel Granfœldt, soutenu du Général Harkerman qui s'approchoit. La fuite de Saint Leger devoit faire rentrer en lui-même le Général Burgoyne, s'il eût été assez sage pour profiter de cet événement qui l'avertissoit du danger de sa situation «.

» Peu après un détachement d'environ deux mille cinq cent Anglois, &c. fut envoyé par Burgoyne pour prendre poste à Bennington, avec des ordres conçus dans un stile vraiment risible, comme une occasion qui s'offroit de pénétrer dans le pays. Ces troupes bien armées, bien disciplinées, se sont arrêtées à plusieurs milles de leur destination, & s'y sont retranchées. Un parti de milice, aux ordres du brave Général *Starks*, aidé d'un corps de trois cent hommes des troupes continentales du bataillon du Colonel Warner, les a attaquées *deux fois*; leurs lignes ont été emportées, & ils ont perdu la moitié de leur monde, tant en tués qu'en prisonniers; (l'ennemi convient de mille hommes). Cette action a été suivie d'une autre plus importante sur les hauteurs de *Bémus*, à quarante mille environ d'Albany, & la nuit seule empêcha les Américains de remporter une nouvelle victoire. Le dernier effort de l'armée déconcertée de Burgoyne, a été d'attaquer les divisions de la gauche & du centre de l'armée du Général

**LXXXVIIIj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
Gates, (a) qui étoient commandées par les  
Généraux *Lincoln & Arnold*. Cette action ,  
quoique malheureusement remarquable par  
la blessure de ces braves Généraux , a mis le  
comble à la gloire des armes américaines ,  
car elle a coûté la vie au Général *Frazer* ,  
ainsi qu'à un grand nombre d'Anglois. La di-  
vision composée de l'élite des troupes bri-  
tanniques , s'est retirée en désordre & avec  
une perte considérable. Les ennemis ont été  
poursuivis dans leurs lignes : leur hôpital  
composé de trois cent malades & blessés ,  
est tombé entre nos mains. On s'est emparé  
pareillement du bagage d'un bataillon Alle-  
mand. Le camp a été détruit , & le régiment  
dispersé. «

» Nous ne devons point oublier de dire  
que , pendant toutes ces opérations , nos  
troupes légères ont continuellement harcelé  
l'arrière garde & les flancs de l'ennemi , in-  
terceptant les convois , détruisant les maga-  
sins , les repoussant tous les jours , & faisant  
prisonniers les gardes , jusqu'au moment que  
voyant ses troupes harassées & épuisées par  
le service le plus rude , par l'épée , la famine  
ou la captivité , ce fier conquérant de l'Amé-  
rique a commencé à sentir les durs effets de  
sa témérité. Celui qui , peu de semaines au-  
paravant , avoit osé , dans un pompeux ma-

---

(a) Gates est le Commandant général : Arnold  
& Lincoln sont les Lieutenans généraux.



nifeste, proscrire comme d'infâmes traîtres, les plus respectables habitans du pays, s'est vû enfin lui-même à leur merci. Il menaçoit de faire éprouver, *avec la grace de Dieu*, la force de ses armes, sur toute l'étendue de l'Amérique. Il annonçoit le fer & le feu aux peuples livrés à ses brigandages. Ses menaces sont retombées sur sa tête : de dix mille hommes partis avec lui du Canada, il n'y en a pas eu moins de quatre mille tués; pris ou dispersés avant la capitulation. Sa conduite imprudente a valu au reste de son armée, l'humiliation de *mettre bas les armes*, comme il a remis lui même *son épée* entre les mains de son vainqueur. «

» Nous avons lieu d'espérer que le Général Howe aura le même sort que son Coadjuteur. Car l'Armée du Nord n'a plus rien qui l'empêche de partir pour traverser les Jerseys & se joindre au Général Washington «.

» Que chacun se demande à présent comment il recevrait l'insinuation de traiter avec la Grande Bretagne aux termes qui nous sont prescrits par ce Peuple orgueilleux & cruel. Non : l'Angleterre fût-elle victorieuse dans toute l'étendue de l'Amérique, eussions-nous été chassés des bords de l'Océan jusqu'au monde Occidental, & de là repoussés jusque dans les régions les plus reculées du Nord ; quand toutes nos armées seroient écrasées, toutes nos troupes réglées pri-

## XC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sonnières de guerre ; nos milices formeroient de nouvelles armées ; elles iroient attaquer les tyrans en bataille rangée , & elles expi-  
reroient avec la *liberté dans les champs de l'honneur* , ou bien une victoire complète assureroit à jamais leur existence , *comme Peuple indépendant*. Ces généreux sentimens ne peuvent que s'exalter dans nos cœurs de plus en plus ulcérés de l'arrogance des plus barbares des ennemis , quand nous voyons l'impression terrible que fait sur eux le succès de nos armes accordé par le Ciel à la justice de notre cause «.

» Telle est la vraie situation des affaires dans l'Amérique Septentrionale. Nous sommes furs de n'avoir point altéré la vérité des faits ; & si l'on nous fait ce reproche relativement au récit des événemens qui nous sont favorables , ce fera plutôt pour les avoir atténués qu'exagérés «.

### N.º II. *Aux enfans de la patrie.*

» Que tous les vrais Américains se félicitent sur le plus important & le plus glorieux succès de leurs armes dans le département du nord ! L'armée de Burgoyne n'est plus ; du moins en tant qu'armée , elle a disparu de l'Amérique. Elle s'est rendue jusqu'au dernier homme au Général Gates , sous les conditions portées dans la convention publiée par la présente Gazette. Cette armée qui

d'abord étoit composée de près de dix mille hommes, se trouvoit réduite au nombre d'environ six mille. Les conditions qu'on lui a faites sont magnifiques & généreuses, si l'on considère qu'elle étoit absolument & totalement en notre pouvoir, & si l'on réfléchit sur la façon dont Burgoyne avoit fait la guerre. Mais ne vaut-il pas mieux que nous péchions par excès de bonté & de compassion, que par trop de sévérité, même lorsque la loi du talion & de la conservation de soi-même, pouvoit paroître l'exiger ? «

» L'histoire ne parle d'aucune nation qui l'ait emporté sur l'Amérique, par le courage & la résolution pour le maintien de ses droits, de même que par l'indulgence & la noblesse avec lesquelles, en tant d'occasions, elle a traité ses oppresseurs & ses meurtriers, lorsqu'elle les a eu réduits. Une telle conduite au moins ne tournera point au désavantage de nos affaires, & elle ne donnera point une opinion défavorable de nous aux Puissances Européennes. «

» Nos forteresses & toutes les choses sur lesquelles nous fondions notre principal appui, nous avoient été enlevés avec une facilité surprenante, par l'ennemi, depuis le commencement de cette guerre, à l'exception de Bunkershill. Mais en revanche la divine Providence nous a soutenus & conservés par les secours sur lesquels nous comptions le moins. Privés de nos forteresses, il nous a

## xcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fallu apprendre à rencontrer l'ennemi en pleine campagne ; & la plupart des grands avantages que nous avons obtenus , ont été précédés de la perte de ces mêmes forts. Lorsque Ticonderago a été rendu à l'ennemi d'une manière si étrange , ( oui , étrange , & c'est le terme convenable , jusqu'à ce que cette affaire ait été éclaircie par une autorité compétente ) le peuple des Etats septentrionaux avoit le cœur navré de ce triste événement , mais son courage n'en étoit point abbatu. Il a senti l'effet que cette perte devoit produire pour quelque tems en Europe ; & il savoit qu'une retraite aussi précipitée , autoriseroit une façon de penser assez équivoque sur l'armée la plus brave. Nous avons vu en même tems notre pays ouvert aux incursions d'une armée de dix mille hommes , énor-gueillie d'une conquête si aisée , prête à être augmentée des mécontents qui se trouvoient parmi nous , & à être aidée de diverses manières par les Américains neutres & craintifs , ainsi que par les districts qui avoisinoient cette armée , & qui sont tombés tout aussitôt en son pouvoir. Au milieu de tant de contrariétés , le peuple de cet Etat ne manquoit ni de résolution ni de fermeté , non plus que ceux qui se trouvoient à la tête des affaires. On ne s'occupa uniquement qu'à mettre en campagne la milice , pour faire face à l'ennemi. Les vagabonds & les pauvres avoient été enrôlés auparavant dans la milice continen-

tales : mais dans ce moment-ci on vit cette milice composée des Propriétaires les plus à leur aise. Burgoyne crut que tout le pays lui étoit ouvert, & il mit en œuvre tous les moyens possibles pour profiter de l'occasion. Avec son corps principal il dirigea sa marche vers Albany. Son aîle droite commandée par Saint Léger, traversa le lac Ontario & le pays de Mohawk, espérant prendre d'emblée le fort Stanwix, (Schuyler) & joindre Burgoyne à Albany. Le Colonel Baum, avec l'aîle gauche, gagna le pays appelé les *Grants*. Le Général Hackerman fut envoyé avec 500 hommes de milice, pour renforcer la garnison de Stanwix. Il ne put point parvenir jusqu'au fort, mais sur la route il attaqua un corps considérable d'ennemis & de Sauvages, & en tua un si grand nombre, qu'il affoiblit considérablement ce corps. Hackerman déploya autant d'habileté que de bravoure. Grainswelow qui commandoit dans le fort, en fit autant. Le courage de ces deux Officiers, sauva ce poste important, & rompit les desseins de l'aîle droite des ennemis, qui se retirèrent sur le lac Ontario, avec perte & précipitation. L'Etat de la Nouvelle Hampshire ayant envoyé son contingent à l'armée continentale, leva une brigade de milice. *Starts*, vieux militaire, qui s'étoit distingué à Trentown & à Princetown, mais qui par une singulière fatalité, avoit été oublié dans la distribution des grades, fut revêtu du

commandement. Comme il avoit peu de confiance dans les chefs qui commandoient alors l'armée septentrionale, il demanda au Gouvernement de cet Etat des ordres plus étendus, & qui lui permissent d'agir avec l'armée continentale, ou indépendamment d'elle, selon qu'il le croiroit plus à propos pour la défense des frontières du nord. Heureusement que cette permission lui fut accordée, quoique dans d'autres circonstances cela eût pu avoir de mauvaises suites. Précisément avant que le Colonel Baum fût parti pour Bennington, Schuyler ou Saint Clair, (ces deux Généraux ont été révoqués) ordonna à Starks de partir de Grants pour gagner Albany. Starks prit sur lui de ne pas exécuter cet ordre, étant déterminé à défendre le poste important de Bennington & les grands magasins publics qui s'y trouvoient. On en porta des plaintes au Congrès ; mais avant qu'elles eussent pu avoir aucun effet, il remporta la victoire la plus complète & la plus brillante : il tua ou prit aux ennemis huit à neuf cent hommes, & détruisit entièrement leur aîle gauche. Il avoit été joint par le Colonel Wenner & une compagnie de Découvreurs des Montagnes vertes, à la solde du Continent. Tout ce corps faisoit plus de quinze cent hommes. Les ennemis, en y comprenant le renfort qu'ils reçurent, étoient en aussi grand nombre. Ils étoient retranchés & avoient beaucoup d'excellentes pièces de campagne.

Starks

Starks n'en avoit point, & cependant il osa les attaquer dans un tems où l'armée continentale ne savoit en quel endroit tenir ferme; il fit ses dispositions avec tout le sang froid & le jugement possible, & il les exécuta avec un courage & une ardeur qui lui feront un honneur immortel. «

» Cet événement changea la face de nos affaires, & porta à Burgoyne un coup dont il n'a pu se relever. Dans une occasion si heureuse, *Gates* avoit pris le commandement de l'armée du nord, à la place de Saint-Clair révoqué. Les milices accouroient vers lui de toutes parts, & montraient la plus grande ardeur. Un corps de ces milices prit plusieurs postes voisins de Ticonderago, enleva à nos ennemis un grand nombre de nos prisonniers, en fit beaucoup sur eux, détruisit leurs bateaux, &c.

» Burgoyne commença alors à s'appercevoir qu'il s'étoit trop aventuré dans un pays dont tous les habitans étoient soldats. Il se trouvoit avancé au-delà de Saratoga : il lui étoit impossible de continuer sa marche jusqu'à Albany; & c'étoit envain qu'il cherchoit à *rétrograder*, lui qui a publié avec tant d'emphase, qu'il n'aimoit point les mouvemens rétrogrades. Cependant il fit un effort pour sortir d'embarras, & il trouva moyen de porter ses principales forces contre une seule aîle de notre armée, commandée par l'intrépide *Arnold*; mais il fut repoussé avec

## xcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une perte considérable. Il fit une seconde tentative, dans laquelle *Arnold* fit des prodiges d'habileté & de valeur en entrant dans ses lignes, qui furent emportées, & où (a) *Burgoyne* eut beaucoup d'hommes tués & presque tout son bagage pris. L'ennemi se retira dans un camp fortifié sur ses derrières.

*Arnold* & *Lincoln*, autre excellent Officier général de l'Etat de *Massachusetts*, ont été blessés tous les deux à la jambe dans cette action; mais il y a lieu d'espérer qu'ils gueriront sans amputation, à la grande joie de tous ceux qui connoissent leur mérite. Le camp de *Burgoyne* ayant été investi de toutes parts, ce Général fanfaron se voyant dénué de provisions & sans aucun espoir de secours, prit le parti de se rendre. Quand ses yeux avoient commencé à s'ouvrir, & que la peur avoit chassé la fierté de son cœur, il avoit écrit une lettre au Général *Clinton* à *New-York*. Dans la réponse qui est tombée entre nos mains, *Clinton* lui dit : *je ne puis point prendre sur moi de donner aucun avis ni de rien ordonner. Je souhaite de tout mon cœur que vous ayez le bonheur de vous en tirer* «.

» Cependant ce même *Clinton* se doutant que nos postes sur la rivière d'*Hudson* devoient être affoiblis par les détachemens en-

---

(a) On a dit que *Burgoyne* avoit été blessé dans cette affaire. Ce fait ne s'est point vérifié



voyés aux deux armées, & ayant l'intention sans doute de tenter quelque diversion en faveur de Burgoyne, ses troupes, parties de New-York, surprirent *Peekskill*, le fort *Montgomery*, &c. & brulerent & saccagerent tout de la maniere la plus cruelle sur les bords de cette riviere, pendant que Gates accordoit les conditions les plus généreuses à Burgoyne vaincu, & dédaignant d'abuser de la position désespérée où se trouvoit ce Général. — Mais à présent on va songer à arrêter ces incursions, & Washington, s'il en a besoin, pourra recevoir, avant qu'il soit peu, des renforts considérables de l'armée du Nord. Dans l'affaire de *Brandywine* il a diminué l'armée de Howe de 3,000 hommes. Dans l'attaque à *Germain-Town* contre un corps d'ennemis considérable, nous étions sur le point de les envelopper tous: Howe étoit prêt à donner ordre aux siens de se retirer à *Chester*; mais un brouillard épais s'étant élevé tout-à coup, la division du général *Gréen*, qui arrivoit par derriere, a été prise pour un corps d'ennemis, & ce n'est que la confusion occasionnée par cette méprise, qui a sauvé les troupes du Roi. Il est vrai que Howe, par des marches & contre-marches aux environs de *Philadelphie*, & faisant semblant de vouloir en venir à une bataille générale, a trouvé le moyen de jeter un corps de troupes dans cette Ville. mais on s'attendoit à cet événement, & en

xcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

conséquence on en avoit retiré, quelque tems auparavant, presque tous les effets de quelque prix qu'il pouvoit y avoir, & le Congrès s'étoit transporté à *York-Town*. Ce n'est que le 25 au soir que le Congrès est parti de la Ville, & sans aucune précipitation, ce qui fait bien voir qu'il n'avoit pas grand peur. Au surplus il est difficile que Howe conserve long-tems cette Place. Il n'a pas encore pu détruire les chevaux (a) de frise dans la rivière Delaware, ni faire avancer les batteries dans la proximité de ces mêmes chevaux de frise. Il a déjà vu périr un fort vaisseau de guerre qui avoit essayé d'y passer; on nous assure aujourd'hui que deux autres frégates, qui avoient fait la même tentative, ont éprouvé le même sort, & que Howe paroissoit se disposer à une retraite. Il circule même des lettres, arrivées tout récemment du Sud, qui portent que l'ennemi avoit perdu 17 vaisseaux en tentant de s'ouvrir un passage pour aller à Philadelphie, & qu'il étoit tombé entre nos mains, à cette occasion, une batterie flottante de 8 canons, & plus de 100 hommes. Si Howe ne peut point ouvrir la rivière à l'armée navale de son frere, qui a quitté la baie de Chésapeak pour venir le joindre à Philadelphie par le Delaware, il faudra absolument

---

(a) C'est le Docteur Benjamin Franklin qui a donné le projet de ces chevaux de frise.

qu'il se retire. Son armée ne fauroit être approvisionnée par aucun autre canal. Mais quoiqu'il en soit, la ruine totale de l'armée du Canada ne pourra pas manquer de lui devenir fatale. Il faudroit qu'il eut un bonheur tout particulier pour tenir long-tems contre les forces réunies de nos Etats. La simple nouvelle du sort de Burgoyne consternerá & le Chevalier Howe & son armée; elle répandra parmi eux tous des inquiétudes extrêmes pour trouver des quartiers d'hyver surs, en même tems qu'elle enflammera plus que jamais l'ardeur & le courage de Washington & de ses troupes. Quel effet ne produira pas aussi ce superbe événement sur la Cour & la Nation Britannique? Y songera-t-on à envoyer une autre armée de dix mille hommes en Amérique? Quelle figure vont faire les Ambassadeurs & Ministres Anglois dans les différentes Cours de l'Europe, où ils n'ont cessé de nous décrier par les plus grossiers mensonges? Les diverses Puissances Européennes hésiteront-elles à présent à nous trouver dignes d'occuper un rang parmi elles?

Nous avons lieu de croire que le détail de nos succès confondra le Ministère Britannique, qu'il divisera la nation, qu'il occasionnera de justes clameurs contre les Promoteurs de la guerre, qu'il empêchera que des forces plus considérables ne viennent remplacer l'armée de Burgoyne dont, au

## C    AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

surplus, le Ministère Anglois peut faire ce qu'il lui plaira en Europe. Les Princes Allemands verront s'il leur convient d'épuiser leur pays & de s'exposer à mille dangers futurs dans leurs propres foyers, pour nous faire une guerre qui tourne si peu à leur gloire. Ils n'auront pas grande peine à compter les Soldats qui leur seront rendus chez eux avec la liberté de les servir dans d'autres guerres. S'il s'en embarque un sur cent pour retourner en Europe, ce sera tout au plus. La Hesse nous a envoyé des parens & des amis qui se plaisent chez nous & qui y resteront pour nous aider à chasser jusqu'au dernier Anglois d'Amérique.

L'embarras où nous avons été pour le crédit de notre papier monnoye paroît être aujourd'hui à son terme, & j'espère qu'il diminuera chaque jour. C'est l'heureux & prompt effet que nous avons droit d'attendre de nos succès; & notre crédit va se rétablir de même en Europe. Personne ne peut douter des ressources de ce continent pour acquitter une dette plus considérable que celle que nous avons contractée, & depuis que, grâces au Ciel, nous sommes aujourd'hui plus que jamais dans le cas de faire de nouveaux efforts avec plénitude de confiance, nous espérons que les Etats Européens qui trouveront leur intérêt à nous prêter de l'argent, nous en procureront en abondance pour soutenir de si glorieux com-

mencemens. Nous sommes dans un pays qui nous fournit d'excellens Soldats ; nous avons un terrain immense & des sources de commerce qui doivent s'augmenter continuellement : nous sommes remplis d'honneur, & nous l'avons prouvé en liquidant toutes nos dettes avec les particuliers Anglois. Est-il une base de crédit plus solide que celle-là ?

P. S. Il arrive dans l'instant des nouvelles fraîches des parties Méridionales. Dans l'action du 4 Octobre, le Général *Agnew* de l'armée de Howe a été tué. — Le sieur *William Erskin* blessé mortellement. — *Kniphautsen*, Commandant en chef des troupes Allemandes blessé à la main. --- Les Anglois ont eu un grand nombre de tués & blessés. --- Leur perte en tout est beaucoup plus grande que la nôtre. --- Washington, par les renforts qu'il a reçus, est plus fort qu'il ne l'étoit avant la bataille, de sorte que nous attendons à chaque instant la nouvelle d'une autre action.

Vous remarquerez, Monsieur, dans les dépêches dont la Gazette extraordinaire de la Cour a donné des extraits, que le Général Howe commençoit à douter le 21 Octobre qu'on pût réussir à retirer les chevaux de frise qui obstruent le Delaware. Il dit à la fin du cinquieme *alinea* de la lettre de cette date : la difficulté d'approcher de *FORT-ISLAND* en rend la réduction plus difficile qu'on ne l'au-

## cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

roit cru quand nous sommes arrivés ici. Il n'est pas possible de retirer les chevaux de frise d'en-haut , qu'auparavant on n'ait pris le poste de *Fort-Island* qui gêne le passage sur la rivière.

Le même Général, dans sa lettre du 25 Octobre, rend compte d'une tentative infructueuse qu'il a fait faire le 22 pour emporter d'assaut le poste de *Redbank* qui garde *Fort-Island*. Les deux Commandans de son détachement y ont été grièvement blessés. Il convient d'y avoir perdu plusieurs braves Officiers ; le Colonel *Linling* a ramené le lendemain les débris de ce corps à *Philadelphie* , sans pouvoir emporter le Colonel *Donop* , non plus que beaucoup d'autres blessés. Il annonce aussi la perte de l'*Augusta*, vaisseau de 64 canons, ainsi que de la frégate le *Merlin* de 18, qui s'est échoué. L'*Augusta* a sauté en l'air & son explosion a dû en endommager beaucoup d'autres.

Le Lord Vice - Amiral *Howe*, dans sa lettre du même jour, rend compte de sa pénible navigation du fond de la Baye de *Chesapeak* jusqu'à la rivière *Delaware* , de 20 jours de durée , & des vains & coûteux efforts qu'il a faits pour passer par la double ligne de chevaux de frise , & soutenir les attaques dirigées par son frere contre le *Fort-Island* & les postes qui le défendent , & dans une desquelles ( celle du 22 ) un corps de Hessois a été repoussé.

Enfin , vous distinguerez dans ce fatras

d'écritures , une relation de l'expédition du Major-Général Vaughan sur la riviere d'Hudson , contre la ville d'*Esopus* qu'il qualifie de repaire de toute la détestable canaille de ce pays , & qu'il se vante d'avoir réduite en cendres sans laisser une seule maison sur pied. C'est contre ce brûleur de villes que marche le brave Général Gates , plein de la plus ardente résolution de le châtier comme il le mérite.

Dans toutes les dépêches qui composent ce gros recueil , vous compterez quantité d'Officiers de marque Anglois ou Allemands tués ou blessés , & parmi les tués , le Brigadier général Campbell ; mais vous n'y verrez pas un seul mot sur le Général Burgoyne. Or , comme il est impossible que M. Howe n'ait pas eu occasion d'en parler , ainsi que M. Clinton , vous en conclurez très-justement que ce qui peut le concerner a été retranché ici par les Ministres.

C'est une preuve manifeste qu'ils n'ignorent point le malheureux sort de ce général & de son armée ; ils auront redouté l'effet de tout ce qui auroit pu être dit de Burgoyne par ses Collegues , lorsque son aventure sera publique. Mais vous conviendrez qu'ils sont bien mal adroits d'avoir lâché les relations des avantages remportés dans diverses autres parties , & entre autres de la prise de Philadelphie , avant les fâcheuses nouvelles de l'Armée de Burgoyne. Ils eussent bien mieux

#### CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fait, je crois, de commencer par avouer le mal, & de garder les nouvelles favorables pour relever ensuite les courages abbattus; mais peut-être aussi qu'eux-mêmes, ils ne jugent pas la prise de Philadelphie comme fort importante, & qu'allarmés par le sort douteux de l'armée de Howe, ils ne mettent pas une très grande différence entre les deux événemens.

Ne croyez pas cette dernière opinion aussi bisarre qu'elle le paroît. Les fonds publics auroient dû hauffer le 2 Décembre, par la nouvelle autentique que les Ministres ont donnée de la prise de Philadelphie, apportée par le Major Cuyler; & au contraire ils ont baissé; ce qui est bien une preuve que le public éclairé ne trouve pas que ce triomphe ait mis les choses dans une situation fort réjouissante.

N<sup>o</sup>. III. *TRADUCTION* littérale de la lettre par laquelle le Général anglois HENRI CLINTON, faisoit savoir au Général JOHN BURGoyNE, qu'il ne pouvoit point l'assister ni de ses secours, ni de ses conseils, & lui souhaitoit de se tirer du mauvais pas où il le voyoit.

Du Fort Montgomery le 8 Octobre 1777.

(a) » Nous y voici : & il n'y a plus que Gates entre vous & moi. Je désire sincèrement

---

(a) Ces mots sont en langue François.



que ce petit succès que nous avons obtenu, puisse faciliter vos opérations. En réponse à votre lettre du 28 (b) Septembre, par C. C. tout ce que je puis vous dire, c'est que je n'ose point me hasarder à donner des ordres, ni même des avis, pour des raisons sensibles. Je souhaite de tout mon cœur que les choses aillent bien pour vous. (J wish you *success*.)

Signé, Henri CLINTON.

Au Général Burgoyne.

LETTRE d'envoi de l'Officier Américain  
George Clinton, au Général Putnam.

De New Windsor le 11 Octobre 1777.

» Mon cher Général;

» Au moyen d'une forte dose d'émétique que j'ai fait prendre à l'Espion anglois, il a rendu une petite olive d'argent, d'où j'ai tiré une lettre du Général Clinton au Général Burgoyne. Je vous en envoie ci-joint une copie fidele. Je suis, &c. «

Vous voyez, Monsieur, qu'il n'est point aussi désavantageux pour les Américains, qu'un certain parti avoit voulu le faire en-

---

(b) C'étoit neuf jours après l'affaire dans laquelle Arnold avoit remporté un si glorieux avantage sur le Général Burgoyne, & qui a été décisive contre lui, en le réduisant aux dernières extrémités.

## **evj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

tendre par de plates ironies, d'avoir, parmi leurs Généraux, des Apoticaire. Il est bon qu'un Général d'armée sache donner l'émétique à propos, & la dose nécessaire. Le Chapelier *Barton* a enlevé le Général *Prescott*, pour prendre à son aise la mesure de cette bonne tête. Le Jacquet *Arnold* a démonté *Burgoyne*. Nous saurons un jour de quelle profession ou métier est le Général *Gates*. En attendant, vous allez le juger par ses œuvres. Je crois que des deux méthodes, c'est la plus sûre.

**N°. IV.** *Lettre du Général HORATIO GATES, à l'honorable Président du Conseil de l'État de la Baye de Massachusetts.*

D'Albany le 19 Octobre 1777.

Monfieur ;

» Vous concevez aisément avec quel plaisir j'envoie à votre honorable Conseil la copie ci-jointe d'une convention par laquelle le Général *Burgoyne* s'est rendu à moi avec toute son armée, le 17 de ce mois. Cette armée est actuellement en route pour Boston. Elle est escortée d'une garde suffisante de milices, sous les ordres du Général *Glover* & du Général *Whipple*, qui lui feront fournir toutes les subsistances nécessaires pendant cette marche. Je suis si excessivement occupé de hâter le prompt départ de l'armée, pour arrêter dans leur cours, les atroces

cruautés que le Général *Vaughan* exerce sur la rivière de Hudson, que j'ai à peine le tems de vous faire savoir que la jambe de mon ami le Général *Lincoln*, est en bon état, & de vous renouveler les assurances du respect avec lequel, &c.

Signé, Horatio GATES.

N°. V. *Articles de convention entre le Lieutenant-Général Burgoyne & le Major-Général Gates, signés au Camp de Saratoga le 16 Octobre 1777.*

1°. Les troupes aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne sortiront de leur Camp avec les honneurs de la guerre & l'artillerie des retranchemens. Elles marcheront jusqu'au bord de la rivière à l'endroit où étoit l'ancien Fort : les armes & l'artillerie seront laissées en cet endroit ; & sur l'ordre donné par les Officiers les armes seront mises en faisceaux.

2°. — Le passage libre sera accordé à l'armée aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne pour retourner dans la Grande-Bretagne sous la condition de ne plus servir dans l'Amérique Septentrionale, tant que durera la contestation actuelle ; & ce sera dans le port de Boston qu'entreront les bâtimens de transport destinés à recevoir les troupes lorsque le Général Howe aura donné les ordres à cet effet.

3°. S'il venoit à se faire quelque cartel au

cviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

moyen duquel l'armée aux ordres du Général Burgoyne, ou partie d'icelle fût échangée, l'Article II, seroit nul jusqu'à la concurrence de cet échange.

4°. L'armée aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne, se rendra à la Baye de Massachusets par le chemin le plus court, le plus facile & le plus convenable, & elle sera cantonnée, soit dans Boston; soit aussi à portée qu'il sera possible, pour qu'il n'y ait point de délai au départ des troupes, lorsque les bâtimens de transport seront arrivés pour les recevoir.

5°. Pendant leur marche & dans leur cantonnement, il sera fourni des subsistances auxdites troupes, par les ordres du Général Gates, au même prix la ration que pour sa propre armée; & s'il est possible, les chevaux des Officiers & ceux des charois &c. auront le fourage au prix ordinaire.

6°. On laissera aux Officiers leurs voitures, chevaux de somme & autres: il ne leur sera fait aucune molestation ni visite de bagages; le Lieutenant Général Burgoyne donnant sa parole d'honneur qu'il n'y a point de munitions d'armée cachées dans iceux. De son côté aussi, le Major Général Gates prendra les mesures convenables pour que le présent article soit dûment exécuté. Si dans la route il manquoit quelque voiture pour le transport des bagages des Officiers, le pays leur en fournira s'il est possible, au prix ordinaire.

7°. Pendant la marche de l'armée & dans

les cantonnemens dans la Baye de Massachusets, les Officiers, autant que les circonstances le permettront, ne se sépareront point de leurs soldats. Les Officiers seront logés selon leur rang; & on ne pourra point les empêcher d'assembler leurs Soldats, pour les rôles, les appels & autres objets de discipline.

8°. Tous les Corps quelconques de l'armée du Général Burgoyne, composés, soit de matelots & de mariniers, soit d'ouvriers & de voituriers, soit de compagnies franches, & tous gens suivant l'armée, de quelque pays qu'ils soient, seront compris sans aucune restriction & dans le sens le plus étendu, dans les articles ci-dessus, & regardés à tous égards comme sujets britanniques.

9°. Tous les Canadiens & gens appartenans à l'établissement du Canada, consistans en matelots, bateliers, ouvriers, voituriers, compagnies franches, & tout ce qu'il peut y avoir, sans dénomination particulière, à la suite de l'armée, auront la permission de retourner au Canada. Ils seront conduits aussitôt par le chemin le plus court, au premier poste britannique sur le lac George; il leur sera fourni des provisions de la même manière qu'aux autres troupes; & ils seront astreints aux mêmes conditions de ne point servir durant la présente contestation, dans l'Amérique septentrionale.

10°. Il sera donné sur le champ des passe-

## CX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ports à trois Officiers qui ne pourront être d'un rang inférieur à celui de Capitaine, lesquels seront nommés par le Général Burgoyne pour porter ses dépêches au Chevalier Howe, au Chevalier Guy Carlton, ainsi qu'à la grande Bretagne, par la voie de New-Yorck. Et le Major Général Gates promet, sur la foi publique, que leurs dépêches ne seront point ouvertes. Les Officiers partiront aussitôt après avoir reçu leurs dépêches : ils iront par le chemin le plus court, & de la maniere la plus expéditive.

11°. Pendant le séjour des troupes à la Baye de Massachusets, les Officiers seront sur leur parole; & ils pourront porter leurs épées.

12°. Si l'armée aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, se voyoit dans la nécessité de faire venir du Canada les vêtemens & autres bagages qui y sont restés, il lui sera permis de le faire de la maniere la plus convenable, & les passeports nécessaires seront accordés à cet effet.

13°. Ces articles seront signés & échangés mutuellement demain matin à neuf heures; & les troupes aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, partiront de leur camp à trois heures.

Signé JOHN BURGOYNE.

*Au Camp de Saratoga le 16 Octobre 1777.*

Troupes Angloises. . . . .	2442	} Toute l'armée du Général Bur- goyne étoit de 9,208 en partant du Canada.
Brunswikoises. . . . .	2198	
Canadiennes. . . . .	1400	
	<hr/> 6040 <hr/>	

37 canons. } Quatre Membres du Parlement  
au nombre des prisonniers.

» AUSSI-TÔT que cette capitulation a été connue du peuple de Boston, ( le 23 Octobre ) il s'est porté en foule aux Eglises, pour rendre ses actions de graces au Dieu des Armées. Le Révérend Docteur Cooper, sur l'invitation de l'Assemblée, a prononcé dans la Chambre des Représentans, un discours très-pathétique & des plus capables de soutenir le courage & le zèle de tous les défenseurs de la patrie. «

» Le soir l'hôtel du Sénat a été illuminé par ordre de l'Assemblée générale; & chacun s'est empressé de mêler sa joie à la joie publique, à l'occasion d'un événement aussi merveilleux, & de la consolation que la divine Providence a daigné accorder à la Ville de Boston, si mal-à-propos mise en interdit par l'Angleterre : bienfait qui consiste en ce que deux puissantes armées angloises, dans une révolution de vingt mois, auront, du sein de cette ville, évacué l'Amérique. «

cxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

P. S. du 10 Décembre.

» Vous êtes parfaitement instruit, Monsieur, de tout ce qui s'est passé en Amérique jusqu'au 22 Octobre. Mais des détails si sérieux n'ont-ils pas fatigué votre attention ? Après vous avoir fait lire cette longue & noire tragédie, jusqu'au dernier acte, pourquoi n'essayerois je pas de vous amuser d'une petite pièce un peu gaye, pour dissiper les sombres vapeurs qui doivent envelopper une imagination où se réfléchissent les nuages de fumée qui s'élèvent de toute cette artillerie, de tous ces embrâsemens & de ces torrens de sang dont la terre & l'onde sont teintes aujourd'hui en Amérique ? Il me semble que pour rétablir l'équilibre de l'esprit, c'est une ressource qui n'est point à négliger, & qui a été heureusement imaginée pour rappeler les hommes aux utiles instructions dont l'établissement des théâtres est le premier objet. Vous y consentez : le coup de sifflet est donné, & les décorations changées. «

Vous ne savez peut-être pas, ou peut-être savez-vous, qu'il existe ici une société politique appelée *Robinhood*, constituée en tous points comme la Chambre basse du Parlement. Les matieres d'état les plus importantes, s'y discutent avec la même chaleur & la même suite que dans cette partie du Sénat britannique, à cette seule différence près, que l'ordre & les bienséances y sont communément mieux observés. J'avois été averti qu'un Capitaine



de Milice anglois , qui perdit l'été dernier son élection , & qui avoit été promener son chagrin ou son *spleen* aux courses de chevaux en France , dont il étoit arrivant , avoit annoncé dans la dernière assemblée du *Robin-hood* , que le lundi 8 Décembre , il feroit une motion des plus intéressantes , à laquelle tous les membres étoient invités d'assister. On ne doutoit point que ce voyageur patriote , ce nouveau *Shelburne* n'eût fait dans sa tournée quelque découverte essentielle aux intérêts de sa nation ; qu'il n'apportât de Fontainebleau une liste exacte des armemens françois à Brest, Toulon & Rochefort , ou les secrets du Ministère des foyers de l'Opéra. Enfin il n'étoit bruit dans Londres , que de l'attente où l'on étoit sur les importans avis qu'il alloit donner. J'ai eu aussi le désir de les entendre , jugeant que j'en rapporterois au moins quelque amusement. J'ai donc été à l'assemblée , comme auditeur bénévole ; & j'en arrive , l'idée bien remplie de tout ce que j'ai entendu , & que je crois pouvoir vous rendre ici mot pour mot.

APRÈS que le Greffier eut lû les minutes de la dernière séance , & qu'on eut satisfait à l'ordre du jour , je vis se lever un jeune homme d'assez bonne mine , dans l'habit uniforme & peu imposant du Corps d'Artillerie de la Cité de Londres. Il tira de sa poche une brochure couverte en papier rouge , du format in-8°. & s'adressant au Président , sui-

cxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vant l'usage , il prononça ce discours , dont je n'ai pas perdu une parole.

» Monsieur le Président,

» Quoique je paroisse pour la seconde fois en uniforme dans cette respectable assemblée , j'ose attendre de son indulgence qu'elle ne m'en fera point de reproche. J'ai vingt raisons à en donner , meilleures que celles de Milord Musgrave , qui osa ces jours derniers se présenter dans le sien à la Chambre des Communes : la première , c'est que je n'ai point actuellement d'autre habit à Londres , ne m'étant point fait suivre de mes équipages pour faire plus de diligence. Or , à moins que je n'eusse paru avec l'enduit épais des crotes de la route d'Abbeville , il m'auroit fallu renoncer au dessein de vous communiquer le plutôt possible , des choses que vous jugerez d'une importance incomparable. Vous me ferez grace des autres raisons , pour que je puisse satisfaire plus promptement la curiosité que je vois déjà peinte dans tous les regards. Vous saurez donc que je suis parti le 3 Décembre de Paris , où il n'étoit question que de la perte de l'armée de Burgoyne , dont la ville entière de Londres ne tardera pas à être allarmée & consternée. Mais voici qui va bien augmenter votre étonnement ; c'est que la nouvelle certaine en étoit arrivée en France avant le 13 Novembre , quoique à peine ici puissiez vous encore le croire , à la distance

de près de deux mois de l'événement. Voilà comme nos Ministres sont instruits, ou comme ils nous instruisent , pour les sommes immenses que nous leur prodiguons sans cesse. Il y a déjà près d'un mois , Messieurs , qu'on a joui en France d'un spectacle sous lequel étoit malicieusement voilée toute l'histoire de nos Généraux en Amérique , & du Général Burgoyne nommément , dans la campagne actuelle. Je ne parle point de la fameuse joute des coursiers grisons , où le prix s'est donné aux plus longues oreilles. Quelqu'un des honorables Membres qui m'écoutent , & qui sont toujours prêts à rompre des lances pour nos Ministres , ne manqueroit pas de m'observer que nos Généraux ne sont pas les seuls hommes en place parmi nous , qu'on auroit voulu mettre en scène dans cette fête arca-dienne ; & on en inféreroit avec assez de raison , que la plaisanterie ne tombant point précisément sur la triste nouvelle en question , j'accuserois à tort le Ministère de nous l'avoir tenue si longtems cachée. Je sens toute la force de cette objection ; mais aussi c'est avec d'autres armes que j'attaque. Je parle d'une Pièce jouée à Fontainebleau sur le théâtre de la Cour , le Jeudi 13 Novembre , vingt-neuf jours après que le Général Burgoyne s'est rendu avec toute son armée , prisonnier du Général Gates. La voici cette Pièce. ( il l'a tient élevée pendant quelques secondes , & un murmure de ricannemens remplit l'assem-

blée) L'Auteur n'a oublié aucune des circonstances de la malheureuse catastrophe dont nous gémissons : elles y sont si clairement dépeintes , que tout ce que nous étions-là d'Anglois , nous n'aurions pû manquer de le comprendre , sans la fatale persuasion dont nous étions aveuglés , que l'Amérique seroit totalement subjuguée dans cette campagne. La Pièce en question est intitulée *MATROCO* , Drame burlesque , dont j'ai vû rire toute la Cour de France , sans que je pûsse me douter , ni peut-être elle-même , que c'étoit à nos dépens. Le héros du Drame est *Matroco* , Général fanfaron & bavard , homme à grands projets & de petite exécution , dont le casque est surmonté d'un Dindon qui fait la roue. Comment n'ai-je pas reconnu le Général Burgoyne sous cet emblème ? Comment le titre de *Drame burlesque* ne m'a-t-il pas mis sur la voie , en rappelant à mon idée notre guerre extravagante en Amérique ? « ( Il lit )

» *Vous allez voir , Messieurs , Mesdames , tout ce que vous allez voir.* » Cela vouloit dire : que ceux-là entendent qui ont des oreilles.

» *La belle chose que d'être Chevalier !* M. Laujeon ( c'est le nom de celui qui se donne pour l'Auteur ) n'ignoroit point que John Burgoyne étoit parti de Londres avec la promesse d'être fait Chevalier s'il perçoit jusques à la Nouvelle York , ou au moins jusques à Albany , comme l'a été le Général Carlton pour s'être mainte-

nu dans le Canada , & le Général Howe pour avoir échangé la ville de Boston contre celle de New York , sans avoir fait entre eux deux plus de seize millions sterling de dépenses. «

» Mais écoutez le vers qui suit. «

» Un Officier , deux Officiers , trois Officiers ensemble.

» Et quelques pages après ces trois Officiers chantent sur l'air : *Nous sommes trois foux.* «

» Etoit-ce désigner assez clairement Carleton , Burgoyne & Howe , Généraux de nos trois principales armées ?

» Suivons. — *ont enlevé ma mie.* «

» Voyez comme il se moque de nos vains projets de conquête. «

» Et aussitôt cette outrageuse antiphrase :

*Ma puissance s'étend au bout du monde.*

» On voit qu'il a lû les Placards affichés en Allemagne pour les Recrues de nos Stipendiaires , & qu'il veut ridiculiser une Nation qui y étoit qualifiée *Souveraine du grand Empire d'Amérique* , ne l'ayant déjà plus. «

» Je n'ai encore lû , Monsieur le Président , que quatre lignes de la première page ; & vous voyez qu'il n'y a pas un mot qui ne soit une satire amère de nos extravagantes opérations. L'Auteur de ce prétendu *Drame burlesque* veut pourtant faire croire dans son Avertissement , qu'il n'a eu d'autre but que celui de travestir les

## CXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*héros & héroïnes des Poëmes & Romans de Chevalerie ; mais il nous montre du doigt , quelques lignes après , les êtres vivans qu'il avoit réellement en vue , quand il nous parle de géants fanfarons & brutaux , & de héros languoureux qui ne perdent jamais l'occasion de haranguer lorsqu'il faut agir ; d'enchanteurs poltrons , que le moindre songe effarouche , & que l'étendue de leur puissance ne peut jamais rassurer. Demandez à tous les Ecrivains que nos Ministres ont lâchés depuis quelques mois , contre le Lord & le Général Howe , si ce dernier trait ne peint pas merveilleusement la conduite des deux freres dans les Jerseys , & de l'un d'eux à Boston : dites-moi vous-même si le premier n'est pas calqué sur le caractère romanesque du Général Burgoyne , sur ses sentimens exaltés , sur ses rodomontades , sur tout le tissu enfin de chacune de ses nombreuses proclamations , dans lesquelles on a censuré jusqu'à l'affectation des jeux de mots que l'Auteur nous fait retrouver dans sa Pièce. »*

» Je me contenterai de parcourir légèrement ce bel ouvrage , ne doutant point qu'il ne me soit demandé , par délibération de la Chambre , pour être laissé sur le Bureau où chacun pourra l'examiner à loisir. Je passe donc à la scène seconde qui représente le Général Burgoyne environné des Chefs des Antropophages nos alliés en Amérique. M. Laujeon y a mis jusqu'à leurs vrais noms. *Bombifer , Engloutifer.*

*Sacafer*, *Grancomperemer*. Le faux *Burgoyne* les a appelés dans ce vers de la première scène :

Fiers géans prouvez donc qu'à mon pouvoir tout cède.

Ils paroissent ; il affecte de ne les avoir point appelés ; *Vous ai-je appelés ?* C'est exactement ce qu'a fait M. *Burgoyne*. Tout en employant leur affreux ministère , il a nié qu'il eût voulu sérieusement les mettre en œuvre. «

» Dans la scène III<sup>e</sup>. *Matroco* voit *Furion* qui entre d'un air agité ; & il lui dit :

Viens éclairer mon cœur du feu de ton génie.

Il n'y a aucun des Membres de cette honorable assemblée, qui ne soit en état de nommer le personnage que l'on veut cacher sous le masque de *Furion* ; & je m'écrierai ici avec l'Auteur :

Nous n'avons même pas l'espoir du qui-pro-quo.

Ne vous semble-t'il pas entendre un de nos Lords Ministres, & M. *Burgoyne*, qui se disent d'un ton lamentable ;

Ah ! ton songe est le mien. Eh ! mon songe est le vôtre.

Ce songe , Monsieur le Président, vous ne vous y méprenez pas , c'est le fameux projet du Lord *Germaine* de prendre l'Amérique à revers , qui a échoué si honteusement pour la Grande Bretagne. «

» Je passe à la scène IV<sup>e</sup>. Les Géans que *Matroco* avoit envoyés en Asie & en Afrique, ce qui nous indique que nos projets de conquêtes dans toutes les parties du monde , ne sont point ignorés de nos rivaux, ces géans ,

## CXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dis-je, reparoissent tout à coup , & *Matroco* qui les a salués de ce compliment, *Bonnes têtes de mon armée* , reçoit d'eux le conseil de faire un sacrifice à la Lune , emblème de tous les projets chimériques, comme celui de notre gue e américaine.

» La scène VI du premier acte est , suivant moi , une des plus méchantes. M. Laujeon s'est amusé à peindre l'impatience avec laquelle l'Angleterre & l'Ecosse, qu'il baptise des noms de *Vaporosine* & de *Gloriane*, ont attendu pendant plusieurs mois des nouvelles d'Amérique. — Remarquez l'adresse de ses déguisemens. *Vaporosine* pour désigner l'Angleterre, *Gloriane* pour caractériser l'Ecosse. Pouvoit-il mieux choisir pour se faire deviner ! Ces noms valent sûrement bien *Albion* & *Calédonie*. On leur apporte la Gazette , & quelle autre gazette que celle de notre ministère ? Vous allez en juger. Les deux Princesses , qui sont des personnes honnêtes , sont du parti des Insurgens. «

Ah ! Princesse, c'est la Gazette !

Nos songes vont être éclaircis.

. . . . .

Mettons-nous vite à la lecture :

Voyons ces héros de nos cœurs ,

Soutenir dans chaque aventure ,

Notre devise & nos couleurs. . . . .

Mon cœur ! lisez , je vous en prie ; . . .

La peur me prend.



GLORIANE.

Eh mais ! pourquoi ?

Et puis d'ailleurs, ma chère amie,

Vous savez mieux lire que moi.

» Trait ironique sur la rivalité des connoissances entre les deux Nations, & contre l'Angleterre jalouse de ce que les Lettres sont cultivées avec plus de succès en Ecosse. «

Cet article dit peu de chose ;

Passons, il ne parle pas d'eux.

Mais votre cœur, je le suppose,

Les attend à l'article deux.

Rien encor !...

GLORIANE.

Quoi rien ? Je m'attriste.

VAPOROSINE.

Mais ne songeant qu'à leur amour,

Ils n'ont pas envoyé la liste

De leurs succès de chaque jour.

Article trois ; rien, rien. Au quatre !

Nos deux Héros font-ils perdus.

» C'étoient Arnold & Washington «.

Comment ! quatre jours sans se battre !

Non, je ne les reconnois plus.

GLORIANE.

Article cinq.... Enfin, j'espère :

Voici ces noms tant attendus.

## CXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

VAPOROSINE.

Ah! par plaisir, comptons, ma chere,  
Les géans qu'ils ont pourfendus.

( Elle lit. )

Tous deux séduits par la douce espérance  
De voir l'objet de leur ardeur,  
Ont réuni leurs forces, leur vaillance,  
Pour triompher de l'Enchanteur.  
Mais leur défaite enfin leur ôte  
Tout espoir de troubler son choix :  
Et quand on compte sans son hôte,  
On s'expose à compter deux fois.

LES DEUX PRINCESSES, *en pleurant.*

Je ne lirai plus la Gazette,  
Elle m'a trop coûté de pleurs.

» Vous conviendrez, sans doute, Monsieur le Président, que voilà une scène entière qui a été faite sur notre pauvre gazette ministérielle, & sur-tout quand je vous observerai que cette gazette étoit fausse d'un bout à l'autre, par un artifice de l'Enchanteur, qui avoit dit à la fin de la scène précédente : *pour humilier la fierté, j'ai le secours de la Gazette.* Voici comme il met le dernier trait à la ressemblance :

MATROCO à FURION, *à voix basse.*

Vois-tu l'effet de ma Gazette ?

FURION, *à voix basse.*

Je vois l'effet de la Gazette.

MATROCO & FURION, avec la plus grande joie.

Que j'aime à voir couler leurs pleurs !

Amusons-nous de leurs douleurs.

» Jamais on n'a peint avec des couleurs plus vraies, le détestable abus qui se fait si communément en Angleterre de la crédulité publique, par le moyen du papier public qui semble avoir le plus de droits à la confiance de la Nation «.

» Admirez ces couplets-ci :

Nous voilà donc vaincus ! que dira l'univers ?

Sur les héros il a les yeux ouverts :

De notre fuite il fait des gorges-chaudes :

Je crois voir à l'instant cent caillettes badaudes ;

En parfilant, se contèr nos revers.

Et cette chanson qu'un Nain  
chantoit, dit-on, d'un air malin.

A vos Héros le pied glisse :

Dans peu (l'Amour) leur dira ;

L'on vous en ratisse, tisse,

L'on vous en ratifera.

» Si vous mettez *Gates* à la place de l'Amour,  
c'est mot pour mot notre aventure «.

» Je vois encore une foule de vers, qui  
n'ont jamais été faits que pour nous «.

Jour de malheur !

Jour de douleur !

Jour où le jour nous blesse !

CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» A quel jour ce verset lamentable convient-il mieux qu'au 16 Octobre 1777? «.

Je vous ai dit que Matroco

Leur fait répéter par l'écho :

Ils ont voulu ,

Ils n'ont pas pu.

» M. Laujeon se mocque ici de la passion connue de M. Burgoyne pour les spectacles, & des *Drames burlesques* qu'il a fait jouer plus d'une fois par ses troupes, dans ses diverses campagnes en Amérique. Il avoit une salle de spectacle montée à Boston, à Quebec, &c. Il a fait la clôture à Saratoga. Je poursuis :

Non je ne donnerois pas ça

D'un fier à bras que l'on rossa ,

Que l'on chassa ,

Qui nous laissa

Son casque & sa maîtresse.

» Ailleurs, voici comme il dépeint l'armée de Burgoyne :

Une partie a les menottes.

[ Puis celle du Colonel Saint Leger :

Les autres ont gagné pays.

» Il ne lui étoit gueres possible de mieux caractériser des troupes victorieuses, dans le stile du Général Burgoyne. «

» Reconnoissez, Monsieur le Président, dans le couplet que je vais vous lire, le dis-

cours que M. *Gates* n'aura pas manqué de tenir aux Canadiens, ses prisonniers, en les congédiant α.

Colonnes sans appui, vous devez reconnoître

Le droit que j'ai de vous parler en maître;

Mais je tourne sur vous un regard de bonté:

Voulez-vous échapper à la captivité?

Au lieu d'allarmer l'innocence,

Unissez-vous à nous pour prendre sa défense.

» Etes-vous curieux de voir la lettre écrite le 8 Octobre par le Général *Clinton* au Général *Burgoyne*, à qui il notifie clairement qu'il ne peut point le secourir dans son embarras, & qu'il lui souhaite de pouvoir s'en retirer α.

T'as l'pied dans le margouilli,

Tir'ten, tir'ten, tir'tentaine;

T'as l'pied dans le margouilli,

Tir'ten, Heros, mon ami.

» Je suis sur-tout étonné de la justesse de l'application que voici:

*GLORIANE* s'écrie: *Rendez-nous nos Héros.*

» L'Auteur met ce vœu dans la bouche de *Gloriane*, (l'Ecosse) parce que la plupart des Officiers dans les armées Angloises & dans tous les emplois en Amérique, sont des Ecossois affamés, qui y ont été prendre du service sur l'espoir qu'on leur distribueroit les terres des Américains α.

CXXVJ AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

» Enfin *Burgoyne* est pris au moment où, un poignard dans chaque main, il alloit immoler à sa rage la *sûreté* & la *liberté* enchaînées.

» On lui crie :

D'un triomphe apparent, te voila tout bouffi :

Sur l'air, *le Port Mahon est pris* ; air qui n'a pas été choisi sans dessein. «

» Une Fée sort d'un buisson au milieu d'une multitude alarmée du double sacrifice que *Matroco* se prépare à faire ; & elle s'écrie :

Il est pétrifié !

» C'est le moment où *Burgoyne* a rendu son épée, & juré de ne plus jouer de farces en Amérique. «

» Quelqu'un répond :

Je le prends pour meubler

Mon Cabinet d'histoire naturelle.

» Ce dernier trait est le plus malin de tous. Il est dirigé contre un certain Lord cher à l'Ecosse, à qui on n'a point cessé ici d'attribuer le funeste projet de notre détestable guerre d'Amérique, & qui a, comme chacun fait, un des plus riches cabinets d'histoire naturelle qu'il y ait en Europe «.

» Vous en avez assez entendu, Monsieur le Président, pour ne pouvoir point douter que la piece de *Matroco* ne soit un apologue satyrique sur le Général *Burgoyne* & ses consorts. Je m'offre encore à prouver à l'honorable Assemblée, si elle le desire, par  
les

les regles les plus certaines de l'art étymologique & de la langue primitive appuyées de l'autorité de Ducange & de Spelman, &, s'il le faut, de Bérofe & de Sanchoniaton, que *Matroco* & *Burgoyne* font un nom identique, seulement un peu changé par une crase, une apocope, & deux ou trois Epi-anti- & métatheses. Mais l'honorable Assemblée trouve, sans doute, beaucoup plus surprenant que dans un intervalle aussi court que vingt-neuf jours, la nouvelle de la réduction de *Burgoyne* soit venue de Saratoga à Fontainebleau, de sorte que le vingt-neuvieme ce risible événement ait pu y être mis sur la scène françoise. Voici la solution de ce problème.

Premierement, il est encore plus surprenant que nos Ministres ayent été jusqu'à deux & trois mois dans l'incertitude sur des faits dont la nouvelle étoit parvenue dans toutes les parties de l'Amérique & de l'Europe; tels que le débarquement à la baye de Chesapeak, l'entrée de l'armée du Roi dans Philadelphie, & la défense des chevaux de frise du Delaware, par Washington, que j'ai vu annoncés & affirmés successivement, malgré les doutes que le silence de nos Ministres autorisoit, dans une feuille françoise qui s'imprime à *Anvers*, sous le titre d'*Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique*. (\*)

---

(\*) N°. XXXI. P. S. du 12 Nov.

» En second lieu, je ne prétends point que la piece ait été composée précisément à l'instant d'être jouée. Est-ce qu'il n'y avoit pas déjà plusieurs mois que M. Burgoyne amusoit l'Europe de ses proclamations ? Pour donner la perfection à son tableau, l'Auteur n'aura eu que quelques traits à y ajouter, au moment de la représentation. Mais vous allez trouver cette possibilité encore bien plus sensible par la conjecture dont je vais l'appuyer. C'est que j'ai les plus fortes raisons de croire que la piece est de *Benjamin Franklin*, & non pas du Poëte François qui y a mis son nom. J'ai entendu raisonner sur ce drame & sur son prétendu Auteur. On n'imaginait point ce qu'il avoit eu en vue de critiquer dans les mœurs présentes ou passées. C'étoit une énigme, disoit-on, dont lui seul pouvoit dire le mot. Comment le charmant Auteur d'Eglé, de Sylvie & de l'Amoureux de quinze ans, pouvoit-il avoir conçu un plan aussi bisarre ? Tout ce qui m'entouroit enfin étoit à cent lieues de l'idée de l'Auteur, à l'exception, je me le rappelle très-bien, d'un Militaire François que je jugeai être Ministre de sa Cour en Allemagne. Lui seul trouvoit tout *Matroco* délicieux, Il en rioit aux éclats : Il voyoit, il comprenoit ce qui échappoit à tous les autres ; parce qu'il étoit membre de la politique, & sans doute dans le secret. Il me vient encore une reminiscence. Le jour de *Matroco* les billets



de spectacle furent distribués moins largement parmi la suite de la Cour. On les réserva pour les Etrangers, apparemment comme plus aptes à saisir l'intention de cette *folie dramatique*. De tout cela je conclus qu'elle a réellement pour Auteur l'Ambassadeur Américain à Paris, qui l'a tracée de la même plume dont il a fabriqué l'Edit du Roi de Prusse pour assujettir ses anciens Sujets en Angleterre aux mêmes entraves dont notre Parlement a prétendu charger nos anciens Sujets en Amérique. Vous n'êtes plus surpris à présent que la nouvelle de la réduction de Burgoyne & de son armée soit arrivée avec tant de rapidité à Paris. Tout ce qui me reste à dire sur cela, c'est que le bon vent souffloit pour les Américains, tandis que vos girouettes vous faisoient croire qu'il souffloit pour vous; & que si vous faites bien, vous changerez vos girouettes. »

» Je termine, Monsieur le Président, un discours que l'honorable Assemblée aura peut-être trouvé trop long, quoique je n'aie traité que de nos intérêts les plus chers, pour lesquels je me sens animé d'un zèle intarissable. Et enfin je propose à l'honorable Assemblée qu'il soit écrit de sa part au Docteur *Benjamin Franklin*, Député des Américains à Paris, pour lui représenter très-humblement, au nom de la Société de *Robinhoud*, qu'il eût été plus conforme à ses principes généreux & honnêtes, & qu'il eût

#### CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bien plus efficacement manifesté sa ferme & constante opposition à ceux de nos Ministres, qui ont osé faire ouvrir le Parlement sans daigner nous donner la moindre notion sur l'état de nos affaires, s'il eût bien voulu faire parvenir directement en Angleterre la nouvelle qu'il a eue si rapidement de l'anéantissement total de notre armée & de la métamorphose de son général, au lieu de chercher à nous l'apprendre par la voie détournée d'un drame énigmatique, dont toute l'expression de la musique de *Grétry* ne pouvoit pas donner l'intelligence à un Auditoire où les *Œdipes* jouoient les *Daves*; & aussi pour le supplier de nous faire éprouver les gracieux effets de ses sentimens d'humanité, en nous donnant avis, avec le plus de célérité qu'il lui sera possible, de toutes les catastrophes semblables à celles de M. Burgoyne, dont ses constituans lui feront parvenir la connoissance, afin que la Société avise aux moyens d'arrêter l'effusion ultérieure du sang anglois & américain, en obtenant de la Cour de cesser au plutôt tout envoi de troupes en Amérique, puisqu'après l'avoir remplie de carnage & souillée de crimes, elles finissent successivement par être obligées de l'évacuer «.

*John Pacifick* (c'est le nom du Membre qui vient de parler) ayant déduit sa motion, elle fut appuyée par *Irenée Peace*, qui ajouta

aux observations de son collègue, que le coupler,

Ils ont voulu,

Ils n'ont pas pu,

pouvoit aussi se rapporter à l'attaque infructueuse du fort de *Redbank*, en avant des chevaux de frise, le 22 Octobre, sur la rivière Delaware; & il offrit de prouver qu'il étoit venu en vingt-trois jours en Europe, des avis de parties de l'Amérique plus éloignées encore.

Sur le surplus du rapport de M. *Pacifick*, il dit : » Je n'hésite point à croire comme mon digne confrère, que son Excellence M. Benjamin Franklin, est l'auteur de la pièce en question. On m'a écrit de France, que depuis peu, Piccini & Gluck y faisoient schisme dans le corps diplomatique; & il me paroît tout simple que Grétry ait voulu aussi avoir son ambassadeur. «

*Malchus Waroffice* se leva pour s'opposer à la motion. » Je ne puis point, dit-il, être de l'avis de l'honorable Membre qui souhaite que nos Ministres cessent d'envoyer des armées en Amérique, & qui veut qu'on cherche des moyens pour les en empêcher. Il craint la continuation de la guerre en Amérique, sur des motifs frivoles. Pour moi, je pense que nous réussirons dans cette guerre; & je ne crois point qu'il soit permis d'en douter, depuis que j'ai entendu, le 20 du mois dernier dans la Chambre Haute, Mylord *Suffolk*, l'un des principaux Secrétaires

**CXXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
taires d'Etat de notre Souverain , & de son Conseil le plus intime , déclarer sans détour , que les Allemands sont d'aussi braves soldats qu'on en puisse trouver en Europe , & qu'il pensoit *que peu de personnes en diroient autant des soldats François , ou prétendroient persuader qu'ils égalent en rien les Allemands.* Quand un des premiers Ministres d'un Roi Britannique tient publiquement un pareil langage , ce n'est pas à nous à l'arrêter dans la glorieuse carrière où il a eu le courage de s'engager «.

*Mathews Contractor* prit ensuite la parole. « Je suis , dit-il , de ce dernier avis , & avec d'autant plus de raison , je crois , que nous devons la confiance la plus entière à l'ouverture que Mylord Sandwich , Ministre Suprême de notre redoutable marine , a faite le même jour & dans la même Chambre , en disant , avec cette noble franchise par laquelle il se fait toujours admirer , qu'il espéroit bien que le tems viendrait où l'on pourroit obtenir de la France & de l'Espagne une réparation complète des insultes que nous pourrions en avoir reçues. J'en conclus que nos Ministres sont sûrs de leur affaire , & qu'il faut les laisser agir avec pleine liberté ».

*Hermes-Sly* , entreprit de combattre l'opinion des deux derniers Membres. « C'est bien lestement , dit-il , donner carte blanche à des Ministres qui jusqu'ici se sont montrés si peu dignes de notre confiance. J'ai entendu distinctement M. Temple-Luttrell , le 26

du mois dernier , assurer la Chambre des Communes que nos Ministres ignorent le vrai état actuel de l'Espagne : que cette Puissance qui , à la vérité , n'a pas des forces considérables au *Ferrol* , en a amassé de prodigieuses à *Cartagene* ; & qu'il ne faudroit pas. . . . .

Ici , M. *Sly* fut interrompu brusquement par M. *Contractor* qui s'écria : je soutiens à l'honorable Chambre, d'après M. le Chevalier *Hugues Palliser* , Commissaire général de notre marine à *Portsmouth* , & qui doit s'y connoître mieux que le Capitaine *Luttrell* , que ce n'est point à *Carthagène* , mais au *Ferrol* que les Espagnols ont leurs principales forces.

Ce Membre se laissoit emporter à sa bouillante vivacité , lorsque *Temper Concord* ouvrit gravement l'avis suivant. « Je demande que l'honorable Chambre fasse mettre dans tous les papiers publics un avis patriotique aux voyageurs Anglois de l'un & de l'autre parti , pour engager ceux qui ont coutume d'aller perdre leur tems & leur argent aux courses de divers genres qui , depuis peu , se sont établies en France , de pousser plutôt leurs excursions l'année prochaine jusqu'en Espagne , pour reconnoître par eux-mêmes , si c'est à *Cartagene* ou au *Ferrol* que sont rassemblées les principales forces navales de cette couronne , vû qu'il est souverainement essentiel qu'un pareil doute soit éclairci pour guider les Ministres destinés à guider les futures résolutions du Sénat Britannique. »

Lorsqu'il eut fini , plusieurs voix s'élevè-

rent en criant ensemble, la *question*, la *question*. Cela vouloit dire qu'on desiroit que le Président prît les suffrages sur la première motion. Mais un M. *Scot-Limberd*, connu pour être l'ame damnée d'un certain Ministre, prit un autre biais pour faire échouer le projet du parti contraire. Il proposa qu'au préalable la Chambre s'assurât s'il étoit question de nouveaux envois de troupes en Amérique, alléguant que peut-être le Ministre n'avoit point cette intention, & que la Chambre se compromettrait par une démarche dont l'objet n'étoit pas assez évident. Son artifice lui réussit. On rejetta la motion du voyageur essoufflé M. John-Pacifick.

La négative passa à la pluralité de 157 voix, savoir 243 pour, 86 contre — exactement comme dans la séance du 20 Novembre à la Chambre des Communes.

JE NE finirai point, Monsieur, sans réparer une grossière faute dans l'extrait des débats des Communes du 20 Novembre. Je vous ai nommé M. Grenville, neveu du Comte Temple, comme l'Auteur de l'avis pour la modification du projet d'adresse au Roi. C'est le Marquis de Granby que j'aurois du y (\*) mettre; cette démarche a fait d'autant plus d'honneur à ce jeune & illustre Sénateur, que c'est son début dans le parti auquel il vient de se réunir.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

---

(\*) Il a échappé une seconde faute, en ce que M. Grenville y est qualifié Lord.

*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M \* \* \* à Anvers.*

De Londres le 12 Décembre 1777.

J E vous fais mes remerciemens , Monsieur , de la prompte connoissance que vous m'avez donnée de l'Arrêt du Conseil d'Etat du 7 de ce mois , pour un emprunt de vingt-cinq millions par voie de loterie. Indépendamment du plaisir que m'a fait cette opération , sous le point de vue de la confiance qu'elle trouvera chez l'Etranger , & par conséquent comme devant me fournir d'abondantes occasions d'être utile à mes amis & à ma nation ; je l'ai admirée encore dans ses motifs qui m'ont paru mériter les applaudissemens de toutes les ames nobles & élevées. Qu'il est satisfaisant de voir la vraie grandeur se manifester par les seuls caractères qui lui soient propres , & d'embrasser d'un coup d'œil toute la politique d'une nation puissante dans un seul acte de sa franchise & de sa fermeté !

Deux Souverains , dont les peuples ne se sont jamais observés avec plus d'anxiété qu'aujourd'hui , viennent enfin de s'expliquer hautement sur les objets de leurs plus sérieuses sollicitudes. Dans le court espace

CXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
de dix-sept jours ils ont appris successivement à l'Europe à quelles résolutions ils s'en tiennent par rapport à leurs vues respectives. Le 20 Novembre , le Ministere Anglois , par l'organe de George III , après avoir comme défié l'Univers de former aucuns doutes sur son désir de la paix , a donné pour raison des augmentations considérables qu'il avoit arrêté de faire dans ses forces navales , ceux qu'il ne pouvoit se défendre d'avoir sur les dispositions pacifiques de la France & de l'Espagne , quoiqu'il convînt d'en avoir reçu de leur part des assurances réitérées. *Comme dans les conjonctures actuelles , dit-il , les armemens CONTINUENT de se faire dans les ports de France & d'Espagne , &c.* Par ce mot (a) *continuent* , le Monarque Britannique nous fait entendre qu'il s'étoit flatté vainement de faire cesser les armemens en question ; & il semble que ce soit l'effet attendu de la résolution dans laquelle il se montre , d'augmenter les siens considérablement de son côté. Mais dans quelle erreur Milord Mansfield , que l'on dit être l'auteur de ce discours , se fera-t-il laissé induire , s'il a pu croire que cette déclaration

---

(a) Ce mot important ne se trouve point dans toutes les traductions qui ont paru de la Harangue ; mais c'est sûrement une omission de la presse. Il est bien articulé dans le texte Anglois.



menaçante justifieroit aux yeux de l'Europe les murmures artificieusement suscités en Angleterre contre la conduite des Puissances de la Maison de Bourbon à l'égard de l'Amérique : s'il s'est figuré que par là il convaincroit la France de la duplicité dont plus d'un Ecrivain mercenaire de sa nation, a osé lui faire l'injuste reproche ? Ces armemens se continuant au milieu des protestations d'amitié, & sans que de la part de la France & de l'Espagne on osât les avouer, l'Angleterre, sans doute eût été fondée dans ses défiances, quelque injurieuses qu'elles fussent pour l'honneur des deux Couronnes : leur politique prenoit aux yeux du monde entier la couleur fausse & terne qui convient à l'ambition impuissante ; alors Milord North acquéroit le droit de s'applaudir d'avoir osé dire dans la Chambre des Communes le 20 Novembre, *qu'en prenant un certain ton avec la France, lorsqu'elle s'exprimoit d'une manière équivoque, on en obtenoit des explications convenables.*

Mais le Ministère Anglois, dans la détresse qu'il éprouve, n'aura point la stérile consolation de voir ses émules oublier ce qu'ils doivent à leur nation, ainsi qu'à eux-mêmes. Ce sera envain qu'il aura mis dans la bouche de son Souverain, & que lui-même il aura osé articuler des doutes offensans sur la sincérité des puissances de la Maison de Bourbon, & que par l'étalage de ses préparatifs

# cxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ils aura prétendu les empêcher de *continuer* leurs armemens, ou les forcer de s'avilir par une dissimulation que ses motifs rendroient doublement honteuse, puisque la nouvelle n'en est pas plutôt parvenue en France, que le Conseil d'Etat du Roi y a publié la résolution où est Sa Majesté de *CONTINUER* encore les dépenses de précaution qu'elle avoit cru devoir ordonner, & qui sont relatives aux armemens considérables que d'autres Puissances se voyent obligées de faire. Je ne puis point vous exprimer, Monsieur, avec quel plaisir j'ai vu ce mot de *continuer* si fierement & si sagement relevé dans l'Arrêt du Conseil du 7 Décembre. Cet acte de fermeté de la part du Ministère François, m'a rempli d'une admiration d'autant plus vive & plus douce, que j'y ai reconnu cette candeur & cette dignité, qui mieux que toutes les protestations, garantissent la sincérité de l'amour de la paix. C'est à présent que les Ministres Anglois, s'ils se connoissent aux vrais caractères de la haute politique, doivent être assurés que la France & l'Espagne n'ont point le projet de troubler le repos de l'Europe. Ils regretteront, sans doute, d'avoir arraché à la France cette déclaration publique sur des résolutions dont elle s'étoit sûrement plus d'une fois expliquée en particulier, & qui, sans cet éclat, & si leurs ames eussent été moins agitées par les contrariétés du sort, eussent dû y porter la plus entière convic-

tion. Il nous fera aisé de juger si ce coup de lumière les a réellement frappés, par les mesures qu'ils prendront pour l'exécution du projet d'augmentation annoncée par le Roi. Milord Sandwich a dit le 2 Décembre, dans la Chambre des Pairs, que le premier devoir d'un Chef de l'Amirauté étant d'avoir toujours une flotte supérieure à toutes les forces que la France & l'Espagne pouvoient mettre à la mer, il avoit fait armer en Angleterre, quand il avoit sù qu'on armoit en France & en Espagne; que les armemens de ces deux Puissances ayant été augmentés, ceux de l'Angleterre l'étoient pareillement; & que si ces Puissances vouloient *continuer* à armer, il *continuerait* aussi de maniere à garder toujours la supériorité qu'il croyoit avoir. On lui a démontré que pour cela il faudroit qu'il eût dès à présent les 90 vaisseaux de ligne dont il venoit de convenir que l'armement prendroit une année entiere, quoiqu'il prétendît en avoir déjà 54 en état de mettre à la voile. S'il persiste à laisser la Marine Angloise au degré où elle est aujourd'hui, & qui surement ne s'éleve pas au-dessus des forces réunies de la Maison de Bourbon, ce sera une preuve frappante qu'il renonce à son projet d'augmentation proportionelle, quoiqu'il soit dans le cas de l'effectuer depuis que la France a publié si courageusement sa résolution de *continuer* encore ses dépenses de précaution :

cxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

il fera visible que le Conseil Britannique se voit forcé de rendre justice aux dispositions vraiment pacifiques des deux Souverains. Voilà quel est le point de vue, Monsieur, sous lequel je voudrois vous faire envisager les débats parlementaires dont vous avez pu voir de longues traductions dans la plupart des papiers publics. Leur longueur nuit à l'étude qu'il seroit utile d'en faire. Il doit être plus fructueux de démêler les vraies intentions des deux partis dans de courts extraits conçus d'après un objet déterminé, que de promener des regards incertains sur le vague des propos hazardés ou bizarres qui remplissent la plupart de ces discours. Je vais resserrer dans l'espace de quelques pages la substance d'un volume de traductions, que peut-être vous n'auriez ni le tems ni le courage de lire dans leur étendue. Je laisserai de côté les objets qui me paroissent ne tenir nullement au fond des affaires, tels que la discussion sur l'effectif actuel des troupes Angloises en Amérique : celle qui a donné lieu aux plus scandaleux éclats concernant les ordres émanés du Ministère Anglois dans cette guerre & dans les précédentes pour se faire une ressource de l'appétit infernal des Sauvages, & que Milord Chatham, avec un peu plus de bonne foi, auroit pu terminer par ce seul mot : » j'ai fait manger vos ennemis, & vous faites manger vos freres ». Je ne m'étendrai pas davantage sur la ques-

tion de la durée de la suspension de l'Acte d'*Habeas corpus* relativement à l'Amérique, ni sur les emprisonnemens des Américains. Ce dernier point, est celui de tous qui m'attacheroit le plus pour rendre hommage aux sentimens humains de Milord Shelburne, & à la générosité avec laquelle lui seul a daigné parler pour les Etrangers pris en Amérique, ou en route pour s'y rendre, & qui partagent toutes les horreurs & toute la misère des cachots où on laisse périr les Américains. Je me permettrois d'observer que l'Angleterre eût infiniment plus gagné à les renvoyer chez eux sur leur parole, & reconnoissans d'un bon procédé, qu'à leur faire si cruellement éprouver les barbares effets de son ressentiment; espece de martyre qui fait par-tout des milliers de nouveaux prosélytes à la cause Américaine. Il est de fait que l'Amérique compte plus d'Etrangers dans ses armées aujourd'hui, que l'année dernière. D'abord, c'étoit l'ennui d'un trop long repos, seule maladie que redoutent les guerriers; c'étoit le goût dominant des armes qui les poussoit à cette résolution. Désormais ils auront une passion à satisfaire leur vengeance. Celui qui eût cédé au désir d'aller en Amérique, simplement pour faire la guerre, y volera pour la faire aux Anglois. La querelle lui est devenue personnelle: son idée s'est exaltée: son feu s'est communiqué: c'est une croisade

## cxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour l'honneur des militaites de l'Europe entiere. Il en partira des effains , & de toutes parts , qui seront plus forts par leurs motifs encore , que par leur nombre. Il en eût été tout autrement si on eût vu revenir chez eux les Officiers pris par les Anglois , ne rapportant de leur campagne que le remords d'avoir pu déplaire à une nation généreuse , & occupés de la crainte qu'on ne , s'avisât de dire à leurs oreilles : *il a fait là une belle équipée*. Ce seul mot, une fois lâché , réfroidissoit l'ardeur de tous ceux qui eussent voulu s'embarquer dans une pareille entreprise. Elle étoit , de ce moment , décriée comme téméraire & romanesque ; & l'idée n'en seroit plus venue à personne. C'étoit un moyen tout à la fois adroit & honnête d'éteindre dans les principales parties de l'Europe l'ardeur qui s'y étoit manifestée pour cette expédition d'outre-mer. Il est manqué sans retour . par une gaucherie impardonnable , quoique son efficacité fût plus sure que celle des prétendues lettres que font circuler certains Ministres ou Ambassadeurs Britanniques , par lesquelles il paroît que le Congrès a mécontenté les Officiers de marque qui sont venus lui offrir leurs services : artifice grossier , auquel personne ne peut se laisser prendre. En effet , le Ministère de Londres n'a-t-il pas lui-même garanti l'authenticité de la fameuse lettre de Washington du 11 Septembre , où il reconnoît

que le Congrès a les plus grandes obligations, à la valeur & à l'habileté des Officiers étrangers? Je le répète, l'Angleterre eût fait plus sagement en relâchant ses prisonniers Italiens, Polonois, François & autres, pour qu'ils pûssent faire leurs rapports eux-mêmes, qu'en leur prêtant une façon de penser démentie par le fait même de leur éternelle & dure détention. Les Anglois voyagent dans tous les pays, & ils ne connoissent pas les mœurs de ceux qu'ils fréquentent le plus, où l'arme du ridicule a été de tous les tems celle qui s'est fait le plus redouter, comme celle qui porte les coups les plus sensibles à l'ame : *mens est quæ diros sentia tidus*. La dure captivité où ils retiennent leurs prisonniers étrangers, occupera un rang distingué sur la longue liste des fausses démarches qui seront reprochées aux Ministres Anglois, & par lesquelles ils ont si mal commencé & conduit cette guerre.

*Relevé des passages les plus remarquables des Débats Parlementaires, relativement aux inquiétudes de l'Angleterre sur les armemens de la France & de l'Espagne.*

Chambre des Pairs, le 2 Décembre.

Le Duc de Richmond ouvrit l'avis de demander au Roi la communication de divers papiers & états des départemens des Minis-

tres ; pour que la Chambre pût discuter le 2 Février avec une parfaite connoissance de cause , la vraie situation de la Nation ; & ce Seigneur ayant mentionné , dans le nombre , les états des forces de terre , tant Britanniques qu'étrangères , employées au service de sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale avec les pertes qu'elles ont souffertes dans le cours de ce service , sa proposition fut agréée par la Chambre.

Le Comte de *Chatham* observa qu'on négligoit quelques-unes des possessions les plus précieuses de la Couronne de la Grande Bretagne : qu'il savoit que les importantes garnisons de Gibraltar & de Minorque étoient très-foibles , quoique ces places fussent de la plus grande conséquence pour l'Angleterre. . . . » Nous n'avons , poursuivoit-il , pour défendre notre propre pays , que vingt vaisseaux de ligne. Quelques personnes veulent en compter vingt-cinq. Mais est-ce assez pour faire face aux forces navales de toute la Maison de Bourbon ? On vous avoit dit que nous avions assez de vaisseaux pour résister à toute attaque inopinée de la part de ces Puissances. Mais quarante vaisseaux suffisoient-ils ? Vous devriez avoir trente ou trente cinq vaisseaux de ligne dans la Méditerranée , & une flotte formidable dans les dunes , pour faire face aux Hollandois , s'ils venoient à rompre avec vous. . . . . Je demande qu'on nous donne



aussi un état des garnisons de Gibraltar & de Minorque.

(Je vous demande, Monsieur, la permission de rappeler ici que j'ai porté pareillement à trente vaisseaux la force des escadres que l'Angleterre, en guerre avec la Maison de Bourbon, seroit obligée d'entretenir dans la Méditerranée, je me réfère à ma lettre du 12 Juin dernier, N°. XXIV).

Le Lord *Sandwich*. . . . » Il y a maintenant vingt cinq vaisseaux de ligne complètement équipés, & déjà onze de ce nombre en mer; trente-cinq sont tous prêts à faire voile, sept autres peuvent appareiller en très-peu de tems. . . . Nous n'avons pas besoin d'une escadre dans les dunes, puisque nous ne devons rien craindre de la Hollande qui est intéressée à être l'amie de l'Angleterre & qui ne peut ni ne veut nous nuire. [J'interromperai ici, Mylord *Sandwich* par une courte observation, sur la sécurité qu'il montre par rapport aux Hollandois. S'ils sont soupçonnés d'assister les Américains dans leur rébellion, l'Angleterre a d'autant plus de sujet de se mettre en garde contre eux, qu'ils sont liés envers elle par les traités, à des obligations de diverses natures qui n'astreignent pas également les autres Puissances. L'acte de navigation, les a eu principalement en vue, en interdisant à l'Amérique toute correspondance avec les Puissances de l'Eu-

## cxlvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

rope. Ils ont seuls obtenu , par un traité , le droit de pêcher sur les côtes d'Angleterre. Les Anglois ont celui de visiter tous leurs vaisseaux dans les Indes Occidentales , sans qu'ils puissent s'en plaindre. Enfin ils sont tenus à fournir des secours en troupes & en vaisseaux en Angleterre dans les cas d'invasion , & de rébellion. Les sujets de plaintes que la France & l'Espagne ont été injustement soupçonnés d'avoir donnés à l'Angleterre dans l'affaire présente , sont certainement beaucoup moins graves , que de la part d'un état qui lui est attaché par d'aussi étroites obligations. ] Nous serions fort embarrassés s'il nous falloit avoir dans la Méditerranée vingt - cinq vaisseaux ; nous n'y en avons jamais eu autant pendant la dernière guerre , ni depuis le tems de Mathews & Lestock. Une escadre aussi considérable étoit nécessaire alors à cause de la guerre d'Italie. A l'égard de la Maison de Bourbon je ne sache pas qu'elle ait rien entrepris de nouveau. Si le Lord Chatham croit que la France soit sur le point de nous déclarer la guerre , je puis le rassurer en lui annonçant que nos forces navales sont en état de résister à cette Puissance. Mais est-il à propos de jeter la nation dans des dépenses extraordinaires pour des appréhensions chimériques ? D'ailleurs il ne faudroit qu'une année pour augmenter notre marine de

cinquante à quatre - vingt - dix vaisseaux de ligne. ....

Le Lord *Townshend*, pour lever tous les doutes sur l'état de Gibraltar & de Minorque, rendit compte des grandes augmentations qui avoient été faites dans les ouvrages de ces deux forteresses, .....

Le Marquis de *Rockingham* fit à ce sujet cette observation : » On n'a point répondu comme il convenoit aux observations du Lord *Chatham*. Il a prétendu que l'état de foiblesse de Gibraltar provenoit du petit nombre de troupes qui le défendoient. On s'est contenté de dire que plusieurs nouveaux ouvrages avoient été ajoutés aux fortifications. Mais cette réponse, loin de détruire l'objection, ne fait que lui prêter une nouvelle force ; car plus il y a d'ouvrages dans une place, plus la garnison en doit être forte. Pour la sûreté de Gibraltar, il faudroit & plus de fortifications & un plus grand nombre de troupes. ....

Le Duc de *Richmond* ajouta à sa motion la demande d'un état des troupes, tant Etrangères que Britanniques employées dans les garnisons de Gibraltar & de Minorque....

» J'ai toujours, dit-il, montré beaucoup d'empressement à accuser les Ministres toutes les fois qu'ils ont paru vouloir refuser de donner à cette Chambre les informations qu'on leur demandoit ; mais aujourd'hui je leur fait mes très-sincères remerciemens sur ce

cxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
qu'ils ont acquiescé volontiers à mes propositions qui ne tendent qu'à nous faire obtenir ce que nous désirons tous, la paix avec l'Amérique.

J'espère que les papiers qui seront produits, & que les informations qu'on va prendre sur l'état où se trouve la nation, ouvriront les yeux du ministère & de tout le royaume, & nous engageront à nous occuper, sérieusement du soin de former une grande alliance avec l'Amérique dont l'assistance & la réunion nous mettront en état de braver tous les pactes de l'Europe. C'est bien à juste titre qu'on pourra donner à cette alliance le nom de *Pacte de Famille*.

Le Duc de Bolton demanda qu'on mît sous les yeux de la Chambre un état des vaisseaux en état de préparation pour le service, présumant que le Lord Sandwich ne le refuseroit pas.

Le Lord *Sandwich* s'en défendit, attendu qu'il n'étoit pas convenable d'informer les Etrangers de tous les détails des chantiers Anglois; & il dit qu'il espéroit que le Duc de Bolton ne persisteroit pas dans sa demande.

Le Duc de Bolton adhéra à cette opinion.  
» Il se permit seulement cette observation. Le Lord *Sandwich* nous avoit déclaré que si la marine étoit dans un état de foiblesse il ne l'annonceroit pas publiquement. Je crois en conséquence devoir retirer ma

proposition , car je regarde notre marine , non pas comme formidable , mais comme très-foible, s'il est vrai, comme nous venons de l'entendre de la bouche de ce Lord , qu'en cas de guerre avec la France , nous ne pourrions équiper une année que quatre-vingt dix vaisseaux de ligne , tandis qu'il nous en faudroit cent cinquante.

*Chambre des Communes , 2 Décembre.*

M. Fox , après avoir demandé les mêmes communications de papiers & d'états que le Duc de Richmond dans la Chambre des Pairs , attaqua ainsi le Lord Germaine : il n'y a pas une seule promesse , dit-il , une seule mesure , une seule prédiction ou spéculation dans laquelle ce Ministre ne se soit trompé. Il semble que le sort l'ait ainsi arrêté. Ce Ministre n'a répondu à toutes les attaques de ses Antagonistes que par ces mots : *il faut tirer du sang : on auroit dû tirer plus de sang : nous n'avons pas encore assez de sang.* Je le compare au Docteur Sangrado dont les malades mouroient tous les jours entre ses mains pour être trop saignés , & auquel un de ses amis conseilla de ne plus tant faire usage de la saignée. *Non certes , répartit Sangrado , j'ai fait un livre pour prouver l'efficacité de la saignée dans tous les cas ; & si , aujourd'hui , je quittois cette méthode , je serois obligé d'abandonner mon livre. Non , quand toute la Ville devroit périr sous*

*ma lancette, il faut que je persiste à soutenir les principes que j'ai avancés dans mon ouvrage «.*

Le Gouverneur *Pownal* condamna la conduite de l'Amérique, mais il dit que les mesures de coercition étoient impraticables: que tout ce qui restoit à faire aujourd'hui, c'étoit de reconnoître l'indépendance de l'Amérique, & que ce que l'on devoit souhaiter le plus ardemment étoit une union fondée sur des traités, une communication & une réciprocité d'intérêts telle qu'il en existe entre deux Etats Souverains.

Le Lord *George Germaine*, dans sa réponse à *M. Fox*, convint qu'il y avoit peu de succès, ou plutôt qu'il n'y en avoit point à attendre tant que l'Amérique resteroit unie & qu'elle persisteroit dans sa résistance. D'ailleurs, dit-il, quelque considérables que soient le pouvoir, la force & les ressources de l'Angleterre, elle n'en a pas assez pour rompre les projets de l'Amérique..... Il prétendit qu'on n'avoit échoué ou plutôt qu'on n'avoit manqué de réussir, que parce que le Ministère n'avoit pas été informé comme il convenoit. Il assura que tout ce qu'il avoit avancé en différentes fois, sur les choses de fait comme sur les choses possibles, étoit strictement vrai, relativement aux avis qu'il avoit reçus, & que s'il avoit été mal informé, il n'y avoit point de sa faute..... Le Lord *Germaine* conclut son discours d'une manière fort étrange,  
car

car quoiqu'il convînt que la conquête de l'Amérique fût impossible, il se déclara contre la négociation, & il dit que si l'Amérique devoit être regardée comme toute autre chose qu'un Etat dépendant, il aimeroit mieux déclarer indépendantes les Colonies, que de traiter avec elles ou de leur permettre de prescrire des conditions.

*Le 3 Décembre.*

Le Lord George Germaine..... pria la Chambre de ne point se presser de blâmer la conduite du Général Burgoyne. » Car, dit ce Lord, qu'elle qu'ait été l'issue de cette affaire, c'est moi qui en suis seul responsable. L'expédition a été sagement concertée, & j'ai tout lieu de croire qu'elle a été habilement exécutée..... Je suis prêt à me soumettre à toutes les informations qu'il plaira à la Chambre de prendre sur ma conduite..... & je suis bien sûr d'être en état de prouver, à la satisfaction de la Chambre, que relativement aux nouvelles que j'ai reçues ici, l'expédition, dans son rapport avec les autres opérations concertées, auroit certainement réussi, si ces nouvelles eussent été conformes au véritable état des choses dans le pays «.

M. James Luttrell parla beaucoup de la très-critique & très-alarmante situation de l'Angleterre, de la perte inévitable de l'Amérique, & de ce qu'il en regardoit comme

clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la conséquence, la probabilité d'une rupture immédiate avec les forces unies de toutes les branches de la Maison de Bourbon.

M. Burke..... » Que répond à tout cela le Lord Germaine ? *Le Général*, dit-il, *a fait son devoir. Il s'est trouvé dans une position où toute résistance devenoit inutile. Mais il ne mérite aucun reproche. Toute la faute doit retomber sur moi.* Certainement le Lord Germaine, lorsqu'il s'est ainsi aventuré, auroit dû aller aussi un peu plus loin, & nous communiquer les instructions en vertu desquelles le Général a agi. .... Si, comme Représentans du Peuple, il est de notre devoir de prendre des informations sur la conduite de nos Officiers & Commandans de terre & de mer ; s'il est vrai qu'ils aient été battus, & si les Ministres prennent tout le blâme sur eux & paroissent répondre de tout, pourquoi ne nous fournit-on pas les moyens qui peuvent nous mettre en état de juger ?

Le Lord North..... » Comme M. Fox a dit que j'étois le *partner* des torts du Lord Germaine, s'il y en a eu à donner de pareilles instructions, je suis prêt à être aussi le *partner* des conséquences qui en résulteroient.....

M. Fox demanda les instructions données par le Secrétaire d'Etat pour les Colonies au Général Burgoyne. Cette proposition fit naître un nouveau débat, qui dura jusqu'à minuit & un quart, & elle fut rejetée sans aller aux voix.



Le discours du Lord Germaine avoit frappé la Chambre d'étonnement , & à l'air stupéfait de chacun des Membres , on eût cru voir la contenance des Sénateurs Romains lorsqu'on vint annoncer au Sénat la défaite de Cannes.

Après quelques instans de silence , le Colonel Barré prononça un discours plein d'indignation & de mépris contre le Secrétaire-d'Etat.

M. Burke remercia les Membres , qui avoient parlé avant lui , de lui avoir donné le tems de se remettre du trouble où l'avoit jetté la nouvelle donnée à la Chambre par le Lord Germaine. Puis il continua ainsi :  
» toute une armée forcée de mettre bas les armes & de recevoir la loi de ses ennemis ! C'est un événement si nouveau , que je doute qu'on en trouve un second exemple dans les Annales de tous les tems. L'effronterie avec laquelle cette nouvelle a été annoncée , n'excite pas moins de surprise que d'indignation. L'ignorance a conduit toutes les opérations qui ont été faites pendant le cours de cette expédition ; mais cette ignorance appartient au Ministre du département d'Amérique , & ne doit point être imputée au Général Burgoyne , dont la bonne conduite la bravoure & l'habileté , ne peuvent pas même être révoquées en doute. Le Lord Germaine dira peut-être pour se justifier qu'il n'a pas été informé comme il convenoit ,

& que les nouvelles qu'il a reçues l'ont jetté dans l'erreur ; mais la Chambre croira-t-elle qu'une pareille excuse puisse diminuer la faute ? Une faute qui entraîne après elle les suites les plus funestes pour l'honneur & les intérêts de la Nation ! Le Lord Germaine dit : *si quelqu'un a tort*. Comment ? si quelqu'un a tort ? Quoi ! lorsqu'une armée entière est réduite à la nécessité de mettre bas les armes & de se rendre prisonnière de guerre , on pourroit douter si quelqu'un a tort ? Quant au Général & à ses troupes , je suis persuadé qu'on ne peut rien leur reprocher , & que tout le blâme doit retomber sur le Ministre , dont l'ignorance sert plutôt à prouver son crime qu'à le diminuer. Les Américains ont toujours été représentés comme des poltrons ; mais rien n'est plus faux : j'en appelle à la conduite de Gates à l'égard du Général Burgoyne , & je la regarde comme une preuve authentique de la bravoure Américaine. Notre armée étoit entièrement à la disposition des Américains ; nous avons excité les Sauvages à les massacrer , eux , leurs femmes & leurs enfans , & cependant ces mêmes Américains ont poussé la générosité jusqu'à donner à nos troupes la liberté de se retirer . à condition qu'ils ne porteroient jamais les armes contre l'Amérique Septentrionale.

M. le Solliciteur général a répliqué ainsi

à M. Burke : « On ne peut disconvenir que la reddition de notre armée ne soit un grand malheur ; mais il ne faut pas en conclure que nos affaires soient désespérées. Nous avons reçu des échecs , cependant le courage national nous a toujours rendus supérieurs à nos disgraces. Un nouvel effort nous tirera infailliblement du danger où nous nous trouvons aujourd'hui. Les Anglois ont toujours montré de l'héroïsme dans l'adversité , & un triomphe assuré doit être la suite & le prix de cette fermeté. Je desiré donc qu'on ne perde point courage. Plus d'une fois nous avons éprouvé de grandes disgraces dont nous avons tiré des avantages considérables. A Brihuega , le Général Stanhope fut contraint de mettre bas les armes & de se rendre prisonnier de guerre avec son armée , & cependant ce revers ne servit qu'à donner plus d'ardeur à la nation qui bientôt fut réparé sa honte ».

M. Fox parla ensuite pour justifier M. Burke au sujet de quelques expressions qui avoient échappé à M. le Solliciteur général , & pour menacer le Lord George Germaine de faire *informer* contre lui.

*Chambre des Pairs . 5 Décembre.*

Le Duc de Richmond demanda qu'il fût présenté une adresse au Roi , pour le supplier de faire mettre sous les yeux de la Chambre une copie des résolutions des divers Conseils.

de guerre assemblés pour les Officiers servans en Amérique, depuis le premier Avril 1774, jusqu'à la date des dernières dépêches reçues au Bureau de la Guerre. ....

Le Lord *Chatham* appuyant cette motion, observa que comme l'accident de Burgoyne devoit être imputé à ceux qui avoient donné le plan de l'expédition; il étoit du devoir des Ministres, non seulement de ne point mai recevoir l'Officier prisonnier lors de son retour en Angleterre, mais encore de le traiter d'une maniere encourageante. Dans le cours de mon Ministère, ajouta-t-il, j'ai vu de semblables désastres; & après m'être convaincu qu'il n'y avoit point de la faute des Officiers, j'ai toujours été le premier à leur donner appui & protection. .... Il conclut à ce qu'il fût passé un Bill pour rappeler de l'Amérique jusqu'au dernier Soldat »....

Le Lord *Littleton* combattit vivement les propositions du Lord *Chatham*. Il fit voir combien étoit absurde celle de retirer les troupes Britanniques des Colonies Rébelles, comme un préliminaire à la négociation & à la paix. » Bien loin, dit-il, qu'il produisît l'effet qu'on s'en promet, je suis persuadé que les Américains se moqueroient de nous; comment espéreroit-on qu'ils se soumissent à notre acte de navigation après que nous leur aurons appris nous mêmes que nous n'avons pas la force de les contraindre? — J'ai entendu le Lord *Chatham* dire, que si

les Américains persistoient dans leur projet d'indépendance , après le rappel » de nos troupes , il seroit le premier à se déclarer contre eux ». Que peut signifier un tel discours , sinon un aveu de l'impossibilité de les soumettre en évacuant les postes dont nous nous sommes emparés & qu'il seroit peut-être impossible de jamais reprendre ? — Si on les laissoit ainsi les maîtres de suivre leur plan , non-seulement ils seroient indépendans de la Métropole , mais dans vingt ans d'ici , & lorsqu'ils auroient monté leur marine , l'Empire de l'Amérique deviendrait une Puissance du premier ordre. ....

» Vouloir abandonner le projet de soumettre l'Amérique , parce que nous avons reçu un échec ; c'est une idée qui ne peut manquer de déplaire infiniment à la nation Angloise ? Que pensera la Maison de Bourbon d'une pareille pusillanimité ? N'en conclurait-elle pas que nous sommes une nation énervée , & que c'est pour elle le moment favorable de nous faire éprouver les effets de sa vengeance ?

Le Lord *Suffolk* observa qu'il falloit attendre la *confirmation* de l'événement du Général *Burgoyne* , avant de procéder à l'enquête demandée , & que d'ailleurs il y avoit un si grand nombre de lettres & de papiers à examiner , qu'il seroit impossible de faire actuellement cette enquête , quand bien même on seroit convaincu de sa nécessité.

Le Lord *Shelburne* apprit à la Chambre que le bruit courroit que l'Amérique avoit résolu de se mettre sous la protection de la France & de l'Espagne. » J'espère cependant, a-t-il ajouté, que cette nouvelle est fausse; mais de toute maniere l'Amérique est irrévocablement perdue pour nous. La Maison de Bourbon n'a plus à présent autre chose à faire qu'à mettre en mer ses escadres pour prendre possession de tous nos territoires dans l'Amérique & dans ses Isles. Les Grandes-Indes auront bientôt le même sort. Je ne doute point que nous ne puissions défendre les deux petites Isles de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, d'une maniere qui étonnera toute l'Europe; mais quel en sera le fruit? Nous n'en serons pas moins un peuple mort & rayé du nombre des Puissances de la terre. Quant aux relations de la Gazette de la Cour, j'y crois moins que jamais, depuis que je vois, par des rapports incontestables, qu'un bataillon de Grenadiers Hessois, l'élite des troupes Allemandes, avec vingt-deux Officiers, a été taillé en pieces devant un fort défendu par 600 Américains, sans que la Gazette en question ait dit un mot de cette nouvelle. Mylord *Shelburne* ajouta qu'il avoit lieu de croire que la France savoit depuis long-tems le désastre du Général *Burgoyne*.

[ Il ne sera pas difficile de persuader à ce Lord & à son parti, que le Drame Burlesque de *Matroco*, joué à Fontainebleau le

13 Novembre , étoit une représentation voilée de cet étrange & burlesque événement.

Le Lord *Cardiff* (fils du Comte de Bute) est convenu que les Américains n'avoient besoin que d'Officiers pour devenir des ennemis formidables. La France, a-t il dit, leur en a fourni, & Dieu seul fait ce qu'il en resultera.]

La France s'est conduite de la maniere la plus perfide en donnant du secours à l'Amérique. Si les Ports de ce Royaume n'avoient point été ouverts aux Corsaires Américains, l'Amérique n'auroit pas été en état de poursuivre avec tant de vigueur ses hostilités contre nous. Le tems approche où il sera nécessaire de nous venger de ces insultes.... Il finit par dire qu'il ne seroit pas à propos dans le moment actuel, de mettre les *instructions* sous les yeux de la Chambre.

*Chambre des Communes , le 10 Décembre.*

M. *Wilkes* proposa la révocation de tous les actes passés relativement à l'Amérique depuis l'année 1763. Il s'étendit sur le Bill déclaratoire, & il fit voir que ce Bill étoit le principe des actes coercitifs qui l'avoient suivi. Que rien n'étoit plus absurde & plus inconséquent que de chercher à se réconcilier avec les Américains sans faire connoître auparavant qu'on étoit porté à sacrifier tout ce qui pouvoit s'opposer au rétablissement

de la paix , puisque les Colonies avoient déclaré que cet acte étoit la définition la plus précise & la plus complete de la servitude. Il finit par demander la révocation de toutes les autres loix comme provenant du même esprit & du même principe de tyrannie.

Le Lord *Beauchamp* prit la défense de ces actes parlementaires , en observant que la Grande - Bretagne avoit été obligée de donner une assertion déclaratoire de ses anciens droits consistans dans la suprématie de la législation , & la dépendance & la subordination civiles de ses Colonies. Ce Lord ajouta que si quelque proposition de la nature de celle de M. Wilkes pouvoit devenir nécessaire , ce n'étoit point là le moment de traiter cette question : que par conséquent il demandoit qu'il fût préalablement décidé , si dans le moment actuel il convenoit de délibérer sur la motion de M. Wilkes.

Le Lord *North* déclara qu'il étoit de l'avis du Lord *Beauchamp*. . . . » S'il faut en croire les Américains , dit-il , l'acte de navigation & tous les autres actes , portant restriction , doivent disparaître devant leurs extravagantes prétentions ». . . . . Je ne désespere pas encore de gagner l'Amérique : je me flatte que j'aurai assez de forces dans le cours de la campagne prochaine pour pouvoir offrir des conditions qui ne nous feront point déroger à notre dignité , & que l'Amérique sera contrainte d'accepter. Il ne convient donc



pas de s'occuper dans ce moment-ci de la motion de M. Wilkes ; & je prie la Chambre de suspendre son jugement jusqu'à ce que la campagne soit finie , ou jusqu'à ce que nous ayons eu des nouvelles & des avis authentiques d'après lesquels nous puissions régler nos délibérations.

M. Fox. . . . » Nous avons été malheureux presque en tout ; mais à entendre Mylord North, il paroît que nous n'avons pas encore éprouvé assez de disgraces ». . . . .

A sept heures , la proposition préalable du Lord Beauchamp passa à la pluralité de cent-seize voix contre dix.

Le Lord Beauchamp proposa aussi - tôt d'ajourner la Chambre au 20 Janvier prochain.

M. T. Townshend s'y opposa fortement , & soutint que , dans les circonstances actuelles les ajournemens devoient être extrêmement courts , & , s'il étoit possible , d'un jour à l'autre.

Le Lord Beauchamp répondit que jusqu'au 20 Janvier il ne pouvoit rien arriver d'une nature assez extraordinaire ou assez pressée pour qu'on fût obligé de recourir sur le champ à l'avis du Parlement.

M. Coventry parla vivement contre la proposition. » Il est bien singulier , dit-il , que dans un tems de guerre civile , qui est de toutes les guerres la plus déplorable , & qu'à la veille d'une rupture avec toutes

les branches de la Maison de Bourbon ; notre ennemie invétérée , on n'ait pas tenu le Parlement assemblé plus de vingt jours avant de l'ajourner pour six semaines ».

M. *Burke* proposa de modifier la motion en supprimant le 20 Janvier , & en y substituant à huitaine. Puis il ajouta : » je m'aperçois que le Lord North veut absolument garder sa place , quelque chose qu'il arrive , & que ses batteries sont toutes dressées , soit que la Chambre se détermine à continuer la guerre , soit qu'elle veuille entrer en négociation. Mais malgré toute sa souplesse , comment peut il se flatter que l'Amérique veuille jamais traiter avec lui ou avec quelqu'un de ses Collegues ? Quand même l'Amérique seroit disposée à négocier , quand même le Lord North & ses amis seroient tout prêts à sacrifier & à céder ce qu'on appelle le droit & la suprême autorité de l'Angleterre ; je doute fort que la négociation pût avoir aucun succès entre leurs mains.

Plusieurs autres Membres du parti de l'opposition alléguèrent qu'entre le 20 Janvier & le 2 Février il y auroit trop peu de tems pour examiner les papiers qui devoient être remis au Parlement : qu'il eût autant valu ne les pas demander ; que d'ailleurs il y avoit d'autres papiers encore que la Chambre desireroit de voir ; & qu'elle avoit d'autres propositions importantes à faire , ce qui ne pouvoit pas s'effectuer si l'ajournement avoit lieu.

Ils observerent aussi que dans le cas de quelque nouvelle fâcheuse de l'Amérique ou d'une rupture imprévue avec la France, le Roi pouvoit avoir besoin de l'avis de son Parlement, dont les Membres seroient pour lors dispersés, & la plupart à la campagne pour y passer les fêtes.

Le Lord *North* répondit, que toutes les affaires ordinaires étoient plus avancées que l'année dernière à pareil tems, & qu'à moins de quelqu'événement inopiné, elles seroient finies beaucoup plutôt. Il ajouta relativement à l'Amérique, » je ne crains point qu'il survienne quelque événement qui exige l'assistance du Parlement dans le cours du peu de semaines que nous serons séparés. Je ne crois pas non plus que la France ou l'Espagne aient la moindre intention de nous molester ; au surplus je me tiens sur mes gardes & je serai préparé à tout, pendant la vacance du Parlement, comme s'il étoit électivement assemblé. Quant aux papiers qu'il faut examiner, je suis bien sûr que cette opération n'exige pas autant de tems que quelques personnes se l'imaginent ».

M. *Fox* insista sur les intentions peu pacifiques de la Maison de Bourbon : il prétendit qu'elle n'attendoit qu'une occasion favorable pour se déclarer, & qu'elle ne manqueroit pas de l'avoir dans les premières nouvelles fâcheuses qui arriveroient d'Amérique.

M. *Luttrell* opina qu'il falloit bien avoir

le tems de se livrer aux plaisirs domestiques de la saison, & manger à loisir les pâtés & le *Pudding* de Noël, & que cette considération l'emportoit sur toute autre dans l'ajournement du Parlement.

Le Lord *North* répondit qu'il n'avoit pas un appétit épicurien à contenter; que l'état de la nation demandoit la plus sérieuse considération; & qu'il lui faudroit beaucoup de tems pour préparer les papiers. Il continua en ces termes : » si d'après des informations bien sûres je vois que la nation ne soit point en état de faire face aux dépenses nécessaires pour la continuation de la guerre, je ne ferai point difficulté de faire aux Provinciaux quelques propositions de paix, sauf toujours la dignité de la nation, pourvu que la Chambre m'autorise à cette démarche, & que par conséquent je ne puisse point en être rendu responsable.

A dix heures la question pour l'ajournement fut mise aux voix, & elle passa par une majorité de 87 voix. Il y en eut 155 pour, & 68 contre.

En conséquence la Chambre fut ajournée au 20 Janvier 1778.

*Chambre des Pairs, le 11 Décembre.*

Il fut fait une motion d'ajournement jusqu'au Mardi 20 Janvier, qui fut combattue par le Lord Abingdon. Ce Lord ajouta que l'on avoit réglé les objets politiques, mais

que puisque la Chambre avoit donné ses soins aux affaires, il falloit aussi qu'elle s'occupât des devoirs de l'humanité. On y a manqué poursuivi t-il sur plusieurs points à l'égard des prisonniers Américains. Il en est un entre autres qui porte le caractère de la plus horrible cruauté. Un préjugé religieux donne aux Américains une aversion invincible pour la pratique de l'inoculation. Cependant on n'a pas hésité de mettre cinq prisonniers Américains dans la chambre même où une personne avoit été inoculée. C'est un procédé affreux & révoltant..... Il finit par demander qu'il fût présenté une adresse au Roi pour le prier de faire mettre sous les yeux de la Chambre des copies de toutes les instructions données aux différens Geoliers, relativement à la détention des prisonniers Américains; & aussi des états du nombre de ceux qui sont actuellement en prison & de ceux qui y sont morts.

La motion d'ajournement ayant été retirée; celle du Lord Abingdon a passé d'une voix unanime.

La motion pour l'ajournement fut alors renouvelée & combattue par le Lord Chatham, qui désapprouva hautement quel'on pensât à se séparer dans des circonstances aussi critiques. Il s'éleva avec beaucoup de chaleur contre l'insouciance des Ministres, relativement à l'état de la Métropole entièrement dépourvue de défenseurs. » Comme

l'Amérique, dit-il, a épuisé l'Angleterre de ses troupes réglées, il est nécessaire de les remplacer par la Milice. La guerre d'Amérique exigera de nouveaux renforts d'hommes qu'il nous sera impossible de lever dans les trois royaumes. Delà les bruits qui se sont répandus que nous nous adresserions pour cet objet ; à des Puissances Etrangères. Mais quelles sont celles qui nous fourniront des troupes ? Quelques personnes ont parlé du Dannemarck & de je ne sais quels autres pays (c'est ainsi que ce Lord osa désigner le vaste & puissant Empire de Russie). Cependant il faudra envoyer en Amérique des renforts considérables. L'Angleterre est déjà tellement épuisée qu'elle manque absolument de troupes réglées.

Quant à sa Marine, dans quel état est-elle ? Malgré toutes les vanteries du premier Lord de l'Amirauté, sommes nous seulement les maîtres dans la Manche ? La chose est au moins problématique. Le Bureau de l'Amirauté prétend que nous avons 35 vaisseaux de ligne en état de faire le service intérieur. En admettant la vérité de cette assertion, qu'est-ce que cela en comparaison de ce que nous devrions avoir ? Le nombre de nos Matelots n'est-il pas infiniment au-dessous de celui que nous avons employés autrefois. Il y en avait 80000 au service actuel sous le règne d'Elizabeth.

Le Duc de *Manchester* s'éleva aussi contre  
la

la proposition d'ajournement. » Quant au moyen de veiller à la défense de la Métropole, il observa qu'on devoit faire peu de fond sur la Milice. » Les Officiers qui commandent ce corps, ajouta-t-il, ne sont plus animés du même esprit qui les distinguoit autrefois. Mais la Milice a été négligée par l'administration, & voilà pourquoi ce corps a dégénéré ».

» Où chercherons-nous des troupes pour poursuivre la guerre d'Amérique ? L'Allemagne n'est plus disposée à en fournir. La Russie est actuellement engagée dans une guerre avec la Porte, ou va l'être incessamment. Cette Puissance, pendant la dernière guerre, a reconnu qu'elle n'avoit pas trop de toutes ses forces pour soutenir avec dignité la réputation de ses armes contre l'Empire Ottoman. Il seroit donc ridicule d'attendre du secours de la Russie.

Le Lord *Suffolk* appuya la motion d'ajournement. » Je ne suis pas surpris, dit-il, que le Lord Chatham insiste sur la continuation des séances de cette Chambre, puisque c'est le seul endroit où il puisse se faire entendre. . . . Le bon sens du public a engagé la nation à soutenir la guerre. Quant aux renforts, quoiqu'il soit très-vrai que l'on nous a suscité des obstacles, relativement à ceux que nous avons pu attendre d'Allemagne, ces obstacles peuvent encore se lever. D'ailleurs la Métropole même n'est point dépourvue de

N<sup>o</sup>. XXXIV. m

clxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
troupes. Depuis deux jours le Gouvernement  
a reçu les (a) offres les plus satisfaisantes  
relativement à des troupes nationales. Comme  
l'objet de la guerre est le maintien de la su-  
prême autorité des droits fondamentaux de  
la Métropole, elle sera toujours soutenue  
par la nation. Toutes les fois qu'il se pré-  
sentera une occasion convenable de faire la  
paix, on doit s'attendre à voir le Gouver-  
nement offrir des conditions raisonnables.  
Mais ce n'est point actuellement. Il faut que  
la guerre soit poursuivie d'une manière à  
faire sentir à l'Amérique son infériorité.  
Lorsqu'elle en sera convaincue & qu'elle  
aura été réduite à un état plus humble,  
c'est alors qu'il sera tems de régler des con-  
ditions compatibles avec la dignité de la  
Métropole.

Le Duc de *Richmond* combattit la mo-  
tion..... » On a besoin, dit-il, d'un  
renfort de raison & de lumières, & si quel-  
que Ministre, dans cette Chambre, ose  
désigner aucun Lord dont *Sa Majesté n'écouterà*  
*point les avis*, ce Ministre, en tenant un tel  
langage, se rend coupable de la plus insolente  
présomption..... Il fut de l'avis du Duc  
de Manchester, relativement au peu de se-  
cours que l'on doit attendre de la milice :  
» pour ce qui est, poursuivit-il, des offres

---

(a) La Ville de Manchester a offert de lever à  
ses dépens un corps de mille Volontaires Anglois,



que le Lord Suffolk fait sonner si haut , ce n'est qu'un roseau fragile jetté à des malheureux qui se noyent. Je suis persuadé que cet appui manquera au moment même où on en aura le plus grand besoin. A quoi se sont montées les Compagnies franches levées en 1745 par les Seigneurs ? A dix bataillons seulement , d'environ sept mille hommes. Ils furent levés lorsque l'enthousiasme général des peuples étoit à son plus haut point. Quelle différence de cette circonstance à l'état actuel des choses ? . . . . . Notre armée d'Amérique , qui étoit l'année dernière de cinquante-cinq mille hommes , a été réduite à vingt-cinq mille. Voilà un événement réellement désastreux : un malheur qui ne sera réparé par aucune de ces *offres brillantes* qui ont été faites ou que l'on pourra faire au Gouvernement . . . . .

Il ne s'agit point de savoir ce que nous voudrions faire , mais ce que nous pouvons faire. Sommes-nous en état de conquérir l'Amérique ? Non assurément. Nous y avons échoué de la manière la plus pitoyable. C'étoit avant que nous éprouvassions de si grands revers , que l'on pouvoit parler de moment favorable pour offrir des conditions d'accommodement. Nous avons autrefois réclamé la suprématie sur l'Ecosse , par un droit de conquête aussi raisonnable que celui en vertu duquel nous formons les mêmes prétentions sur l'Amérique. Cepen-

dant nos droits ont été mis de côté & l'union s'est faite. Si nous voulons traiter avec l'Amérique, il faut de même que nous renoncions à toutes prétentions de suprématie. Il faut que nous abandonnions tout ce que la tête exaltée de nos Dom Quichotte appelle *les droits fondamentaux de la Metropole*. L'indépendance des Colonies est la base sur laquelle nous devons traiter avec elles. Le plus grand avantage qu'on puisse se promettre est une alliance ou un Pacte-d'union qui assure le bonheur des deux Pays... α.

Le Lord Shelburne s'opposa à l'ajournement. La réduction de l'armée de Burgoyne & le déshonneur des armes Britanniques qui en a été la suite, sont, dit-il, des faits contre lesquels échoueront tous les sophismes de nos Ministres. . . . . Cette catastrophe a été certifiée par quelques personnes dignes de foi, qui ont fait la traversée sur le *Warwick*. On a reçu une lettre du Général Frazer, qui contient cette phrase : *je ne suis point sur un lit de roses, cependant ce n'est pas mon état particulier qui m'inquiète*. Quelques uns des meilleurs Officiers avoient prévu ce qui est arrivé au Général Burgoyne, & ils lui avoient fait leurs remontrances ; mais il a continué d'aller en avant sans aucun égard pour leurs avis, & il s'est perdu α.

Comment expliquer cette opiniâtreté à poursuivre une opération aussi extravagante ? Par cette raison seule : les ordres envoyés à

M. Burgoyne étoient positifs. Il devoit avancer à quelque prix que ce fût. Les ordres du Général Howe & ceux de M. Clinton, n'étoient pas positifs, mais subordonnés à leurs lumières. Les conséquences ont été telles qu'on devoit s'y attendre. Les instructions du Général Howe ne lui indiquant point positivement de seconder le Général Burgoyne; il est allé à Philadelphie. M. Clinton a envoyé à son secours 2,000 hommes, qui sont arrivés après que l'armée eût mis bas les armes. Le Général Howe, depuis son arrivée à Philadelphie, a fait demander à M. Clinton un renfort de 4,000 hommes. Il n'est pas vraisemblable que M. Clinton se soit dégarni d'un corps aussi considérable. S'il ne l'a point fait, quel doit être le sort du Général Howe? Si au contraire Clinton a envoyé le renfort, que deviendra-t-il lui-même? Le Général Vaughan a entrepris une expédition où il est très-probable qu'il aura le même sort que M. Burgoyne. Mais quand il lui arriveroit pire, on ne doit pas le plaindre. L'homme qui a eu la barbarie de réduire en cendres la Ville de *Kingston d'Esopus*, parce que, selon lui, c'étoit un repaire de *lâches coquins*, doit être puni de ses brigandages par la verge de la justice.....

» Il est évident que l'ignorance des Ministres a causé le malheur de M. Burgoyne. C'est sur celui qui a donné les ordres que

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
doit retomber le blâme : il doit être comptable  
de sa conduite. C'est lui qui doit payer sa  
faute de sa tête s'il est trouvé coupable ;  
& il ne doit avoir sa grace que sous la con-  
dition expresse de *découvrir toutes les person-*  
*nes qui l'ont appuyé de leur crédit pour le faire*  
*entrer au service de son Souverain.* «.

» Quant à l'état des garnisons en Amé-  
rique, le Général Carleton n'a que trois  
régimens à Quebec. Les dernières nouvelles  
de Ticondérago ne parloient que des mala-  
dies cruelles qui regnoient parmi les troupes «.

» Comment les affaires ont-elles été con-  
duites ? La moindre harmonie a-t-elle régné  
parmi les Officiers ? Au contraire, M. Clin-  
ton s'est montré jaloux du Général Burgoyne.  
Le Général Howe n'a jamais eu de confiance  
dans M. Clinton, & M. Clinton a marqué  
la plus profonde indifférence pour tous ces  
Messieurs. Xénophon attribue le succès de  
sa fameuse retraite des *dix mille*, à la bonne  
harmonie qui regnoit dans l'armée, & aux  
égards que tous les Officiers & les Soldats  
avoient les uns pour les autres. Cet exemple  
est exactement l'opposé de ce qui est arri-  
vé en Amérique «.

Quant aux termes de conciliation pour  
négocier la paix avec les Colonies, il ne  
doit point être question de la reconnoissance  
de l'indépendance, comme de tout préam-  
bule de reglement, que le corps des condi-  
tions n'ait été arrêté. . . . . Le malheur d'une

défaite peut produire un *bien* pour nous. Si l'Amérique n'eût point eu ces brillans succès, elle se seroit jetée dans les bras de la France. Elle auroit mieux aimé devenir une des possessions de nos ennemis, que de se soumettre à notre tyrannie.....

La motion, pour l'ajournement, a passé à la pluralité de 47 voix contre 17.

LE précis que vous venez de lire, Monsieur, des débats des deux Chambres, dans les séances qui ont précédé l'ajournement, indique assez les objets des délibérations secrètes du Cabinet, pendant les vacances actuelles. Il est vraisemblable qu'elles ne sont pas fort tranquilles : le renversement total d'un système politique, entraîne nécessairement de violens orages. De l'opinion dont le Conseil Britannique étoit parti d'abord, que trois Régimens de vieilles troupes pouvoient suffire pour réduire l'Amérique, on ne passe pas aisément à l'humiliant aveu qui vient d'être arraché à Milord Germaine, que l'entreprise est impraticable, même pour une armée de soixante mille hommes. L'espoir annoncé si fièrement par le Lord North, de voir l'Amérique à ses pieds, ne s'est point changé, sans un furieux effort de la nature, en une disposition à faire des ouvertures d'accommodement, comme celle où se montre actuellement ce Lord, sous la seule condition de sa sûreté personnelle.

# CLXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Permettez-moi, en passant, l'application d'un vers d'Ovide :

*Pœnitet injusti num denique Phinea belli.*

Mais Phinée n'ouvre son ame au repentir ; qu'après qu'une multitude des siens a éprouvé la redoutable vengeance de Persée ; non sans que le fils des Dieux leur eût crié , *auxilium , quoniam cogitis ipsi . . . . ab hoste petam*. Je pourrois tirer grand parti de cette allusion, dont la justesse en tous points vous paroîtroit frappante ; mais ma digression est déjà trop longue. Peut-être aurai-je occasion d'y revenir , pour vous peindre , sous des couleurs plus vives , le juste & fier dédain avec lequel seront reçues les propositions de l'Angleterre , & la métamorphose du nouveau Phinée , lorsque *pétrifié* à son tour , il n'existera plus que comme un exemple qui doit prouver à jamais , que les intérêts de la souveraineté seroient mieux entendus , si les droits de l'humanité étoient plus respectés.

Représentez-vous le trouble qui doit regner dans le Conseil , par l'opposition qui a éclaté entre la conduite de ses Membres dans les deux Chambres. Les communications de papiers , accordée avec assez de facilité par ceux de la Chambre des Pairs , ont été vivement contestées & refusées par Milord North , dans celle des Communes. Voilà une diversité d'opinions tout-à-fait contraire à l'unité du système , & d'où il doit résulter qu'il ne peut

y avoir aucune efficacité dans son exécution. Vous jugez bien que le parti de la *minorité* tirera le plus grand avantage de cette division, & que les Ministres, s'ils gardent leurs places, auront de rudes assauts à soutenir pendant le reste de la session. On a déjà dressé des batteries pour les attaquer, sur le rappel du Général Carleton, motivé principalement par un mémoire qu'il avoit envoyé pour démontrer l'impossibilité d'exécuter le projet qui a échoué entre les mains de son rival, & sur la carte blanche dont le Chevalier Howe a fait un usage si fatal au succès des instructions limitées de M. Burgoyne. Le 20 Janvier, mais surtout le 2 Février, doivent être attendus de tous les politiques, avec la plus grande impatience.

Quoiqu'il ne soit point arrivé de nouvelles depuis celles de la tentative manquée le 22 Octobre, sur le Fort de *Red-bank*, & qui a coûté aux Hessois 600 hommes & 22 Officiers, il a percé quelques détails que la gazette de la Cour avoit pareillement supprimés, sur la position du Chevalier Howe dans Philadelphie. Ce général a fait éclaircir (c'est-à-dire dévaster) tous les environs de la ville, à plusieurs milles à la ronde; & ses soldats travailloient à une vaste enceinte qui les fatiguoit excessivement. L'étendue des lignes sera, dit-on, considérable; & on craint qu'il n'ait pas le nombre d'hommes suffisant pour garder dans l'hiver un aussi grand nombre d'ouvrages. On compte que son armée ne pouvoit plus guères

# clxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

être que de neuf mille hommes, le 23 Octobre. Sur les seize mille avec lesquels il est constant qu'il étoit parti de l'Isle Staten, on est sûr qu'il en a perdu mille dans la navigation, qui a été des plus laborieuses. Dans les diverses affaires qu'il a eues, aux approches de Philadelphie, jusqu'au 26 Septembre, les calculs les plus modérés, portent sa perte à trois mille hommes : elle n'a pas été moindre dans la journée du 4 Octobre; & l'affaire de *Red-bank* le 22, lui en a coûté mille de plus. Ses forces, en vieilles troupes, ne pouvoient donc plus être, à cette date, que de huit à neuf mille hommes. L'escadre aux ordres de son frere, s'est-elle assez approchée de lui, pour qu'il ait pû en tirer des corps de matelots, & les faire servir sur terre? c'est ce que l'on ne fait point encore. Mais il y a apparence qu'il ne comptoit pas recevoir promptement ce secours, puisqu'il a demandé à M. Clinton un renfort de quatre mille hommes, qu'il doit avoir été difficile à celui-ci de lui envoyer. Quant au reste des troupes angloises dans l'Amérique entiere, il s'en faut que le nombre en soit formidable. Il ne doit pas y avoir plus de trois mille Anglois ou Allemands dans le Canada, dont on prétend que les milices sont très-favorablement disposées pour les Américains. C'est ce qui fait craindre ici que quelque Partisan de la Nouvelle-Angleterre, ne tente la même entreprise qu'Arnold dans l'année 1775, & avec un succès plus assuré, vû l'expérience acquise par tous les braves



compagnons qui l'ont suivi dans cette hasardeuse expédition. Il ne peut pas y avoir plus de 3,000 hommes à Rhode Island, sous les ordres du Brigadier général Pigot. On en compte 2000 à l'Isle Staten, 1000 dans l'Isle longue, 4000 au plus dans l'Isle de New-York, & 2000 avec le Général (a) Vaughan, dans les *Highlands*, sur la riviere d'Hudson. Le tout ne fait pas plus de 12 mille hommes, qui, ainsi épars, pourront offrir autant de conquêtes faciles à l'armée victorieuse du Nord. Le nombre & le courage de cette armée, peuvent se calculer d'après l'effet que la réduction de Burgoyne a dû produire dans des esprits exaltés & passionnés pour la liberté, comme le sont tous ceux de cette partie de l'Amérique; c'est-à-dire qu'il est raisonnable de croire qu'elle sera devenue tout-à-coup considérable, & qu'on peut en attendre les plus grandes choses. On en a vu un échantillon dans la défense du Fort *Red-banck*, sur la riviere Delaware, le 22 Octobre. Toute l'armée de Washington avoit sçu la veille que le Général Burgoyne s'étoit rendu au Général Gates, & elle avoit célébré ce glorieux événement, par des réjouissances dont cette superbe défense n'a pas fait la partie la moins intéressante. Joignez-y le ressentiment dont tous ces peuples sont animés contre les Anglois, à cause des barbaries atroces auxquelles

---

(a) Il s'est replié sur New-York.

clxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ceux-ci ont poussé les Sauvages , ainsi que  
contre le Général Vaughan , pour avoir impi-  
toyablement brûlé la ville de Kingston dans le  
district d'Esopus, & désolé tout le pays, & vous  
concevrez avec quel acharnement la guerre se  
fera continuée depuis les derniers événemens  
dont nous avons eu connoissance. Nous ne  
pouvons point tarder à en apprendre de  
nouveaux. Plus ils se font attendre , plus  
nous avons droit de croire qu'ils sont désa-  
gréables au Gouvernement anglois , qui ne  
peut guères les ignorer.

J'ai eu trop tard communication de deux  
lettres importantes des Généraux Américains,  
pour pouvoir vous les envoyer par le dernier  
ordinaire. Vous les lirez avec intérêt , à cause  
de la connoissance qu'elles donnent de l'esprit  
de résistance & de fermeté dont sont animés  
les deux hommes sur qui roule aujourd'hui le  
fort de l'Amérique , celui de l'Angleterre , &  
peut-être aussi celui de bien d'autres pays.

I. *LETTRE de Son Excellence le Général  
WASHINGTON au Congrès , adressée à  
l'honorable Jean HANCOCK , Président ,  
(sur l'affaire du 4 Octobre, à German-  
Town).*

Au Camp près le Moulin de Pembacker, le 5 Oct. 1777.

M O N S I E U R ,

Ayant été informé par deux lettres inter-  
ceptées , que le Général Howe avoit détaché

une partie de ses forces , dans le dessein de réduire Billingsfort & les Forts sur la Delaware , je communiquai ces nouvelles à mes Officiers généraux : ils furent unanimement d'avis qu'il s'offroit une occasion favorable d'attaquer les troupes qui étoient à German-town & dans les environs, En conséquence il fut convenu que l'attaque se feroit hier matin ; & l'on fit les dispositions suivantes : Les divisions de Sullivan & de Wayne , soutenues par la brigade de Conway , devoient entrer dans la Ville par le chemin du moulin Chénut , tandis que le Général Armstrong avec les milices de Pensylvanie , descendroit le chemin de Maharewory par les moulins de Vandecring , & se porteroit sur l'aîle gauche & les derrieres de l'ennemi. Les divisions de Green & de Stephens , soutenues par la brigade de Mac Douglas , devoient entrer en faisant un circuit par le chemin du Four à chaux , dans les maisons du Marché , & attaquer l'aîle droite de l'armée angloise. Enfin les milices du Maryland & des Jerseys , sous les Généraux Smallwod & Freeman , devoient marcher par le vieux chemin d'Yorck , & tomber sur les derrieres de l'aîle droite. Le Lord Stirling , avec les brigades de Nash & de Maxwell , devoient former un corps de réserve.

Nous nous mîmes en marche à sept heures le soir précédent , & au lever du soleil le lendemain matin , un parti avancé du Général

Sullivan, tiré de la brigade de Conway, attaquâ à Mount-Ring, près de la maison de M. Allen, le piquet des ennemis, qui plia sur le champ. Son corps principal, qui formoit l'aile droite, suivit bientôt après, attaquâ l'infanterie légère & les autres troupes campées près du piquet, qu'il chassa de leur poste où elles laisserent leurs bagages. Elles se retirèrent à une distance considérable, ayant préalablement jetté dans la maison de M. Chew, un parti qui étoit dans une position à ne pas être aisément forcé, & qui pouvoit par les fenêtres, nous causer beaucoup d'embarras, & arrêter nos progrès. «

» L'attaque de notre colonne de la gauche, sous le Général Green, commença trois quarts d'heure après celle de la droite, & fut pendant quelque tems également heureuse ; mais je ne puis pas entrer dans le détail de ce qui s'est fait de ce côté, n'en étant pas encore informé d'une manière exacte & certaine. «

» Il y eut dans la matinée un brouillard épais, qui nous empêcha de profiter de nos avantages, autant que nous l'aurions fait sans cela. Cette circonstance, en nous cachant la véritable situation de l'ennemi, nous obligea d'agir avec plus de précaution & moins de célérité que nous n'eussions désiré, & donna le tems à l'ennemi de se remettre des effets de la première secousse que nous lui avions donnée ; mais ce qui fut encore plus malheu-

reux, elle servit à tenir nos différens partis dans l'ignorance de leurs mouvemens respectifs, & les empêcha d'agir de concert : elle fut aussi cause qu'ils se prirent mutuellement pour ennemis ; ce qui, plus que toute autre chose, a, je crois, contribué au malheur qui a suivi. Au milieu des plus belles apparences, lorsque tout donnoit les espérances les plus flatteuses de la victoire, les troupes commencerent soudain à se retirer, & abandonnerent entierement le champ de bataille, malgré tous les efforts que l'on pût faire pour les rallier. «

» Cependant on peut dire que dans cette journée, il y a eu plus de malheur que de mal. «

» Notre perte en hommes n'a pas été considérable, & nous avons ramené toute notre artillerie, à l'exception d'une pièce qui étoit démontée. Cet événement ne rend pas la situation de l'ennemi meilleure ; & nos troupes qui ne sont point du tout découragées, ont gagné ce que des troupes nouvelles gagnent toujours à voir combattre. Nous avons eu cependant plusieurs bons Officiers tués & surtout blessés. Le Général Nash est au nombre des blessés ; & l'on désespere de sa vie. Aussitôt qu'il sera possible d'avoir l'état de notre perte, je l'enverrai. «

« Pour rendre justice au Général Sullivan & à toute l'aile droite de l'armée, dont j'ai été à portée de voir la conduite, puis-

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
qu'elle agissoit précisément sous mes yeux ,  
j'ai le plaisir de vous informer que tous en  
général, Officiers & Soldats, se sont conduits  
avec une bravoure qui leur a fait le plus  
grand honneur «.

J'ai l'honneur d'être , avec beaucoup  
de respect, &c.

George WASHINGTON.

P. S. Je n'ai point encore reçu , comme  
je l'ai marqué, l'état de notre perte ; mais  
par ce que je viens d'apprendre du Géné-  
ral Green, je crains qu'elle ne soit plus  
considérable que je n'avois pensé d'abord.  
On dit que la piece de canon, dont j'ai parlé  
ci-dessus , a été ramenée dans un chariot «.

Une autre lettre du 8 Octobre s'exprime  
ainsi : les ennemis, dans l'action du 4. ont  
perdu les Officiers dont voici les noms : le  
Général Agnew , tué ; ainsi que les Colo-  
nels Abercombie, Bid Walcot , & le fils du  
Général de (a) Heister. Le Général Kni-  
phausen (actuellement Général des Hessois )  
a été blessé à la main. Un Officier , qui a  
été laissé dans la Ville, y a vu arriver entre  
deux & trois cents chariots chargés de blessés.  
Plusieurs Quakers , qui étoient à l'assemblée  
annuelle , confirment les faits ci-dessus , &

---

(a) Ce Général est mort depuis peu dans sa pa-  
trie où il étoit retourné.

ajoutent

ajoutent que deux mille Hessois ont été envoyés sur la Schuylkill, vers Chester, depuis l'action, probablement pour assurer une retraite; notre perte est de sept cent hommes, & principalement en blessés & pris. Le Général Nash, des troupes de la Caroline Septentrionale, est mort de ses blessures. Le fils du Docteur Wither Spoon a été tué, deux Aides-de-Camp blessés à mort. Witite & Sherburne, de la famille du Général Sullivan. Les Colonels Hancock, Stone, & le Lieutenant-Colonel Parker, de la Virginie, sont compris aussi dans les blessés.

II. *LETTRE* du Général GATES au Congrès, adressée à l'honorable Jean Hancock, Président.

Au Quartier Général le 28 Octobre 1777.

[N. B. Il est essentiel d'observer que M. Gates écrivoit cette lettre près de sept semaines avant la réduction de l'armée de M. Burgoyne, & que cette lettre, tirée du Journal de Pensylvanie, est très-authentique.]

MONSIEUR,

» Votre Excellence trouvera dans le paquet que j'ai l'honneur de lui adresser, la copie d'une lettre que j'ai reçue hier au soir du Major Général Arnold. La honte dont l'ennemi s'est couvert par sa retraite

N.º XXXIV.

n

clxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
forcée du fort Schuyler (Stanwix) ajoutée,  
à la brillante & complète victoire rempor-  
tée par le Général Stark & par le Colonel  
Warner à Bennington, répand le plus beau  
lustre sur les armes Américaines, & ternit,  
par l'opprobre le plus avilissant, le nom des  
ennemis des Etats-unis. Les affreux massacres,  
payés aux Sauvages par le Lieutenant Gé-  
néral Burgoyne, avant sa défaite à Benning-  
ton, souilleront pour jamais l'honneur des  
armes Angloises. Dans une seule maison,  
ces monstres ont fait une cruelle boucherie  
d'une famille entière, composée du pere,  
de la mere & de six enfans; & cet élégant  
macaroni (*polite MACARONI*, qu'on pourroit  
rendre en François, par *farot du bon ton*)  
a donné dix piastras aux Sauvages pour  
chaque tête. La vengeance céleste réserve  
sans doute à des forfaits si atroces, le juste  
châtiment qu'ils méritent.

J'ai l'honneur d'être, avec beaucoup  
de respect, &c.

Signé, Horatio GATES.

J'AI vu, Monsieur, dans des lettres, non  
suspectes, écrites de Montréal, que les Sau-  
vages s'y promènent par les rues, portant  
de longues perches d'où pendent jusqu'à soi-  
xante crânes américains enfilés, & la plu-  
part de petits enfans. Ils s'arrêtent, avec  
ces hideux trophées, devant les maisons,



d'où ils espèrent qu'on payera de quelques haillons les simulacres de leurs Orgies infernales, ce qu'ils obtiennent le plus souvent par l'horreur même qu'ils inspirent. — Mais je devine que ce tableau vous fait reculer d'effroi. Détournez les yeux de dessus les serpens de Méduse. Il n'appartient qu'à des rochers vivans de jouir d'un si affreux spectacle ! Rabattons nous sur quelque idée qui en soit éloignée , *toio cælo , totâ terrâ*. Il m'en vient une tout à propos. Ne trouvez-vous pas très-singulier que le Général Gates, sept semaines avant la réduction de M. Burgoyne , ait qualifié de *Macaroni* ce Général Anglois , que vingt-neuf jours après son aventure , on sembleroit avoir joué à Fontainebleau sous le nom de *Matroco* ? Voilà encore un rapprochement bien marqué à joindre aux preuves de l'identité des noms de *Matroco* & de *Burgoyne*.

*J'ai l'honneur d'être , &c.*

P. S. du 18 Décembre.

ENFIN, Monsieur, les incrédules sont convaincus : la réduction du Général Burgoyne & de son armée, est un fait aujourd'hui reconnu de toute la nation Angloise, qui ne peut pas révoquer en doute une Gazette de la Cour, publiée hier, avec la dépêche du Général prisonnier à Milord George Germaine.

Cette dépêche est datée d'*Albany* le 20 Octobre; & M. Burgoyne n'y a point insisté sur le mérite de cette date, comme il l'avoit fait dans une précédente lettre, en observant qu'il la datoit de la riviere d'Hudson, & que c'étoit ce qu'il croyoit y mettre de plus intéressant. Celle-ci est fort longue, & eût pû l'être infiniment moins. S'il faut en croire M. Burgoyne, il auroit bien voulu sans doute pouvoir se borner à ces deux mots : *tout est perdu, hormis l'honneur*; mais on l'auroit peut-être chicanné sur la mesure de cet honneur sauvé, comme sur celle de son talent; & c'est pour cela qu'il a rapporté jusqu'aux plus minutieux détails de sa catastrophe & des événements qu'il avoient préparée depuis les premiers jours de Septembre. Comme vous verrez cette premiere piece tout au long dans les gazettes, je me contenterai de vous communiquer quelques observations qu'elles m'a donné lieu de faire.

Après avoir retracé le tableau des obstacles de tout genre qu'il a eu à surmonter dans sa marche, il se plaint d'avoir été totalement abandonné par les Sauvages, ainsi que par les Canadiens & les Provinciaux. C'est ce qui donne beaucoup d'inquiétude ici sur les dispositions actuelles des Canadiens. On est dans la plus grande appréhension pour Quebec, où on fait qu'il n'est resté que trois régimens, qui sont, je crois, le vingt-neuvieme, le trente-unieme, le trente-

quatrieme & les Emigrans Royaux de Mac Lean. Le tout, sur le pied actuel de l'effectif, ne se monte peut-être pas à 1,500 hommes. On assure qu'il y en avoit autant dans Ticondérago, & que le Général Powel, qui y commandoit, a eu ordre d'en faire sauter les fortifications & de se retirer par les Lacs à Saint Jean. Mais ce n'est toujours que trois mille hommes pour défendre la Province; & il faut savoir ce qui se fera passé à Ticondérago, qui doit avoir été investi par le Général Stark, détaché de l'armée de Gates. Mais revenons à M. Burgoyne. Il met la capitulation entierement sur le compte d'un Conseil extraordinaire, composé de tous ses Généraux & Chefs de corps, qu'il a assemblés le 13 Octobre. Il leur donne les plus grands éloges sur ce qu'ils ont courageusement refusé à M. Gates de mettre bas les armes dans leur propre camp. Ce Général ayant consenti que l'armée en sortiroit avec ses armes pour les aller poser au bord de la riviere, M. Burgoyne en conclut que dans son malheur, il a plutôt fait la loi à l'ennemi, qu'il ne l'a reçue de lui. Quant au projet qu'il avoit de passer sur le corps des Américains pour gagner Albany, il le prend en entier sur lui-même, ajoutant qu'il ne s'est pas cru autorisé à consulter à ce sujet, ayant les ordres les plus positifs d'hiverner dans cette Ville.

Ce sont ces ordres-là qui ont été deman-

clxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
dés dans le Parlement avec tant d'instance  
par l'Opposition, & que le Ministre a refusé  
de communiquer. M. Burgoyne caractéri-  
sant ses instructions *d'ordres absolus*, le  
Parti contraire ne manquera pas de renou-  
veller ses efforts pour les connoître, & de  
demander mêmes les instructions correspon-  
dantes du Chevalier Howe, d'après lesquelles  
celui-ci a porté le siege de la guerre dans  
des parties d'où il étoit impossible que ses  
opérations se concertassent avec celles de M.  
Burgoyne.

Depuis le commencement du mois d'Août,  
M. Burgoyne n'avoit pas entendu parler du  
Chevalier Howe, & il ne lui étoit parvenu  
qu'une seule lettre du Général Clinton, datée  
du 10 Septembre, pour l'informer que l'at-  
taque du fort Montgomery se feroit vers  
le 20. C'est ce Fort qui fut pris le 8 Octo-  
bre, & dont la prise n'eût pas beaucoup  
aidé M. Burgoyne, puisque dans la nouvelle  
que M. Clinton lui en donnoit le même jour,  
ce Général lui mandoit en réponse à sa  
lettre du 28 Septembre, qu'il lui souhaitoit  
de s'en tirer comme il pourroit.

Ce même jour, 8 Octobre, M. Burgoyne  
avoit fait une marche rétrograde pour re-  
gagner Saratoga, où il ne put être établi  
que le 10 avec son artillerie. Le 12, il  
étoit informé, par des déserteurs & des  
prisonniers, de la prise du fort de Mont-  
gomery. La nouvelle qu'il en donna au

Conseil de guerre, ne l'empêcha point de décider qu'il falloit regagner au plutôt le lac George, si on pouvoit seulement dérober une lieue de marche à la connoissance de l'ennemi, ce qui fut reconnu impossible. Cette circonstance est très-aggravante contre les Ministres qui ont donné les instructions. Il est visible que tout ce qu'il a été possible à M. Clinton de faire pour faciliter l'exécution des ordres *absolus* donnés à M. Burgoyne, ne pouvoit lui être d'aucune utilité, s'il ne lui venoit des secours de l'armée du Chevalier Howe. Mais celui ci, au contraire, auroit attiré à lui, s'il l'avoit pu, ceux que Clinton a hazardé de faire marcher du côté de M. Burgoyne, qui ne pouvoit les attendre que jusqu'au 12 Octobre.

Cependant M. Burgoyne étoit principalement occupé de l'armée de M. le Chevalier Howe; & on voit qu'il se seroit peut-être décidé à reprendre la route du Canada, s'il n'avoit craint qu'une armée aussi forte que celle du Général Gates, ne se portât toute entiere contre le Chevalier Howe.

M. Burgoyne ne pouvoit pas ignorer que toute l'armée du Chevalier Howe avoit quitté New-York pour aller à Philadelphie, par la Baye de Chésapeak, puisqu'il n'a cessé d'avoir des nouvelles de ce Général qu'au commencement d'Août, & qu'il a reçu du Général Clinton une lettre datée du 10 Septem-

## CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bre. Ainsi il savoit très-bien que le Général Howe ne pouvoit pas lui envoyer de secours. Cela ne l'a pas empêché de tenir ferme tant qu'il l'a pu : il a même redoublé d'efforts par cette considération, ainsi qu'il le dit en ces termes : » *dans l'origine, le succès de mon expédition avoit été abandonné au hazard des circonstances ; mais il pouvoit s'en offrir quelqu'une où elle seroit nécessaire à un seul objet, de sorte quelle dût s'y sacrifier en entier. Par exemple, la réunion de l'armée de M. Gates à celle de Washington, dans un moment critique, pouvoit décider du sort de la guerre ; au lieu que si je manquois ma jonction avec Clinton ou ma retraite dans le Canada, il n'en résultoit qu'un mal partiel.*

D'après un exposé si clair de la position où s'est trouvé M. Burgoyne, il sera embarrassant pour le ministère de justifier des ordres qu'un Général a pu prendre sur lui d'interpréter quoiqu'ils fussent absolus, qui l'ont poussé à une fausse application de ses forces, pour avoir regardé son expédition plutôt comme collatérale que comme principale, & d'après lesquels il a compté faire une diversion favorable à celui même qui devoit lui prêter des secours pour que la loi rigoureuse qui lui étoit imposée de percer jusqu'à Albany, produisît quelque effet utile au système général de la Campagne. Quand il a vu que le Général Howe s'éloignoit de lui, le projet de jonction ne lui a plus paru qu'un

projet secondaire ; & comme il étoit plein de l'idée que la perte même de son armée pouvoit être utile au Général Howe , il s'est soumis au risque de la perdre , tandis qu'il eût pu la sauver en retournant au Canada , dès le moment où il avoit commencé à reconnoître l'impossibilité de la jonction. Il est visible que tout le mal est venu des instructions,

Il y a dans sa relation une mauvaise note sur un corps d'Allemands qui composoit sa réserve à l'affaire du 7 Octobre. Le retranchement qu'elle défendoit , fut emporté par les Américains ; & jamais il ne fut possible d'obtenir de ces Allemands de le reprendre. Ce fut dans cette circonstance que le sieur *Briemen* , un de leurs Lieutenant-Colonels fut tué. Cette circonstance jointe à beaucoup d'autres de même nature , donne clairement à connoître que les Allemands sont las de cette guerre. — Il est même certain que ce n'est qu'avec répugnance qu'ils quittent leur pays pour aller en Amérique. Un détachement de recrues descendant le *Wefer* il y a quelques semaines , six hommes tenterent de se sauver en se jettant dans la rivière ; mais ils eurent le malheur de se noyer : un septieme alloit suivre ses camarades , s'il n'eût été arrêté par son Officier qui lui passa son épée au travers du corps. *M. Burgoyne* fait beaucoup valoir qu'il s'est rendu à des forces infiniment supérieures,

## excij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& sa consolation est que toute son armée a pu compter celle des Américains ; & qu'il a dans tous les compagnons de son infortune autant de témoins que cette armée étoit de seize mille hommes. Il eût voulu , je crois que tous les seize mille l'escortassent jusqu'en Angleterre , tant furent vives & pressantes les représentations qu'il fit le 16 Octobre au Général Gates , sur ce qu'on venoit de lui apprendre que pendant qu'on avoit traité de la capitulation , M. Gates avoit envoyé en détachement un corps considérable de son armée. Il prétendoit que c'étoit une violation de la suspension d'armes : & qu'on s'écartoit des principes sur lesquelles le traité avoit été entamé ; puisqu'il paroîtroit s'être rendu à des forces moindres de seize mille hommes.

Le Général Gates a répondu à cette puérile chicanne , par une apostille remarquable , sur la capitulation. Il y a fait stipuler séparément que quoique le nom de M. Burgoyne ne s'y trouvât point , il devoit être entendu que ce Général y étoit compris aussi pleinement que si son nom y eût été expressément articulé.—

Pour l'honneur de M. Gates , il falloit que le nom du Général Burgoyne fût porté tout au long au nombre des Anglois pleins de vie qui se sont soumis à la capitulation. Burgoyne cependant , dans sa dépêche à Milord Germaine , déclare qu'il ne saura s'il doit se féliciter de n'avoir point été compté parmi les morts , que quand sa conduite aura été jugée



par son Souverain, par les gens de sa profession, & par un Public anglois impartial. En attendant, M. Gates a sûrement déjà bu plus d'une fois à sa santé. Il est aussi essentiel à sa gloire, que son prisonnier arrive bien portant en Angleterre, qu'il l'étoit à celle de M. Burgoyne de faire compter par son armée entière, les seize mille hommes auxquels il s'étoit rendu.

Cette dépêche de M. Burgoyne au Ministre, eût été, Monsieur, bien plus disertement discuté par les membres de l'opposition, si le Parlement se fût trouvé assemblé le jour de la publication de la gazette, comme il devoit l'être, dans l'ordre naturel des choses. Mais les Ministres ont pris les devants, & même avec assez peu de scrupule. D'abord ils avoient affecté de douter de l'événement; & voyant que cette ruse manquoit son effet, Milord *Suffolk* donna sa parole d'honneur que les Pairs auroient de lui tous les éclaircissements qu'ils désireroient, aussitôt que les dépêches qu'il étoit naturel d'attendre très-incessamment de M. Burgoyne, seroient arrivées. Mais a-t'il pris seulement la peine de leur cacher qu'il n'avoit cherché qu'à les tromper? Il n'a pas rougi de se déclarer hautement dans la séance du 11 décembre. pour l'ajournement qui tiendra le Parlement séparé pendant près de six semaines. Aussi a-t'il été rudement tansé, en pleine Chambre des Pairs, par le Duc de Richemont, pour cette

CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
basse supercherie, que ce Seigneur a qualifiée  
hautement de *Jockey ship*, (tour de Jaquet).  
Je vous avoue que cette mercuriale parle-  
mentaire, a seché mon fiel contre ce Minis-  
tre, pour l'indécent & injuste propos qu'il nie  
aujourd'hui d'avoir tenu sur le Militaire  
François ; puisqu'à présent on pourroit  
dire, dans le langage du Duc de Richemont,  
que c'étoit un propos de *Jaquet*. Sur ce pied-  
là, qui est-ce qui voudroit s'en fâcher, ou même  
s'en souvenir ?

Comme vous savez très-bien, Monsieur,  
que le Ministère anglois ne se fait point de  
scrupule d'arranger à sa guise les relations &  
lettres de ses Généraux, qu'il est obligé de  
rendre publiques, vous ferez sans doute sur-  
pris que celle de M. Burgoyne ait l'air d'avoir  
paru dans son intégrité, avec des allégations  
qui tendent directement à faire condamner  
les ordres qu'il avoit reçus. Il est vrai que  
c'est une espèce de phénomène : mais jus-  
qu'ici les Généraux n'avoient pas eu la pré-  
caution d'avertir les Ministres, (comme on  
assure que l'a fait M. Burgoyne par une lettre  
séparée) qu'il envoyoit des duplicata de sa  
relation, à plusieurs de ses amis, & entre  
autres au Comte de Derby, à Londres, &  
que ceux-ci ne manqueroient pas d'en resti-  
tuer le texte, sur le champ, par la voie des  
gazettes, si l'édition ministérielle n'étoit pas  
parfaitement conforme à la sienne. M. Bur-  
goyne seroit à blâmer d'avoir manqué de

prendre cette précaution ; car il ne pouvoit point ignorer quelles sommes immenses a couté l'expédition dont il étoit chargé, & l'embaras où sera le Ministère pour faire les fonds d'une nouvelle campagne. Il n'étoit point encore parti d'Angleterre, lorsqu'on commençoit à voir que l'emprunt pour l'année 1777, ne seroit point rémpli. En effet il s'en est manqué d'un demi million, qu'on a été obligé de demander à la Banque. Il a dû juger de l'impossibilité où on se verroit, surtout après une campagne aussi désastreuse, autant du côté des freres Howe que du sien, & pour recruter les troupes étrangères, & pour en lever parmi la nation, & pour trouver de nouveaux crédits. Enfin il a pû imaginer aussi, ne fût-ce que d'après sa triste expérience, que le Conseil ne pousseroit pas l'obstination jusqu'à vouloir triompher d'une multitude de difficultés insurmontables, & que sa catastrophe feroit la clôture de cette malheureuse guerre : or, il avoit, dans toutes les hypothèses, le plus grand intérêt à en repousser le blâme loin de lui, & à prendre les mesures les plus certaines pour que les vrais coupables ne pûssent point espérer de se tirer d'affaire à ses dépens. On peut dire qu'il a très-bien deviné, puisque malgré l'air de désintéressement, & même de générosité, avec lequel Milord Germaine a affecté de le disculper dans la Chambre des Communes, & de prendre tout

excvi] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
sur son compte, l'opposition n'a point pu obtenir que les instructions du Général fussent communiquées à la Chambre; d'où on peut conclure que le Ministère trouveroit fort bon que les torts fussent compensés. Mais si M. Burgoyne, comme il y a grande apparence, est revenu dans sa patrie, avant la fin de la session, il fera sûrement lire, même au Parlement, la demande de cette communication si importante à sa gloire; & il est plus naturel d'attendre cette démarche de sa part, que de croire avec Milord Suffolk, qu'il pourra s'être chargé d'ouvertures de paix, de la part des Américains. Après ce qui lui est arrivé, comment peut-on imaginer qu'il se rendroit porteur de propositions qui, si avantageuses qu'elles pussent être, dans les circonstances actuelles, feroient pour jamais le désespoir & la honte de la nation, & lui feroient éternellement reprochés?

Quant aux dépenses que cette campagne de Burgoyne a coûtées, elles sont effrayantes. Le seul article des bateaux que les Américains lui ont pris ou brûlé, est de cent mille livres sterlings. On fait monter le tout à trois millions; (environ 70 millions tournois) & le compte n'en paroîtra point exagéré, si on songe aux efforts prodigieux qu'il a fallu faire, aux nombreux transports des troupes, à une marine montée sur les lacs, aux difficultés de faire arriver si loin des munitions & des subsistances, &c. &c. L'artillere en fonte, qui

est restée à M. Gates, est la plus belle qui soit jamais sortie de la Tour de Londres. Il y a dans le nombre, des pièces de campagne si aisées à transporter, que deux hommes peuvent en traîner une avec la plus grande facilité : celles-là, au moins, n'auront pas tardé à arriver à l'armée de Washington.

Dans divers actions que M. Burgoyne a livrées ou soutenues, il lui a été tué trois fois plus d'Officiers qu'il n'auroit dû en perdre, vu le nombre des Soldats. Jamais on n'a vu de guerre poussée de part & d'autre avec plus d'acharnement. Du côté des Américains, il y avoit quatre Régimens commandés par des Curés de la nouvelle Angleterre : ce sont ceux, qui sous la conduite d'Arnold, ont emporté les retranchemens que le bataillon Allemand de Briemen a refusé de reprendre. Il est à croire que les Evêques Anglois savoient cette anecdote, lorsque le Duc de Richmond s'est vainement épuisé, le 20 Novembre, pour émouvoir leur pitié en faveur des pauvres Protestans Américains, & qu'il leur a si courageusement reproché que l'idée seule d'invoquer leur commisération, excitoit les risées de toute la Chambre & leur paroïssoit risible à eux-mêmes.

Cependant, Monsieur, ces Américains dont le sang coute si peu à l'Angleterre, ont prévenu par les soins les plus généreux tous les besoins de leurs ennemis vaincus.

# cxcviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& qui depuis plus de douze jours ne vivoient que de la chair de leurs chevaux morts ou mourans de besoin. Les malades & les blessés ont été traités avec toute l'humanité & les attentions possibles. M. Burgoyne n'a pas pu s'empêcher de s'en louer avec l'expression de la plus vive reconnoissance dans sa lettre à Mylord Derby. Le Chevalier Francis Clarke, son Aide - de - Camp, mort de ses blessures dans la maison de M. Gates, a fait un legs considérable à une femme de confiance que ce Général avoit placée auprès de lui pour le soigner dans sa maladie. Le Major Acland a éprouvé les mêmes égards, & il circule des lettres dans Londres écrites par cet Officier & par Myladi sa femme, qui donnent les plus grands éloges à l'humanité & à la générosité des Américains. L'un & l'autre étoient pourtant, entre tous les Officiers de l'armée de Burgoyne, ceux qui avoient paru les poursuivre avec la haine la plus implacable. Comment le cri de la reconnoissance, si ce n'est pas le sentiment de ce qu'on se doit à soi même, ne fait-il pas adoucir ici le rigoureux sort que subissent depuis si long-tems les prisonniers dans les cachots d'Angleterre? Ils y périssent de froid, de misere & de faim; & dans une seule prison chaque mois on en voit mourir des centaines. Celle de Forton près de Gosport a été rompue le 2 Décembre au soir par trente-cinq de ces infortunés, donc une brûlante

agonie

agonie avoit apparemment redoublé les forces & le désespoir. Ils se sont répandus dans la campagne , sans suivre de route certaine , sans chercher aucun asyle , au milieu du pays le plus peuplé d'Angleterre , comme s'ils eussent été au fond des deserts de l'Afrique... Mais que fais-je ici ? Une relation ! Lisez , Monsieur , lisez la lettre. Elle est imprimée dans tous les papiers publics de ce pays ci , & personne ne s'est avisé de la contester.

*Extrait d'une lettre de Brockhurst près de Gosport , le 8 Decembre.*

» Je n'ai autre chose de nouveau à vous apprendre , sinon que le 2 de ce mois au soir il s'est fait une chasse dans notre voisinage telle qu'on n'en avoit jamais vu de semblable. Je veux dire une chasse d'Américains. Trente-cinq prisonniers s'étoient sauvés de la prison de Forton à la brune & par une espee de violence. Non-seulement les Soldats , mais même les Fermiers , leurs garçons & leurs chiens , se sont mis sur le champ à leur poursuite : les fugitifs ont évité le grand chemin , & après avoir traversé deux ou trois plaines , ils ont été pris comme des lievres dans un taillis. On les a cernés de si près , que vingt & un d'entre eux ont été repris & ramenés à Forton. *La chasse dans le bois étoit fort curieuse à voir.* Plusieurs d'entre eux ont monté dans les arbres & n'en sont descendus qu'après qu'on a eu fait feu

sur eux. Les chiens en ont arrêté plusieurs. Vous saurez qu'il y a dans ces environs des chiens dressés à cette chasse, parce que ceux qui faisaient des Américains prisonniers ont 5 liv. pour chaque homme. Quoique je n'aime point ces Américains & que je sois outré de les voir battre, comme ils le font, les anciens Anglois ; je trouve néanmoins qu'il y a de la cruauté à les chasser avec des chiens. J'apprens que plusieurs d'entre les Fermiers se plaignent de ce qu'on ne leur a pas donné leur part de l'argent pour les prises, & qu'ils sont déterminés à ne plus sortir de chez eux pour pareille expédition, quoiqu'on ait compté 105 liv. à ceux qui ont arrêté 21 de ces prisonniers, tout déguenillés ; trois d'entre eux sont grièvement blessés & on les a tous jettés dans un cachot ».

Je ne pourrois jamais vous décrire, Monsieur, l'état de mon ame, après la lecture de cette étrange lettre, où la pitié & la férocité sont confondus dans un mélange si bizarre. Il faut espérer pour l'honneur de notre siècle que l'opprobre en sera effacé par la souscription charitable que Mylord Shelburne a entrepris d'établir pour le soulagement de tous les malheureux prisonniers tant Américains qu'Etrangers. — Je suis fâché d'apprendre que ce ne sera point le Général Vaughan qui le premier, aura lieu, après M. Burgoyne, de reconnoître que les Américains ont des sentimens & un système



tout opposé à ceux de ses barbares maîtres. J'ai vu des lettres particulières qui assurent que cet incendiaire s'est retiré avec précipitation à New-York , aussi-tôt qu'il a su l'aventure de M. Burgoyne , & sans doute aussi la résolution que M. Gates avoit manifestée de marcher droit à lui pour le châtier comme il le méritoit

Puisque je suis revenu à M. Gates , vous ferez peut-être bien aise de savoir qui est ce brave Homme , dont le nom honorera les fastes de l'Amérique & sur-tout ceux de l'humanité. Il avoit servi en qualité d'Aide-de-Camp auprès du Général Monckton en Amérique , dans la dernière guerre. A la paix , il s'est marié & fixé à New York. Il est né en Angleterre dans le Comté de Derby , de parens aisés & honnêtes , qui l'ont fait élever pour les armes.

M. Burgoyne , dont la lettre au Ministre est datée d'Albany le 20 Octobre , étoit le 27 à Northampton , qui n'est éloigné que de 115 milles ( environ 40 lieues ) de Boston. On l'attendoit , le 20 Novembre , à Cambridge , ville voisine , où le Conseil de Massachusets a ordonné que seroient can-  
tonnées ses troupes , en séparant les Alle-  
mands des Anglois , & interdisant aux uns  
& aux autres toute communication avec les  
Bostoniens. Vous savez qu'il est arrêté dans  
le Conseil que M. Burgoyne sera remplacé  
par le Lord Amherst , & que ce nouveau

Commandant, qui a déjà fait la guerre en Amérique, partira incessamment pour Québec avec le Général Haldimand. Celui-ci ne tardera pas à revenir de son voyage en Suisse, où il a tenté inutilement, suivant ce qui a été dit dans le Parlement par plusieurs Membres de l'Opposition, d'obtenir des treize cantons, des secours qu'on n'espère plus de trouver chez les Princes d'Allemagne, & qui se feroient trop long-tems attendre de Russie, en supposant qu'il fût possible à cette Puissance, dans sa position actuelle, d'en prêter à son alliée. Voici en gros ce qui se débite sur l'armée angloise de Philadelphie, d'après diverses lettres arrivées le 15 de ce mois, par des bâtimens de renvoi. On reprochoit à M. le Chevalier Howe, dans son armée même, d'avoir fait marcher les Hessois à l'attaque du Fort de *Mud-Island*, (l'Isle du margouillis) sans s'être informé de la force des ouvrages intérieurs, contre lesquels ont échoué les efforts du Colonel Donop, qui est resté mourant sur la place, avec six cent de ses compatriotes.

L'armée étoit consternée de la catastrophe du Général Burgoyne, & elle murmuroit hautement contre M. le Chevalier Howe, comme étant l'auteur de ce désastre, pour n'avoir point envoyé des forces suffisantes à sa rencontre. On fait remonter la cause de tout le mal, à un principe de jalousie, dont on n'a eu que trop souvent de funestes

exemples, & seulement dans ce siècle, entre le Comte de Peterborough & Milord Galway en Espagne, ainsi qu'entre Marlborough & les Généraux Hollandois en Flandres, dans les guerres de la Reine Anne.

On montre ici une lettre écrite par un Officier d'un vaisseau de la flotte du Lord Howe, & datée du 29 Octobre, quatre jours après les dernières dépêches du Général. Cet Officier désespere que les vaisseaux puissent s'approcher de l'armée, dont ils sont encore à sept lieues, si on ne vient point à bout de prendre l'Isle de *Mud*, parce que ce Fort commande absolument le passage de la rivière, & que ses batteries peuvent couler bas tous les bâtimens qui tenteroient de la remonter. On avoit commencé à sentir des froids très-vifs le 25 Octobre, & dont paroissoient beaucoup souffrir les Soldats Anglois employés aux travaux des lignes, à un quart de lieue des postes avancés des Américains. La flotte ne communiquoit encore avec la Ville que par des bateaux plats & non sans de grands dangers, parce qu'on étoit obligé de ranger de très-près les vaisseaux Américains. La saison des glaces qui approchoit, & le danger où seroit la flotte d'être prise dans la rivière Delavare, faisoient croire généralement que si on échouoit dans une nouvelle tentative sur l'Isle de *Mud*, l'armée seroit obligée d'évacuer Philadelphie & de

# cciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

faire les sept lieues de marche pour venir se rembarquer & aller passer l'Hyver à la Nouvelle-York. Les troupes étoient prodigieusement fatiguées & diminuées. Le lendemain de l'affaire de *German-Town* il étoit entré dans Philadelphie six cents chariots remplis de Soldats blessés. Le quatrieme régiment avoit si prodigieusement souffert dans les deux actions du 11 Septembre & du 4 Octobre, que le 24 de ce dernier mois, il se trouvoit n'avoir plus que 113 hommes en état de servir.

Il est vraisemblable que les premieres nouvelles qui arriveront des Freres Howe, seront apportées par le Lord Petersham, qui est chargé du *duplicata* de la dépêche de M. Burgoyne, & que ce Général a expédié par la route de Philadelphie avec les passeports de M. Gates. Le Capitaine Craig est venu bien plus promptement par Quebec, quoique la route soit beaucoup plus longue. Les mauvais plaisans prétendent que les Freres Howe auront attendu le plus qu'il leur aura été possible pour donner d'agréable étrennes à Milord Germaine. Je fais quelqu'un qui n'en seroit pas moins satisfait, si elles étoient en effet plus réjouissantes que les dernieres, & qu'elles pussent arriver avant le renouvellement de l'année. C'est le Poëte *Laureat* de la Cour, le *Scalde*, le *Troubadour* Ministériel, payé pour faire sur le Parnasse, en l'honneur des Ministres, les vaines fan-

faronades du champion au couronnement. Il avoit composé, depuis quelques semaines, l'Ode d'étiquette qu'il doit faire chanter au lever du Roi le premier jour de l'année; & pour celle ci sa lyre avoit été montée au ton le plus élevé, quoiqu'il ne le fût point encore trop au gré de ses Mécènes. Mais il a été obligé d'y faire de si grands changemens, d'ôter tant de Césars, tant de lauriers, tant de triomphes, que son Ode n'a plus l'air que d'un Elégie, & qu'on ne fait plus par quelle espece de musique en faire accompagner le chant lugubre. Il sera réellement à plaindre si on ne reçoit pas au plutôt la nouvelle de quelque succès de la premiere importance, pour qu'il puisse rassembler les débris épars de l'édifice de sa joie. C'est ce que feront, de leur côté, les Habitans de Taunton, Ville du Comté de Somerset, qui apprenant le désastre de l'armée de Burgoyne, ont remporté, chacun chez eux, les fagots qu'ils avoient amassés sur la place publique pour célébrer la prise de Philadelphie, dont ils avoient reçu le matin l'agréable nouvelle.

Quoique ce *Poscriptum* soit déjà très-long, j'en le terminerai point sans vous dire un mot du Congrès; vous avez vu avec quelle irrévérence Mylord Suffolk s'est permis d'en parler dans la dernière séance de la Chambre des Pairs. Il l'a qualifié d'assemblée errante & en désordre, qui s'étoit ensuie ou ne savoit

où , & qui probablement n'existoit plus. C'est avec la même légèreté qu'il a traité les Lords du parti contraire , en leur déclarant que le Roi n'avoit nul besoin de leurs avis , & ne les prendroit point , quoiqu'il n'y ait rien de plus opposé à la constitution qu'un tel langage. Mais puisqu'il s'agit ici du Congrès , cette respectable assemblée lui a prouvé son existence par un arrêté du 14 Octobre daté (a) d'*York Town* , pays où n'atteindront jamais les armes Britanniques. Je vous le transcrirai tout au long , c'est un morceau curieux.

*En Congrès le 14 Octobre 1777.*

» D'autant que la nation Britannique a reçu dans les Ports , & déclaré de bonne prise , plusieurs bâtimens & leurs cargaisons , appartenans aux Etats-Unis , que les Maîtres & Equipages , infideles à la confiance mise en eux , ont menés par trahison dans les Ports Anglois ,

» A ces causes , arrêté , que tous vaisseaux ou cargaisons appartenans à des Sujets Britanniques , non habitans des Isles Bermudes ou Lucayes , qui seront amenés dans les Ports des Etats Unis , par les Maîtres ou Equipages , seront jugés de bonne prise & partagés entre les capteurs , suivant les mêmes

---

(a) Au Nord de la Pensylvanie.

proportions , que s'ils avoient été pris par des vaisseaux de guerre du Continent ».

*Extraits des minutes.*

Signé Charles THOMPSON, Secrétaire.

Ce même Congrès a élevé au grade de Major-Général M. Conway, & à celui de Brigadier - Général le Chevalier de Borré, l'un & l'autre Officiers étrangers & décorés. Il a donné aussi les plus grands éloges à la valeur, à l'activité & au talent du Général Arnold, dont heureusement la blessure n'étoit point mortelle, & qui, suivant quelques avis particuliers, pourroit bien s'être chargé de faire une nouvelle tentative sur le Canada, dans l'abandon où il est resté & avant qu'il soit possible à l'Angleterte d'y faire parvenir des renforts.

JE viens de lire un récit du dîner que le Général Gates a donné au Général Burgoyne après la capitulation signée. Tout s'y est très-bien passé. Les Officiers Anglois ont paru seulement surpris de la frugalité du repas, d'autant plus remarquable que les provisions abondoient dans l'armée Américaine. La table consistant en deux planches, fut dressée sur des tonneaux: point de nappe: point de buffet. Tout le service s'est borné à quatre plats, savoir un jambon, une oye, du bœuf & du mouton bouilli. Pour boisson, du rum de la nouvelle Angleterre, mêlé

avec de l'eau & sans sucre , le pot alloit à la ronde : il n'y avoit de gobelets que pour les deux Généraux. Avec une telle sobriété où n'iroit-on pas , & que ne feroit-on pas ? Cela devoit en effet paroître bien étrange au Général Anglois & à son armée , qui avoient fait une partie de la campagne au milieu d'un luxe asiatique , & avec laquelle marchaient un immense bagage & quantité de femmes & d'enfans.

Après le dîner , lorsque l'on servit le vin M. Gates pria le Général Burgoyne, de porter la santé qu'il jugeroit à propos. Celui-ci hésita quelque temps , se trouvant fort embarrassé. Enfin s'étant levé , il porta d'une voix entrecoupée & foible , la santé du Général Washington. M. Gates y répondit en portant d'une voix haute & assurée la santé de *George III.*

Parmi les troupes , on se félicitoit de part & d'autre de la cessation d'armes , avec la plus grande cordialité. Les Anglois exprimoient le déplaisir qu'ils avoient ressenti en combattant les Américains , disant qu'ils eussent voulu avoir *tout autre* ennemi à combattre. Les Américains répondoient à ce compliment , que leurs plus vrais ennemis étoient les Ministres & les Ecoissois leurs créatures. Ils étoient bien vêtus , ils avoient de bons havresacs , & des armes en bon état. Ils firent divers manœuvres qui furent admirées des Officiers Anglois , sur-tout pour

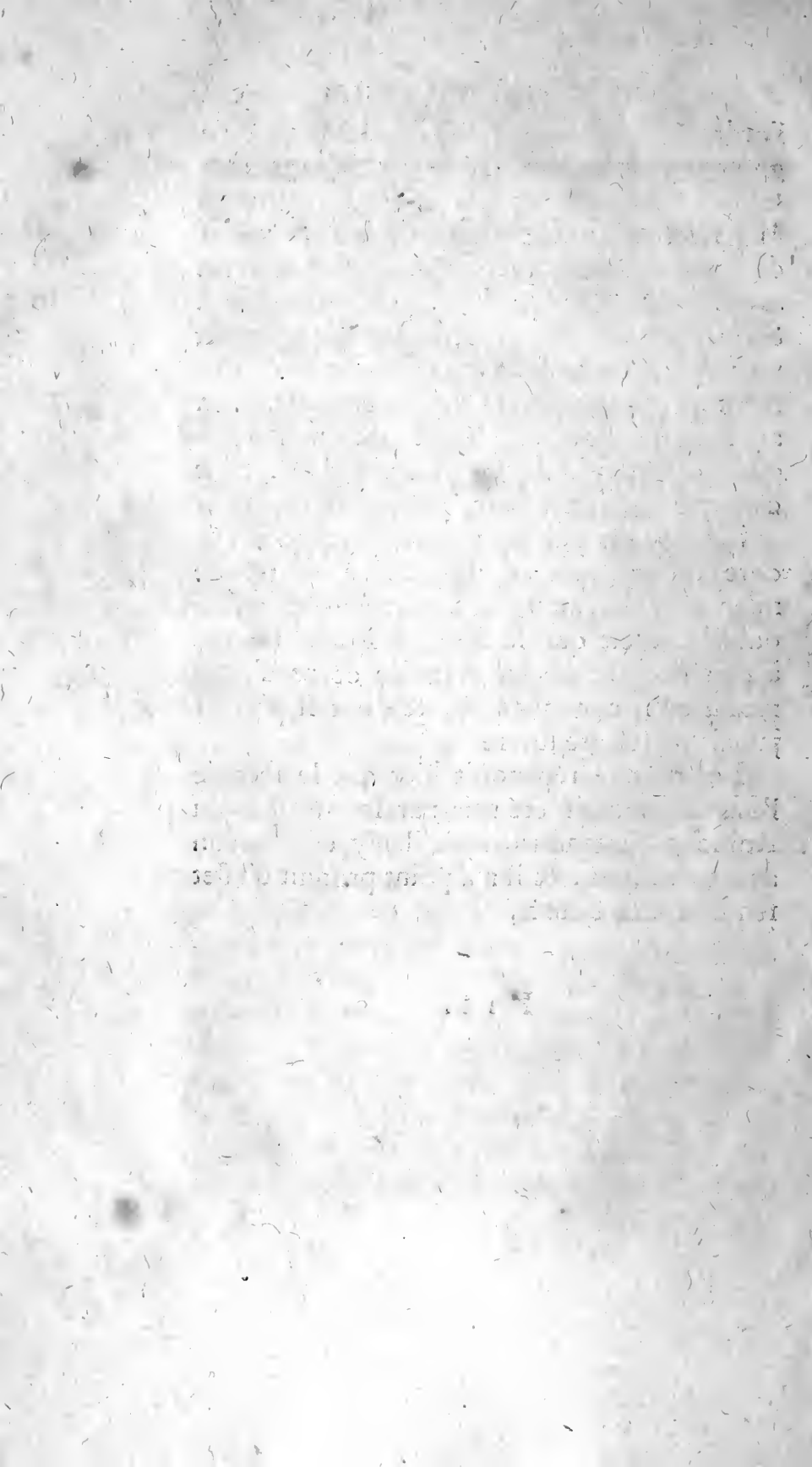


l'ordre & le silence. Ceux-ci donnerent de grands éloges aux Généraux Whipple & Glover. — J'oubliois une chose intéressante. M. Gates ne put pas s'empêcher de parler de l'affreux dégât que les troupes Angloises avoient fait dans leur marche rétrograde à *Saratoga* & sans aucune utilité, puisque c'étoit un pays qu'ils quittoient. Il ajouta que surement ce n'étoit point M. Burgoyne qui en avoit donné l'ordre. » C'est moi qui l'ai ordonné, répondit le Général Anglois, mais c'est que mes instructions y étoient précises ».

Les papiers publics vous apprendront encore divers autres détails de ce genre. Je m'en rappelle un qu'il seroit fâcheux qu'on oubliât. C'est que le Général Frazer fut tué à plus de cent pas en avant du corps d'*Allemands* qu'il commandoit, & dont il n'avoit jamais pu se faire suivre.

Le bruit se répandoit hier que le fort de l'Isle *Mud* avoit été pris par les troupes du Roi le 5 Novembre; mais il n'y en a aucun avis authentique, & il n'a point produit d'effet sensible à la bourse.

F I N.



*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M.\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 6 Janvier 1778.

D'APRÈS les dispositions , Monsieur , où les derniers débats parlementaires vous ont fait voir les esprits des deux partis , vous avez dû juger des efforts que chacun feroit pour tirer le plus grand avantage de la suspension d'armes. Tandis qu'ils sont occupés de part & d'autre de leurs préparatifs d'attaque & de défense , je me suis attaché à deviner sur quel point particulier de la grande affaire actuelle se réuniroient les principales discussions. Or , je crois que la première motion que l'on doit attendre de Milord North , aura pour objet un plan de réconciliation avec l'Amérique , & que le *Statu quo* de 1763 pourra être proposé pour la base de l'arrangement. Plein de cette persuasion & du désir de vous rendre pleinement sensible tout ce qui peut être dit sur cette matière , je me suis hâté de mettre sous vos yeux un écrit dans lequel vous la trouverez parfaitement & clairement détaillée , & de la manière la plus favorable pour que vous puissiez vous en pénétrer. C'est l'interrogatoire que M. le Docteur Benjamin Franklin eut à subir ,

N°. XXXV.

CCXj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dans la session de 1765-6, devant la Chambre des Communes, lorsqu'il fut question de révoquer l'acte du Timbre & d'y substituer l'acte déclaratoire à l'appui duquel fut mis ensuite ce malheureux impôt sur le thé porté d'Angleterre en Amérique, première cause de tout le mal.

En lisant cette pièce, vous vous transporterez le plus près qu'il soit possible du moment auquel les discussions parlementaires vont remonter; & vous jugerez avec bien plus de sûreté le mérite de la cause & celui des Combattans.

Lorsque le Comité de la Chambre des Communes prit en considération le Bill pour révoquer l'acte du timbre, le Docteur Benjamin Franklin fut interrogé à la Barre de la Chambre sur les affaires de l'Amérique:

Voici une copie de cet interrogat:

*Demande.* Quel est votre nom, & de quel lieu êtes vous?

*Réponse.* Franklin: (a) de Philadelphie.

*D.* Les Américains payent-ils des taxes considérables entr'eux?

*R.* Beaucoup assurément, & de très-fortes.

*D.* Quelles sont actuellement, en Pensylvanie, les taxes mises par les loix de la Colonie?

*R.* Il y a des taxes sur tous les biens, meubles & immeubles, une capitation, une taxe sur tous les offices, professions & mé-

---

(a) Philadelphie est le lieu du domicile du Docteur Franklin; il est né à Boston le 17 Janvier 1706.

tiers, selon qu'ils sont plus ou moins lucratifs : il y a une accise sur toutes les sortes de vins, sur le rum & les autres liqueurs : un droit de dix livres par tête sur tous les Negres qu'on fait venir ; & encore divers autres droits.

*D.* Quel est l'objet de ces taxes ?

*R.* C'est de soutenir les établissemens civils & militaires du pays, & d'acquitter les dettes onéreuses contractées dans la dernière guerre.

*D.* Combien de tems dureront ces taxes ?

*R.* Celles dont l'objet est de liquider la Colonie, subsisteront jusqu'en 1772, & plus long tems, si, à cette époque les dettes n'étoient pas acquittées entièrement. Les autres sont perpétuelles.

*D.* Ne se flattoit-on point que les dettes pourroient être acquittées plutôt ?

*R.* On l'espéroit lorsque la paix fut faite avec la France & l'Espagne. — Mais la guerre qui éclata bientôt après contre les Sauvages, fit accroître les dettes ; & en conséquence une nouvelle loi fut passée pour prolonger la durée des taxes.

*D.* Est-ce que tous les Habitans ne sont pas en état de payer ces taxes ?

*R.* Non. Les derrières des Colonies, dans toute l'étendue de l'Amérique Septentrionale, ayant été souvent désolés par les incursions des Sauvages, ne peuvent payer que des taxes très-modiques. En considération de leur détresse, nos dernières loix de taxation ont

ccxiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ménagé ces Comtés, en exemptant de ces taxes ceux qui avoient souffert le plus de dommages ; j'imagine que les autres Provinces ont fait de même.

D. N'êtes-vous pas intéressé dans la régie du Bureau des postes en Amérique ?

R. Oui. Je suis second Maître général des postes de l'Amérique Septentrionale.

D. Ne pensez vous pas qu'il est possible d'envoyer par la poste le papier timbré à tous les habitans, si d'ailleurs il n'y avoit pas d'opposition ?

R. La poste ne va que le long des côtes : elle ne pénètre dans le pays que dans certaines occasions ; & supposé qu'elle y entrât, les frais de port du papier timbré par la poste, se monteroient souvent plus haut que ceux du timbre même.

D. Savez-vous en quel état est l'Isle de Terre-neuve ?

R. Je n'y ai jamais été.

D. Savez-vous s'il y a des routes de poste dans cette Isle ?

R. J'ai oui dire qu'il n'y avoit aucunes routes, & qu'une habitation ne pouvoit communiquer avec l'autre que par la mer.

D. Pourriez-vous, par la poste, envoyer dans le Canada, le papier timbré ?

R. Il n'y a qu'une maison de poste entre Montréal & Quebec. Les habitans de ce vaste pays, sont si épars & si éloignés les uns des autres, qu'il n'est pas possible d'y

établir une poste. Il n'est point possible non plus d'y distribuer par cette voie le papier timbré. Les habitations des Colonies Angloises, sur les derrières, sont aussi très-médiocrement peuplées.

D. L'acte du timbre seroit donc très-à charge aux habitans, s'il étoit mis à exécution?

R. Certainement, parce que plusieurs habitans ne pourroient, au besoin, avoir du papier timbré, sans être obligés de faire un long voyage, & de dépenser peut-être trois ou quatre livres sterling pour procurer six deniers sterling à la Couronne.

D. Dans leur position actuelle, les Colonies ne sont-elles pas en état de payer le droit du timbre?

R. Je crois qu'il n'y a pas assez d'or & d'argent dans les Colonies pour payer le droit du timbre pendant une année seulement.

D. Ignorez-vous que les sommes qui seroient levées par le droit du timbre, sont destinées à être employées en leur totalité dans l'Amérique?

R. Je sais qu'elles sont destinées par l'acte au service de l'Amérique; mais elles seroient dépensées dans les Colonies conquises où sont les soldats, & non pas dans les Colonies sur lesquelles elles auroient été levées.

D. La balance que payent pour leur commerce les Colonies où les troupes sont employées, ne seroit-elle pas retourner ces sommes aux anciennes Colonies?

R. Je ne le crois pas. Je pense qu'il en retourneroit fort peu ; je ne sache aucun commerce qui les fasse remonter à leur source. Je crois que des Colonies où cet argent auroit été employé, il iroit directement en Angleterre ; car j'ai toujours observé que plus une Colonie a de moyens de faire des remises à l'Angleterre, plus elle fait venir de ses marchandises & plus son commerce avec l'Angleterre fleurit.

D. A combien portez-vous le nombre des Blancs dans la Pensylvanie ?

R. Je crois qu'il peut y en avoir 160,000.

D. Combien de Quakres ?

R. Environ un tiers.

D. D'Allemands ?

R. Un autre tiers. Mais je ne puis point en parler avec certitude.

D. Parmi les Allemands, y en a-t-il qui ayent porté les armes en Europe ?

R. Oui. La plupart ont servi en Europe & en Amérique.

D. Sont-ils aussi mécontents de l'acte du Timbre que les Anglois ?

R. Tout autant, & même davantage. Il y a une bonne raison pour cela : c'est que leur papier timbré couteroit, en plusieurs occasions, le double.

D. Combien croyez-vous qu'il y ait de Blancs dans l'Amérique Septentrionale ?

R. Environ 300,000, depuis seize ans jusqu'à soixante.



D. A quoi peut se monter annuellement le produit des marchandises transportées de la Grande-Bretagne en Pensylvanie ?

R. J'ai entendu dire à nos Négocians qu'il se montoit à plus de 500,000 liv. sterl.

D. Et l'exportation des productions de votre Province dans la Grande-Bretagne ?

R. Elle ne peut pas être considérable , parce qu'il y a peu de nos productions dont la Grande Bretagne ait besoin. Je ne crois pas que cela passe 40,000 liv. sterling.

D. Comment payez-vous donc la balance qui est contre vous ?

R. Elle se paye par les productions que nous envoyons dans les Indes Occidentales , & qui sont vendues soit dans nos propres Isles , soit aux François , aux Espagnols , aux Danois & aux Hollandois : par nos envois dans les autres Colonies de l'Amérique Septentrionale , comme la Nouvelle Angleterre , la Nouvelle Ecosse , l'Isle de Terre-neuve , la Caroline & la Géorgie ; enfin par nos exportations pour différentes parties de l'Europe , comme l'Espagne , le Portugal & l'Italie. On nous donne dans tous ces endroits soit de l'argent , soit des lettres de change ou des marchandises , qui nous mettent en état de faire des remises à la Grande-Bretagne ; tout cela joint aux profits que font nos Marchands & nos Matelots dans ces campagnes , & au fret de leurs vaisseaux , aide à payer notre balance à la Grande-Bretagne ,

ccxvij **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
ainsi que les marchandises Angloises dont  
on se sert continuellement dans nos  
Provinces , ou qui sont vendues aux Etran-  
gers par nos Négocians.

**D.** A-t-il été mis depuis peu des entra-  
ves au commerce Anglois avec les Espa-  
gnols?

**R.** Oui , j'ai eu connoissance de quelques  
reglemens qui lui ont prodigieusement nui ; &  
j'ai sù que les vaisseaux de guerre Anglois ainsi  
que les chaloupes qui croisent le long des  
côtes en Amérique , le gênoient infiniment.

**D.** Vous paroît-il juste que l'Amérique soit  
sous la protection de l'Angleterre & qu'elle  
n'entre dans aucun des frais d'administration ?

**R.** L'Amérique n'a point été protégée par  
l'Angleterre. Les Colonies ont levé , habillé  
& payé près de 25,000 hommes dans la  
derniere guerre , & elles ont dépensé plu-  
sieurs millions.

**D.** N'avez - vous pas été remboursé par  
le Parlement ?

**R.** Nous ne fûmes remboursés que des  
sommes , que , suivant vous-mêmes , nous  
avons fournies au-delà de notre contingent  
ou au-delà de ce qu'on pouvoit raisonnable-  
ment attendre de nous ; & ce n'étoit qu'une  
très-petite partie de celles que nous avons  
dépensées. La Pensylvanie en particulier  
avoit contribué pour environ 500,000 liv.  
sterl. ; & les remboursemens ne passerent pas  
60,000 liv. sterl.

D. Vous payez, dites vous, des taxes onéreuses dans la Pensylvanie. A quoi se montent-elles par livre ?

R. La taxe sur tous les biens meubles & immeubles, est de dix-huit deniers sterl. par livre; & la taxe sur le profit des métiers & professions, ainsi que les autres taxes, peuvent, je crois, s'évaluer à trente deniers sterling par livre.

D. Savez-vous quel est approchant le pied du change en Pensylvanie, & s'il a baissé depuis peu ?

R. Il est communément de 170 à 175. J'ai oui-dire qu'il a baissé depuis peu de 175 à 162 & demi. Cela est venu, je crois, de ce que l'on a fait venir moins de marchandises. Lorsque la Province aura acquitté ses dettes envers l'Angleterre, je crois que le change pourra être au (a) pair.

D. Croyez-vous que le peuple de l'Amérique se soumettroit au droit du Timbre si on le diminuoit ?

R. Il ne s'y soumettra jamais, à moins qu'il n'y soit forcé par les armes.

D. Les taxes en Pensylvanie ne sont-elles pas réparties inégalement, dans la vue d'écraser

---

(a) Il fut fait une loi en 1750 qui fixa le pair du change entre Boston & l'Angleterre à 133 l.  $\frac{1}{3}$  monnoye du pays, pour 100 livres sterling. Mais il varie suivant les Colonies : celui de la Pensylvanie étoit en 1765 de 160  $\frac{2}{7}$ . Cette différence provient de celle de la balance du commerce de chacune.

fer le commerce Anglois , particulièrement la taxe sur les professions & l'industrie ?

R. Elle n'est pas , en proportion , plus onéreuse que la taxe sur les terres. Elle est réglée sur le profit.

D. Comment l'Assemblée est-elle composée ? Quels sortes de gens sont les Députés , sont-ce des Cultivateurs ou des Négocians ?

R. Elle est composée de Cultivateurs , de Marchands & d'Artisans.

D. Les Cultivateurs ne forment-ils pas la majorité ?

R. Je le crois.

D. Ne détournent-ils pas la taxe , autant qu'il leur est possible , de dessus les terres , pour diminuer leurs charges & augmenter celles du commerce ?

R. Je ne l'ai jamais remarqué. Jamais rien de semblable n'est venu à ma connoissance ; & en effet , quel pourroit être l'objet d'un pareil calcul ? Le Marchand ou Négociant fait très-bien compter. Met-on des charges inégales sur son commerce , il hausse le prix de ses marchandises ; & les Consommateurs , qui pour la plupart sont des Cultivateurs , finissent par en payer la plus grande partie , si même ils ne les payent pas en entier.

D. Quelles étoient les dispositions de l'Amérique à l'égard de la Grande-Bretagne , avant l'année 1763 ?

R. Les meilleures du monde. Nos peuples se soumettoient volontairement à l'administration , & obéissoient dans toutes leurs Cours

de justice aux actes du Parlement. Quelque nombreuse que soit la population dans les anciennes Provinces, elles ne coutent rien en forts, citadelles, garnisons ou armées pour les contenir. La seule dépense qu'elles occasionnâssent à l'Angleterre, étoit un peu d'encre & de papier & quelques plumes : vous les meniez avec un fil. Elles avoient non seulement du respect, mais de l'attachement pour la Grande Bretagne, pour ses loix, ses coutumes & usages, & une folle passion pour vos modes, dont votre commerce tiroit un grand avantage : les naturels de la Grande-Bretagne étoient toujours traités avec des égards particuliers chez nous ; le caractère de citoyen de l'ancienne Angleterre étoit un porte respect, & donnoit en quelque sorte un rang distingué parmi nous.

*D.* Et quelles sont les dispositions actuelles des Américains ?

*R.* Oh ! elles sont bien changées.

*D.* Aviez-vous auparavant entendu mettre en doute le pouvoir du Parlement de faire des loix pour l'Amérique ?

*R.* On reconnoissoit ce pouvoir du Parlement relativement à toutes sortes de loix, excepté celles qui tendoient à mettre des taxes intérieures. Jamais il n'avoit été disputé à l'Angleterre qu'elle eût le droit de mettre des impôts pour regler le commerce.

*D.* Comment peut-on juger des progrès de la population en Amérique ?

R. Je crois que le nombre des Habitans de toutes les Provinces , prises ensemble , se double dans l'espace de vingt-cinq ans. Mais le débit que trouve chez eux les marchandises Angloises augmente bien plus rapidement ; la consommation qui s'en fait n'étant pas en raison seulement de leur nombre , mais s'accroissant en proportion des facultés pour les payer. En 1723 tout le produit des importations de la Grande-Bretagne en Pensylvanie fut d'environ 15,000 liv. sterl. : il est maintenant de près d'un demi-million.

D. De quel œil les peuples de l'Amérique avoient ils coutume de regarder le Parlement de la Grande-Bretagne ?

R. Ils regardoient le Parlement comme le rempart & la sûreté de leurs libertés & de leurs privilèges. Ils parloient toujours de lui avec le plus profond respect & la plus grande vénération. Ils pensoient que des Ministres, guidés par des principes arbitraires, pouvoient bien , de tems à autres , concevoir le projet téméraire de les opprimer , mais ils se croioient assurés qu'en s'adressant au Parlement, il ne manqueroit jamais de venir à leur secours. Ils se rappelloient, avec reconnaissance, qu'on avoit présenté un Bill au Parlement avec une clause, par laquelle les ordres du Roi devoient avoir force de loi dans les Colonies ; & que la Chambre des Communes refusant d'y acquiescer , ce Bill avoit été rejeté.

D. N'ont-ils pas toujours le même respect pour le Parlement ?

R. Non ; il s'en faut bien.

D. A quoi doit-on attribuer cela ?

R. Au concours de différentes causes ; aux entraves mises récemment à leur commerce , par lesquelles on a empêché l'or & l'argent étranger d'entrer dans les Colonies : à la défense de se payer entr'eux en papier monoye : ensuite à la taxe nouvelle & onéreuse des papiers timbrés : à l'abolition des Jugemens par Jurés ; & enfin au refus d'admettre & d'entendre leurs humbles pétitions.

D. Croyez-vous qu'ils se soumettent à l'acte du timbre , s'il étoit modifié , si on en retranchoit ce qui les blesse , & que le droit fût réduit à quelques points de peu d'importance ?

R. Non ; ils ne s'y soumettront jamais.

D. Comment se fait-il que la population est plus rapide en Amérique qu'en Angleterre ?

R. Parce qu'on s'y marie plus jeune , & plus généralement.

D. Pourquoi cela ?

R. C'est que les jeunes-gens qui ont de l'industrie peuvent facilement obtenir des terres en propre ; & que par-là ils sont en état d'élever une famille.

D. Les gens du commun , ne vivent-ils pas plus à leur aise en Amérique qu'en Angleterre ?

R. Cela doit être s'ils sont sobres & laborieux , parce qu'ils sont mieux payés de leurs peines.

D. Quel seroit votre avis relativement à une autre taxe appuyée sur les même principes que l'acte du timbre ? Comment les Américains l'accueilleroient-ils ?

R. Tout comme celle-ci. Ils ne la payeroient pas.

D. N'avez-vous rien oui dire des résolutions de cette Chambre & de la Chambre des Seigneurs , pour confirmer le droit du Parlement par rapport à l'Amérique , en y renfermant le pouvoir de taxer le Peuple ?

R. J'ai entendu parler de ces résolutions.

D. Comment prendront-elles auprès des Américains ?

R. Ils les regarderont comme injustes & opposées à la constitution.

D. Imaginoit-on en Amérique , avant 1763 , que le Parlement n'eût pas le droit d'y mettre des taxes & des impôts ?

R. Je n'ai jamais entendu contester le droit de mettre des taxes pour régler le commerce ; mais on n'a jamais supposé non plus que le Parlement eût celui de mettre des taxes intérieures , puisque nous n'avons point de représentans au Parlement.

D. Qu'est-ce qui vous fonde à croire que les Habitans de l'Amérique ont fait une telle distinction ?

R. Je fais que toutes les fois qu'il en a été question dans les sociétés , il m'a semblé que



L'opinion de chacun étoit que nous ne pouvions pas être taxés dans un Parlement ou nous n'avions point de représentans. On n'a jamais contesté le payement des droits mis par un acte du Parlement comme réglemens de commerce.

*D.* Pouvez vous citer quelque acte d'assemblée ou quelque acte public d'une des Provinces qui ait fait une semblable distinction ?

*R.* Je n'en puis citer aucun, je crois qu'il n'a jamais été nécessaire de faire un tel acte jusqu'à ce moment ci où vous avez entrepris de nous taxer. Depuis que nous le savons, nos assemblées ont pris des arrêtés par lesquels elles déclarent cette distinction, sur laquelle je crois que chaque assemblée du Continent Américain, & chaque Membre de ces assemblées n'ont qu'un sentiment & qu'une voix.

*D.* Qu'est-ce qui pouvoit donc faire naître des entretiens à ce sujet avant ce tems ?

*R.* Il fut fait en 1754 une proposition (je crois que c'est là l'origine) que dans le cas où la guerre dont on se voyoit menacé viendrait à éclater, les Gouverneurs des Colonies s'assembleroient pour ordonner de lever des troupes, de bâtir des forts, & de prendre toutes les autres mesures nécessaires pour une défense générale, & qu'ils tireroient sur le trésor d'Angleterre pour les sommes employées, qui devoient ensuite être levées

sur les Colonies au moyen d'une taxe générale , qui leur seroit imposée par acte du Parlement. On en raisonna beaucoup, & c'étoit l'opinion de tout le monde que le Parlement ne pourroit imposer ni n'imposeroit aucune taxe, tant que nous n'aurions pas de représentans , parce que cela n'étoit ni juste , ni conforme à la nature de la constitution Angloise.

*D.* Ignorez-vous qu'il fut autrefois question dans la Nouvelle-York de s'adresser au Parlement , pour taxer cette Colonie ; sur ce que l'assemblée avoit refusé ou négligé de lever les sommes nécessaires pour le soutien du Gouvernement Civil ?

*R.* Je n'en ai jamais oui parler.

*D.* Il fut question dans la Nouvelle-York d'user de ce moyen ; or , croyez-vous qu'on s'imaginât que le droit du Parlement fût borné à une seule Province , & au cas seulement d'un déficit de fonds provenant du refus fait par l'assemblée de lever les subides nécessaires ?

*R.* On ne pouvoit pas supposer un cas semblable : une assemblée n'auroit jamais refusé de lever les sommes nécessaires pour le soutien de sa propre administration. Le sens commun lui auroit manqué. Je crois qu'il n'est jamais arrivé rien de semblable à la Nouvelle-York. Je vois là dedans ou un faux exposé , ou un mal - entendu. Je sais qu'on a essayé , par des instructions ministérielles

réelles émanées d'Angleterre , d'obliger les assemblées à fixer un traitement permanent pour les Gouverneurs , & qu'elles ont prudemment refusé d'y consentir, J'ai peine à croire qu'aucune assemblée de la Nouvelle-York , ou de toute autre Colonie ait jamais manqué de soutenir convenablement l'administration en accordant de tems à autres des appointemens aux Officiers publics.

D. Mais si un Gouverneur , ayant des ordres à cet effet exigeoit d'une assemblée de lever les subsides nécessaires , & que l'assemblée refusât d'y acquiescer , ne croyez-vous pas qu'alors il seroit avantageux aux Habitans de la Colonie autant que nécessaire aux intérêts du Gouvernement , que le Parlement les taxât ?

R. Je ne crois pas que cela fût nécessaire : s'il pouvoit y avoir une assemblée assez extravagante pour refuser de lever les sommes requises pour le maintien de son administration , elle ne resteroit pas long tems dans une telle position ; les désordres & le trouble qui en résulteroient lui dessilleroient bientôt les yeux.

D. Si elle persistoit dans son aveuglement , à qui appartient-il d'y remédier , si ce n'est à la Grande-Bretagne ?

R. Je n'aurois aucune objection à faire contre un droit dont on ne se serviroit que dans une telle circonstance , n'y voyant que le plus grand bien des Habitans de la Colonie.

D. En ce cas quel seroit le Juge, la Grande-Bretagne, ou la Colonie?

R. Certainement le meilleur Juge doit être la partie souffrante.

D. Vous dites que les Colonies sont toujours soumises aux taxes extérieures, & qu'elles nient seulement que le Parlement ait le droit de mettre des taxes intérieures. Pouvez-vous prouver qu'il y ait quelque différence entre ces deux taxes à l'égard de la Colonie sur laquelle on les imposeroit?

R. Je crois que la différence est très-grande. Une taxe extérieure est un droit mis sur les denrées d'importation : ce droit est ajouté à leur première valeur, & aux frais qu'elles ont occasionnés ; & lorsqu'elles sont exposées en vente il fait partie de leur prix. Si les Consommateurs ne s'en soucient pas à ce prix, ils s'en passent. On ne les force pas de les payer. Une taxe intérieure au contraire est arrachée aux Habitans sans leur consentement, si elle n'est pas mise par leurs propres représentans. L'acte du timbre porte que nous n'exercerons point de commerce : que nous n'échangerons point nos biens les uns avec les autres : que nous ne pourrons acquérir ni concéder : que ne recouvrerons point de dettes : que nous ne nous marierons point, ni ne ferons de testament sans payer telles & telles sommes ; il a donc pour objet de nous extorquer notre argent, ou de nous

ruiner par les suites qui accompagneroient les refus de payer ce droit.

D. Mais supposons que la taxe ou droit intérieur soit mis sur les choses de premier besoin transportées dans votre Colonie, n'en résultera-t-il pas les mêmes effets que d'une taxe intérieure ?

R. Je ne sache aucun article importé d'Angleterre en Amérique dont les Colonies ne puissent se passer, ou qu'elles ne soient en état de fabriquer elles-mêmes.

D. Est-ce que le drap d'Angleterre ne leur est pas absolument nécessaire ?

R. Non, en vérité : avec de l'industrie & de l'économie, ils peuvent se fournir de tout ce dont ils ont besoin.

D. L'établissement d'une telle manufacture ne demanderoit-elle par beaucoup de tems, & ne souffriroient-ils pas énormément dans cet intervalle ?

R. Je ne le crois pas. Ils ont déjà fait des progrès étonnans ; & je pense qu'avant que leurs habits actuels fussent usés, il pourroient en avoir de neufs de leurs propres fabriques ?

D. L'Amérique Septentrionale leur fourniroit-elle assez de laine pour cela ?

R. Ils ont pris des mesures pour augmenter la laine. Ils ont fait un accord général entr'eux pour ne plus manger d'agneaux ; & il n'y en eut l'année dernière que très-peu de tués. S'ils continuent d'user de cette précaution,

## CCXXIX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ils auront bientôt une immense quantité de laine. Ils n'ont pas besoin d'établir de grandes manufactures comme celles que l'on voit dans les villes où se fabrique le drap, ici & partout où on travaille pour le commerce. Tous les Habitans fileront & travailleront pour eux-mêmes dans leurs propres maisons.

D. Croyez-vous qu'ils aient assez de laines & de fabriques dans un ou deux ans ?

R. Je suis persuadé que trois ans leur suffiront,

D. La rigueur de l'Hyver dans les Colonies Septentrionales ne nuit-elle pas aux laines pour la qualité ?

R. Chez nous la laine est très-belle & très-bonne.

D. Est-ce que dans les Provinces plus Méridionales, comme en Virginie, la laine n'y est pas très-rude & comme une espèce de bourre.

R. Je n'en fais rien, je ne l'ai jamais entendu dire. J'ai cependant été quelquefois en Virginie. Je ne puis pas dire que j'aie donné une attention particulière à la laine de ce pays ; mais je crois qu'elle est bonne, quoique je ne prétende pas en parler avec certitude ; la Virginie & les autres Colonies, au Midi de cette Province, ont moins besoin de laine. Leurs Hyvers sont courts & peu rigoureux ; ils peuvent s'habiller très-bien des étoffes de lin & de coton de leur propre crû, pour le reste de l'année.

D. Les Habitans des Colonies Septentrionales ne sont-ils pas obligés de donner du fourage à leurs moutons, pendant l'hyver ?

R. Dans quelques unes de ces Colonies, ils y sont peut-être obligés pendant une partie de l'hyver.

D. Vû les résolutions du Parlement, quant au droit, pensez-vous que les Habitans de l'Amérique Septentrionale soient satisfaits si l'acte du Timbre est révoqué ?

R. Je crois qu'ils le feront.

D. Pourquoi le pensez-vous ?

R. Je pense que les résolutions, quant au droit, seront à peu-près indifférentes, tant qu'on n'essayera pas de les mettre en exécution. Les Colonies se croiront probablement dans la même situation, à cet égard, que l'Irlande : elles savent que vous prétendez aux mêmes droits par rapport à l'Irlande, mais que vous ne l'exercez jamais : elles s'imagineront peut-être que vous ne l'exercerez jamais dans les Colonies, non plus qu'en Irlande, si ce n'est dans quelque circonstance extraordinaire.

D. Mais qui fera juge de cette circonstance extraordinaire : ne doit-ce pas être le Parlement ?

R. Quant même ce seroit le Parlement, le peuple ne croira jamais qu'il puisse légitimement exercer un semblable droit, tant que les Représentans des Colonies ne sont

pas admis dans le Parlement, & il se persuadera que si l'occasion s'en offroit, il seroit aussitôt ordonné aux Colonies d'envoyer des Représentans.

D. Avez-vous sù que le Maryland a refusé, dans la dernière guerre, de fournir sa quote-part pour la défense commune?

R. L'affaire du Maryland a été fort mal exposée. Cette Province n'a jamais refusé de contribuer ou d'octroyer des secours à la Couronne. Ses assemblées ont voté chaque année, pendant la guerre, des sommes considérables, & formé des Bills pour les lever. Les Bills, conformément à la constitution de cette Province, furent envoyés au Conseil ou Chambre supérieure, pour obtenir son concours & être présentés au Gouverneur afin d'être passés en loix. De malheureuses contestations qui s'éleverent entre les deux Chambres, & qui naissoient principalement des défauts de cette constitution, firent avorter tous les Bills, à l'exception d'un ou deux. Le Conseil des Seigneurs propriétaires les rejetta. Le Maryland, il est vrai, ne donna point sa quote-part; mais ce fut, suivant moi, la faute du Gouvernement & non celle de la Colonie.

D. Ne fut-il pas dit dans les autres Provinces, que c'étoit le cas de s'adresser au Parlement pour lui demander d'exercer la contrainte envers le Maryland?

R. J'ai entendu raisonner de la sorte; mais comme on savoit que cette Colonie ne mé-



ritoit aucun blâme, on ne se servit point d'un tel recours, & on ne fit même aucune démarche à cet égard.

D. N'en fit-on pas la motion dans une assemblée publique?

R. Je n'en ai jamais oui parler.

D. Vous souvenez-vous que le cours du papier monoye ait été arrêté dans la Nouvelle Angleterre par acte d'assemblée?

R. Je me rappelle qu'il fut supprimé dans la Province de Massachusets Bay.

D. Le Sieur Hutchinson, Lieutenant du Gouverneur, n'y étoit-il pas pour beaucoup?

R. On me l'a dit ainsi.

D. Cette loi ne fut-elle pas alors mal accueillie du peuple?

R. Cela peut bien avoir été; mais je suis peu en état d'en parler. J'habitois alors loin de cette Province.

D. La disette d'or & d'argent ne fut-elle pas une raison dont on se servit contre la suppression du papier?

R. Je me l'imagine.

D. Que pense-t-on actuellement de cette loi: est-elle toujours aussi peu goûtée du peuple?

R. Je ne le crois pas.

D. N'a-t-il pas été envoyé quelquefois d'Angleterre aux Gouverneurs, des ordres qui tendoient fort à l'oppression, & qui étoient peu conformes à la bonne politique?

R. Oui , il en a été envoyé de semblables.

D. Quelques Gouverneurs n'ont-ils pas pris sur eux d'y défobéir par cette raison ?

R. Oui , on me l'a dit.

D. Les Américains ont-ils jamais contesté le pouvoir qu'a le Parlement de regler leur commerce ?

R. Non.

D. Peut-on , à moins d'employer les armes , mettre en exécution l'acte du Timbre ?

R. Je ne conçois pas que les armes en puissent favoriser la réussite.

D. Pourquoi pas ?

R. Quand même on enverroit des troupes armées en Amérique , elles ne trouveront personne en état de défense : que feront-elles ? Elles ne pourront pas forcer les Habitans à prendre du papier timbré s'ils ne veulent pas en avoir. Elles n'y trouveront point de rébellion ; mais elles pourront bien en faire naître une.

D. Si l'acte n'est point révoqué , quelles en seront les conséquences ?

R. La perte entière du respect & de l'attachement du peuple d'Amérique pour l'Angleterre , & de tout le commerce qui a pour base ce respect & cet attachement.

D. Comment le commerce s'en ressentiroit-il ?

R. Vous verrez que si l'acte n'est point révoqué , le débit de vos marchandises baissera en très-peu de tems.

D. Peuvent-ils s'en passer ?

R. Oui, assurément.

D. Est-il de leur intérêt de n'en point prendre ?

R. Les marchandises qu'ils tirent de la Grande-Bretagne, sont ou des choses de nécessité, ou de pure commodité ou de luxe. Quant aux premières, telles que du drap, &c. avec un peu d'industrie ils peuvent les fabriquer chez eux : à l'égard des secondes, ils peuvent s'en passer, jusqu'à ce qu'ils soient en état de s'en fournir eux-mêmes ; & quand aux dernières, qui sont la plus grande partie, ils y renonceront sur le champ. Ce sont des articles purement de mode, que l'on achète parce que la mode vient d'un pays que l'on aime, mais qu'on rejettera avec d'autant plus d'humeur. Le peuple a déjà, d'un commun accord, supprimé l'usage de toutes les marchandises qui servent pour les deuils ; & on en a renvoyé pour la valeur de plusieurs mille livres sterl. parce qu'elles ne trouvoient point d'acheteurs.

D. Est-il de l'intérêt des Américains de fabriquer des draps chez eux ?

R. Peut-être gagnent-ils à présent à les tirer de la Grande-Bretagne, j'entends s'ils vouloient les avoir au même degré de perfection. Mais si l'on fait attention aux autres inconvéniens, aux entraves mises à leur commerce, & à la difficulté de faire des remises, il est de leur intérêt de fabriquer tout eux-mêmes.

D. Comment recevraient-ils un acte de réglemens intérieurs joints à une taxe ?

R. Fort mal.

D. Ils ne se soumettroient donc à aucun règlement auquel une taxe seroit jointe ?

R. Ils pensent que si la Couronne a besoin de secours, elle doit, selon l'usage établi anciennement, les demander aux diverses assemblées, qui les octroyeront, comme elles ont toujours fait de plein gré ; & que leur argent ne doit pas être accordé sans leur consentement, par des gens qui, vu leur éloignement, ne peuvent pas juger de leur position & de leurs facultés. Ils n'ont que le moyen d'octroyer à la Couronne des secours pour se rendre agréables à leur Souverain ; & ils pensent qu'il est excessivement dur & injuste qu'un corps dans lequel ils n'ont point de représentans, se fasse un mérite de donner & d'octroyer ce qui ne lui appartient pas, mais à eux, & de les priver d'un droit qu'ils regardent comme du plus grand prix & de la plus grande importance, d'autant qu'il leur assure tous leurs autres droits.

D. Le bureau des postes qu'ils ont admis depuis long-tems, n'est-il pas une taxe aussi bien qu'un règlement ?

R. Non, l'argent payé pour le port d'une lettre, est d'une nature différente de celle d'une taxe. C'est purement un *quantum meruit* pour un service rendu ; personne n'est forcé de payer s'il ne veut pas accepter le

service. On peut, tout comme auparavant, envoyer sa lettre par un domestique, un exprès ou un ami, si on croit le faire à meilleur compte & plus sûrement.

*D.* Mais ne regardent-ils pas les reglemens du bureau des postes, statué par l'acte de l'année dernière, comme une taxe?

*R.* Par le reglement de l'année dernière, le taux du port a baissé généralement jusqu'à près de trente pour cent dans toute l'Amérique; ils ne regarderont certainement pas cette diminution comme une taxe.

*D.* Si le Parlement mettoit une accise, qu'ils pourroient également éviter de payer en ne consommant point les articles qui en seroient chargés, y feroient-ils des objections?

*R.* Ils s'y opposeroient sans doute, parce qu'une accise n'a point de connexion avec un service rendu, que c'est purement un secours qu'ils s'imaginent qu'on leur doit demander, qui doit être octroyé par eux, s'il faut qu'ils payent, & qui ne peut être octroyé par qui que ce soit, qu'ils n'ont pas commis de pouvoirs à cet effet.

*D.* Vous dites qu'ils ne contredisent pas le droit qu'a le Parlement de mettre des taxes sur les marchandises, pour être payées à leur importation. Y a-t-il donc quelque différence entre un droit sur l'importation de marchandises & une accise sur leur consommation?

R. Oui, il y en a une très-essentielle ; les Américains pensent, par les raisons que j'ai déjà alléguées, que vous n'avez point le droit de mettre une accise dans leur pays. Mais la mer est à vous. Vous maintenez, par vos flottes, la sûreté de vaisseaux qui y naviguent, & vous la purgez des pirates ; vous pouvez donc prétendre, avec raison & équité, à retirer quelques douane ou droit des marchandises transportées par cette partie de vos domaines, pour vous indemniser des frais que vous occasionnent les vaisseaux qui servent à assurer le transport.

D. Ce raisonnement auroit-il lieu par rapport à un droit qu'on mettroit sur les productions exportées de l'Amérique ? Et ne s'opposeroit-il pas à un tel droit ?

R. S'il tendoit à en diminuer le débit en les rendant plus chères pour l'étranger, ils s'opposeroient sans doute à un tel impôt, sans nier cependant le droit que vous avez de le mettre ; ils s'en plaindroient comme d'une charge excessive, & vous supplieroient de l'alléger.

D. Le droit sur le tabac exporté n'est-il pas un impôt de cette espèce ?

R. Cet impôt ne s'étend, je crois, que sur le tabac, dont le commerce se fait par cabotage d'une Colonie à l'autre, & qui est appliqué à l'entretien du Collège de Williamsbourg dans la Virginie.

D. Les Assemblées, dans les Indes Occi-

Occidentales , n'ont-elles pas les mêmes droits naturels que celles de l'Amérique Septentrionale ?

R. Sans contredit.

D. N'y a-t-il pas une taxe mise sur leurs sucres exportés ?

R. Je ne connois pas beaucoup les Indes Occidentales ; mais le droit de quatre & demi pour cent sur les sucres exportés, fut, je crois, octroyé par leurs propres assemblées.

D. A combien se monte dans votre Province la capitation sur les Célibataires ?

R. Elle est, je crois, de quinze shelings ; que doit payer chaque Célibataire au-dessus de vingt & un ans.

D. Quel est le montant annuel de toutes les taxes dans la Pensylvanie ?

R. Environ vingt mille livres sterl.

D. Si l'acte du timbre étoit maintenu & introduit par force , pensez-vous que les Américains , dans leur dépit, donnassent autant pour des marchandises de leur cru , & qu'ils les préférassent aux nôtres qui leur sont supérieures.

R. Oui , je le crois. C'est dans la nature de l'homme : une passion nous est aussi chère qu'une autre : soit notre vanité, soit notre ressentiment ; celle que nous trouvons à satisfaire , est celle qui nous coute toujours le moins & nous donne le plus de plaisir.

D. Les Habitans de Boston interromproient-ils leur commerce ?

R. Les Marchands forment le plus petit nombre. Ils seront forcés d'interrompre leur commerce , lorsque personne ne se présentera pour acheter leurs marchandises.

D. De quoi est composé le gros du peuple dans les Colonies ?

R. De Fermiers & de Cultivateurs.

D. Laisseroient-ils leurs productions se gâter ?

R. Non : mais ils cultiveroient moins. Ils fabriqueroient davantage , & ne laboureroient plus que pour leurs besoins.

D. Pourroient-ils se passer de juridiction dans les affaires civiles , & souffrir pendant long tems les désagrémens d'une telle position , plutôt que de prendre le papier timbré , en supposant que ce papier fût appuyé d'une force suffisante pour que tout le monde pût s'en procurer ?

R. Je crois que c'est supposer l'impossible que de dire que le papier timbré seroit assez protégé pour que chacun pût en avoir. L'acte exige qu'on nomme des sous-Distributeurs , dans chaque ville de Comté , dans chaque District & Village , où ils seroient nécessaires. Mais les principaux distributeurs , qui doivent tirer un gain immense du tout , n'ont pas jugé à propos de conserver leur emploi ; & je crois qu'il est impossible de trouver des sous-Distributeurs dignes de confiance , qui , pour le chetif profit qu'ils auroient , s'exposassent à la haine



& aux dangers qui en résultent ; & si on en trouvoit , je crois qu'il seroit impossible de protéger les papiers timbrés dans tant d'endroits éloignés & séparés.

*D.* Mais dans les endroits où ils pourroient être protégés , les Habitans n'aimeront-ils pas mieux s'en servir , que de rester hors d'état de faire valoir leurs droits juridique-ment , ou de poursuivre leurs débiteurs ?

*R.* Il est difficile de dire ce qu'ils feroient en pareil cas. Je ne puis juger de ce que les autres penseront & comment ils agiront , que parce que je sens moi-même. J'ai beaucoup de créances en Amérique , mais j'aimerois mieux renoncer à toute poursuite juridique contre mes débiteurs , que de me soumettre à l'acte du timbre. Leurs dettes ne seront plus à mes yeux que des dettes d'honneur. Je pense que le peuple restera dans cet état , ou qu'il trouvera quelque moyen de se tirer d'embarras , peut-être par un accord général de procéder dans les Cours de justice sans papier timbré.

*D.* Quelles forces pourroient suffire pour protéger la distribution du papier timbré dans chaque partie de l'Amérique ?

*R.* Il en faudroit de considérables , je ne puis point les estimer au juste , si l'Amérique étoit disposée à une résistance générale.

*D.* Combien y a-t-il en Amérique d'hommes en état de porter les armes , ou de milices disciplinées ?

CCXLJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

R. Il y en a , je crois , au moins . . . . .  
(ici on fit une objection contre cette question : le répondant se retira pour laisser la liberté du débat . . . . . Lui rappelé.)

D. Le droit du Timbre , en Amérique , est-il une taxe distribuée avec égalité ?

R. Je ne le crois pas.

D. Pourquoi donc ?

R. La plus grande partie du profit viendrait des procès suivis contre des débiteurs & qui seroient payés par les gens du commun , trop pauvres pour acquitter facilement leurs dettes. C'est donc une taxe onéreuse pour les pauvres , & une taxe sur eux parce qu'ils sont pauvres.

D. Mais cette augmentation de frais ne diminuera-t-elle pas le nombre des procès ?

R. Je ne le crois pas. Les dépens regardent le Débiteur & ils doivent être payés par lui : le Créancier n'en seroit pas moins ardent à l'attaquer en justice.

D. Ne produiroit-elle pas le même effet qu'une usure outrée ?

R. Sans doute ; puisqu'elle tendroit à opprimer le Débiteur.

D. Combien de vaisseaux partent annuellement de l'Amérique Septentrionale chargés de graine de lin , pour l'Irlande ?

R. Je ne puis pas en dire le nombre ; mais je fais qu'en 1752 , dix mille barils de graine de lin , contenant chacun sept boisseaux , furent exportés de Philadelphie pour l'Irlande.

lande. Je présume que la quantité en est beaucoup accrue depuis ce tems, & l'on fait que l'exportation de la Nouvelle-York est égale à celle de Philadelphie.

D. Que fait-on du lin que produit cette graine ?

R. On en fabrique de grosses étoffes de lin & quelques-unes de moyenne espece.

D. Y a-t-il des moulins pour le fer, en Amérique ?

R. Je crois qu'on en compte trois ; mais je pense qu'il n'y en a qu'un seul d'employé actuellement : je présume qu'ils le seront tous, si le commerce ne reprend pas son cours.

D. Y a-t-il des moulins à fouler ?

R. Beaucoup.

D. N'avez-vous pas oui dire que, dans la dernière guerre, on fabriqua dans Philadelphie beaucoup de bas pour l'armée ?

R. Je l'ai oui dire.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, les Américains ne s'imagineroient-ils pas pouvoir forcer le Parlement de révoquer toutes les loix de taxation maintenant en vigueur ?

R. Il est difficile de dire, à un tel éloignement, ce qu'un peuple peut penser.

D. Mais à quoi, selon vous, attribueront-ils la révocation de l'acte ?

R. Ils croiroient qu'on l'a révoqué, parce qu'on est convaincu qu'il étoit mal vû : & ils espéreront que tant qu'il y aura les mêmes

CCXLIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
inconvéniens à appréhender, vous n'entrepren-  
drez point d'en faire de semblables.

*D.* Quels inconvéniens pourroient donc  
en résulter ?

*R.* Des inconvéniens de diverses especes.  
La pauvreté & l'incapacité de ceux qui de-  
voient payer la taxe : le mécontentement  
général qu'elle a fait naître, & l'impossi-  
bilité de forcer les Habitans à s'y soumettre.

*D.* Si l'acte étoit révoqué, & que le Par-  
lement fît éclater son ressentiment contre  
ceux qui se sont opposés à l'acte du timbre,  
les Colonies reconnoitroient-elles l'autorité  
du Parlement ?

*R.* Je ne doute nullement que, si le Par-  
lement révoquoit l'acte du timbre, les Co-  
lonies ne reconnussent son autorité.

*D.* Mais si le pouvoir législatif vouloit  
assurer son droit de taxer, par un acte qui  
imposeroit une taxe (a) modique, mais que  
les Colonies regarderoient comme injuste,  
se soumettroient-elles à cette taxe ?

*R.* On ne s'est point fait ici une idée dis-  
tincte des procédés du peuple Américain.  
La conduite des assemblées a été très-diffé-

---

(a) Le Ministère avoit alors en vue l'impôt sur  
le thé, à l'occasion duquel la Ville de Boston s'est  
soulevée & fut mise en interdit, &c. &c. Il fut en-  
visagé en Amérique comme taxe intérieure de la na-  
ture de celles auxquelles les Anglois n'entendent se sou-  
mettre qu'autant qu'ils y ont donné leur consentement  
par leurs Représentans.

rente de celle de la populace. Il est essentiel d'en faire la distinction. Les assemblées se sont contentées de prendre des arrêtés conformes à ce qu'elles estiment être leurs droits : elles n'ont pris aucunes mesures pour résister par les armes. Elles n'ont bâti aucun fort , levé aucun homme , ni ne se sont pourvues d'aucunes munitions , pour réaliser leur opposition. Elles pensent qu'il faut punir les Chefs de sédition ; elles les puniroient elles-mêmes si elles le pouvoient. Chaque homme sage & judicieux souhaiteroit que les mutins fussent punis, puisqu'autrement il n'y auroit point de sûreté pour la personne ni pour les biens des gens tranquilles. Mais je crois qu'une taxe intérieure , quelque modique qu'elle fût , qui seroit mise par le pouvoir législatif d'Angleterre sur le peuple d'Amérique , seroit rejetée , vû qu'il n'y a point de représentans parmi les Membres qui forment ce pouvoir législatif. Ils ne cesseront jamais de s'y opposer. Ils ne croient pas que vous ayez besoin de lever de l'argent sur eux par vos taxes , parce qu'ils sont & ont toujours été disposés à le faire en se taxant eux-mêmes , & à octroyer des sommes considérables en proportion de leurs facultés , sur la simple demande de la Couronne. Ils en ont non-seulement octroyé d'égales à leurs moyens ; mais pendant toute la dernière guerre , selon le jugement que vous en portâtes vous mêmes , ils allèrent beaucoup au-delà , & leur quote-

## ccxlv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

part fut même sans proportion avec ce qu'elle fournissoit l'Angleterre ; elle se montoit à plusieurs centaines de mille livres qu'elles donnerent de bon cœur & sur le champ , simplement sur une espèce de promesse que leur fit le Secrétaire d'Etat , que le Parlement seroit prié de les indemniser ; & le Parlement fut exhorté à cet effet par le Roi , & de la maniere la plus honorable pour eux.

L'Amérique a été fort maltraitée & fort injuriée en Angleterre dans les feuilles périodiques & dans les discours publics ; on lui a reproché d'être ingrate , déraisonnable & injuste , parce que , disoit-on , elle avoit occasionné à cette nation des frais énormes pour sa défense , & parce qu'elle résistoit d'y participer. Les Colonies leverent , payerent & habillerent près de vingt-cinq mille hommes pendant la dernière guerre : nombre égal à celui des troupes qu'envoya la Grande-Bretagne , & bien au-delà de leur quote-part. Elles contracterent de grosses dettes , & toutes leurs taxes & biens y sont hypothéqués pour plusieurs années encore. L'administration le sentit alors très-bien : les Colonies furent recommandées au Parlement. Le Roi envoyoit chaque année un message à cet effet à la Chambre des Communes : ce message portoit que Sa Majesté touchée du zèle & de l'ardeur avec laquelle ses fideles Sujets dans l'Amérique Septentrionale

s'étoient portés à défendre les droits & les possessions de Sa Majesté, prioit la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens de les indemniser convenablement. Vous trouverez ce message sur vos propres Journaux à chaque année de guerre. Vous accordâtes en conséquence 200,000 livres sterl. pour être distribuées annuellement aux Colonies à titre d'indemnité. C'est bien la preuve la plus forte, que les Colonies, loin de refuser de participer aux charges, donnerent au-delà de leur quote-part, car si elles eussent moins fait, ou qu'elles eussent simplement fourni leur contingent, il n'y auroit pas eu lieu à les indemniser. Les sommes qu'on leur remboursa n'étoient aucunement proportionnées aux frais qu'elles avoient faits au-delà de leur quote-part, mais elles ne s'en plaignirent point; l'indemnité la plus précieuse pour elles, se trouvoit dans les louanges que leur Souverain & cette Chambre donnoient à leur zèle & à leur fidélité. Il n'étoit donc pas besoin d'un acte, tel que celui du timbre, pour arracher de l'argent à un peuple disposé à en accorder. Les Colonies n'avoient point refusé de donner les sommes nécessaires pour remplir l'objet de l'acte. On ne leur en avoit fait aucune demande; elles étoient toujours prêtes à faire ce qu'on pouvoit raisonnablement attendre d'elles, & c'est sous ce point de vue qu'elles souhaitent qu'on les envisage.

D. Supposé que la Grande-Bretagne fût engagée dans une guerre en Europe, est ce que l'Amérique Septentrionale ne contribueroit pas à la soutenir ?

R. Je crois qu'elle y contribueroit autant que le lui permettroit sa position. Les Colonies se regardent comme faisant partie de l'Empire Britannique, & comme ayant les mêmes intérêts : peut-être en Angleterre, veut-on les regarder comme un peuple étranger, mais ce n'est pas ainsi qu'elles l'entendent. Elles sont remplies du plus véritable zèle pour la gloire & les succès de la nation Angloise, & tant qu'elles seront bien traitées, on les verra toujours prêtes à la soutenir autant que leurs moyens bornés le leur permettent. En 1739 on leur demanda du secours pour l'expédition contre Carthagène, & elles envoyèrent 3000 hommes à votre armée. Carthagène, il est vrai, est en Amérique, mais elle est aussi éloignée des Colonies Septentrionales que si elle étoit en Europe. Elles ne restreignent le devoir qu'elles se font de secourir l'Angleterre dans les guerres, par aucune distinction de pays. Je fais qu'on prétend communément ici que la dernière guerre fut entreprise pour la défense ou pour les intérêts de l'Amérique. Mais c'est une erreur. La guerre commença pour les limites entre le Canada & la Nouvelle Ecosse, au sujet de territoires sur lesquels la Couronne formoit à la vérité des



prétentions , mais qui n'étoient réclamés par aucune Colonie Angloise : aucune des terres contestées n'avoit été concédée à des Colons ; cette dispute ne nous regardoit donc pas. Quant à l'Ohio , le différend s'éleva au sujet du droit que vous disiez avoir , de faire la traite chez les Sauvages , droit que vous avez acquis par le traité d'Utrecht , & que les François avoient violé. Ils se saisirent des Traiteurs & de leurs marchandises tirées de vos manufactures : ils prirent un fort , qu'une Compagnie de vos Marchands & leurs Facteurs & Correspondans avoient construits pour assurer ce commerce. Braddock fut envoyé à la tête d'une armée pour reprendre ce fort & pour protéger votre commerce. Vous regardiez la possession de ce fort , comme un nouvel empiétement des François sur le territoire du Roi. Ce ne fut qu'après la défaite de Braddock que les Colonies furent attaquées. Jusques-là elles avoient joui d'une paix profonde avec les François & les Sauvages. Ce ne fut donc point pour leur défense , que vous envoyâtes des troupes en Amérique. Quoique le commerce avec les Sauvages se fasse en Amérique , ce ne sont pas les Américains qui en recueillent les fruits. Les Fermiers & les Cultivateurs sont la majeure partie des Habitans de l'Amérique. Il est très peu de leurs productions qui soient un article de commerce avec les Sauvages. Les Anglois ont tout l'avantage de ce commerce. Il se fait

## ccxlix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avec des marchandises Angloises au profit des marchands & des fabriquans Anglois. Ainsi la guerre ayant commencé pour défendre des territoires de la Couronne, qui n'étoient la propriété d'aucun Américain, & pour le maintien d'un commerce purement Anglois, c'étoit réellement une guerre Angloise, cependant les Habitans de l'Amérique ne balancerent pas un moment à contribuer de tout leur pouvoir à la soutenir, & à lui procurer une issue heureuse.

*D.* Est-ce que vous ne regardez pas les Américains, comme partie intéressée, lorsqu'il s'agit de prendre possession des droits territoriaux du Roi, & de fortifier les frontières?

*R.* Ils ne sont pas intéressés particulièrement, mais conjointement avec les Anglois.

*D.* Vous ne niez pas que la guerre antérieure, celle avec l'Espagne, n'ait été entreprise à cause de l'Amérique. Des prises faites dans les parages de l'Amérique n'y donnerent-elles pas lieu?

*R.* Oui; mais c'étoient des prises de vaisseaux qui y faisoient le commerce Anglois avec des marchandises Angloises.

*D.* La dernière guerre avec les Sauvages, depuis la paix avec la France, n'étoit-elle pas une guerre pour l'Amérique seulement?

*R.* Il est vrai qu'elle regardoit l'Amérique plus particulièrement que la précédente; mais elle n'en étoit qu'une suite: les Sauvages

n'avoient pas été entièrement pacifiés, & les Américains essuyèrent la plus grande partie des frais. L'armée du Général Bouquet termina cette guerre. Il n'y avoit pas plus de 300 Soldats de troupes Angloises, & plus de 1000 Pensilvains.

D. Est-ce qu'il ne faut pas envoyer des troupes en Amérique pour défendre les Américains contre les Sauvages ?

R. Nullement; cela ne fut jamais nécessaires. Ils ont sù se défendre, quand ils n'étoient qu'une poignée d'hommes, contre les Sauvages qui étoient en beaucoup plus grand nombre : ils ont gagné continuellement du terrain, & ils ont repoussé les Sauvages au-delà des montagnes, sans qu'on envoyât aucunes troupes à leur secours. Comment peut-il être nécessaire d'envoyer aujourd'hui des troupes pour les défendre contre ces tribus de Sauvages dont le nombre est si diminué, les Colonies étant devenues depuis ce tems-là si peuplées & si fortes ? Elles sont plus que jamais en état de se défendre elles-mêmes.

D. N'avez vous pas dit qu'il n'y avoit pas eu plus de trois cent Soldats de troupes réglées Angloises, employés dans la dernière guerre contre les Sauvages ?

R. Il n'y en eut pas davantage sur l'Ohio ou sur les frontieres de Pensilvanie, où étoit le principal foyer de la guerre qui regardoit les Colonies. Il y avoit des garnisons à Niagara, au fort détroit & dans les postes

éloignés gardés pour l'intérêt de votre commerce. Je ne les ai pas comptés, mais je crois qu'en tout, le nombre des Américains ou des troupes Provinciales employées dans la guerre, surpassoit celui des troupes. Je n'en suis pas sûr, mais je le pense ainsi.

D. Croyez-vous que les assemblées Américaines aient le droit de lever de l'argent sur les Sujets pour l'octroyer à la couronne ?

R. Je le crois assurément. Elles l'ont toujours fait.

D. Connoissent-elles la *déclaration des droits* ; & savent-elles, qu'en vertu de ce statut, il ne doit être levé d'argent sur les Sujets qu'avec le consentement du Parlement ?

R. Elles la connoissent très-bien.

D. Comment peuvent-elles donc prétendre avoir le droit de lever de l'argent pour la Couronne, ou pour d'autres objets qui ne seroient pas limités au lieu ?

R. Les Américains entendent que cette clause ne regarde que les Sujets en dedans du Royaume : savoir qu'aucune somme d'argent ne peut être levée sur eux pour la Couronne qu'avec le consentement du Parlement. On ne regarde pas les Colonies comme étant en dedans du Royaume : elles ont des assemblées qui sont leur Parlement : & elles sont à cet égard dans la même position que l'Irlande. Lorsqu'il faut lever de l'argent pour la Couronne sur les Sujets en Irlande, ou dans les Colonies, le consentement du Parlement

d'Irlande ou des assemblées des Colonies est nécessaire. Elles croient que le Parlement de la Grande-Bretagne, ne peut convenablement donner ce consentement, tant qu'il n'admettra point de représentans de l'Amérique parmi ses Membres; car la *déclaration des droits* porte expressement, que le consentement général du Parlement est requis à cet effet; & les Habitans de l'Amérique, n'ont point de représentans dans le Parlement, qui fassent une partie de ce consentement général.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & qu'on passât un acte qui ordonnât aux assemblées des Colonies d'indemniser ceux qui ont souffert des dommages par la sédition, y obeiroyent-elles?

R. C'est une question à laquelle je ne puis pas répondre.

D. Supposé que le Roi exigeât que les Colonies octroyassent un revenu, & que le Parlement s'y opposât, croyez-vous qu'elles pussent octroyer un revenu au Roi, sans le consentement du Parlement de la Grande-Bretagne?

R. C'est une question fort délicate. — Pour moi je croirois être libre de le faire, & je le ferois, si j'en approuvois le motif.

D. Lorsqu'on a levé de l'argent dans les Colonies sur les demandes qui en ont été faites, cet argent n'a-t'il pas été octroyé au Roi?

R. Oui, il l'a toujours été; mais les demandes étoient fondées sur quelque service énoncé,

cclij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
comme pour lever , habiller & payer des  
troupes , & non pas pour avoir de l'argent  
seulement.

D. Si l'acte qui exigeroit que les assemblées  
de l'Amérique , indemnifassent ceux qui ont  
souffert par les séditions , verroit à passer , &  
qu'elles ne s'y soumissent pas , & qu'ensuite  
le Parlement mît par un autre acte , une taxe  
intérieure , s'y soumettroient-elles ?

R. Les Habitans ne payeront aucune taxe  
intérieure , & je pense qu'un acte pour forcer  
les assemblées à indemniser est inutile , car je  
présume , qu'aussi-tôt que la fermentation  
actuelle aura cessé ; elles examineront la chose ,  
& si la justice veut qu'on la fasse , elles le feront  
d'elles-mêmes.

D. Ne vient-il pas souvent des lettres aux  
bureaux de poste en Amérique , pour quelque  
ville intérieure où il ne va pas de poste ?

R. Oui , il en vient.

D. Le premier venu peut-il lever ces  
lettres en se chargeant de les porter à leur  
adresse ?

R. Oui. Tout ami de la personne le peut  
faire en payant le port.

D. Mais ne faut-il pas qu'il paye une aug-  
mentation de poste , à cause de l'éloignement  
de cette ville ?

R. Non.

D. Le Maître de Poste est-il en droit de  
livrer la lettre sans qu'on lui ait payé ce  
port ?

R. Assurément; on ne peut rien demander lorsqu'il ne rend point de service.

D. Si une personne qui seroit loin de chez elle, trouvoit dans un bureau de poste, une lettre à son adresse: qu'elle habitât dans un endroit où la poste va communément: que la lettre fût adressée pour cet endroit, le Maître de Poste lui livreroit il cette lettre, sans qu'elle lui payât le port dû à l'endroit pour lequel la lettre est adressée?

R. Oui. Le bureau ne peut point exiger de port, pour une lettre qu'il ne porte pas, ni pour une distance où il ne la porte pas.

D. Les Passeurs de Bacq en Amérique ne sont-ils pas obligés par acte du Parlement, de passer les postes gratis.

R. Oui, il le sont.

D. Cela n'est il pas une taxe sur les Passeurs de Bacq?

R. Cela ne leur paroît pas ainsi, parce qu'ils retirent du profit des personnes qui voyagent avec la poste.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & que la Couronne exigeât des Colonies une somme d'argent; l'octroyeroient-elles?

R. Je le crois.

D. Sur quoi fondez-vous cette opinion?

R. Je puis répondre de la Colonie dans laquelle j'habite. L'assemblée m'avoit donné la commission d'assurer le Ministère, qu'elle regarderoit toujours comme son devoir ainsi qu'elle l'avoit fait jusqu'à présent, d'octroyer

cclv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des secours proportionnés à ses facultés ; toutes les fois qu'il seroit nécessaire, & qu'ils seroient demandés de la maniere requise par la constitution. J'ai eu l'honneur de m'acquitter de cette commission auprès du Ministre d'alors.

*D.* Les Colonies seroient-elles aussi bien disposées dans une occasion, où l'Angleterre seroit seule intéressée, s'il s'agissoit d'une guerre dans quelque partie de l'Europe, qui ne les regardât pas ?

*R.* Elles seront toujours prêtes à accorder des secours, toutes les fois que l'intérêt commun l'exigera, elles se regardent comme faisant partie du tout.

*D.* Quelle est la maniere constitutionnelle de demander des secours d'argent aux Colonies ?

*R.* C'est par une lettre du Secrétaire d'Etat.

*D.* Ne faut-il qu'une lettre du Secrétaire d'Etat ?

*R.* J'entends que la voie ordinaire pour demander des secours, est une lettre circulaire du Secrétaire d'Etat, envoyée par l'ordre de Sa Majesté : dans cette lettre le motif est exposé, & on y exhorte les Colonies à octroyer des secours tels qu'on peut les attendre des Sujets loyaux, & qui soyent proportionnés à leurs facultés.

*D.* Le Secrétaire d'Etat à-t-il jamais écrit pour lever de l'argent pour la Couronne ?

*R.* Lorsque ces demandes ont eu lieu,



c'étoit pour lever , habiller & payer des troupes ; ce que l'on ne peut faire sans argent.

*D.* Octroyeroient-elles de l'argent seulement , si on leur en demandoit , sans objet déterminé ?

*R.* Je pense qu'elles donneroient de l'argent aussi bien que des troupes , si elles avoient ou qu'elles pûssent faire du papier monnoye.

*D.* Si le Parlement révoquoit l'acte du timbre , l'Assemblée de Pensylvanie annulerait-elle ses arrêtés ?

*R.* Je ne le crois pas.

*D.* Avant qu'il fût question de l'acte du timbre , les Colonies desiroient-elles d'avoir des représentans dans le Parlement ?

*R.* Non.

*D.* Ignorez-vous que dans la Charte de Pensylvanie , le Parlement s'est réservé expressément le droit de mettre des taxes en Amérique ?

*R.* Je fais qu'il y a une clause dans la Charte , en vertu de laquelle le Roi promet qu'il ne levera aucunes taxes sur les Habitans , autrement qu'avec le consentement de l'assemblée ou par acte du Parlement.

*D.* Comment l'assemblée de Pensylvanie pouvoit-elle donc prétendre que de mettre une taxe sur l'Amérique par l'acte du timbre , étoit une atteinte à leurs droits ?

*R.* Voici comme elle l'entend : par la même Charte , & d'ailleurs les Américains ont droit

à tous les privilèges libertés & franchises des Anglois ; les assemblées voyent dans les grandes Chartres ainsi que dans la *petition & dans la déclaration des droits*, quel'un des privilèges des Sujets Anglois , est de ne pouvoir être taxés que de leur consentement : en conséquence elles ont toujours compté depuis le premier établissement de cette Province , que le Parlement ne s'arrogeroit , ni ne pourroit s'arroger , sous prétexte de cette clause de la Charte , le droit de les taxer , jusqu'à ce qu'il en eût acquis la faculté en admettant des représentans du peuple à taxer , qui doivent participer à ce consentement général.

D. Y a-t-il quelques termes dans la Charte qui justifient cette interprétation ?

R. Les droits communs à tous les Anglois , tels qu'ils sont énoncés par la grande Charte , & la petition de droit , tout la justifie.

D. Y a-t-il quelque distinction entre taxes intérieures & extérieures dans les termes de la Charte ?

R. Je ne le crois pas.

D. Ne seroit-il donc pas possible par la même interprétation de réfuter le droit de taxation extérieure du Parlement ?

R. On ne l'a jamais fait jusqu'à présent : l'Angleterre a essayé depuis peu de nous prouver qu'il n'y a pas de différence , & que si elle n'avoit aucun droit de nous taxer intérieurement , elle n'en a de même aucun de nous taxer extérieurement ou de faire d'autres  
loix

loix pour les astreindre. Nos Américains ne raisonnent pas maintenant de la sorte, mais avec le tems peut-être sentiront-ils la force de ce raisonnement.

D. Les arrêtés de l'assemblée de Pensylvanie ne portent-ils pas sur toutes les taxes ?

R. Ils portent seulement sur les taxes intérieures ; les mêmes expressions ne sont pas toujours entendues de même ici & dans les Colonies. Par le mot *taxes*, nous entendons des taxes intérieures ; par celui de *duties* droits, nous entendons les douanes.

D. N'avez-vous pas vu les arrêtés de l'assemblée de Massachusett'sbay ?

R. Je les ai vus.

D. Ne disent-ils pas que le Parlement ne peut imposer des taxes ni extérieures ni intérieures ?

R. Je ne sache pas qu'ils aient dit rien de semblable ; je ne le crois pas.

D. Si la même Colonie affirmoit qu'on ne peut mettre ni taxe, ni *imposition*, ne seroit-ce pas déclarer que le Parlement n'est autorisé à mettre aucun des deux ?

R. Je présume que par le mot *imposition* les Américains n'entendent point les droits sur les marchandises importées, comme réglemens de commerce.

D. Que peuvent donc entendre les Colonies par *imposition* si ce n'est des taxes ?

R. Elles peuvent entendre plusieurs choses : comme les enrôlemens forcés, les corvées

cclix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour voitures ou chevaux, les logemens de gens de guerre & autres choses semblables; il peut y avoir dans ce sens de lourdes *impositions* qui proprement ne soient pas des taxes.

D. L'argent levé par le Bureau des Postes n'est-il pas une taxe intérieure mise par acte du Parlement?

R. J'ai répondu à cette question.

D. Toutes les parties des Colonies sont-elles également en état de payer des taxes?

R. Non assurément. Les parties des derrières qui ont été ravagées par l'ennemi, ont beaucoup souffert; c'est pourquoi dans de semblable occasions, nos loix de taxation y ont ordinairement égard.

D. Pouvons-nous, étant aussi éloignés juger de l'égard qu'il convient d'y avoir?

R. Le Parlement l'a présumé, lorsqu'il a voulu s'arroger le droit de faire des loix de taxation pour l'Amérique. Pour moi je pense que cela est impossible.

D. La révocation de l'acte du timbre fera-t-elle ralentir vos manufactures? Ceux qui ont commencé à fabriquer cesseront-ils de le faire?

R. Oui, je le crois, sur-tout si en même-tems le commerce reprend son cours, de sorte que les remises puissent se faire aisément. Je suis fondé à penser ainsi d'après plusieurs exemples. Dans l'avant dernière guerre le tabac ayant baissé, & donnant lieu

à peu de remises , les Habitans de la Virginie se mirent à manifacter. Lorsqu'ensuite le tabac eut repris faveur & qu'on leur en demandoit davantage en Angleterre , ils revinrent à l'usage des manufactures Angloises. On se servoit très-peu de moulins à fouler dans la dernière guerre en l'ensylvanie , parce que le papier monnoye d'Angleterre y abondoit , & que les remises pour tirer des draps & autres marchandises Angloises pouvoient se faire aisément à la Grande-Bretagne.

*D.* Si l'acte du timbre étoit révoqué , cela porteroit-il les assemblées de l'Amérique à reconnoître le droit qu'à le Parlement de les taxer , & casseroient-elles leurs arrêtés ?

*R.* Non , jamais.

*D.* N'y a-t-il pas de moyens de les y contraindre ?

*R.* Je n'en sache aucun , elles n'y consentiront jamais à moins qu'elles n'y soient forcées par les armes.

*D.* Y a-t-il une puissance sur terre qui puisse les y forcer ?

*R.* Les opinions sont libres : aucune Puissance , quelque grande qu'elle soit ne peut forcer les hommes à en changer.

*D.* Les Colonies regardent-elles le Bureau des Postes comme une taxe ou comme un règlement ?

*R.* Elles le regardent , non comme une taxe , mais comme un règlement & une chose

cclxj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

de convenance. Chaque assemblée a favorisé & soutenu cet établissement dès sa naissance, par des octrois d'argent, ce qu'elles n'eussent pas fait autrement ; & les Habitans ont toujours payé le port de leurs lettres.

D. Quand reçues-vous les ordres dont vous avez parlé ?

R. Je les ai apportés avec moi , il y a environ quinze mois.

D. Quand en avez - vous fait part au Ministre ?

R. Aussi-tôt après mon arrivée , pendant qu'on délibéroit sur l'acte du timbre , & avant le que Bill ne fut proposé.

D. Ne seroit-il pas plus avantageux à la Grande - Bretagne que l'on cultivât le tabac en Virginie , au lieu d'y établir des manufactures ?

R. La culture du tabac est sans doute plus avantageuse.

D. En quoi les Américains faisoient-ils consister leur principale gloire ?

R. A pouvoir satisfaire leur goût , par le moyen des modes & des manufactures de la Grande-Bretagne.

D. Et aujourd'hui qu'est-ce qui les flatteoit le plus ?

R. Ce seroit de reprendre leurs vieux habits & de les porter jusqu'à ce qu'ils pussent s'en faire eux-mêmes de neufs.

*Fin de l'interrogat.*

PEUT-ETRE bien , Monsieur , avez vous déjà vu ce morceau intéressant dans d'autres Recueils François ; mais il étoit essentiel de l'offrir de nouveau à votre considération , vû les circonstances actuelles ; & j'aurois pû d'autant moins m'en dispenser , que j'en ai un autre à vous faire connoître dont il est le prélude nécessaire. Je renvoye à ma prochaine lettre ce dernier , qui , je crois , n'a point encore eu de publicité , au moins hors de l'Angleterre. Ce sont diverses questions faites de la part des Ministres Anglois , en 1769 , à M. le Docteur Franklin & ses réponses. L'affaire des taxes y est discutée d'après les changemens apportés au fonds de la querelle , par la révocation de l'Acte du timbre , par l'acte déclaratoire & par la création d'une autre espèce d'impôts intérieurs , retirés ensuite & n'existant plus que dans le seul article du thé. Avec le secours de ces deux écrits , il n'y aura aucun point des propositions d'arrangement attendus de la part de Milord North , que vous ne soyez en état d'apprécier à sa juste valeur.

Ces commentaires de paix ne me font point oublier que vous en désirez aussi sur la guerre , & que le 7 Janvier il est arrivé des nouvelles de l'armée des Freres Howe , dont le Ministère a cru avoir grand sujet de se réjouir , quoiqu'à les bien examiner , elles n'ayent point rendu l'état de ses affaires beaucoup meilleur. Vous avez pu juger , par

le peu de sensation qu'elles ont produit à la Bourse pour relever le crédit, prodigieusement baissé depuis le premier de ce mois, que le public éclairé n'a point regardé ces succès comme un gage assuré de la prochaine fin de cette guerre exécrationnelle. Vous verrez, par les observations suivantes, s'ils promettent seulement que l'armée du Général Howe passe un hyver bien tranquille dans Philadelphie. Je vous ferai lire ensuite deux écrits qui vous expliqueront les vraies causes de la secousse que le crédit Anglois a reçue, & d'après lesquels vous conclurez que l'Angleterre touche réellement à sa dernière ruine, c'est-à-dire, qu'il lui faudra renoncer à toute la consistance politique parmi les Nations de l'Europe, si dans le court espace de cet hyver elle n'a pas regagné, par ses négociations, ce que lui ont fait perdre trois malheureuses campagnes & quinze années de mauvaïse administration.

*A NOS GUIDES.*

MY LORDS ET MESSIEURS,

» Vous nous donnez enfin une gazette extraordinaire pour nous annoncer, avec le plus grand appareil, la réduction de deux ou trois forts en (a) terre qui auroient empêché

---

(a) On avoit eu toutes les peines possibles à établir du canon sur l'Isle de *Mud*, qui est une Isle de vase.



votre armée de changer de position , c'est-à-dire de s'enfuir comme elle a fait de Boston & des Jerseys ».

» Que nous apprenez-vous de plus ? Les Officiers de la Marine , ainsi que les Matelots , se sont comportés avec la plus grande bravoure dans le service pour lequel ils étoient commandés. A cela nous nous écrierons , n'est-il pas bien douloureux que d'aussi braves gens ne soient pas employés à des opérations plus propres à terminer promptement la guerre ! Quoiqu'il en soit , les deux Freres se congratulent avec la plus grande cordialité sur leurs exploits respectifs , sans se donner seulement la peine de faire pressentir l'avantage que la nation tirera de leurs opérations , sans nous dire comment notre flotte & notre armée seront garanties de toutes les entreprises que l'ennemi pourra tenter pendant un long & rigoureux hyver , séparées comme elles le sont l'une de l'autre , & continuellement environnées d'une foule d'ennemis actifs & infatigables , dont les forces se grossissent journellement. Il y a ici des gens qui ne sont pas sans inquiétude sur le sort du Chevalier Howe. Selon eux , il pourroit bien lui arriver la même chose qu'à Burgoyne. Et alors que deviendra la flotte , sa navigation étant toujours obstruée *par ces vilains chevaux de frise* ? Quand cette occasion favorable de les enlever se présentera-t-elle ? Ce ne sera point dans le fort de la gelée ou des neiges ,

ou pendant les ouragans de l'hyver? que feront donc alors les vaisseaux Anglois dans les ports ou sur les rivières de l'ennemi? «

» Vos Généraux ne nous disent pas un mot du Général Washington, ni de l'armée qui est sous ses ordres, ni des opérations d'aucune des deux grandes armées qui sont presque en présence l'une de l'autre. Nous ne savons rien de la position, de la force & de l'état de l'armée Rebelle, ni de ce qu'on a fait pour mettre la nôtre à l'abri de tout danger ou surprise de sa part «.

» Il n'est nullement question du Général Clinton & de sa garnison à New-York; & on nous laisse ignorer si nos troupes y éprouvent toutes les horreurs d'un siège ou si elles n'y sont que bloquées: ou bien si elles y vivent dans les plaisirs & dans l'abondance. Nous sommes aussi peu instruits sur le sort du Général Vaughan & de son détachement. Est-il revenu triomphant de sa périlleuse excursion, ou sera-t-il tombé comme Burgoyne dans les filets de l'ennemi? «

» Il y avoit dans la flotte des Officiers tels que l'Amiral Chevalier Peter Parker & le Commodore Hotham. Sont-ils vivans ou morts? C'est ce qu'on laisse à deviner à leurs amis & au public. On ne trouve seulement pas leurs noms dans les dépêches du Lord Howe, ni du Général son frere, à moins que, par l'Amiral à *Rhode-Island*, le Lord Howe ne désigne le Chevalier Parker. Là

dessus permis à tout le monde de penser ce que bon lui semblera «

Mais, ce qu'il y a de plus remarquable dans cette gazette, c'est que le Général Howe a totalement oublié de reprendre le fil de son histoire de l'armée, depuis sa lettre datée du 25 Octobre (insérée dans la gazette extraordinaire du 2 Décembre) jusqu'au 18 de Novembre; ce qui fait une lacune de vingt-quatre jours dans sa narration. Cette omission vient-elle du Général, ou de ce que vous auriez mutilé sa dépêche? Devons nous enfin l'attribuer à la négligence de l'Auteur, ou à la circonspection des Editeurs?

Signé, *Philo patriæ.*

DES LETTRES arrivées de la Flotte Angloise ont rapporté divers détails qui ne se trouvent point dans les dépêches des deux Freres. Dans l'intervale du 25 Octobre au 18 Novembre, il y avoit eu une affaire des plus vives à *Province-Island*, & les troupes du Roi en avoient été repoussées avec une perte très-considérable, laissant en outre aux Américains 50 prisonniers & plusieurs Officiers du dixieme régiment. — Le Chevalier Howe fait regarder la navigation comme parfaitement libre sur le *Delavare*, au moins pour les Frégates & les Bâtimens de transport, & cependant on a des nouvelles certaines, que le *Craford* & la *Julienne*, deux bâtimens de

eclxvij AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE  
transport se sont perdus sur les *Chevaux de frise*. Ces mêmes nouvelles ajoutent que ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que les subsistances nécessaires arrivent à Philadelphie , parce que le Lord Howe n'a pu avoir que sept hommes du pays , en état de conduire les bâtimens au milieu de cette multitude d'Ecueils. Le Delavare , au-dessus de Philadelphie , ne fournit pas des vivres avec plus d'abondance à la ville & à l'armée , parce que quelques galeres Américaines ont remonté très haut dans cette rivière , & qu'elles empêchent toutes les subsistances d'y arriver par eau , tandis que les troupes légères de Washington écartent ou enlèvent ceux que l'armée Angloise réussiroit à se procurer par terre. L'état de l'armée navale n'est pas plus heureux. Tous les vaisseaux que les glaces surprendront dans la rivière Delavare , seront infailliblement brûlés. L'eau douce de cette rivière a séché & déjoint tous les Bordages ; ils ont souffert ce préjudice après une navigation des plus laborieuses de la Nouvelle-York à la Baye de Chésapeak , & si on ne leur donne pas très-incessamment un nouveau doublage, c'est une flotte entière perdue pour toujours. Vingt-cinq millions tournois ne suffiroient pas pour en construire une semblable , seulement en frégates de guerre & vaisseaux de force : je ne parle point des bâtimens de transport. Le surplus de cette armée navale croisoit depuis la Floride jusqu'à l'embouchure du Delavare ;

mais on fait que c'est peine perdue dans l'hiver & dans les brumes. Tout cela n'offre pas une perspective bien riante pour l'hivernage.

Vous avez vu dans la lettre du Général Howe qu'il comptoit marcher incessamment à Washington. On prétend, mais je ne vous l'assure point, qu'il a tenté de réaliser ce projet le 5 Décembre; mais qu'il a trouvé Washington trop fort dans ses retranchemens à *White-Marsh*, bourgade éloignée de cinq lieues de Philadelphie. On ajoute que le 15 M. le Chevalier Howe étoit encore dans Philadelphie. Ce Général jugeoit très bien sa position, & n'avoit point attaché une grande importance à la prise des forts, puisqu'il ne s'est servi que du paquebot ordinaire & de l'occasion d'un Officier qui revenoit par congé pour en donner la nouvelle à la Cour. On croit que Mylord Germaine, son ennemi, a affecté de publier sa dépêche par une Gazette extraordinaire pour grossir les torts & les ridicules qu'il s'attache à lui donner. Il passe pour certain que ce Lord a reçu à ce sujet, une visite qui lui a causé les mêmes agitations que Mylord Suffolk a ressenties à la lecture de certaines lettres qui lui sont arrivées de Paris. Mylady Howe, Douairière, s'est rendue chez ce Ministre, elle lui a dit nettement, *qu'au retour de ses fils il trouveroit à qui parler : que les outrages qu'on ne cessoit de leur faire dans les papiers publics*

partoient de ses Bureaux, & que jamais de sa vie, elle n'avoit autant regretté d'être femme. C'est ce qui a fait dire assez plaisamment que c'étoit le cas de prendre pour second la Chevaliere d'Eon. Il est heureux pour ces deux Lords que cette héroïne se trouve absente de l'Angleterre. La Pallas de Tonnerre verroit en eux des ennemis dignes d'elle, & sur qui il lui seroit doux de venger à la fois sa nation & son sexe.

Mylord Germaine n'est pas plus à son aise avec le Lord Barrington, Secrétaire de la guerre: il s'est élevé de vives querelles entre eux pour des nominations d'emplois dans les nouveaux régimens; & en général le Conseil est divisé. Les uns insistent pour une guerre littorale seulement: Mylord Germaine est de cet avis: d'autres conseillent une guerre sur terre: d'autres la paix; ce sont les plus sages, aussi est-ce le petit nombre. Comme leur avis ne prévaut point, les Freres Howe seront rappelés, & on croit que le Lord Amherst & le Général Murray, qu'on fait revenir de Minorque, partageront entre eux le commandement des armées.

Comme les Freres Howe n'ont point parlé de l'armée de Clinton, vous serez bien aise sans doute de savoir ce que quelques lettres m'en ont appris. — Il subsiste toujours de la méfiance entre ce Général & le Chevalier Howe, à qui il a été contraint d'envoyer quatre régimens, quoiqu'il n'eût pas à beau-

coup près les forces nécessaires pour se maintenir dans la Nouvelle - York & dans les postes voisins qu'il lui a fallu évacuer. Il a craint le sort du Lord Percy , qui avoit refusé les secours que le Général Howe lui avoit demandés , & à qui cette résistance a fait perdre le fruit de tous ses travaux précédents. Il est certain que plusieurs corps Américains commandés par le Général Putnam , âgé de 72 ans , environnoient l'Isle de New-York le 16 Novembre , & que la Ville se croyoit si proche du moment où elle repasseroit sous la domination des Etats - Unies , que le papier du Congrès y avoit cours sur le pied de quatre shillings du pays pour un shilling sterling. ( Le pair est de 175 pour 100 ) ce qui est une valeur considérable, quoiqu'encore éloignée du pair. — Les marchandises d'Angleterre y foisonnoient au point , que malgré les primes d'assurance , le fret &c. elles se donnoient à meilleur marché qu'à Londres. — On prétendoit y compter dix-sept mille hommes de garnison ; mais les quatre cinquièmes étoient des provinciaux enrôlés de force , & dont la fidélité est très-suspecte ainsi que l'expérience l'a démontré. Les vaisseaux étoient distribués dans les stations les plus favorables pour couvrir la ville ; mais s'ils y étoient pris par les glaces on s'attendoit à voir les Américains en faire des feux de joie , comme ils l'ont fait de l'*Auguste* de 64 canons , de la frégate le *Merlin*.

du *Crawford* & du *Juliana* sur le *Delavarré*, & de la frégate la *Syrene* de 32 canons à Rhode-Island, ainsi que de deux autres bâtimens qui l'accompagnoient. Les Ministres n'ont point publié dans la Gazette la dépêche que le Général Pigot leur a écrite à cette occasion, & dans laquelle il leur apprend que la force des Américains qu'il avoit en présence, étant trop considérable, il n'a pas osé sortir de ses retranchemens pour aller à eux, ces détails sont venus avec celui de la perte totale de la *Syrene*, qu'un coup de vent avoir jetté sur la côte, où il n'a pas pu empêcher les Américains de la brûler.

Je vous ai promis, Monsieur, de vous faire voir deux écrits que je regarde comme les indices des vraies causes qui ont fait baisser de neuf pour cent en cinq ou six jours les fonds les plus accrédités; & notamment les quatre pour cent de l'année dernière, qui de 94 sont retombés à 85.

Suivant moi, il y en a deux principales, lesquelles se sont manifestées ensemble: l'une est la perte de l'honneur national de l'Angleterre, l'autre est le sentiment de sa faiblesse. Mon affaire n'est point de discuter s'il est vrai que l'honneur Anglois soit perdu; ou si réellement cette nation est dénuée de toutes forces réelles: il me suffit que ce soit l'opinion générale du peuple & c'est ce que je ne crains point d'avancer, en faisant marcher sur la première ligne le découragement où la perte



visible de l'honneur national a jetté tout ce qu'il y a de gens éclairés dans ce Royaume. Il a éclaté aussi-tôt qu'on a fû que Mylord Suffolk avoit nié un outrage qu'il s'étoit permis de faire en Parlement au Militaire François , & auquel aucun Anglois n'avoit fait attention , tant ils attachent peu d'importance aux bavardages de la plupart de ces débats parlementaires. Dès qu'il eut percé que ce mauvais propos , faux ou vrai , c'est ce que je n'examine point , avoit fait sensation à la Cour de Versailles: dès qu'on eût vu que Mylord Suffolk vouloit paroître le nier publiquement , non dans les Gazettes Angloises , mais seulement dans un papier François , la conséquence a été bientôt tirée ; » nous craignons la guerre , donc nous » l'aurons » , & aussi-tôt les fonds ont baissé. Voilà qu'elle a été la premiere cause de cette révolution , qui pourroit bien engager Mylord North à reculer son opération de finances jusqu'à ce que le crédit se soit assez relevé pour qu'il puisse la faire sous de meilleurs auspices.—La seconde est arrivée au moment ou l'on venoit de recevoir d'Amérique l'assurance que la grande armée Angloise s'étoit ouvert une porte pour se sauver de Philadelphie. Celle-ci a porté un second coup si furieux au crédit , qu'au lieu de recevoir quelque vigueur de ce qu'il pouvoit y avoir de favorable dans les nouvelles d'Amérique , les fonds ont baissé encore de quelques crans de plus. Je parle de la copie qui s'est répan-

ccclxxiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
due d'un traité pour le tabac de la Virginie  
entre les Fermes générales de France & les  
Députés Américains à Paris. Je ne vous  
garantis pas plus l'existence de ce traité que  
je ne prétens savoir que Mylord Suffolk a  
tenu ou n'a pas tenu, les propos qu'on lui  
impute : j'observe ici les fluctuations des es-  
prits : je vous les peins de mon mieux , pour  
que vous appreniez de plus en plus à con-  
noître cette nation ; & dans le cas présent  
ce ne sont point mes raisonnemens & mes  
combinaisons que je mets sous vos yeux ;  
ce sont des traductions littérales des papiers  
Anglois.

N.º I. *Observations sur la conduite du Minis-  
tère Anglois avec la France.*

» Quoique nos Ministres affectent de par-  
ler sur un ton très-haut d'une guerre avec  
la France, & qu'ils ayent l'air de vouloir  
en imposer à cette Puissance, en mettant  
un plus grand nombre de vaisseaux en com-  
mission, &c. comme si on pouvoit ignorer  
que c'est pour avoir l'air d'employer les  
soixante mille hommes de mer obtenus du  
Parlement, & même un nombre extraordi-  
naire en sus, tandis que nous n'en avons  
d'effectifs que 48,000 en tout ; ce n'en est  
pas moins un fait qu'ils implorent en secret  
l'indulgence de la France. Dès qu'on a su en  
France que le Lord Suffolk, dans son dis-  
cours si étrangement amphatique, avoit fait  
usage

usage de quelques expressions de mépris en parlant des François, toute la Cour de France a pris feu : la fureur & l'indignation s'y sont manifestées de toutes parts. Le Lord Suffolk voudroit-il avoir la bonté de communiquer au public la copie d'une lettre qui lui a été adressée à cette occasion par un certain Comte, Maréchal de Camp ? Le Lord North a été alarmé de cette lettre qui marquoit un vif ressentiment de la part de la Cour de France. Ce Lord a mis aussitôt de côté son indolence ordinaire, & il s'est donné des mouvemens surprenans pour étouffer le feu qui étoit sur le point d'éclater. On voudroit savoir s'il n'a pas écrit une longue lettre à un particulier de ses amis à Paris, dans laquelle il protestoit que le lord Suffolk ne s'étoit point servi des expressions qu'on lui avoit imputées : que ce Lord & lui Lord North avoient au contraire le plus profond respect & la plus véritable estime pour toute la Nation Françoisse ; mais que le Lord Chat-ham avoit parlé fortement contre cette même Nation & s'étoit beaucoup étendu sur son sujet ? Le Lord North n'a-t-il pas ajouté dans la même lettre, que malgré le malheur arrivé au Général Burgoyne, il ne feroit point fait de changements dans le Ministère Britannique : que ceux qui le composoient étoient déterminés à s'appuyer mutuellement de toutes leurs forces ; & qu'ils

cclxxv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
avoient résolu unanimement de continuer la guerre d'Amérique? Cette lettre a été lue en France de ceux par qui l'Auteur avoit désiré qu'elle le fût; mais elle a produit un effet tout opposé à celui qu'il en avoit attendu. Les misérables & pusillanimes craintes du Lord North étoient trop frappantes pour n'être point remarquées. Cette démarche n'a servi qu'à confirmer & à augmenter le mépris que les François avoient déjà pour ce Ministre α.

N.º II. *Traité entre les Fermes générales de France & les Américains.*

On présume qu'il a été négocié un Traité entre l'Amérique & la Cour de France. Nous laissons aux Ministres à deviner de quelle nature il peut être. Ce n'est pas pour leur information, car ils ne valent pas la peine qu'on leur donne des avis salutaires, mais pour l'instruction des Peuples abusés, que l'on publie le fait suivant. Que l'Ambassadeur de France le nie s'il l'ose.

» MM. Rollin & Bouret ont été députés par les Fermiers Généraux de France pour négocier un Traité de commerce avec MM. Franklin & Deane, Agens du Congrès à Paris. Ce Traité, qui a été ou qui sera ratifié par le Roi de France, porte: — Que l'Etat de la Virginie fournira annuellement aux Fermiers Généraux vingt mille boucauts de tabac au prix

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxvj

*de six deniers & un quart sterl. la livre. Jusqu'à ce que ces vingt mille boucauts soient rendus dans les ports de France, l'Etat de la Virginie ne fournira pas un seul boucaut de tabac à aucune autre Puissance Européenne «.*

Ce Traité est conclu pour sept, quatorze ou vingt & un ans, avec l'option pour les parties contractantes, de l'annuller ou de le continuer à l'expiration des sept ou quatorze premières années. Les Agents du Congrès sont convenus pour l'Amérique de prendre des marchandises en échange pour le tabac qui sera ainsi envoyé de la Virginie en France; & lesdites marchandises seront portées en Amérique sur des bâtimens François, qui rapporteront la quantité de tabac convenue par le traité.

Ce traité est certifié par :

Messieurs { De Beaumarchais.  
Rey de Chaumont.

» Tel est le fait. Quelle en sera la conséquence ? Ce sera certainement l'accroissement des revenus de la France. Les Fermiers Généraux y relient du Gouvernement, ainsi que les différens Officiers de nos Douanes relèvent du nôtre. Plus la recette des Fermiers Généraux est considérable, plus ils sont en état d'augmenter le prix de leurs baux. Un marché exclusif avec l'Amérique pour avoir du tabac de la

ccclxxvij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
premiere main , ne peut qu'être extrêmement  
avantageux dans un pays où il se fait une  
si grande consommation de tabac. Il s'en  
suit que ce marché qui vient d'être conclu  
sera aussi utile à la France que préjudiciable  
à la Grande-Bretagne. Le commerce du tabac  
va être exclusivement entre les mains de  
la France , qui est , sans contredit , la plus  
puissante rivale de l'Angleterre. Mais ce n'est  
pas là tout. Comme la France s'est em-  
parée du commerce du tabac par le traité  
le plus solide avec l'Amérique , l'Espagne ne  
peut-elle pas en faire autant pour le com-  
merce exclusif du riz ? L'Etat de la Virginie  
est actuellement engagé pour remettre son  
tabac à la France. Pourquoi l'Etat de la  
Caroline Méridionale ne prendroit-il pas les  
mêmes engagemens pour fournir exclusive-  
ment son riz à l'Espagne ? Tant que les  
Américains se sont soumis à l'acte de navi-  
gation , la France n'a été approvisionnée de  
tabac que par la voie de l'Angleterre.  
Dorénavant elle le tirera en droiture de l'A-  
mérique à moitié meilleur marché. Un re-  
venu si avantageux aux intérêts de la France  
sera certainement protégé par cette Cour.  
Ce seroit s'abuser que de supposer le con-  
traire. Quelque sinceres que puissent être  
les dispositions de la France pour le main-  
tien de la paix , on ne doit point s'attendre  
à la voir sacrifier ses intérêts aux nôtres.  
Sans doute la France ne pourroit faire ac-

tuellement une plus haute fortification de commencer les hostilités. Pour cela il faudroit qu'elle fût en tous points préparée à la guerre, parce qu'il peut arriver que le commerce d'Amérique, dont elle prive la Grande-Bretagne, occasionne une rupture. Elle se contentera de protéger les Fermiers Généraux pour les faire jouir du traité qu'ils ont fait. Le Gouvernement leur doit cette protection. Des vaisseaux de guerre François seront placés en différents lieux pour escorter les bâtimens chargés de tabac qui se rendront de la Virginie aux ports de France. Le moindre signe d'humeur de la part de l'Angleterre occasionnera une résistance qui donnera lieu à des plaintes. Malgré cela, la France ne commencera point les hostilités. Elle continuera de protéger son commerce exclusif avec l'Amérique, assez ouvertement pour forcer, s'il est possible, l'Angleterre à frapper le premier coup; & alors il s'agira de savoir lequel de nos alliés nous prêtera du secours. Or, nos Traités sont rédigés d'une manière si absurde, que les Alliés de l'Angleterre ne se sont engagés à la secourir que dans le cas où elle seroit *attaquée la première*. Par conséquent aucun d'eux n'est obligé d'embrasser notre querelle, si nous croyons ne pouvoir nous dispenser d'être les *agresseurs*.

P. S. du 14 Janvier.

Je ne fermerai point ce paquet sans vous

## cclxxix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

parler des bons effets de la souscription charitable pour les prisonniers Américains & étrangers , qui est due aux sentimens & à l'humanité de Milord Shelburne. Comme spéculateur politique je ferai marcher le premier celui qui est proprement de mon ressort. C'est le louable désaveu donné en cette occasion par le ministère Anglois à ses ordres antérieurs. Vous n'avez point douté que ce ne fût en conséquence d'instructions bien positives , bien absolues , que Milord Stormont avoit pu rejeter l'année dernière , avec une dureté qui a dû coûter infiniment à son cœur , les propositions que les Agens Américains lui avoient faites pour obtenir un échange dont il ne voulut pas même entendre parler. Eh bien, Milord Germaine vient de faire l'accueil le plus gracieux aux députés du Comité; il les a renvoyés à Milord Sandwich, dans le département duquel se trouvent aujourd'hui les prisonniers , & non sans avoir donné les plus grands éloges au motif d'humanité qui les faisoit agir. Milord Sandwich s'est empressé de les entendre , & les ordres ont parti aussi-tôt de ses bureaux, pour faire construire des salles où les prisonniers seront chauffés en commun. M. Boddington , un des Députés , a été instamment prié de faire savoir au public par les Gazettes , tous les détails de la gracieuse audience qu'ils avoient obtenue , & il l'a fait par un avis daté du 5 Janvier. Milord Sandwich n'est point con-



venu que jusque-là le soin de ces prisonniers eût été négligé ; il n'a pas consenti non plus qu'un Commissaire Américain pût venir en Angleterre pour veiller à leurs intérêts ; mais il a promis d'avoir égard à toutes les plaintes qui lui seroient portées ; & qu'on n'empêcheroit personne de leur procurer des soulagemens ; enfin , il a ajouté que le Gouvernement étoit disposé à l'échange , proposé , je crois , en Mars dernier , par le Docteur Franklin. Je suis persuadé que Milord Stormont fera agir tout le crédit de son oncle , Milord Mansfield , pour être chargé de cette négociation , afin de pouvoir donner un libre cours aux sentimens dont il est rempli , comme homme , comme chrétien , & j'oserois ajouter comme homme lettré. Les souscriptions ont abondé de toutes parts. La première après celle du Directeur du Comité , est d'un pauvre Marinier qui a donné deux petits écus , & que par délibération on a placé en tête de la liste où figurent une multitude de noms de la première distinction. J'ai remarqué un passage de l'avis publié à Doncaster , qui me paroît être dans le bon style de l'humanité & de la Religion. Comme c'est une phrase qu'on peut dire *cosmopolite* , vous me permettrez de vous la rapporter.

» On espere que tous les Habitans de cette Ville , de quelque parti qu'ils soient , considereront que soit que ces malheureux aient été réduits à cette affreuse situation par leurs

ccxxxj. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
crimes, par leur erreur ou par leurs vertus, ils ont des droits incontestables à la compassion & aux secours de tous ceux qui s'honorent du nom de Chrétiens. »

Les noms du Docteur Franklin, ainsi que ceux de M. Dean & de M. Lée, Députés des Etats-Unis en France, ne sont point sur la liste, parce qu'ils ont envoyé directement aux prisonniers leur contribution qui a été de mille livres sterling. Enfin à la clôture du registre, le 12 Janvier, la souscription s'est trouvée monter à 3700 liv. sterling, qui, joints aux mille livres de Paris, ont formé un dividende d'environ cinq liv. sterl. (120 liv. de France) pour chacun des prisonniers qui sont au nombre de mille. — Ces contributions n'ont point nui aux charités d'usage dans les fêtes de Noël : au contraire, celles-ci ont été plus fortes que les années précédentes de la part des deux partis, par vanité de celui qui venoit d'aider les Américains, & de celui des Ministres par pique. Comme la providence fait tout servir à ses fins !

Mais il est une autre espèce de souscriptions qui n'a pas eu, a beaucoup près, des succès aussi brillans : c'est celle que les amis de la cause ministérielle ont établie pour lever dans la Grande - Bretagne les 32,000 hommes avec lesquels ce parti espere réduire enfin l'Amérique. Les dix mille Paroisses du seul royaume d'Angleterre mirent

sur pied, du tems de Richard I<sup>er</sup>. 350,000 hommes pour l'expédition en Terre Sainte. Mais celle de l'Amérique est bien éloignée de produire les mêmes merveilles. A peine compte-t-on sur six ou sept mille hommes, & sur douze mille en tout y compris l'Ecosse. Nous en ferons le dénombrement à la fin de Mars qui est le tems marqué pour leur embarquement.

M. le Docteur Franklin sera fâché que cette idée ait eu un si mince succès. On m'a assuré qu'il avoit déjà annoncé au Congrès l'arrivée de trente mille Artisans & Manufacturiers pris dans ce qui reste de mieux en ce genre en Angleterre, & dont l'industrie, en peu d'années porteroit l'Amérique au plus haut degré de splendeur, & nous feroit peut-être voir dans notre siècle la Grande-Bretagne sa tributaire. Ses espérances ne seront pas tout-à-fait remplies; car les levées en question se font avec une lenteur scandaleuse. La ville de Manchester, qui a donné l'exemple, fournira à peine la moitié du contingent de mille hommes qu'elle s'est elle-même imposé: on ne les trouveroit point dans tout le Comté de Lancastre. Celles de Norwich & de Newcastle, & quantité d'autres s'y sont refusées hautement. Les bras manquent presque par-tout pour le soutien des diverses exploitations ou cultures. Les villes à manufactures avoient déjà vu depuis longtemps leurs meilleures maisons réduire le

nombre de leurs métiers : les principales avoient fermé leurs salles de spectacle & renvoyé leurs Comédiens : & c'est au milieu de ces circonstances qu'on prétend recruter 32,000 hommes dans un pays déjà épuisé & ruiné ! Mais tout le monde fait ici que ceux qui ont imaginé ce beau projet & qui montrent le plus d'ardeur pour sa réussite sont des gens affamés des grâces de la Cour, & qui ne cherchent que leur propre avancement aux dépens de qui il appartiendra. Au reste, moins ces levées auront produit d'hommes, moins il en coûtera au Gouvernement pour les transporter en Amérique. La dépense des transports pour chaque homme est de 23 livres sterling. C'est payer cher le plaisir de peupler l'Amérique de bras utiles & de défenseurs.

*P. S. du 16 Janvier.*

On vient de me communiquer une lettre de Boston du 3 Décembre, où on assure que les Torys de la Nouvelle York sont sur le point d'abandonner la Ville, & que tout y est dans une affreuse confusion. Les Torys retiennent tous les bâtimens en état d'appareiller, & ils en achètent d'autres pour se sauver avec leurs effets aussitôt que les troupes du Continent paroîtront. La maladie s'est mise dans les troupes de Clinton, & la garnison manque de subsistances fraîches, quoique les marchandises sèches y abondent.

Presque journellement les partis Américains enlèvent quelques-uns des postes extérieurs. Il y eut le 16 Novembre dix-neuf soldats Anglois tués à coups de bayonnette dans un même corps de garde. La nouvelle de la prochaine arrivée du Général Gates, avoit jetté dans une égale consternation les troupes Angloises & Provinciales. Le Brigadier général Arnold, guéri de sa blessure, est parti d'Albany pour l'armée de Washington. Ces nouvelles sont arrivées sur le vaisseau le *Succès*, qui a débarqué le Courier à Douvres.

Le bruit qui avoit couru d'une tentative faite le 5 Décembre, pour engager une affaire avec le Général Washington, n'étoit point hazardé. Il y a seulement cette différence, que ce fut le 6 qu'un parti du Général Howe attaqua un piquet de Washington, dont le Commandant fut tué. Mais les retranchemens des Américains parurent si forts, que le Général Howe se retira, ne jugeant pas le moment convenable pour les attaquer.

On ne peut former que des conjectures sur l'état actuel de défense où est le Canada. Un Marchand de Londres a reçu des ordres conditionnels, relativement auxquels il a cru devoir demander des éclaircissmens à Milord North. On lui commandoit des envois pour la somme de cinq mille livres sterling, si le nombre des troupes destinées pour le Canada étoit de cinq mille hommes, moitié moins s'il n'étoit que de trois mille, & aucun en-

voit si on n'y faisoit point passer de troupes. La plupart des ordres reçus de Quebec étoient de la même nature. Le Lord North a répondu qu'il n'y avoit rien encore d'arrêté à cet égard. On voit clairement qu'au jugement des peuples de cette Province, elle est en danger d'être enlevée au Roi d'Angleterre par les Américains dans la campagne prochaine, s'il n'est pas dans le plan de la Cour d'y faire passer une nouvelle armée. Le crédit public est toujours dans le même état de souffrance : la Banque ne pourra que difficilement seconder les efforts du Ministre pour le prochain emprunt. Celui de l'année dernière n'a pû se remplir que par les secours de cette Compagnie. Sans elle des Souscripteurs pour la somme de cinq cents mille livres sterling auroient manqué à leurs engagements. Elle s'est obligée pour eux jusqu'au 12 Janvier 1778 ; mais à cette époque il a fallu qu'elle eût la complaisance de les couvrir encore, en leur procurant un nouveau délai d'un mois au moyen de ses billets. Sans le crédit de la Banque, où en feroient les Ministres, & ce crédit est-il capable de faire face à tout ? L'opération de Milord North pour l'année 1778 nous fera juger du terme jusqu'où il pourra se hasarder avec des ressources, dont le vent le plus léger dissiperoit l'immensité.

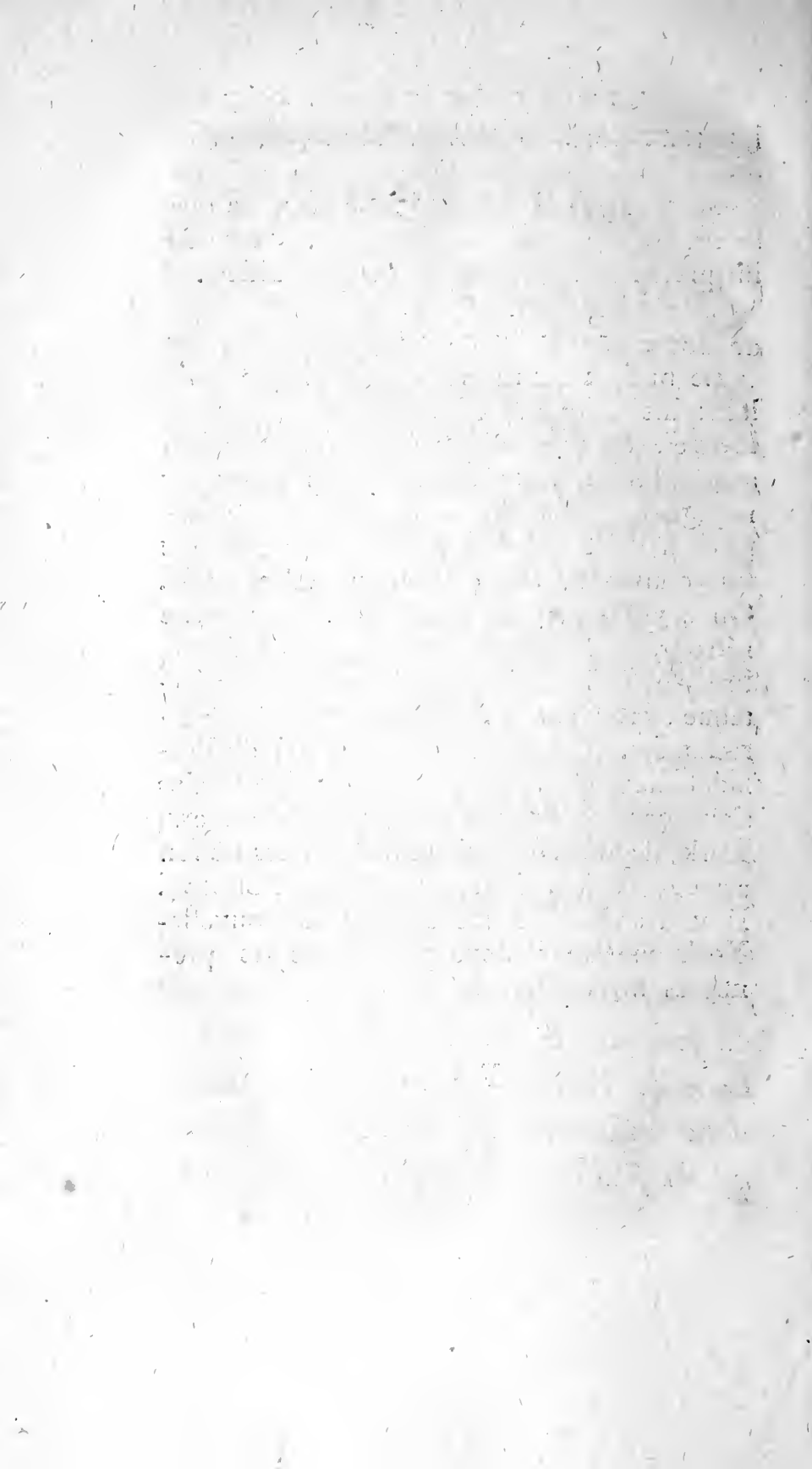
La nouvelle de la retraite du Lord Howe, au moment où il comptoit attaquer Was-

hington, porte le plus grand préjudice aux nouvelles levées. On assure que la ville de Londres s'y refuse, & que la Banque ralentit ses payemens; sous le prétexte qu'on lui présente fréquemment de faux billets.

*P. S. du 17 Janvier.*

Le bruit a couru ici ce matin que Philadelphie avoit été évacuée par le Général Howe, & qu'il s'étoit embarqué avec son armée sur la flotte du Lord son frere pour regagner la Nouvelle York. J'ai voulu m'assurer si cette nouvelle étoit vraie; & je me suis convaincu que c'étoit un mal-entendu. On a voulu parler seulement de la marche rétrograde du Général Howe le 6 Décembre, lorsqu'il a abandonné son projet d'attaque, trouvant M. Washington trop bien retranché. Il n'est donc point parti de Philadelphie; mais apprenant que les Américains s'avançoient de toutes parts sur l'Isle de New-York, il a détaché trois mille hommes de son armée pour aller renforcer le Général Clinton. Il y a apparence que c'est de la Nouvelle-York que nous devons attendre les premières nouvelles.

**F I N.**





---

## AVERTISSEMENT.

**Q**UOIQUE ce Recueil soit composé de deux parties très-distinctes, dont on s'est attaché jusqu'ici à bien marquer la séparation, l'Editeur craint cependant de n'avoir point parfaitement réussi à donner l'intelligence de son plan & à faciliter les recherches des faits & des pièces. Le soin qu'il a pris de numérotter de chiffres de différentes natures les pages de chaque partie, ne lui paroissant point encore suffisant pour mettre toute la clarté possible dans l'ordre des matieres, il s'est décidé à former d'un alphabet entier chacun des volumes dont les cahiers se débitent conjointement. Par ce moyen, on pourra faire relire de suite tout un volume du journal, & pareillement tout un volume de Lettres du Banquier. Il faudra donc désormais que le Relieur attende que la feuille Z du journal ait paru ainsi

## ij AVERTISSEMENT.

que la Table des Matieres relative , pour former le Tome VII. des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique , & de même la feuille Z des Lettres du Banquier , aussi avec sa Table , pour former le Tome VIII. Il n'y aura dans cette distribution qu'un très-leger inconvenient , c'est que les volumes du journal des pièces & mémoires , & celui des Lettres du Banquier sur les événemens du jour alterneront entr'eux. Mais on le supportera plus aisément que l'embarras qui peut résulter du mélange des deux parties dans chaque volume.

On est obligé de renvoyer à un des prochains numéros , la Table des Matieres du Tome VI , qui sera la dernière où les deux espèces seront mêlées : chaque partie à l'avenir devant avoir sa Table.

*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 8 Février 1778.

J E m'acquitte de ma promesse , Monsieur , le plutôt qu'il m'est possible. Voici les réponses données par le Docteur Franklin en 1769 , à un Agent du Gouvernement chargé de savoir son sentiment sur les dispositions de ses compatriotes. Vous verrez à la suite de cette piece un autre écrit du même Docteur , & pareillement sur l'objet de la taxation des Colonies. Celui-ci est remarquable par sa date , qui est de l'année 1754. On y voit les mêmes raisonnemens & les mêmes prédictions que dans ceux des années 1766 & 1769. De loin comme de près , M. Franklin pressentoit tous les maux que l'Angleterre attireroit sur elle par la résolution de taxer ses Colonies ; & en vertueux & honnête citoyen , il a fait invariablement tous ses efforts pour dissiper son erreur. Il y avoit réussi sous le règne du feu Roi , puisque ce projet n'eut pas son exécution : soit que la force des raisons de M. Franklin l'eût fait abandonner , soit qu'il ne fût que remis à un autre tems , la guerre avec la France étant alors sur le point d'éclater ; mais il

## cccxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

a été repris à la paix & par de nouveaux Ministres , qui apparemment jugerent que les circonstances y étoient plus favorables ou qui en sentirent plus fortement le besoin que n'avoient fait leurs prédécesseurs.

### N.° I. O B S E R V A T I O N S *sur l'origine de la guerre civile des Colonies Américaines.*

L'Angleterre, courbée sous le poids de ses lauriers & d'une dette nationale de 148 millions sterling , s'aperçut dès l'année 1763 qu'elle ne pouvoit satisfaire aux payemens des intérêts & aux remboursemens des capitaux de cette énorme dette par les seules impositions dont étoit susceptible la population de six à sept millions d'habitans de l'Angleterre proprement dite. On fait que l'Irlande ne contribue en rien à la charge de la dette nationale , & que l'Ecosse ne supporte qu'une très petite portion des taxes dont tout le fardeau pèse sur le seul peuple d'Angleterre.

George Grenville, premier Lord de la Trésorerie, Ministre très-éclairé sur la situation des Finances de la Grande-Bretagne, mais mal instruit de celle des peuples de l'Amérique & de leurs dispositions, tenta en 1764 de rejeter sur les Américains une partie du fardeau qui accabloit la culture & les manufactures de la Métropole. Il entrevoyoit , dans une population qui dou-

bloit tous les vingt-cinq ans , des moyens de libération & de soulagement pour la nation Angloise. L'acte du Timbre , qui ne portoit qu'une imposition de cent soixante mille livres sterling à lever sur toutes les Colonies , ne lui parut pas devoir les allarmer. Les Américains plus éclairés sur leur position que le Ministre Anglois , dont ils pénétrèrent les vues , ne virent , dans cette premiere tentative , que les conséquences éloignées qui les menaçoient. Ils se refusèrent à une taxe interne & directe , comme illégale. Ils reclamèrent les principes de la Constitution Britannique & les droits dont ils avoient toujours joui en vertu de leurs Chartres. La convocation d'un Congrès général , dont l'assemblée fut indiquée à New-York , jetta l'allarme & la division dans le Conseil Britannique. Le Ministère du parti Rockingham , qui , au milieu de ces troubles naissans , avoit remplacé celui du parti Bedford , se détermina , pour les apaiser , à faire révoquer en 1766 l'acte du timbre qui les avoit occasionnés : mais l'acte de cette révocation fut accompagné en même tems de l'*Acte déclaratoire* par lequel le Parlement se réservoir , ou plutôt s'arrogeoit le droit *de taxer directement les Colonies , & de les lier dans tous les cas quelconques par les loix émanées du Corps Législatif de la Métropole.* Le renversement du Ministère passager du parti Rockingham laissa aux Ministères qui lui

cccxxiv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
succédèrent, les moyens de reprendre le  
projet de taxer l'Amérique en vertu de  
l'acte déclaratoire toujours subsistant.

Le Parti Ecoffois, dont le Lord Bute  
étoit le chef invisible & le Lord Mansfield  
le Chef déclaré, entretint le Roi dans  
ce systême, & le flatta de la possibilité  
d'assujettir l'Amérique à une taxe parlemen-  
taire. On a vu ce systême adopté & repris  
successivement par tous les Ministères qui  
ont gouverné l'Angleterre depuis 1766.

Le célèbre Agent des Colonies, M. Fran-  
klin, résidant à Londres, avoit acquis, par  
ses liaisons avec les différens Partis, la con-  
noissance certaine de l'existence de ce projet  
déterminé & arrêté dans le Cabinet du Roi  
depuis 1762. Son exécution suspendue en  
apparence par la révocation de l'acte du  
timbre en 1766, ne tarda pas à éclater.  
Charles Townshend, premier Lord de la  
Trésorerie, tenta de nouveau, dès l'an 1767,  
de taxer directement l'Amérique par les actes  
du Parlement, qui établissoient des impôts  
sur six différens articles de consommation  
intérieure, dans le nombre desquels se trou-  
voit compris l'acte de l'impôt sur le thé.

Les Colonies ne songèrent encore qu'à  
opposer une résistance passive aux impruden-  
tes démarches du Ministère & de la Nation  
Angloise. On vit se former l'association gé-  
nérale des Colonies qui produisit la résolu-  
tion unanime de n'admettre aucunes manu-

factures de la Métropole, jusqu'à l'entière révocation de tous les actes, & jusqu'au redressement de tous les griefs dont elles avoient à se plaindre. Le Ministre, qui succéda à Charles Townshend, tâcha vainement de jeter la division parmi les différentes provinces de l'Amérique. Il parvint cependant en 1769 à détacher la Nouvelle-York de l'association générale; mais ce ne fut que sur l'assurance formelle que le Gouvernement révoqueroit tous les actes, hors celui de l'impôt sur le thé, qu'on ne laisseroit subsister que nominalelement, sans jamais le mettre à exécution. Les Colonies se prêtèrent, ou feignirent de se prêter à cet arrangement, qui ne pouvoit inspirer aucune confiance dans les engagements du Gouvernement. Les Colonies n'ont jamais voulu admettre ni reconnoître l'acte déclaratoire par lequel l'orgueil de la Nation, la juridiction du Parlement & l'autorité du Roi se croyoient à couvert.

C'est dans ces circonstances, dont on vient de rapprocher les faits par un exposé exact, que le Gouvernement fit écrire en 1769, par un Ecossois nommé *Strahan*, au Docteur Franklin la lettre suivante, dont la traduction n'avoit encore paru dans aucun écrit public. Les sept questions qu'elle renferme, la netteté, la vérité des réponses de cet Agent éclairé des Colonies, la profondeur des réflexions qui terminent sa lettre, sont

cccxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
autant d'honneur à sa prévoyance, qu'elles  
laissent d'étonnement sur l'inconcevable aveu-  
glement du Gouvernement Britannique.

On a vu s'accomplir successivement les  
prédictions renfermées dans cette lettre,  
écrite en 1769. On a vu le Ministère An-  
glois reprendre en 1774, après quatre an-  
nées d'une tranquillité apparente, un projet  
absurde dans le principe, & que l'accrois-  
sement de population des Colonies rendoit  
chaque jour plus inexécutable. Les Ministres  
Anglois n'ont évité aucune des fautes an-  
noncées & prévues: les dissolutions des assem-  
blées provinciales, la révocation & l'annul-  
lement des Chartres ont été suivies des me-  
sures violentes & hostiles qu'elles devoient  
nécessairement amener. On verra bientôt  
la fin de cette grande & imprudente con-  
testation, qui ne peut plus se terminer que  
par l'indépendance de l'Amérique.

*Extrait d'une lettre au Docteur Franklin, en  
date du 21 Novembre 1769.*

Je pense que les Serviteurs de Sa Majesté  
sont actuellement occupés de deux objets:  
le premier de soulager les Colonies des  
taxes dont elles se plaignent, & à l'imposi-  
tion desquelles ils n'ont point eu de part.  
Le second, de conserver l'honneur, la di-  
gnité & la suprématie de la législature Bri-  
tannique sur tous les domaines de Sa Majesté.

Sachant que vous avez une parfaite con-



noissance du sujet en question, & pleinement convaincu, comme je le suis, de votre fidele attachement à Sa Majesté, & du désir sincere qui vous anime pour le bien de tous les sujets également & sans distinction, je vous prie de m'envoyer une réponse aux questions suivantes, conçue dans votre maniere accoutumée, claire, courte & franche; je vous fais cette priere actuellement, parce que la matiere est de la plus grande importance, & qu'elle fera bientôt & très-vivement discutée; & je vous la fais d'autant plus librement, que vous me connoissez trop bien & mes motifs aussi, pour avoir le moindre soupçon que je voulusse faire un usage peu convenable de ce que votre réponse pourra m'apprendre.

1.° Les Colonies ne seront-elles pas pleinement satisfaites par une révocation de tous les droits, à l'exception de celui sur le thé qui se payant auparavant ici à l'exportation de cette denrée, ne peut pas être considéré comme une imposition nouvelle? Si vous me répondez négativement, je vous demanderai :

2.° Les raisons de votre avis?

3.° Pensez-vous que le seul moyen efficace de concilier les différends actuels, soit de remettre les Américains précisément dans la situation où ils étoient avant que l'on eût passé l'acte du timbre? Si c'est là votre avis, je vous demanderai :

4.° Les raisons sur lesquelles vous fondez cet avis ?

5.° Dans le cas où la législature Britannique & les Ministres de Sa Majesté regarderoient la méthode de conciliation exposée ci-dessus, comme incompatible avec les devoirs que leur impose leur qualité de Gardiens des justes droits de la Couronne & de ses Sujets leurs concitoyens, pourriez-vous suggérer quelque autre moyen de terminer ces querelles, qui s'accordât avec les idées de justice & de convenance que se sont formées les Sujets du Roi des deux côtés de la Mer Atlantique ?

6.° Et si l'on suivoit actuellement la méthode de conciliation, exposée ci-dessus, ne pensez-vous pas que sur le champ cette conduite enhardiroit le parti violent & factieux dans les Colonies à prétendre à des concessions encore plus étendues de la part de la Mere Patrie ?

7.° Si on ne fait droit qu'en partie aux griefs des Colonies, quelles conséquences probables imaginez-vous devoir en résulter, en considérant la chose en homme raisonnable, exempt de passion, & également ami des deux Partis ?

#### R É P O N S E.

Craven-Street, 29 Novembre 1769.

*Mon cher Monsieur.*

Au retour d'un petit voyage, je trouve

en rentrant à la Ville votre lettre du 21 ; elle contient un nombre de questions auxquelles un petit volume ne répondroit qu'incomplètement. Cependant , vous ne voulez que des réponses courtes, & je vais tâcher de vous satisfaire.

Avant de me proposer vos questions, vous pensez, me dites-vous, que les Serviteurs de Sa Majesté sont actuellement occupés de deux objets : 1.<sup>o</sup> de soulager les Colonies des taxes dont elles se plaignent : 2.<sup>o</sup> de conserver l'honneur, la dignité & la suprématie de la législature Britannique sur tous les domaines de Sa Majesté. J'aime à croire que vous êtes bien instruit, & que ce que vous supposez être en considération sera mis à exécution, en révoquant toutes les loix qui ont été faites pour lever en Amérique un revenu établi de l'autorité du Parlement, sans le consentement du peuple de ce pays. Un tel acte de justice & de sagesse ne portera pas la plus légère atteinte à l'honneur & à la dignité de la législature Britannique. Les corps les plus sages sont sujets à se tromper, sur des objets principalement qui sont éloignés de leurs yeux. C'est de persister dans l'erreur, & non de s'en corriger, qui fait tort à l'honneur d'un homme ou d'un corps d'hommes. La suprématie de cette Législature sera, je crois, mieux conservée lorsqu'elle en usera très-modérément, & lorsqu'elle n'en usera que pour l'avantage évident des Colonies

CCCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
elles-mêmes , ou de tout l'Empire Britan-  
nique , & jamais pour l'avantage particulier  
de la Grande-Bretagne , au préjudice des  
Colonies. J'imagine qu'au moyen d'une con-  
duite aussi prudente , la suprématie pourra  
se fortifier par degrés & même avec le tems  
s'établir tout-à-fait ; mais autrement je conçois  
qu'elle sera disputée & perdue dans la dis-  
pute. Dans le moment présent , les Colo-  
nies y consentent & s'y soumettent pour  
les reglemens du commerce général ; mais  
la soumission aux actes du Parlement n'a  
jamais fait partie de leurs Constitutions pri-  
mitives. Nos premiers Rois gouvernoient leurs  
Colonies , comme ils avoient auparavant  
gouverné leurs domaines situés en France ,  
sans la participation des Parlemens Britan-  
niques. Jamais le Parlement d'Angleterre  
n'avoit entrepris d'avoir part à cette pré-  
rogative jusqu'au tems de la grande rébel-  
lion , lorsqu'il usurpa le Gouvernement de  
tous les autres domaines du Roi , de l'Ir-  
lande , de l'Ecosse , &c. Il conquit par la  
force des armes les Colonies qui tenoient pour  
le Roi , & les gouverna ensuite comme des  
pays conquis ; mais la Nouvelle-Angleterre  
n'ayant point résisté au Parlement , fut re-  
gardée & traitée en sœur , & comme une  
puissance amie de l'Angleterre , ainsi qu'on  
le voit dans les journaux sous la date du  
10 Mars 1742.

Voici maintenant votre premiere question :

1.<sup>o</sup> Les Colonies ne seront-elles pas pleinement satisfaites par une révocation de tous les droits , à l'exception de celui sur le thé , qui , se payant autrefois ici sur l'exportation de cette denrée , ne peut pas être considéré comme une imposition nouvelle.

*Réponse.* Je pense que non.

2.<sup>o</sup>. Vos raisons pour être de cet avis.

R. Parce que ce n'est pas la somme à payer pour ce droit sur le thé qui excite les plaintes , c'est le principe même de l'acte exprimé dans le préambule , savoir : *que ces droits ont été imposés pour le maintien du gouvernement & pour l'administration de la justice dans les Colonies.* C'est ce principe que les habitans des Colonies regardent comme inutile , injuste & dangereux pour leurs droits les plus importants. *Inutile* , parce que dans toutes les Colonies , à l'exception des deux ou trois plus nouvelles , le gouvernement & l'administration de la justice ont été maintenus sur un bon pied , sans qu'il en coûtât rien à la Grande - Bretagne. *Injuste* , parce qu'en conséquence de ce principe , telle Colonie pourroit être obligée de payer certains droits pour d'autres , sans qu'il fût question de ses besoins ou de ses intérêts propres. *Dangereux* , enfin , parce qu'une pareille maniere de lever de l'argent pour ces objets tendroit à rendre leurs assemblées inutiles. En effet , si l'on pouvoit tirer un revenu pour les besoins du gouvernement

par un acte du Parlement, sans la concession du peuple des Colonies, les Gouverneurs qui en général n'aiment pas les assemblées, ne les convoqueroient jamais : elles feroient, pour ainsi dire, mises de côté ; & lorsque le gouvernement n'auroit plus besoin, pour rien, de la bonne volonté des peuples, leurs droits feroient foulés aux pieds, ils feroient traités avec mépris. Une autre raison pour laquelle je pense que les Colonies ne feroient point satisfaites par une révocation partielle, c'est que leur résolution de ne rien importer jusqu'à la révocation des actes, les comprend tous, preuve qu'elles réclament contre tous ; & ces résolutions demeureront en vigueur, & continueront d'être obligatoires jusqu'à ce que tous les actes soient révoqués.

3°. Pensez-vous que le seul moyen efficace de concilier les différends actuels, soit de remettre les Américains précisément dans la situation où ils étoient avant que l'on eût passé l'acte du timbre ?

R. Oui, je le pense.

4°. Sur quelles raisons fondez-vous cet avis ?

R. On a essayé d'autres moyens : on a écrit aux Colonies des lettres pleines de reproches & d'indignation. Le Parlement a refusé d'entendre, ou a rejeté leurs *pétitions* (a). Elles ont été menacées par des

---

(a) On a cru devoir employer ici *Pétitions*, qui est le mot propre Anglois, au lieu de *Requêtes* qui auroit peut-être donné l'idée d'une forme trop semblable aux nôtres.

résolutions des deux Chambres d'être punies comme coupables de trahison. Leurs assemblées ont été dissoutes, & des troupes ont été envoyées au milieu d'elles. Mais tous ces moyens n'ont fait qu'irriter les esprits & aggrandir la plaie. Les résolutions de ne plus user des manufactures Britanniques ont pris une nouvelle force; & toutes les mesures employées jusqu'à présent, au lieu de concilier les différends & de procurer le rétablissement de la bonne intelligence, ont presque anéanti votre commerce avec ces pays & mis en grand péril la paix nationale & le bonheur général.

5°. Dans le cas où la législature & les Ministres de Sa Majesté regarderoient la méthode de conciliation exposée ci-dessus comme incompatible avec les devoirs que leur impose leur qualité de Gardiens des droits de la Couronne & de ses Sujets leurs concitoyens, pourriez-vous suggérer quelque autre moyen de terminer ces querelles qui s'accordât avec les idées de justice & de convenance que se sont formées les Sujets du Roi des deux côtes de la mer Atlantique?

R. — Je ne vois pas comment cette méthode de conciliation seroit incompatible avec les droits de la Couronne. Si les Américains sont remis dans leur première situation, ce devra être par un acte du Parlement; & en donnant à cet acte le sceau de son consentement, le Roi exercera les droits de la Couronne, sans qu'ils reçoivent la

cccxxxiv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
moindre atteinte. Il est indifférent à la Couronne que les subsides reçus de l'Amérique soient accordés par le Parlement d'ici , ou par les assemblées de l'autre côté de la mer , pourvu que la quotité soit la même ; & je suis d'ailleurs bien persuadé qu'en général on accordera volontairement en Amérique beaucoup plus qu'ici on ne pourroit exiger , ou y faire lever par l'autorité du Parlement. Quant aux droits des autres sujets de la Couronne ( je suppose que c'est le peuple de la Grande-Bretagne que vous entendez ) il m'est impossible de concevoir comment leurs droits pourroient souffrir de cette méthode de conciliation. Ils jouiront toujours du droit d'accorder leur propre argent , & même ils pourront encore , si cela leur plaît , conserver leur prétention au droit d'accorder le nôtre ; droit qu'ils ne pourroient jamais exercer convenablement , faute d'avoir une connoissance suffisante des circonstances dans lesquelles nous sommes de nos facultés , en un mot de nous mêmes ( pour ne rien dire ici du peu de vraisemblance que nous nous y soumissions jamais ) droit qui par conséquent ne peut jamais leur être d'aucune utilité. Et nous continuerons , nous , de jouir par le fait du droit d'accorder notre propre argent , avec la persuasion universellement répandue à présent parmi nous que nous sommes sujets libres du Roi , & que ses sujets , dans une partie de ses domaines , ne sont pas les Sou-



verains d'autres sujets comme ceux qui en habitent une autre partie. Si les sujets des deux côtés de la mer Atlantique ont des idées différentes ou opposées de justice & de convenance, il se pourroit bien qu'une seule méthode ne s'accordât pas aux deux manieres. Le mieux sera de laisser les uns & les autres jouir, chacun, de sa propre opinion, sans les y troubler, à moins qu'elles n'influent sur le bien commun.

6°. Et si l'on suivoit actuellement la méthode de conciliation exposée ci-dessus, ne pensez-vous pas que sur le champ cette conduite encourageroit le parti violent & factieux dans les Colonies à prétendre à des concessions encore plus étendues de la part de la Mere-Patrie ?

R. — Je ne crois pas que cette conduite produisît un pareil effet. Il peut y avoir dans les Colonies, comme dans tout pays, quelques gens qui méritent d'être appelés violens & factieux ; mais ils sont en petit nombre, & n'auroient que bien peu d'influence, si la grande pluralité des gens sages & raisonnables étoit satisfaite. S'il arrivoit que quelqu'une des Colonies trouvât quelqu'un de vos réglemens de commerce nuisible à l'intérêt général de l'Empire, ou préjudiciable pour elle sans être avantageux pour vous, elle exposeroit la matiere au Parlement dans des pétitions comme ci-devant ; mais elle ne prendroit, je pense, aucun

parti violent pour obtenir ce qu'elle pourroit espérer avec le tems de la sagesse de votre gouvernement. Je ne leur connois pas d'autres objets en vue ; l'opinion qui s'établit ici que les Colonies desirent d'élever un Royaume ou une République à part, est de ma certaine science, dénuée de tout fondement. Je pense donc que sur l'entiere révocation de tous les droits expressément imposés dans le dessein de lever un revenu sur le peuple d'Amérique sans son consentement, les troubles actuels s'apaiseroient, que les résolutions de ne point importer seroient annullées, & que le commerce fleuriroit comme auparavant ; & je suis confirmé dans ce sentiment par toutes les lettres que j'ai reçues d'Amérique, & par l'opinion de tous les gens sensés qui sont arrivés depuis peu de ce pays, excepté les Officiers de la Couronne. A la vérité, je fais que le peuple de Boston est profondément offensé de ce que l'on y a mis des troupes en quartier, parce qu'il croit que c'est une chose contraire à la loi. Je fais aussi qu'il est fort irrité contre le Bureau des Commissaires qui l'ont calomnié auprès du gouvernement ; mais comme je suppose que le rappel des troupes sera la conséquence immédiate des mesures de conciliation ; & que la commission sera aussi ou dissoute, si on la trouve inutile, ou formée d'hommes modérés & prudents, si on l'estime utile & nécessaire, je n'imagine pas que ces points particuliers

ticuliers empêchent le retour de l'harmonie qui est si fort à désirer.

7°. Si l'on ne fait droit qu'en partie sur les griefs des Colonies, quelles conséquences probables imaginez-vous devoir en résulter, en considérant la chose en homme raisonnable, exempt de passions, & également ami des deux parties?

R. — J'imagine que la révocation partielle des droits qui ont excité les plaintes des Colonies, ne répondra en aucune manière à leurs vœux : que le commerce demeurera interrompu, & que les Américains persisteront, à leur grand avantage, dans leurs plans d'économie, d'industrie & de manufactures. Je ne saurois dire jusqu'à quel point cela pourra être préjudiciable à la Grande-Bretagne ; peut-être pas autant que quelques gens le croient, puisqu'elle peut avec le tems trouver de nouveaux débouchés pour son commerce. Mais je pense que, si malgré cela, l'union des deux pays subsiste, l'intérêt général n'en souffrira point ; car tout ce que la Grande-Bretagne pourra perdre par la diminution de son commerce, l'Amérique le gagnera par l'accroissement du sien, & la couronne recevra une somme égale de secours de la totalité de ses Sujets, si même elle n'en reçoit pas une plus considérable.

Après avoir répondu à vos questions sur les conséquences qui pourront, à mon avis, résulter de telles ou telles mesures, je vais

maintenant aller un peu plus loin & vous dire qu'elles sont d'après les apparences mes craintes sur ce qui doit réellement arriver. Je présume que le ministère, ou du moins ceux des Ministres qui ont le département de l'Amérique, étant pleinement persuadés du droit du Parlement, ils pensent qu'il faut le soutenir par la force, quelles que puissent en être les conséquences, & qu'en même-tems ils ne croient pas que ces querelles aient encore causé aucune diminution dans le commerce entre les deux pays, ou qu'ils s'imaginent que cette diminution, si elle a lieu, est très-peu de chose, & ne peut pas durer long-tems. Vos Ministres se tiennent assurés, d'après les Officiers de la couronne en Amérique, que l'établissement des manufactures y est impossible; que les mécontents y sont en petit nombre & peu importans; que presque tous les gens riches & considérables sont contents & disposés à se soumettre paisiblement au pouvoir de taxer que le Parlement veut exercer; & que si l'on maintient les actes faits pour tirer un revenu, en révoquant seulement ces droits que l'on appelle *anti-commerciaux* (destructifs du commerce) & peut-être même en mettant d'autres droits à leur place, les Colonies se soumettront avant qu'il soit long-tems à l'autorité parlementaire, & bientôt anéantiront leurs résolutions de ne plus importer, lorsqu'elles verront que ces résolutions ne produisent

aucun changement de la part de l'Angleterre. D'après ces fausses informations & d'autres semblables auxquelles il me paroît que l'on ajoute foi, je regarde comme vraisemblable qu'il ne sera point accordé à l'Amérique de redressement total de ses griefs dans la présente session (1769), ce qui peut allumer encore plus l'incendie commencé. Des mesures plus vives de ce côté-là peuvent causer plus de ressentiment de celui-ci; & il peut en résulter, non pas seulement comme l'année dernière, la dissolution des assemblées Américaines, opération bien mal conçue, mais une tentative de dissoudre les constitutions elles-mêmes: peut-être enverra-t-on plus de troupes; ce qui augmentera l'inquiétude. Cependant, pour justifier les mesures du Gouvernement, vos Ecrivains décrieront les Américains dans vos gazettes, comme ils ont déjà commencé à le faire: ils les traiteront de misérables, de coquins, de lâches, de rebelles, &c. dans la vue d'aliéner contr'eux l'esprit de votre peuple, & cela contribuera encore à diminuer l'affection des Américains pour l'Angleterre. Peut-être aussi quelques-uns de leurs patriotes ardens se laisseront-ils emporter jusqu'à s'exposer par quelque action violente à être mandés ici, & peut-être le Gouvernement d'ici sera-t-il assez imprudent pour vouloir les faire pendre d'après l'acte d'Henri VIII. A force de se provoquer ainsi de part & d'autre, la séparation s'achèvera; & au lieu

# cccxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de cette affection cordiale qui a regné autrefois & si long-tems, & de cette harmonie si convenable au bonheur, à la force, à la sûreté & à l'avantage des deux pays, il s'établira une mal-veillance mutuelle, une haine implacable, telles que nous les voyons subsister à présent entre les Espagnols & les Portugais, entre les Génois & les Corfes, produites par la même mauvaise conduite de la part des Gouvernemens supérieurs; & l'identité de nation, la ressemblance de Religion, de mœurs & de langage, ne seront pas plus un obstacle à ces effets dans notre cas que dans celui de ces peuplés.

Signé, Benjamin FRANKLIN.

*R A I S O N S pour ne point taxer les Colonies, communiquées par le Docteur Franklin au Gouverneur Shirley, dans l'année 1754.*

Les peuples supportent toujours plus volontiers les charges, lorsqu'ils ont ou qu'ils peuvent avoir quelque part dans leur imposition.

Quand un système d'administration est désagréable aux peuples, les ressorts du Gouvernement se meuvent avec beaucoup plus de lenteur.

Exclure les peuples d'Amérique de toute part dans le choix d'un grand Conseil pour leur propre défense, & les taxer dans le Parlement où ils ne sont point représentés, ce

feroit leur causer le plus sensible déplaisir.

Il n'y a point de raison pour douter de l'empressement avec lequel les Colonistes contribueroient à leur propre défense.

Des peuples, dont la propriété & la liberté seroient en danger, jugeroient mieux des forces nécessaires pour leur défense & des moyens de lever de l'argent pour cet objet, qu'un Parlement Britannique à un si grand éloignement.

Les Américains sauroient prendre d'aussi sages mesures au moins pour la sûreté de leurs pays, que des Gouverneurs envoyés de la Grande-Bretagne, dont l'objet en général est de s'enrichir avant de retourner en Angleterre, & qui par cette raison doivent être disposés à faire la guerre à la France plutôt pour leur intérêt que pour celui de la cause commune.

Forcer les Colonies à donner de l'argent pour leur propre défense, sans leur consentement, ce seroit montrer du soupçon sur leur loyauté, leur patriotisme & même leur raison, & les traiter comme des ennemis conquis & non comme des Bretons libres qui croient avoir le droit inaliénable de n'être taxés que de leur propre consentement donné par leurs Représentans.

Les taxes parlementaires, une fois imposées, sont souvent continuées après la cessation du motif qui les a occasionnées. Mais si les Colonistes étoient autorisés à se taxer eux-mêmes, ils retireroient le fardeau de des-

sur les peuples , aussitôt qu'ils jugeroient qu'il seroit inutile de le leur faire supporter plus long tems.

Si le Parlement doit taxer les Colonies, leurs Assemblées de représentans doivent être supprimées comme inutiles.

Il n'est pas plus juste de taxer les Colonies pour leur propre défense, qu'il ne le seroit d'obliger les cinq Ports & les autres côtes de la Grande-Bretagne à entretenir une armée contre la France, & de les taxer pour cet effet sans leur accorder des Représentans dans le Parlement.

Les Colonies ont toujours été indirectement taxées par la Métropole ( outre qu'elles payent les taxes mises par leurs Assemblées ) puisqu'en effet elles sont forcées d'acheter les manufactures de la Grande-Bretagne, chargées d'une infinité de droits très-lourds, tandis que les Colonies pourroient fabriquer elles-mêmes quelques-unes de ces manufactures, ou les acheter ailleurs à bien meilleur marché.

Les Colonies sont en outre taxées par la Métropole, en ce qu'elles sont obligées de porter dans la Grande-Bretagne une grande partie de leurs productions, & de les vendre à plus bas prix qu'elles ne les vendroient par-tout ailleurs. Cette différence fait l'équivalent d'une taxe payée à la Grande-Bretagne.

Les Colonistes, au risque de leurs vies



& de leurs fortunes, ont étendu la domination & augmenté le commerce & les richesses de la Métropole, & ce n'est sûrement pas une raison pour que les Colonistes soient privés du droit que tout Anglois apporte en naissant, qui consiste à ne pouvoir être taxé que par les représentans choisis par lui-même.

Les raisons du Docteur Franklin produisirent leur effet, il y a environ 23 ans, auprès du Gouvernement. La fausse opération de taxer l'Amérique, étoit réservée à l'administration la plus corrompue, la plus foible & la plus perverse que l'Angleterre ait jamais eue.

LE Docteur Franklin a constamment prêché des sours. Aucune attention n'a été donnée à ses conseils ni à ses prédictions. M. David Hartley, Député de la ville de Kingston, en faisoit l'observation dans la Chambre des Communes le 5 Décembre dernier. Il a lu devant cette assemblée une lettre que ce vertueux Américain lui écrivoit il y a deux ans, & où vous reconnoîtrez, Monsieur, tout ces mêmes sentimens vraiment patriotiques dont vous voyez que son cœur a été toujours rempli, dès les tems même où on imaginoit le moins l'abyme où l'Angleterre devoit se précipiter.

*Lettre écrite par M. le Docteur Franklin à M.  
David Hartley, de Philadelphie le 3 Octobre  
1775.*

« Je brûle pour le moins autant que vous du désir de la paix, & ce seroit pour moi une satisfaction extrême de concourir avec vous à la faire obtenir, mais chaque vaisseau qui arrive de la Grande-Bretagne apporte quelque nouvelle qui tend à nous aigrir davantage, & il me semble que jusqu'à ce que vous ayez éprouvé, à vos dépens, qu'il est impossible de nous réduire par la force, vous ne penserez à rien de juste ou de raisonnable. Jusqu'ici nous n'avons pris d'autre parti que de rester sur la défensive. Si vous vouliez rappeler vos troupes & rester chez vous, nous ne ferions aucune entreprise qui pût vous allarmer. Un moment de relâche de part & d'autre pourroit produire d'excellens effets. Mais vous ne cherchez qu'à nous ulcerer & à nous provoquer. Vous nous méprisez trop. Cependant vous devriez penser, comme dit l'Italien, qu'il n'y a point de petit ennemi. Je suis persuadé qu'en général le peuple Anglois nous aime, mais il est changeant, & les mensonges que vous répandez dans vos gazettes peuvent nous en faire bientôt un ennemi. Nos égards pour lui diminueront en proportion, & je vois clairement que nous prenons le chemin de

nous haïr, de nous détester, de nous abhorrer éternellement. Il s'ensuivra nécessairement une séparation. Ce seroit bien dommage qu'un plan aussi beau que celui que nous avons adopté pour augmenter la force de l'Empire Américain & le rendre plus heureux, fût renversé par des Ministres extravagans & destructeurs. Non cet Empire ne sera point détruit. Dieu le protégera & le fera prospérer. Tout ce que vous ferez ne servira qu'à vous priver d'y avoir aucune part. Nous apprenons que vous envoyez contre nous un plus grand nombre de troupes & de vaisseaux. Nous n'ignorons pas que vous pouvez nous faire beaucoup de mal ; mais nous avons résolu de le supporter, & si vous espérez de parvenir à nous soumettre, c'est que vous ne connoissez ni notre peuple ni notre pays. Le Congrès continue ses séances, & il attend le résultat de sa dernière pétition «.

EN attendant, Monsieur, qu'on reçoive quelques nouvelles des opérations de la campagne d'hiver, soit de Philadelphie, soit de la Nouvelle-York, je vais mettre sous vos yeux le précis de quelques lettres d'un Officier de distinction, Membre du Parlement d'Angleterre, qui sert dans l'armée du Général Howe.

LES lettres d'un Membre du Parlement d'Angleterre, actuellement servant en Amé-

rique , à son frere , un des Comtes d'Irlande ; respirent la sagesse d'un ancien Sénateur & le noble courage d'un Officier Anglois qui sacrifie ses sentimens particuliers au devoir d'un soldat , & marche audevant d'un ennemi qu'il voudroit pouvoir serrer affectueusement dans ses bras. Ces lettres sont pleines de traits remarquables. » Je fais , dit-il , que nous courons après une ombre ; mais ce n'est point à moi qu'il convient de raisonner sur l'impossibilité du succès. Dans la situation où je suis , mon premier devoir est d'obéir , si j'étois dans le Parlement , je pourrois alors dire ce que je pense de *notre folle expédition*. Nous combattons avec tous les désavantages possibles , tandis que les Américains reçoivent de tous les côtés des subsistances & des secours. Je conviens que leurs habits ne sont pas des habits de gala ; mais au moins ils sont couverts , & leurs corps sont plus robustes & plus propres à supporter les rigueurs du climat , que ceux de nos malheureux soldats , parmi lesquels la fièvre , le scorbut & la dyssenterie , ont fait un ravage affreux ». Dans une autre lettre il s'exprime ainsi : » Il n'y a pas plus de possibilité de conquérir l'Amérique que la Lune. Il est clair que nous jouons un jeu à nous ruiner , & cependant nous ne quittons point la partie. Si le Général Howe eût été un étourdi , *nous aurions été taillés en pieces jusqu'au dernier homme*. Jusqu'à présent l'armée n'a dû son salut

qu'aux talens & à la prudence du Chevalier Howe. Mais si la Schuilkill & le Delavare font pris de glaces, les Américains auront du tems de reste pour nous détruire *par le froid & par la famine*. Tel est leur plan ; selon toutes les apparences. Leur conduite, pendant cette campagne, a été un chef-d'œuvre de sagesse ! «

On trouve dans un autre endroit cette observation : » Je suis arrivé ici dans la confiance que nous allions voler de conquêtes en conquêtes, & que nous n'aurions à faire qu'à la plus vile canaille. Combien je suis revenu de mon erreur ! lorsque j'ai vu le plan de campagne le mieux conçu, exécuté dans toutes ses parties par les Généraux Américains. Il y a quelques divisions dans le Congrès, mais elles ne portent sur aucun objet de conséquence, & nous ne devons nous en promettre aucun avantage «.

La dernière lettre finit par les réflexions suivantes : » Il est si essentiel que Sa Majesté ainsi que les Ministres, reçoivent des informations exactes, que le Lord Cornwallis doit partir sous peu de jours pour mettre sous les yeux du Conseil un état au vrai des affaires d'Amérique. Le Lord Cornwallis est, sans contredit, un des Généraux Britanniques le plus à portée de connoître les forces & les dispositions réelles des Américains, & de donner une idée des moyens qu'on peut avoir de les soumettre «.

CES lettres, dit l'observateur Anglois, nous offrent un tableau fidele des affaires, mais elles nous font regretter qu'un si digne Officier ne s'élève pas au dessus des préjugés de son état, & ne donne pas sa démission pour retourner à son premier poste, celui de Sénateur, & informer la Chambre d'une infinité de circonstances qui, si elles eussent été plutôt connues, auroient sauvé l'honneur de l'armée Britannique, & épargné aux deux parties un argent immense qu'on auroit pu employer à la gloire & à la prospérité des deux Nations «.

SI tel est en effet, Monsieur, l'état actuel des choses en Amérique, ne vous paroît-il pas fort incertain que la rentrée de Milord Chatham dans le Ministère, (on l'avoit dite très-prochaine) puisse remettre l'Angleterre en possession de ses anciens droits sur ses Colonies révoltées ? Vous serez sûrement de l'avis d'un Ecrivain Anglois, dont vous allez lire les judicieuses reflexions à ce sujet, & il vous paroîtra, comme à lui, que l'Angleterre ne peut plus gueres compter sur un arrangement que l'Amérique se feroit fait gloire, il y a trois ans, de tenir de sa condescendance, mais qu'elle dédaignera aujourd'hui d'accorder à sa pusillanimité.

» L'OBJET du Bill conciliatoire du Lord North est de révoquer toutes les taxes qui, depuis 1763, ont donné lieu aux plaintes

des Américains, pour peu qu'ils consentent à reconnoître la suprématie de l'Angleterre. Un pareil Bill auroit pu produire quelque sensation il y a deux ans ; mais actuellement il n'est propre qu'à exciter le mépris. Tous ces actes ne sont-ils pas révoqués par le fait ? Nous avons voulu les faire exécuter de force, & nous avons échoué dans notre entreprise. C'est une extravagance de proposer à titre de *grâce* ce que nous ne pouvons exécuter comme un *droit*. A force de sophismes & de scrupules, les Ecrivains Ministériels ont fait illusion pendant quelques tems à un grand nombre de citoyens bien intentionnés ; mais aujourd'hui ceux-ci ouvrent les yeux. Tout le monde commence à sentir l'*impossibilité* de continuer cette guerre ruineuse. Il faut attribuer ses mauvais succès à des plans vicieux. Tout le tort doit être imputé aux Ministres & non aux Généraux, car ils ont fait leur devoir. Mais il étoit impossible que les idées incohérentes d'un tas d'ignorans & d'étourdis produisissent un autre effet. Il est vrai que ces Ministres ne sont que les très-humbles serveurs des Lords Bute & Mansfield, & qu'ils n'ont que de bricole la faveur & la confiance de Sa Majesté.

» L'état des choses, relativement au retour du Lord Chatham dans le Ministère, peut se réduire aux deux questions suivantes : «

*Première question.*

» Si le Lord Chatham étoit remis au timon des affaires , pourroit-il persuader aux Américains d'abandonner leurs prétentions à l'indépendance , & de se soumettre à la législation Britannique ?

*Réponse.*

Le Lord Chatham y auroit certainement réussi au commencement de la querelle , ou pour mieux dire , il n'y auroit pas eu lieu à une négociation sur cet objet , puisqu'alors les Américains n'avoient point établi de prétentions à l'indépendance , & qu'ils ne s'étoient point détachés de leur soumission à la Législation Britannique. On peut dire plus encore , c'est qu'après que la querelle eut éclaté & que le sang eut coulé de part & d'autre , ils ont offert de nous contenter sur ces deux points. Mais le Lord Chatham pourra-t-il , dans les circonstances présentes , décider les Américains à nous faire les mêmes sacrifices ? c'est une question que personne ne pourroit résoudre. Si ce Lord ne réussit point dans cette entreprise , tout ce qu'il sera possible de dire pour son excuse , c'est qu'il est aisé à certaines gens de faire beaucoup plus de mal que l'homme le plus habile ne peut en réparer. Quoiqu'il en soit , le Lord Chatham est peut être l'homme du Royaume qui obtiendra le plus des Amé-



ricains, & qui fera le plus pour faciliter un accommodement ; & par cette considération seule , on ne peut pas se dispenser de remettre entre les mains la conduite des affaires «.

*Seconde question.*

» Le Lord Chatham pourra-t-il persuader aux Américains de continuer de commercer, ou plutôt de rétablir leur commerce avec nous , à l'exclusion de toute autre nation ?

*Réponse.*

Au commencement des troubles , après les affaires de Concord & de Lexington , & , même après celle de Bunker's-kill , les Américains nous donnèrent l'option , ou de jouir de tout leur commerce , ou de lever sur eux une taxe qui seroit imposée par la Grande-Bretagne. » Taxez-nous , disoient-ils , ( car nous consentons même à être taxés par vous . ) mais laissez-nous un commerce libre & illimité ; ou si vous voulez restreindre notre commerce , permettez - nous de nous taxer nous-mêmes comme autrefois. Mais nous taxer & en même tems restreindre notre commerce , c'est comme si vous bruliez la chandelle par les deux bouts ; & vous nous jetterez bientôt dans un état de pauvreté qui réduiroit à rien & notre commerce & nos contributions «.

» Tels étoient le langage & les offres des Américains , dans les premiers moments de

la guerre. A moins d'être Membre du Congrès, on ne peut point dire s'il sera possible ou non de les porter à tenir le même langage ou à faire les mêmes offres. Mais il est très-vraisemblable qu'ils se montreroient disposés à nous offrir quelque chose d'équivalent à l'une de ces deux alternatives, s'ils pouvoient traiter avec un Ministre dans lequel ils eussent une entière confiance, & quoiqu'en puissent dire les ennemis du Lord Chatham, il est le seul ici qui ait des droits certains à la confiance la plus entière de la part des Américains «.

J E terminerai cette lettre par une esquisse des pertes de l'Angleterre dans diverses branches de son commerce & de sa navigation, seulement dans les deux années dernières. J'ai comparé ensemble quatre éditions de l'interrogat que trois Marchands de Londres ont subi le 6 de ce mois dans la Chambre des Pairs, où ils avoient été amenés par Milord Duc de Richmond. En attendant que ces Marchands remettent les états que la Chambre leur a demandés, où leurs assertions doivent s'offrir en tableau, j'en ai composé un qui pourra suffire pour vous faire entrevoir qu'elle a été l'erreur de ceux qui ont osé soutenir que la querelle Américaine ne causeroit aucune diminution sensible dans le commerce entre les deux pays, ou que cette diminution ne seroit pas de longue durée.

*Précis*

*Précis des réponses de trois Marchands de Londres, mandés le 6 Février 1778 à la Chambre des Pairs, aux questions qui leur ont été faites par plusieurs Lords sur l'état actuel de diverses branches de commerce & de navigation.*

*Corfaires Américains.*

Les Corfaires Américains peuvent se monter au nombre de 173, & celui des matelots employés sur ces vaisseaux est de quinze à vingt mille. L'équipage de chacun est de 80 hommes l'un dans l'autre: il y en a de 150, d'autres de 100, d'autres de 60.

Les vaisseaux de guerre Anglois & les vaisseaux ayant des lettres de marque, ont pris 34 de ces Corfaires. Le nombre des prisonniers faits à leur bord est d'environ 3,000

*Vaisseaux pris par les Américains dans les années 1776 - 1777.*

[N. B. Les Américains n'avoient point fait de prise avant 1775.]

Vaisseaux pris.....	743
Repris.....	127
Perdus pour l'Angleterre.....	616
Vaisseaux pillés & rendus aux propriétaires .....	49

Le montant des vaisseaux perdus pour l'Angleterre est d'environ deux millions sterling y compris le vaisseau & la cargaison, sur le pied de 3 à 4,000 liv. par vaisseau.

Le nombre d'hommes pris de cette manière par les Américains est évalué à 15,000 hommes environ, sur le pied de 25 hom. par chacun des 616 vaisseaux, l'un dans l'autre.

### *Vaisseaux Marchands & Assurances.*

Au nouveau Café de Lloyds à Londres, il y a une Société de Marchands qui a des Correspondans dans tous les ports de l'Europe. Ceux-ci lui envoient les nouvelles les plus récentes de ces ports, & lui donnent aussi connoissance des sorties & entrées des vaisseaux, de leur âge, de leurs qualités, de leurs équipages & tonnage, ainsi que des armemens de guerre. Surtout cela les Marchands Anglois de Londres reglent le prix des assurances.

### *Prix des assurances.*

Le prix des assurances pour la traite d'Afrique, avant la guerre, étoit de trois pour cent, pied moyen.

Pour la Jamaïque & les autres Isles, avant la guerre, il étoit de deux & de deux & demi. Actuellement, avec convoi, il est le double. Sans convoi, on ne trouve point d'Assureurs, ou du moins très-peu.

Pour quelques autres places il est de 15 pour cent.

Le prix pour la Hollande n'a point monté depuis que le Corsaire le Cunningham a quitté le Canal.

Pour le Détroit de Gibraltar, le Portugal & l'Espagne, il est de deux à trois pour cent sous convoi.

### *Manufacture de Fer.*

Cette Manufacture est très considérable ; mais ce n'est point la Manufacture principale du Royaume d'Angleterre.

Les demandes, pour le fer d'Angleterre, ont augmenté pendant la guerre d'Amérique. Cependant cet accroissement n'a point compensé les pertes occasionnées par la cessation de l'importation du fer de l'Amérique, parce qu'il étoit d'abord importé en gueuses ; & après avoir été manufacturé en Angleterre, l'Amérique en reprenoit des quantités immenses.

### *Dette de l'Amérique à l'Angleterre.*

Lorsqu'on passa l'Acte prohibitif, cette dette se montoit à environ deux millions. Dans la première année de la guerre les Américains rembourserent 500,000 livres de cette somme. — Si les Américains eussent gardé les marchandises qu'ils donnèrent alors en paiement, elles suffiroient actuellement

## ccclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour payer toute la dette, le prix des marchandises étant augmenté des trois quarts.

Ces 500,000 livres ont été payées pendant les troubles ; & avant qu'on fût informé en Amérique que tout commerce avoit été prohibé entre les deux pays. Depuis ce tems-là les Américains ont continué de payer leurs dettes par la voie de la France & de la Hollande. Cependant le papier des Provinces du centre où est la guerre, perd dans le commerce 90 pour cent : celui de la Caroline Méridionale auroit un cours bien moins défavantageux.

### *Gages des Matelots.*

Les gages des matelots sont montés depuis la guerre d'Amérique de 25 à 30 shillings par mois, à 55 shillings, & il faut toujours payer d'avance un mois.

Le fret des vaisseaux n'est pas augmenté dans la même proportion.

### *Commerce de l'Amérique & des Isles Angloises.*

Avant la guerre actuelle on évaluoit ce commerce à environ douze millions, c'est à-dire, trois millions en exportations des Royaumes Britanniques, & neuf millions en exportations de l'Amérique ou des Isles, pour l'Europe (a).

---

[a] D'après un relevé fait sur les tableaux de Whitworth pour l'année 1773, les importations dans la

*Isles du Vent.*

Les vaisseaux destinés pour ces Isles sont évalués à 6,000 liv. & ceux pour l'Angleterre à 8,000.

Le nombre des vaisseaux pris entre la Jamaïque, les Isles sous le Vent, Terre-neuve & l'Afrique, a été d'environ 580, d'où il reste à déduire ceux qui ont été repris. La Barbade & Tabago sont les Isles qui ont essuyé les plus grandes pertes. Cette partie est absolument sans défense. Il n'y a pas une chaloupe de guerre employée à en écarter les Corsaires. Ils y font des descentes & enlèvent les Negres de dessus les habitations. Un Planteur en a perdu 150 dans une nuit à Tabago.

*Jamaïque.*

Les vaisseaux destinés pour la Jamaïque sont évalués sur un pied moyen à 8,000 liv. ceux pour l'Angleterre à 10,000 liv. Les vaisseaux pris au commerce de la Jamaïque

Grande-Bretagne montoient à 3,402,677 l. 7 s. 5 d.

Et les exportations à ..... 2,976,665 8 6

Il faut qu'il y ait pour..... 5,597,323 l. de denrées des Colonies en général qui se portoient directement chez l'Etranger. en vertu des modifications faites successivement à l'acte de navigation. — Cela fait toujours neuf millions d'importations, puisque les produits des 5,597,323 liv. y rentroit, soit en lettres de change ou en marchés d'Europe.

ccclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
font évalués à 500,000 liv sterl. La quantité  
de sucre, prise en 1776 par les Améri-  
cains, a été de 25,000 barriques.

#### *Commerce de Terre-neuve.*

Les Américains ont pris quarante vaisseaux  
de ce commerce. Cependant, la pêche est  
plutôt augmentée que diminuée, par la rai-  
son que les troubles de l'Amérique & le  
nouvel acte sur les pêcheries, restreignent à  
l'Angleterre seulement ce commerce, qui  
étoit auparavant partagé entre l'Angleterre  
& l'Amérique.

Cette pêcherie, qui doit occuper chaque  
année vingt-mille hommes, est considéra-  
blement diminuée faute de matelots. La der-  
niere campagne a produit la moitié moins  
de poisson. Les Isles en manquent, ainsi  
que les marchés d'Europe, & le prix en est  
doublé en nombre d'endroits.

#### *Commerce d'Afrique.*

Le nombre des vaisseaux employés à ce  
commerce, avant la guerre d'Amérique,  
étoit de 200 à 250. Actuellement il ne se  
monte pas au quart. Les vaisseaux que l'An-  
gleterre a perdus à ce commerce ont été  
pris par les Corsaires Américains, princi-  
palement dans la latitude des Barbades, parce  
qu'il n'y avoit aucun vaisseau de guerre sta-  
tionné au Vent pour protéger ce commerce ;



& toutes les prises ont été faites au vent de cette Isle.

Les vaisseaux & les cargaisons de ce commerce sont estimés 7 à 9,000 livres, & c'est leur vraie valeur. Le premier vaisseau de ce commerce a été pris en Avril 1777; & depuis ce tems-là tout vaisseau qui a fait le *voyage moyen*, c'est-à-dire, des Isles à l'Afrique, a été pris.

Les Américains ont pris quinze vaisseaux faisant la traite des Negres. Chacun de ces vaisseaux, sur un pied moyen, contient 250 esclaves, coûtant, par une évaluation moyenne, 25 livres st. Desorte que la perte du premier coût, pour l'Angleterre, en esclaves seulement, doit être de 93,750 livres, sans compter les vaisseaux & les hommes. Cependant, ce commerce s'est plutôt accru que diminué, parce que les troubles de l'Amérique ont restreint à l'Angleterre seulement cette branche de commerce, qui, avant cette époque, étoit partagée entre l'Angleterre & l'Amérique.

Depuis l'acte prohibitif l'Angleterre fait entre les côtes d'Afrique & la mer du Sud, un nouveau commerce (c'est-à-dire une nouvelle pêcherie). Cependant ce commerce n'équivaut pas à celui que l'Angleterre a perdu à Terreneuve. Il employeroit le même nombre de vaisseaux que les Américains, sans la difficulté qu'on trouve à les équiper. Cette nouvelle pêcherie s'étend jusqu'aux Isles de

## ccclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Falkland ou Malouines , & le nombre de vaisseaux Anglois qui la font , est de 15 , au lieu que les Américains en employoient 60.

Elle consiste à chasser la baleine , dont le blanc fait un luminaire assez semblable à la bougie. Les Américains étoient les seuls qui s'en occupassent autrefois. Elle se partage aujourd'hui entre les ports de Londres & de Bristol. Mais comme il faudroit sur chaque vaisseau au moins quatre Harponeurs Américains ( que les Anglois ne peuvent point remplacer ) & que ce secours manque absolument , le prix de l'huile dite *Spermaceti* est doublé depuis le commencement de la guerre. Quinze ou seize vaisseaux qui y ont été employés n'en ont rapporté que des demi-cargaisons , & la pêcheerie entière n'a pas produit , dans tout ce tems , plus de soixante mille livres sterling. — Deux vaisseaux seulement sont employés à la partie de cette pêcheerie qui se fait sur la côte d'Afrique. Le prix de l'assurance est de 15 pour cent pour la pêcheerie entière.

### *Prix des marchandises.*

Depuis la guerre , le fer & plusieurs autres articles ont augmenté du triple , & les autres du quintuple de leur valeur ordinaire.

Le prix du goudron & de la thérébentine ont monté de 6 à 8 schillings , à 30 schillings le barril.

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclxj

Le Sucre de 30 shillings, à 3 livres le quintal.

L'huile de poisson, dans la même proportion.

Les cendres perlées & les potasses, de même.

L'indigo a augmenté considérablement.

Le tabac est monté de  $7\frac{1}{2}$  deniers la livre, à 2 shillings (48 sous tournois).

Il se fait journellement de petites banqueroutes, & trop souvent de très-considérables.

*P. S. du 18 Février.*

VOICI une scène toute nouvelle : l'horizon politique est entièrement changé : l'esprit de paix y regne comme s'il n'eût jamais été troublé par une folle ardeur pour la guerre. Les ordres de piller, de saccager, de brûler font place aux offres d'une aimable conciliation. O ! Burgoyne, de quel étonnement vous serez saisi, à votre retour dans votre patrie, si quelque enchantement ne vous retient pas chez les Américains ! C'est pour le coup que vous serez pétrifié. O ! vous tous, Généraux & autres, qui avez traité avec une hauteur & une dureté si barbares, les Américains qui croyoient avoir de justes représentations à vous faire, concevrez-vous qu'il ait pu y avoir tant de miel dans les cœurs où vous avez puisé tant de fiel ?

*Précis de ce qui s'est passé le 17 Février dans la Chambre des Communes.*

» On n'avoit vu encore dans aucune session l'assemblée aussi nombreuse. La Chambre Haute, presque entière, étoit mêlée dans la galerie avec la multitude qui la remplissoit, pour entendre de la bouche de Mylord North, l'ouverture d'un avis tout opposé au plan qu'il a invariablement suivi depuis quatre ans ».

» Voici la substance de son discours ».

» Après avoir prié la Chambre de l'écouter avec patience, quoiqu'il la prévint qu'il seroit un peu long. — Il débuta en l'assurant qu'il avoit toujours été animé du desir de la paix : que les actes coercitifs du Parlement avoient été passés dans la vue de la paix : qu'il n'eut pas plutôt apperçu leur inefficacité, qu'il avoit fait une proposition conciliatoire avant que l'épée fût tirée : que c'étoient les discussions par lesquelles on avoit fait passer cette proposition dans la Chambre qui avoient porté le Congrès à la rejeter comme imaginée uniquement pour semer la division en Amérique, & y introduire un plan de taxation pire que le premier ».

» Il protesta que jamais il n'avoit compté augmenter considérablement le revenu public par les taxes Américaines, & il fit voir que même celle du timbre, dont il n'étoit point l'auteur, & qui lui paroissoit la plus judicieuse de toutes n'auroit pas été un objet de confé-

quence. Il rappella à la Chambre, qu'aucune taxe n'avoit été établie par lui en Amérique; qu'il l'avoit trouvée *taxée* lorsque malheureusement (& il n'expliqua point si c'étoit pour lui ou pour l'État) il étoit entré dans l'administration : que n'étant point l'auteur de l'impôt sur le thé, il ne l'avoit point fait révoquer non plus; mais qu'il n'avoit employé aucun moyen coercitif pour le faire percevoir. Il entra dans quelques détails sur ce dernier impôt contre lequel il prétendit que les Américains s'étoient injustement soulevés, & même à leur préjudice, faisant voir qu'il avoit déplû aux seuls contrebandiers, qui le regardoient comme un monopole. Il conclut de tout cela que n'ayant jamais eu la taxation de l'Amérique pour objet principal, on devoit le trouver uniforme & conséquent dans ce qu'il alloit proposer ».

» L'avis qu'il ouvrit porte sur trois points. Premièrement, que la Chambre se formeroit en grand Comité le 19 ou pendant la séance tenante, pour préparer un (a) Bill aux fins d'une renonciation totale aux taxations Américaines, sous la condition que les Colonies s'obligeroient à une contribution

---

[a] On trouvera ci-après un précis exact des Bills, avec lesquels ces propositions de Milord North ne sont point parfaitement conformes. C'est qu'apparemment ce qui n'est pas exprimé dans les Bills annonce seulement les dispositions que le Ministère apporte à la négociation.

ccclxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
raisonnable pour entrer dans les dépenses  
d'administration du gouvernement d'Angle-  
terre, à la protection duquel elles auroient  
droit par cette contribution ».

» 2°. Que cinq Commissaires seroient nom-  
més & envoyés en Amérique avec les pou-  
voirs les plus étendus, à l'effet de traiter avec  
tous corps ou particuliers pour le rétablisse-  
ment de la paix entre la Grande-Bretagne  
& les Colonies, aux conditions ci-dessus.  
ladite commission devant durer jusqu'au mois  
de Juin 1779 ».

» 3°. Qu'il y auroit une cessation d'armes  
aussi-tôt que ces Commissaires arriveroient  
en Amérique s'ils le jugoient nécessaire, &  
qu'elle pourroit durer jusqu'à l'expiration de  
ladite commission, pour que leurs négocia-  
tions eussent l'effet désiré ».

» Dans l'explication qu'il donna de chacun  
de ces points, il annonça que tous les actes  
coercitifs seroient retirés. — Que la Charte  
de la Baye de Massachusets lui seroit ren-  
due. — Que les Commissaires pouvant traiter  
avec tous corps quelconques, le Congrès  
seroit compris nommément dans leur com-  
mission, ainsi que les assemblées provincia-  
les, & même les particuliers en leurs qualités  
civiles ou militaires, tels que le Général  
Washington, ou d'autres Officiers. — Que  
les pouvoirs des Commissaires s'étendroient  
jusqu'à la suspension de toutes loix quelcon-  
ques, & enfin, que dans les Colonies où la

nomination du Gouverneur , &c. appartenoit au Roi les Commissaires pourroient en nommer ainsi que d'autres Officiers , jusqu'à ce que le Roi les eût confirmés ».

» Il alla jusqu'à dire qu'on traiteroit avec l'Amérique comme avec un état indépendant , & que l'article de l'indépendance seroit le point qui seroit discuté le dernier , faisant entendre qu'on pourroit stipuler entre les deux Etats une union semblable à celle de l'Ecosse avec l'Angleterre (bonheur auquel ne participe point l'Irlande , traitée comme pays conquis , & dont l'Irlande n'est point fort jalouse) & à ce sujet il observa qu'il ne pouvoit pas donner une plus forte preuve de la sincérité de ses sentimens pour la paix ».

» Il prévint l'objection à laquelle il s'attendoit , savoir , qu'il eût pu faire plutôt cette proposition , & il pria la Chambre de se souvenir qu'à l'ouverture de la session , il l'avoit annoncée pour le moment où les armes Britanniques auroient été couronnées de quelque succès éclatant : quoiqu'il avoit compté sur des avantages plus réels que ceux que les Généraux Anglois avoient obtenus ; & que la défaite du Général Burgoyne avoit trompée ses calculs ; mais que les généreux efforts que la Nation venoit de faire par les cotisations volontaires pour lever quinze mille hommes de troupes , & le bon état où étoient encore les armées du Roi en Amérique , forte de plus de 36 mille hommes , lui paroissoient être

des circonstances aussi favorables qu'une victoire, & qu'il ne voyoit point de raison de pousser plus loin une guerre si meurtrière & si dispendieuse. — En parlant de ce qu'il avoit attendu des armées du Roi, il parut donner quelques torts au Général Howe & au Général Burgoyne. — Il finit en assurant la Chambre que la Nation étoit encore puissante, qu'elle avoit beaucoup plus de troupes à envoyer qu'on ne l'imaginait, & des forces ainsi que des facultés pour plus d'une campagne; que les revenus publics n'avoient souffert que fort peu de diminution, & qu'il comptoit sur un subside suffisant pour le service de l'année courante, ainsi qu'il espéroit le faire bientôt voir à la Chambre ».

» M. Fox qui prit aussi-tôt la parole, déclara qu'il ne pouvoit point refuser son suffrage à une proposition, qui en général, lui paroissoit si raisonnable, & qu'il ne doutoit point qu'elle ne réunît ceux de tout son parti. Il se permit seulement d'observer qu'il étoit fâcheux qu'on n'eût pas adopté il y a trois ans, le projet de M. Edmond Burke, qui portoit exactement sur les mêmes points. Il observa qu'il convenoit de donner aux Colonies la même sûreté parlementaire pour leurs Chartres que relativement à la taxation. Enfin, après avoir passé en revue les divers points sur lesquels Milord North venoit d'avouer qu'il avoit été trompé par l'événement, il déclara qu'une seule inquiétude lui



restoit sur les bruits qui s'étoient répandus , & qu'il ne croyoit que trop certains d'un traité d'alliance & de garantie conclu très-récemment entre la France & les Etats-Unis d'Amérique. Il somma Milord North de dire ce qu'il pouvoit en savoir , & s'il n'avoit pas eu connoissance de ce traité avant d'avoir fait sa proposition qu'un traité semblable rendroit aussi infructueuse pour la paix , que honteuse pour la Grande-Bretagne.

Plusieurs Députés qui jusqu'ici ont donné leur voix pour le Ministère , se plainquirent d'avoir été trompés par Milord North , qui nioit aujourd'hui que jamais il eût songé à tirer un revenu d'Amérique , tandis qu'il les avoit assurés très-positivement que c'étoit pour le soulagement des propriétaires de fonds en Angleterre , qu'il vouloit assujettir l'Amérique aux taxations ; & ils protestèrent qu'au lieu de s'appuyer comme ils l'avoient fait pour la poursuite de la guerre , ils lui auroient opposé tous leurs efforts s'ils eussent pu croire que les Américains ne partageroient pas leurs charges d'une manière sérieuse & efficace ».

» M. Grenville se plaignit que Milord North n'avoit pas assez développé la nature de la commission , & qu'en conséquence , ne pouvant se hasarder à commenter les dires trop vagues de ce Lord , il se bornoit à joindre son vœu pour la paix à celui de toute la Chambre. — Il ajouta à ce que M. Fox avoit dit de la France , qu'il étoit bien informé

ccclxviii AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
que depuis quinze jours , divers corps considérables de troupes étoient partis de l'intérieur du royaume de France pour les côtes , & que les Ministres François avoient pris un ton beaucoup plus ferme & même des plus offensans pour la Grande - Bretagne. Il se permit une sortie véhemente contre Milord North qu'il accusa d'avoir trompé sur tous les points la Nation & le Parlement ; & il finit en assurant que , comme tout le reste de la Chambre , il souhaitoit la paix ».

» Le Lord North répondit sur ce qui concernoit le traité des Américains avec la France , qu'il ne pouvoit pas nier que la nouvelle ne lui en fût venue aussi , mais que ce n'étoit point par une voie autentique : qu'il convenoit que la chose étoit possible & même probable , mais qu'il ne pourroit y ajouter foi que quand il en seroit informé par l'Ambassadeur ».

» On n'entendit point , sans surprise , le premier Ministre s'exprimer ainsi , avec une forte de frissonnement qui fut remarqué de toute la Chambre , & qu'on prit pour l'effet de la peur dont il étoit saisi , en faisant cet aveu tacite de l'événement le plus redoutable pour l'Angleterre , & le plus terrible pour les Ministres qui l'ont si mal conduite ».

» Il fut arrêté unanimement qu'on travailleroit au Bill proposé par Milord North. La séance finie chacun se retira consterné ;

& les fonds publics baïssèrent aussitôt de quelques crans, ce qui ne promet point à Milord North qu'il puisse lever le subside avec autant d'aisance qu'il sera octroyé.

JE N'AI qu'une courte observation à faire, Monsieur, sur ce projet de Milord North. Animé du désir le plus sincere, comme je vous l'ai toujours protesté, de voir cesser cette guerre monstrueuse, je suis aussi affligé de l'inutilité visible de cette tentative, que j'aurois ressenti de joie si elle eût été faite avant l'envoi des Auxiliaires Allemands en Amérique. Malgré tout ce que vous voyés de séduisant, & j'oserois dire d'incroyable dans cette proposition, le Ministre nourrit dans son cœur l'espoir de conquérir l'Amérique; & ce n'est que du tems qu'il cherche à gagner. Ce tems lui est cher; aussi en offre-t-il un gros prix. Mais il est encore plus cher pour les Américains, & ils rejeteront son marché. S'il eût eü vraiment l'intention de faire un si beau sort à l'Amérique, il falloit débiter par le rappel de toutes les troupes quelconques, déduire ensuite le contenu de sa proposition qui se réduit à ce seul point : *Si vous voulez de notre protection, vous la payerez par une contribution raisonnable qui n'alterera gueres l'ombre de l'indépendance qu'on pourra vous laisser.* Mais il se contente de leur offrir une suspension d'armes, en laissant chez eux trente - six mille hommes,

## ccclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui insensiblement pourront être portés à soixante mille, tant par les recrues d'Angleterre & d'Allemagne que par les enrôlemens du pays. Qui est-ce qui ne voit point que son intérêt est de diviser les Américains & de leur faire perdre le moment le plus favorable qu'ils aient eu dans cette guerre, ainsi que le fruit de trois campagnes qui ont discipliné & aguerris leurs troupes, de les empêcher enfin de mettre à profit l'embarras où la Cour se trouve pour de nouveaux renforts de troupes Allemandes, ainsi que l'affreux désordre où sont les finances de l'Angleterre & même ses affaires dans l'Inde, son unique ressource. Mais les Américains ne seront point si dupes. Ils diront aux nouveaux Plénipotentiaires : qu'entendez-vous par une suspension d'armes ? Vous allez rester au milieu de nous, dans nos Villes, sur nos côtes ! Avons nous des armées dans vos Villes en Angleterre ? Ce n'est que dans ce cas là qu'une suspension d'armes ne nous feroit point désavantageuse. Videz notre pays, retirez vos troupes, sans quoi votre suspension d'armes n'est qu'un mal de plus que vous cherchez à nous faire. Le parti de Milord North ne manquera pas de s'écrier que sûrement il existe un Traité secret entre quelque Nation Européenne & les Américains, puisqu'ils rejettent de si belles propositions ; & Milord North profitera de la fermentation excitée dans les esprits par la

nouvelle de ce refus qui pourra encore venir avant la séparation du Parlement, pour obtenir un vote de crédit plus considérable, dont il trouvera les fonds s'il peut; mais il n'en perdra pas moins l'Amérique, & il n'en fera pas moins vrai qu'il l'a perdue uniquement par sa faute, & pour s'être flatté jusqu'au dernier moment du fol espoir de mettre sous ses pieds l'Amérique & l'Univers.

J'ajouterai une seule idée, d'après une lettre que le Général Gates, vainqueur de Burgoyne, a fait passer à Milord Thanet, & dont le Marquis de Rockingham a fait lecture dans la Chambre des Pairs le Lundi 16 Février. Voici en quels termes s'exprime cet Américain, dont le suffrage est de poids.

» Une administration méchante, scélérate, détestable, a fait tout ce mal. N'y auroit-il pas quelque main habile qui pût le guérir? Un Chatham, un Cambden, un Thanet, feroient rentrer l'Angleterre dans ses droits sur l'affection des Américains. — Rien au monde ne les détachera de leur indépendance. Ils seront volontiers les amis & les alliés de l'Angleterre, mais jamais ses esclaves «.

Les Américains ne peuvent point avoir oublié que Milord Chatham a protesté contre l'envoi des troupes en Amérique; qu'il a déclaré que tout honnête Anglois devoit quitter ce service: qu'il en a retiré son fils: qu'il a proposé le rappel de l'armée entière.

Or il me paroît que toute proposition qui leur viendra du Ministère, qui avoit juré leur perte, sera d'autant plus mal accueillie, qu'ils savent par quel préliminaire auroit débuté avec eux celui qui a été constamment leur zélé défenseur, & que ce préliminaire est le seul moyen d'obtenir leur confiance. Je ne crois point, dans l'état où sont les choses, que Milord Chatham, même, les ramenât sous le joug de l'Angleterre; mais sûrement il en feroit à la nation des amis & des alliés très-utiles, au moins tant que son Ministère dureroit.

Je croirois encore que ces projets d'arrangement se présentant au nom du Parlement, dont les Colonies ont déclaré tant de fois qu'elles ne vouloient point dépendre, ils seront rejettés, comme on dit, sur l'étiquette du sac. Il n'y aura d'ailleurs aucune des Assemblées américaines qui veuille les recevoir autrement que par la voie du Congrès général, qui certainement exigera ces trois conditions préliminaires. — Que toutes les armées & escadres soient retirés; qu'il soit formé un nouveau Parlement, & que le Ministère soit changé dans sa totalité, pour voir ensuite, s'il peut y avoir lieu, à un Traité de commerce & d'amitié entre deux sœurs parfaitement indépendantes l'une de l'autre, & partagées de manière entr'elles que toutes les espérances soient du côté de

ET DE L'AMÉRIQUE. cccclxxiiij  
la cadette , tandis qu'il ne reste à l'ainée que  
sa décrépitude.

Je joins ici les Bills, traduits littéralement.  
Je n'ai retranché du premier que les choses  
de forme.

*Bills présentés sur la motion de Milord North ,  
du 17 Février.*

*Bill pour la nomination des Plénipotentiaires.*

[ Ce Bill a été extrait , mais en retrans-  
chant seulement les choses de forme. ]

*Preamble.*

Pour faire cesser & anéantir toutes les  
désiances & appréhensions mal fondées qui  
ont fait craindre mal-à-propos à un grand  
nombre des sujets de Sa Majesté dans ses  
Colonies , Provinces & Plantations ( ici les  
Treize Colonies sont nommées ) que leurs  
libertés & leurs droits légitimes ne fussent  
en danger , & pour d'autant plus manifester  
les intentions justes & gracieuses , suivant  
lesquelles Sa Majesté & son Parlement désirent  
de maintenir & d'assurer tous les sujets dans  
la jouissance claire & parfaite desdits droits  
& libertés,

*Section premiere.*

Les personnes qui seront nommées sous

ccclxxiv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
le grand sceau de la Grande - Bretagne ,  
auront un plein pouvoir , commission &  
autorité pour négocier , traiter & convenir ,  
soit avec les corps politiques ou assemblées ,  
soit avec les particuliers , ainsi qu'elles le  
jugeront convenable , sur - tous griefs , ou  
sujets de plaintes existans ou supposés exis-  
ter dans le gouvernement desdites Colonies ,  
ou dans les loix & statuts du royaume y  
relatifs , & sur l'objet d'aucune aide ou con-  
tribution à fournir par toutes ou telle d'en-  
tre lesdites Colonies , &c. respectivement pour  
la défense commune du royaume & ses dépen-  
dances , ainsi que sur aucuns réglemens , &  
choses , que lesdits Commissaires jugeront  
nécessaires pour l'honneur de Sa Majesté &  
le bien général de ses Sujets.

*Section deuxieme.*

Aucun réglemant , &c. ainsi proposé &  
convenu , n'aura de valeur ou effet , & ne sera  
exécuté qu'ainsi qu'il est dit ci après jusqu'à  
ce qu'il ait été approuvé par le Parlement.

*Section troisieme.*

Les Commissaires pourront ordonner &  
publier , dès qu'il le jugeront à propos , une  
cessation d'hostilités de la part des troupes  
du Roi , pour telle des Colonies , & pour  
tel tems , & aussi sous les conditions qu'ils



jugeront nécessaires , & la révoquer & annuler de la même manière.

*Section quatrième.*

Ils pourront suspendre , par une proclamation signée & scellée d'eux , l'effet de l'acte du Parlement , de la seizième année du règne de Sa Majesté , pour défendre tout commerce & correspondance avec les Colonies y nommées , ou de partie dudit acte , pour le tems qu'ils jugeront nécessaire , en spécifiant le tems , le lieu , & les exceptions & restrictions , avec faculté de révoquer la dite suspension.

*Section cinquième.*

Ils pourront suspendre en tels lieux ou pour tel tems qu'il jugeront à propos , pendant la durée du présent acte , l'effet de tous ou de tel d'entre les actes du Parlement , passés depuis le 10 Février 1763 , relativement auxdites Colonies , ou de telle partie ou clause y contenue , en tant que regardant lesdites Colonies.

*Section sixième.*

Ils pourront accorder le pardon à toute espèce & à tout nombre de personnes dans lesdites Colonies.

*Section septieme.*

Pour qu'il ne résulte aucun inconvénient de la vacance de l'Office de Gouverneur ou Commandant , ou de son absence dans les Colonies , dont ci-devant Sa Majesté nommoit le Gouverneur , ils pourront faire cette nomination par un Acte signé & scellé d'eux , pour durer suivant le bon plaisir de Sa Majesté , & avec les mêmes pouvoirs , &c. que si le pourvu eût été nommé par le Roi , & a cet effet ils pourront révoquer & annuler toutes nominations antérieures.

*Section huitieme.*

Le présent acte sera en vigueur , jusqu'...  
( les dates restent en blanc sur les Bills: on remplit ces blancs à la passation de l'acte.)

*Bill relatif à la taxation.*

( N. B. Ce Bill est traduit en entier & littéralement. )

*Préambule.*

D'autant que l'expérience a fait voir que l'exercice du droit de taxation par le Parlement de la Grande-Bretagne , pour l'objet de lever un revenu sur les Colonies , Provinces & Plantations de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale , avoit occasionné  
de

de grands troubles & désordres, & que par diverses fausses interprétations il avoit servi à tromper un grand nombre des sujets fideles de Sa Majesté, qui reconnoissent toujours qu'il est juste qu'ils contribuent à la défense commune du Royaume, pourvu que cette contribution soit levée sous l'autorité de la Cour générale ou de l'Assemblée générale de chaque Colonie, Province ou Plantation respective.

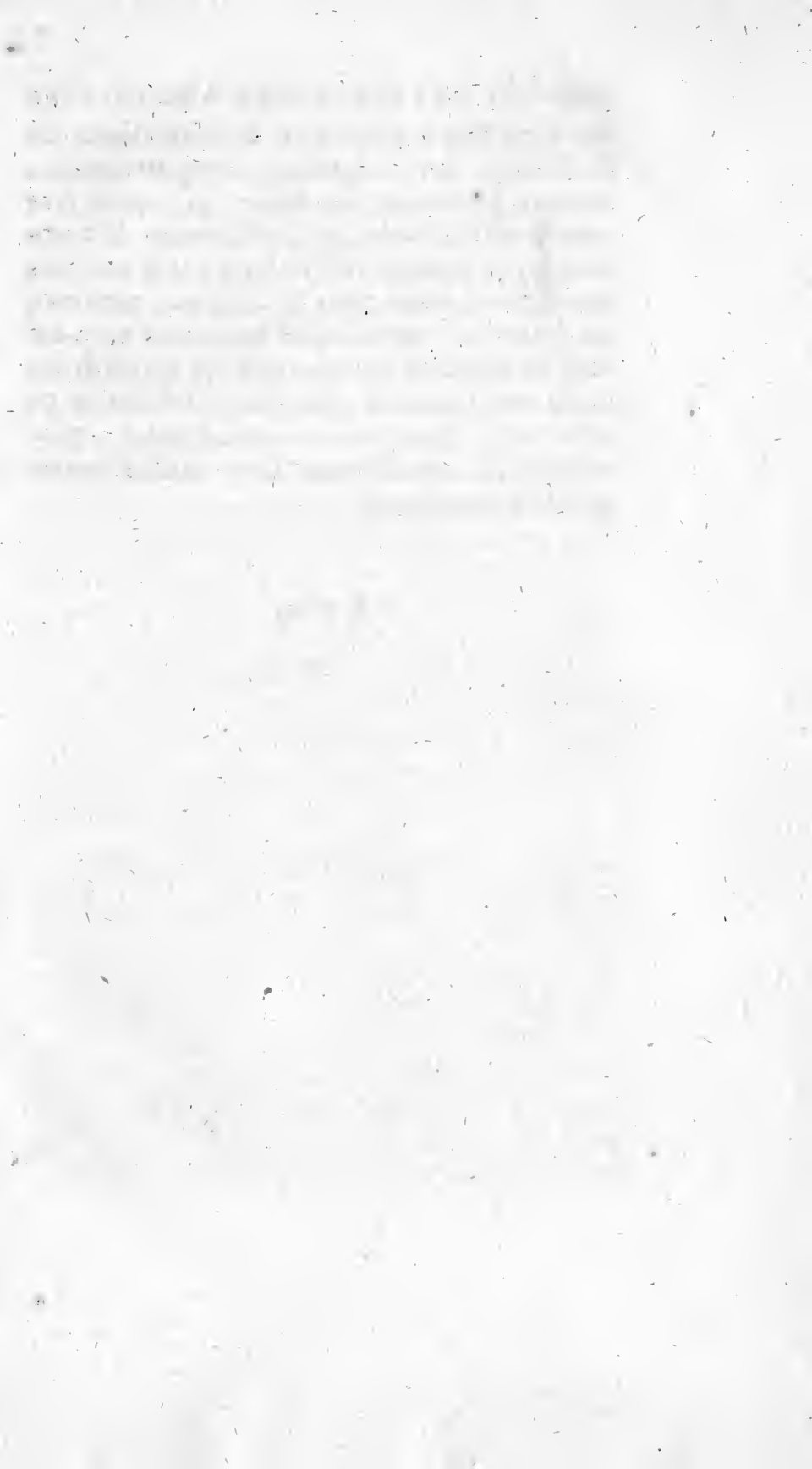
Et d'autant, que pour faire cesser lesdits troubles & remettre le calme dans les esprits de ceux des Sujets de Sa Majesté qui peuvent être disposés à revenir à leur allégeance, ainsi que pour rendre la paix & la prospérité à tous les Etats de Sa Majesté, il est à propos de déclarer que le Roi & le Parlement de la Grande Bretagne n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt pour l'objet de lever un revenu dans aucune desdites Colonies, provinces ou plantations.

*Plaise à votre Majesté,*

Qu'il soit déclaré & statué comme il est déclaré & statué par sa Très-excellente Majesté le Roi & de l'avis & consentement des Lords spirituels & temporels & des Communes, assemblés en ce présent Parlement & de l'autorité d'icelui, que le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne, à compter de.....n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt quelconque payable dans aucune

ccclxxviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
des Colonies, provinces & plantations de  
Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale,  
excepté seulement les droits qu'il peut être  
nécessaire d'imposer pour règlement de com-  
merce, le produit réel desquels sera toujours  
payé & employé pour la Colonie, province  
ou plantation dans laquelle ledit droit aura été  
levé de la même manière que les autres droits  
levés par l'autorité des Cours générales ou  
assemblées générales de ces Colonies, pro-  
vinces ou plantations sont ordinairement  
payés & employés.

F I N.





---

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S.

Des six Lettres du Banquier de Londres formant le Tome VII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N.<sup>o</sup> XXXI, XXXII, XXXIII XXXIV, XXXV & XXXVI.)

### A

*A*FRIQUE. Discours de M. Luttrell sur la nécessité de changer l'administration des établissemens en Afrique., p. ij.

*A*MÉRIQUE. Observations sur les lettres des Généraux publiées par la Gazette de la Cour du premier Novembre 1777, p. xxj. — Médiocres avantages que le Général Howe retirera de la prise de Philadelphie, p. xxxvj. — Les Américains ont une marine sur la rivière de Hudson aux *Highlands*, p. xxxix. — Mémoire (de M. Franklin) sur l'origine de la querelle Américaine & sur l'état des affaires en Amérique jusqu'en Mars 1777, p. l. — Caracteres politiques des Américains, tracés par un des leurs, p. lix. — Précis de la campagne des armées Américaines jusqu'au 15 Octobre 1777, p. lxxx. — Affaire de Brandyvine le 11 Septembre, p. lxxxj. — Affaire de German-Town, le

4 Octobre, *p.* lxxxij. — Affaires sur la rivière d'Hudson, & prise du fort de Montgommery, *p.* lxxxij. — Expédition Angloise par le Canada sous les ordres du Général Burgoyne, *p.* lxxxv. — Mauvais succès de l'expédition du Colonel Saint Leger par la rivière Mohawk, *p.* lxxxvj. — Fin malheureuse de l'expédition de Burgoyne. Il se rend prisonnier avec son armée, *p.* lxxxix. — Autre détail de l'expédition combinée de Saint Leger & de Burgoyne, *p.* xcij. — Fâcheuse méprise qui fait manquer la victoire aux Américains dans l'affaire de German-Town, *p.* xcviij. — Premières tentatives sur les forts du Delavare qui défendent les chevaux de frise, *p.* cij. — Lettre interceptée du Général Clinton au Général Burgoyne, sur ce qu'il ne pouvoit point l'assister, *p.* civ. — Lettre par laquelle le Général Gates envoie à Boston la capitulation de Burgoyne, *p.* cvj. — Capitulation de Burgoyne, *p.* cvij. — Réjouissance à Boston, *p.* cxj. — Les Anglois se sont mal conduits en retenant les étrangers qu'ils ont pris en Amérique ou y allant, *p.* cxij. — Lettre du Général Washington sur l'affaire du 4 Octobre à German-Town, *p.* clxxviij. — Lettre du Général Gates sur la levée du siège du fort Stanwix & sur les cruautés exercées par les Sauvages à la solde des Anglois, *p.* clxxxiiij. — Observations sur la lettre par laquelle le Général Burgoyne annonce sa disgrâce, *p.* clxxxvj. — Note sur le personnel de M. Gates, *p.* ccj. — Arrêté du Congrès en date du 14 Octobre concernant les prises amenées par les matelots du bord, *p.* ccvj. — Dîner donné au Général Burgoyne par le Général Gates, *p.* ccviij. — Interrogat du Docteur Franklin à la barre de la Chambre des Communes en 1765-6, *p.* ccxj. — Notions sur le commerce & la population de la Pensylvanie & de l'Amérique, *p.* ccxv. — Prix du change entre l'Amérique & l'Angleterre, *p.* ccxviij. — Progression étonnante dans l'accroissement de la population & du commerce, *p.* ccxxj.



Opinion du Docteur Franklin sur le droit de taxation, *p.* ccxxij. — Différence entre les taxes intérieures & extérieures : rigueur de l'acte du timbre, *p.* ccxxvij. — Reflexions sur les manufactures de laineries, *p.* ccxxix. — Motif qui fera toujours rejeter les taxes intérieures, c'est que l'Amérique n'est point représentée dans le Parlement, *p.* ccxliv. Copie d'un prétendu Traité entre la France & les Américains pour le tabac, *p.* cclxxv. — Les conséquences qui résulteront de ce Traité seront que la France voudra faire ouvertement le commerce d'Amérique, *p.* cclxxvij. — Observations sur l'origine de la guerre civile des Colonies Américaines par le Docteur Franklin, *p.* cccxxij. — Réponses du Docteur Franklin en 1769 aux questions du Ministère sur la taxation de l'Amérique ; & ses prédictions de tout ce qui est arrivé depuis, *p.* cccxxvj. Raisons pour ne point taxer les Colonies, communiquées par le Docteur Franklin au Gouverneur Shirley, dans l'année 1754, *p.* cccxl. — Lettre écrite par le Docteur Franklin à M. David Hartley, où il resume toutes les précédentes prédictions, *p.* cccxlv.

## C

COMMERCE. Précis des réponses de trois Marchands de Londres mandés le 6 Février 1778 à la Chambre des Pairs, aux questions qui leur ont été faites par plusieurs Lords sur l'état actuel de diverses branches de commerce & de navigation, *p.* cccliij.

## F

FINANCES. Embarras des Souscripteurs du dernier emprunt. Ils ont été assistés par la Banque, *p.* cclxxxv.

FRANCE. Observations sur l'Arrêt du Conseil d'Etat du 7 Décembre 1777, & sur le discours du Roi d'Angleterre à l'ouverture de la Session au sujet des dispositions & armemens respectifs, *p.* cxxxv.

## I

**I**NDE. Bon état des affaires dans l'Inde, & ressource dont elle sera pour l'Angleterre, *p.* xxxiv.

**INDES OCCIDENTALES.** Origine du droit de quatre & demi pour cent sur la sortie des marchandises, *p.* ccxxxviiij.

**IRLANDE.** Nombre des vaisseaux Américains qui y portent des graines de lin chaque année, *p.* ccxli.

## M

**M**INISTÈRE. Apologie de Milord North, *p.* xxxij. Discours du Roi à l'ouverture de la session le 20 Novembre *p.* lxiv. — Milord Sandwich assure que la marine est en état de résister à la France, & qu'une année suffiroit pour donner à l'Angleterre 90 vaisseaux, *p.* cxlvj. — Le Lord Germaine se déclare seul responsable de l'expédition du Général Burgoyne, *p.* cli. — Milord North promet d'offrir à l'Amérique des conditions qui ne feront point déroger l'Angleterre, & que l'Amérique sera contrainte d'accepter, *p.* clx. — Le Lord North promet que si la Nation n'a pas les facultés pécuniaires suffisantes pour continuer la guerre, il fera aux Américains telles propositions que la Chambre pourra autoriser, *p.* clx. — Le Lord Suffolk dit que Milord Chatham ne peut espérer de se faire entendre que dans le Parlement, *p.* clxvij. — Nouveau plan de conciliation proposé par Milord North *p.* ccclxij. — Bils conciliatoires avec les modifications, *p.* ccclxxiiij.

## O

**O**PPPOSITION. Note sur les papiers volés aux Agens Américains à Berlin, *p.* xlvij. — Milord Chatham demande que le Roi soit supplié de faire cesser les hostilités, *p.* lxix. — Dénonciation plaisante à la

## DES MATIERES.

5

cotterie de Robinhood de la piece de *Matroco*, comme parodie de l'aventure du Général Burgoyne, *p. cxiv.* — Remarque sur la maniere indécente dont le Lord Suffolk s'est exprimé en parlant du Soldat François, *p. cxxxij.* — Gibraltar n'est point assez défendu, *p. cxlvij.* — Milord Chatham insiste pour que les troupes soient rappelées d'Amérique, *p. clvj.* — Pressentiment du Lord Shelburne d'un Traité entre la France & l'Amérique, *p. clviij.* — Le Duc de Richmond insiste pour qu'on reconnoisse l'indépendance, *p. clxx.* — Excessive rigueur du traitement qu'on fait en Angleterre aux prisonniers Américains, *p. cxcix.* — Milord Shelburne établit une souscription pour eux, *p. cc.* — Appréciation du Bill conciliatoire de Milord Norrh, *p. ccxlix.*

## P

**P**ARLEMENT. Débats des Pairs d'Angleterre le 2 Décembre, *p. cxliij.* — Milord Chatham observe que les forces navales sont insuffisantes, *p. cxliv.* — Observations sur les obligations de la Hollande envers l'Angleterre, *p. cxlv.* — Débats chez les Communes le 10 Décembre, *p. clix.* — Les deux Chambres s'ajournent pour les vacances, *p. clxj.* Débats chez les Pairs le 11 Décembre, *p. clxiv.*

**P**ETITIONS. Différence de ce mot avec celui de Requête, *p. cccxxxij.*

## T

**T**ROUPES. Levées volontaires faites par différentes Villes d'Angleterre & d'Ecosse, *p. clxviij.*

## INDEX.

## A

ADAIR [l'Avocat] *p.* lxxv.

## B

BARRÉ [le Colonel] *p.* cliij.

BEAUCHAMP [le Lord], *p.* clx.

BOLTON [le Duc de] *p.* cxlviiij.

BULL [l'Alderman] *p.* lxxv.

BURKE [M.] *p.* clij, *ibid.* *p.* clxij.

## C

CARDIFF [le Lord] *p.* clix.

CAVENDISH [le Lord George] *p.* lxxij.

CHATHAM [Milord] *p.* lxviiij, *ibid.* *p.* cxliv.

CHESTERFIELD [le Lord] *p.* lxvij.

COVENTRY [le Lord] *p.* lxvij, *ibid.*

## E

ELLIOT [le Chevalier Gilbert] *p.* lxxj.

## F

FOX [M.] *p.* cxlix — *ibid.* *p.* clij. — *ibid.* *p.* clxj.  
*ibid.* *p.* clxiiij.

## G

GERMAINE [le Lord] *p.* cxlix. — *ibid.* *p.* cl. — *ibid.*  
*p.* clj.

GRANBY [le Lord] *p.* clxxij.

# INDEX.

## H

HOWE (le Lord) *p.* lxxiv.

HIDE [le Lord] *p.* lxxj.

## J

JENNINGS [le Chevalier Philippe] *p.* lxxv.

JOHNSTONE [le Colonel] *p.* lxxiiij. — *ibid.* *p.* lxxv.

## L

LITTLETON [le Lord] *p.* clvj

## M

MANSFIELD. [Milord] *p.* lxiiij.

## N

NORTH [le Lord] *p.* lxxv. — *ibid.* *p.* clij. — *ibid.*  
*p.* clx. — *ibid.* *p.* clxj. — *ibid.* *p.* clxiiij.

## P

PERCY [le Lord] *p.* lxvij.

## R

RICHMOND [le Duc de] *p.* cxlvij. — *p.* clx. — *p.*  
clxviiij.

ROCKINGHAM (le Marquis de] *p.* cxlvij.

## S

SANDWICH [le Lord] *p.* lxix. — *p.* cxlviiij.

SHELBURNE [le Lord] *p.* clxx.

SUFFOLK [le Lord] *p.* clvij. — *p.* clxvij.

## T

TOWNSHEND [M. Thomas] *p.* cxlvij. — *p.* clxj.

## W

WILKES [M.] *p.* lxxiv. — *p.* clix.

F I N.







---

Cleaned & Oiled

Sept. 16, 1911

---

